

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXXXVIII

1929

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1986. — Autriche et France :	
Accord commercial, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 16 mai 1928	21
N° 1987. — Etats-Unis du Brésil et Espagne :	
Convention d'arbitrage. Signée à Pétopolis, le 8 avril 1909	85
N° 1988. — Etats-Unis d'Amérique et Autriche :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 16 août 1928	95
N° 1989. — Etats-Unis d'Amérique et Autriche :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 16 août 1928	101
N° 1990. — Lettonie et Suède :	
Arrangement concernant la reconnaissance réciproque dans le Royaume de Suède et la République de Lettonie du droit des sociétés par actions (anonymes) et autres personnes juridiques d'ester en justice devant les tribunaux. Signé à Riga, le 21 juin 1928 ...	107
N° 1991. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant le règlement des questions relatives aux biens des départements, villes et villages divisés par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 22 février 1928	111
N° 1992. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant le règlement des anciens contrats d'assurance sur la vie conclus en couronnes hongroises ou autrichiennes, et le traitement réciproque des entreprises d'assurance privées, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 22 février 1928 ...	125
N° 1993. — Belgique et France :	
Echange de notes comportant un arrangement remplaçant l'entente intervenue en 1895 et complétée en 1900, 1906 et 1910, relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme et des animaux constatés dans la région frontière franco-belge. Paris les 22 et 23 mai 1928	145

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXXXVIII

1929

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 1986. — Austria and France :	
Commercial Agreement, with Protocol of Signature. Signed at Paris, May 16, 1928...	21
No. 1987. — United States of Brazil and Spain :	
Arbitration Convention. Signed at Petropolis, April 8, 1909... ..	85
No. 1988. — United States of America and Austria :	
Arbitration Treaty. Signed at Washington, August 16, 1928	95
No. 1989. — United States of America and Austria :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, August 16, 1928	101
No. 1990. — Latvia and Sweden :	
Agreement concerning the mutual Recognition in the Kingdom of Sweden and the Republic of Latvia of the Right of Joint-Stock Companies and other Juristic Persons to appear before the Courts as Plaintiffs or Defendants. Signed at Riga, June 21, 1928...	107
No. 1991. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention concerning the Settlement of Questions regarding the Property of Counties, Towns and Villages divided by the Frontier fixed in pursuance of the Treaty of Trianon, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, February 22, 1928	111
No. 1992. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention concerning the Adjustment of former Life Insurance Contracts concluded in Hungarian or Austrian Crowns, and the reciprocal Treatment of Private Insurance Undertakings, with Final Protocol. Signed at Belgrade, February 22, 1928	125
No. 1993. — Belgium and France :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement replacing the Agreement of 1895 completed in 1900, 1906 and 1910 regarding the Notification of Cases of Infectious Diseases of Men and Animals discovered in the Franco-Belgian Frontier Region. Paris, May 22 and 23, 1928	145

	Pages
N° 1994. — Suède et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 4 février 1928	155
N° 1995. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 14 juin 1928	173
N° 1996. — Norvège et Pologne :	
Protocole additionnel au Traité de commerce et de navigation du 22 décembre 1926, signé à Varsovie, le 26 avril 1928, et échange de notes y relatif de la même date ...	179
N° 1997. — Grèce et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ainsi que dans les affaires de successions, avec protocole additionnel. Signés à Athènes, le 7 avril 1927	187
N° 1998. — Grèce et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires. Signée à Athènes, le 7 avril 1927	211
N° 1999. — Grèce et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole additionnel. Signés à Athènes, le 7 avril 1927	219
N° 2000. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant la réglementation de la circulation des personnes dans le trafic frontière local, avec annexes. Signé à Vienne, le 18 janvier 1923	237
 ANNEXE XXII. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 170. — Protocole de signature concernant le statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Ratification</i>	272
<i>Signatures</i>	272
Disposition facultative	272
<i>Ratifications</i>	272
<i>Signatures</i>	272
N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Ratification</i>	283
N° 201. — Convention sur le régime des spiritueux en Afrique et protocole. Signés à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.	
<i>Ratification</i>	284

	Pages
No. 1994. — Sweden and Turkey :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, February 4, 1928	155
No. 1995. — United States of America and Denmark :	
Arbitration Treaty. Signed at Washington, June 14, 1928	173
No. 1996. — Norway and Poland :	
Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation of December 22, 1926, signed at Warsaw, April 26, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	179
No. 1997. — Greece and Czechoslovakia :	
Convention concerning reciprocal Judicial Protection and Assistance in regard to Civil and Commercial Law and Matters relating to Succession, with Additional Protocol. Signed at Athens, April 7, 1927	187
No. 1998. — Greece and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Athens, April 7, 1927	211
No. 1999. — Greece and Czechoslovakia :	
Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Additional Protocol. Signed at Athens, April 7, 1927	219
No. 2000. — Austria and Czechoslovakia :	
Agreement for the Regulation of the Movement of Persons in Local Frontier Traffic, with Annexes. Signed at Vienna, January 18, 1923	237
 ANNEX XXII: — Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratification</i>	272
<i>Signatures</i>	272
Optional Clause	272
<i>Ratifications</i>	272
<i>Signatures</i>	272
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Ratification</i>	283
No. 201. — Convention relating to the Liquor Traffic in Africa and Protocol. Signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919.	
<i>Ratification</i>	284

	Pages
N° 320. — Traité d'arbitrage et de conciliation entre la Confédération suisse et le Reich allemand. Signé à Berne, le 3 décembre 1921.	
Protocole portant modification au traité ci-dessus, signé à Berne, le 29 août 1928	284
N° 358. — Arrangement provisoire réglant la circulation aérienne entre les Pays-Bas et la Belgique. Signé à la Haye, le 8 juillet 1922.	
<i>Abrogation</i>	286
N° 422. — Echange de notes entre le Gouvernement hongrois et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au sujet de la prolongation du délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon. Belgrade, les 17 et 20 mars 1923.	
Echange de notes relatif à la prolongation du délai ci-dessus jusqu'au 26 juillet 1930. Budapest, les 20 avril, 16 mai et 21 juillet 1929.	287
N° 427. — Convention internationale modifiant la Convention signée à Paris le 20 mai 1875, concernant la création d'un Bureau international des Poids et Mesures, et règlement annexe à cette convention. Signée à Sèvres, le 6 octobre 1921.	
<i>Adhésion</i>	291
N° 526. — Arrangement commercial entre la Norvège et la Tchécoslovaquie. Signé à Prague, le 2 octobre 1923.	
Echange de notes comportant un arrangement supplémentaire à l'arrangement ci-dessus. Varsovie, le 26 juin 1928	291
N° 529. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Lettonie. Signé à Londres, le 22 juin 1923.	
Echange de notes relatif à l'adhésion du Bornéo du Nord au traité ci-dessus. Riga, les 15 et 17 mai 1929.	295
N° 566. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni pour l'application au Congo belge et à certains protectorats britanniques, des conventions d'extradition en vigueur entre la Belgique et le Royaume-Uni. Signée à Londres, le 8 août 1923.	
Echange de notes entre les Gouvernements de sa Majesté en Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine et le gouvernement de Belgique, relatif à l'extension à partir du 1 ^{er} août 1928 des conventions susmentionnées à certains territoires sous mandats britannique et belge. Londres, les 28 juin et 2 juillet 1928	297
N° 585. — Echange de notes entre les gouvernements danois et tchécoslovaque, comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre leurs deux pays. Prague, le 31 janvier 1924, le 18 décembre 1924 et le 18 avril 1925.	
Echange de notes relatif à l'importation des produits tchécoslovaques au Groenland et vice versa. Copenhague, le 26 août 1929	301
N° 603. — Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse. Signé à Zurich, le 27 janvier 1923.	
Protocole additionnel au traité ci-dessus. Signé à Rome, le 31 mai 1929	303

	Pages
No. 320. — Treaty of Arbitration and Conciliation between the Swiss Confederation and the German Reich. Signed at Berne, December 3, 1921.	
Protocol modifying the above Treaty, signed at Berne, August 29, 1928... ..	284
No. 358. — Provisional Agreement regulating Air Navigation between the Netherlands and Belgium. Signed at The Hague, July 8, 1922.	
<i>Abrogation</i>	286
No. 422. — Exchange of Notes between the Hungarian Government and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, in regard to the Prolongation of the Period allowed for Transfer of Residence under the Third Paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon. Belgrade, March 17 and 20, 1923.	
Exchange of Notes relating to the Prolongation of the above period until July 26, 1930. Budapest, April 20, May 16, and July 21, 1929... ..	287
No. 427. — International Convention modifying the Convention signed at Paris, May 20, 1875, respecting the Creation of an International Office of Weights and Measures and the Regulations annexed thereto. Signed at Sèvres, October 6, 1921.	
<i>Accession</i>	291
No. 526. — Commercial Agreement between Norway and Czechoslovakia: Signed at Prague, October 2, 1923.	
Exchange of Notes constituting a supplementary Agreement to the above Arrangement. Warsaw, June 26, 1928	291
No. 529. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Latvia. Signed at London, June 22, 1923.	
Exchange of Notes regarding the accession of Northern Borneo to the above Treaty. Riga, May 15 and 17, 1929... ..	295
No. 566. — Convention between Belgium and the United Kingdom extending to the Belgian Congo and certain British Protectorates the existing Extradition Conventions between Belgium and the United Kingdom. Signed at London, August 8, 1923.	
Exchange of Notes between His Majesty's Governements in Great Britain, Australia, New Zealand and South Africa and the Belgian Government relating to the extension, as from August 1, 1928, of the Conventions mentioned above to certain territories under British and Belgian Mandate. London, June 28, and July 2, 1928... ..	297
No. 585. — Exchange of Notes between the Danish and Czechoslovak Governments constituting a Provisional Arrangement with regard to Commerce and Navigation between their two Countries. Prague, January 31, 1924, December 18, 1924, and April 18, 1925.	
Exchange of Notes regarding the importation of Czechoslovak products into Greenland and vice-versa. Copenhagen, August 26, 1929... ..	301
No. 603. — Treaty of Commerce between Italy and Switzerland. Signed at Zurich, January 27, 1923.	
Additional Protocol to the above Treaty. Signed at Rome, May 31, 1929... ..	303

	Pages
N° 616. — Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et les Pays-Bas prolongeant le délai de validité du Traité d'arbitrage conclu le 2 mai 1908 entre les deux pays, prolongé auparavant par les Conventions du 9 mai 1914 et du 8 mars 1919. Signée à Washington, le 13 février 1924.	
Accord prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 25 mars 1929, la convention ci-dessus, signé à Washington, le 27 février 1929	305
N° 655. — Accord entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, destiné à compléter le Traité du 25 août 1921. Signé à Berlin, le 10 août 1922.	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'extension de la compétence de la Commission mixte. Washington, le 31 décembre 1928	308
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
<i>Signatures</i>	312
<i>Ratifications</i>	313
<i>Adhésion</i>	313
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
<i>Ratification</i>	313
<i>Adhésion</i>	314
N° 719. — Traité de commerce et de navigation entre l'Espagne et le Royaume-Uni. Signé à Madrid, le 31 octobre 1922.	
Echange de notes relatif à l'adhésion des Bermudes au traité ci-dessus. Madrid, les 9 et 21 février 1929	314
N° 722. — Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni. Signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.	
Echange de notes relatif à l'adhésion du Bornéo du Nord au traité ci-dessus. Varsovie, les 13 et 31 mai 1929	318
N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif. Genève, le 3 novembre 1923.	
<i>Ratification</i>	319
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais, comportant un Arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes concernant la prorogation de cet arrangement. Lisbonne, le 8 juin 1929	320
N° 830. — Convention concernant la publicité des documents douaniers. Signée à Santiago-de-Chili, le 3 mai 1923.	
<i>Ratifications</i>	322

	Pages
No. 616. — Convention between the United States of America and the Netherlands prolonging the term of Validity of the Arbitration Treaty concluded between the two Countries May 2, 1908, and previously prolonged by the Conventions of May 9, 1914, and of March 8, 1919. Signed at Washington, February 13, 1924.	
Agreement renewing for a further period of one year as from March 25, 1929, the above Convention. Signed at Washington, February 27, 1929... ..	305
No. 655. — Agreement between Germany and the United States of America, Supplementary to the Treaty of August 25, 1921. Signed at Berlin, August 10, 1922.	
Exchange of Notes constituting an agreement regarding the extension of the jurisdiction of the Mixed Claims Commission. Washington, December 31, 1928... ..	308
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Signatures</i>	312
<i>Ratifications</i>	313
<i>Accession</i>	313
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923.	
<i>Ratification</i>	313
<i>Accession</i>	314
No. 719. — Treaty of Commerce and Navigation between Spain and the United Kingdom. Signed at Madrid, October 31, 1922.	
Exchange of Notes recording the accession of Bermuda to the above Treaty. Madrid, February 9 and 21, 1929	314
No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between Poland and the United Kingdom. Signed at Warsaw, November 26, 1923.	
Exchange of Notes recording the accession of Northern Borneo to the above Treaty. Warsaw, May 13 and 31, 1929	318
No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Geneva, November 3, 1923.	
<i>Ratification</i>	319
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes concerning the prolongation of this Agreement. Lisbon, June 8, 1929	320
No. 830. — Convention on Publicity of Customs Documents. Signed at Santiago, Chile, May 3, 1923.	
<i>Ratifications</i>	322

	Pages
N° 831. — Traité pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats américains, Signé à Santiago-de-Chili, le 3 mai 1923.	
<i>Ratifications</i>	323
<i>Adhésion</i>	323
N° 832. — Convention pour la protection des marques de fabrique, commerce et agriculture et noms commerciaux. Signée à Santiago-de-Chili, le 28 avril 1923.	
<i>Ratifications</i>	324
N° 833. — Convention sur l'uniformité de nomenclature pour la classification des marchandises. Signée à Santiago-de-Chili, le 3 mai 1923.	
<i>Ratifications</i>	324
N° 836. — Accord provisoire entre les Pays-Bas et le Royaume-Uni au sujet de la navigation aérienne. Signé à La Haye, le 11 juillet 1923.	
<i>Dénonciation</i>	325
N° 926. — Echange de notes entre le Gouvernement danois et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes comportant un arrangement concernant la reconnaissance mutuelle des lettres de jaugeage. Copenhague, le 13 décembre 1924, et les 23 et 29 juin 1925.	
Echange de notes relatif à l'arrangement ci-dessus. Copenhague, les 15 et 24 janvier 1929 ...	325
N° 1033. — Convention entre l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, la Pologne et la Ville Libre de Dantzig, la Suède et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques. Signée à Helsingfors, le 19 août 1925.	
<i>Ratification</i>	327
N° 1036. — Convention d'arbitrage et de conciliation entre l'Allemagne et la Suède. Signée à Berlin, le 29 août 1924.	
Protocole modifiant la convention ci-dessus. Signé à Berlin, le 25 avril 1929	327
N° 1052. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et bulgare, relatif au règlement provisoire des relations commerciales. Sofia, le 12 novembre 1925.	
Echange de notes portant adhésion de la Palestine a cet arrangement. Sofia, les 25 février et 28 mars 1929.	330
N° 1070. — Convention d'arbitrage et de conciliation entre l'Allemagne et la Finlande. Signée à Berlin, le 14 mars 1925.	
Protocole portant modification à la convention ci-dessus. Signé à Helsinki, le 3 décembre 1928	333
N° 1129. — Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	336

	Pages
No. 831. — Treaty to avoid or prevent Conflicts between the American States. Signed at Santiago, Chile, May 3, 1923.	
<i>Ratifications</i>	323
<i>Accession</i>	323
No. 832. — Convention for the Protection of Commercial, Industrial and Agricultural Trade-Marks, and Commercial names. Signed at Santiago, Chile, April 28, 1923.	
<i>Ratifications</i>	324
No. 833. — Convention on Uniformity of Nomenclature for the Classification of Merchandise. Signed at Santiago, Chile, May 3, 1923.	
<i>Ratifications</i>	324
No. 836. — Provisional Agreement between the Netherlands and the United Kingdom, relating to Air Navigation. Signed at The Hague, July 11, 1923.	
<i>Denunciation</i>	325
No. 926. — Exchange of Notes between the Danish Government and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, constituting an Arrangement relating to the reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates, Copenhagen, December 13, 1924, and June 23 and 29, 1925.	
Exchange of Notes relating to the above Arrangement. Copenhagen, January 15 and 24, 1929	325
No. 1033. — Convention between Germany, Denmark, Estonia, Finland, Latvia, Lithuania, Norway, Poland and Free City of Danzig, Sweden and the Union of Soviet Socialist Republics, for the Suppression of the Contraband Traffic in Alcoholic Liquors. Signed at Helsingfors, August 19, 1925.	
<i>Ratification</i>	327
No. 1036. — Convention of Arbitration and Conciliation between Germany and Sweden. Signed at Berlin, August 29, 1924.	
Protocol modifying the above Convention. Signed at Berlin, April 25, 1929	327
No. 1052. — Exchange of Notes between the British and Bulgarian Governments providing for the Provisional Regulation of Commercial Relations between the two Countries. Sofia, November 12, 1925.	
Exchange of Notes relating to the accession of Palestine to this Agreement. Sofia, February 25 and March 28, 1929... ..	330
No. 1070. — Convention of Arbitration and Conciliation between Germany and Finland. Signed at Berlin, March 14, 1925.	
Protocol modifying the above Convention. Signed at Helsinki, December 3, 1928... ..	333
No. 1129. — Convention and Statute on the International Régime of Railways and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	336

	Pages
N° 1149. — Echange de notes entre les Gouvernements norvégien et turc, comportant des accords commerciaux provisoires. Angora, les 11 février et 11 août 1926.	
Echange de notes établissant un <i>modus vivendi</i> commercial provisoire pour une durée de six mois jusqu'au 1 ^{er} février 1930. Angora, le 1 ^{er} août 1929	337
N° 1189. — Convention de commerce entre la Pologne et la Turquie. Signée à Lausanne, le 23 juillet 1923.	
<i>Dénonciation</i>	339
N° 1219. — Convention entre le Danemark et l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède, concernant la navigabilité et l'équipement des navires. Signée à Copenhague, le 28 janvier 1926, et	
Déclaration portant amendement aux articles I, III et VI de la convention ci-dessus. Signée à Copenhague, le 11 juin 1928	340
<i>Adhésion</i>	340
N° 1225. — Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Suède. Signé à Berlin, le 14 mai 1926.	
Accord additionnel au traité ci-dessus. Signé à Stockholm, le 11 décembre 1928... ..	340
N° 1336. — Convention d'arbitrage entre la République de Libéria et les Etats-Unis d'Amérique. Signée à Monrovia, le 10 février 1926.	
Traduction du texte de la note du 10 février 1926, adressé par le Chargé d'affaires <i>a. i.</i> des Etats-Unis d'Amérique à Monrovia au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Libéria	346
N° 1365. — Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg. Paris, le 29 octobre 1925.	
Protocole portant additions et modifications au Règlement ci-dessus (édition de Berne), fait à Bruxelles, le 22 septembre 1928... ..	347
N° 1366. — Modification du règlement de police pour la navigation du Rhin, y compris le Waal et le Lek, arrêtée par la Commission centrale pour la navigation du Rhin, dans sa séance d'avril 1926.	
Nouvelle modification au Règlement susmentionné, arrêtée par la Commission centrale pour la navigation du Rhin au cours de la session d'avril 1929	352
N° 1371. — Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Pologne. Signée à La Haye, le 4 novembre 1925.	
Echange de notes relatif à la convention ci-dessus. Varsovie, les 26 mars et 30 avril 1929 ...	353
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Ratifications</i>	356
N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echange de notes relatif à l'adhésion au traité ci-dessus du Bornéo du Nord. Athènes, les 12 et 16 février 1929	356

	Pages
No. 1149. — Exchange of Notes between the Norwegian and Turkish Governments constituting Provisional Commercial Agreements. Angora, February 11 and August 11, 1926,	
Exchange of Notes establishing a Provisional Commercial <i>modus vivendi</i> for a period of six months expiring February 1, 1930. Angora, August 1, 1929....	337
No. 1189. — Commercial Convention between Poland and Turkey. Signed at Lausanne, July 23, 1923.	
<i>Denunciation</i> ...	339
No. 1219. — Convention between Denmark and Iceland, Finland, Norway and Sweden, concerning the Sea-Worthiness and Equipment of Ships. Signed at Copenhagen, January 28, 1926, and	
Declaration modifying Articles I, III and VI of the above Convention. Signed at Copenhagen, June 11, 1928 ...	340
<i>Accession</i> ...	340
No. 1225. — Treaty of Commerce and Navigation between Germany and Sweden. Signed at Berlin, May 14, 1926.	
Additional Agreement to the above Treaty. Signed at Stockholm, December 11, 1928 ...	340
No. 1336. — Arbitration Convention between the Republic of Liberia and the United States of America. Signed at Monrovia, February 10, 1926.	
Text of the note of February 10, 1926, from the Chargé d'Affaires <i>a. i.</i> of the United States of America at Monrovia to the Liberian Secretary of State for Foreign Affairs...	346
No. 1365. — International Service Regulations annexed to the International Telegraph Convention of Saint-Petersburg. Paris, October 29, 1925.	
Protocol regarding certain additions and modifications to the above Regulations (Berne edition), done at Brussels, September 22, 1928...	347
No. 1366. — Amendment to the Police Regulations regarding Navigation on the Rhine, the Waal and the Lek, adopted by the Central Commission for the Navigation on the Rhine at its Meeting of April 1926.	
Further amendment to the above-mentioned Regulations, adopted by the Central Commission for the Navigation on the Rhine, at its session of April 1929...	352
No. 1371. — Provisional Convention regarding Aerial Navigation between the Netherlands and Poland. Signed at The Hague, November 4, 1925.	
Exchange of Notes regarding the above Convention. Warsaw, March 26, and April 30, 1929	353
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25, 1926.	
<i>Ratifications</i> ...	356
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, and accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchange of Notes recording the accession of Northern Borneo to the above Treaty. Athens, February 12 and 16, 1929...	356

	Pages
N° 1439. — Echange de notes entre les Gouvernement danois et turc, comportant un arrangement commercial provisoire. Angora, le 15 mars 1927.	
Echange de notes concernant la prorogation de cet arrangement pour un nouveau délai de six mois à partir du 1 ^{er} août 1929. Angora, le 30 juillet 1929... ..	358
N° 1490. — Convention entre sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi d'Espagne revisant certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation anglo-espagnol du 31 octobre 1922. Signée à Londres, le 5 avril 1927.	
Echange de notes relatif à l'adhésion des Bermudes à la convention ci-dessus. Madrid, les 9 et 21 février 1929	360
N° 1609. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement français, confirmant l'accord du 18 août 1927, au sujet de l'administration des Nouvelles-Hébrides. Paris, le 31 août et le 14 septembre 1927.	
Echange de notes modifiant l'accord du 18 août 1927 relatif aux Nouvelles-Hébrides. Paris, le 13 mars 1929	361
N° 1644. — Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Turquie. Signée à Angora, le 2 juin 1926.	
<i>Dénonciation</i>	363
N° 1716. — Echange de notes entre le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement de la République du Paraguay, concernant la prorogation de la validité du Traité du 21 juillet 1887 établissant le traitement de la nation la plus favorisée entre l'Allemagne et le Paraguay. Asunción, le 26 février 1927.	
Echange de notes relatif à la prorogation de ce traité jusqu'au 31 juillet 1929. Asunción, les 8 et 9 janvier 1929	363
N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle. Revisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	366
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises. Revisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésions</i>	367
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. Revisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	367
N° 1746. — Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.	
<i>Adhésion</i>	368

	Pages
No. 1439. — Exchange of Notes between the Danish and Turkish Governments constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, March 15, 1927.	
Exchange of Notes concerning the prolongation of this Agreement for a further period of six months as from August 1, 1929. Angora, July 30, 1929... ..	358
No. 1490. — Convention between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Spain revising certain Provisions of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922. Signed at London, April 5, 1927.	
Exchange of Notes recording the accession of Bermuda to the above Convention. Madrid, February 9 and 21, 1929... ..	360
No. 1609. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in Great Britain and the French Government confirming the Agreement of August 18, 1927, regarding the Administration of the New Hebrides. Paris, August 31, and September 14, 1927.	
Exchange of Notes modifying the Agreement of August 18, 1927, in regard to the New Hebrides. Paris, March 13, 1929... ..	361
No. 1644. — Convention of Commerce and Navigation between Finland and Turkey. Signed at Angora, June 2, 1926.	
<i>Denunciation</i>	363
No. 1716. — Exchange of Notes between the Government of the German Reich and the Government of the Republic of Paraguay, regarding the Prolongation of the Validity of the Treaty of July 21, 1887, establishing most-favoured-nation treatment between Germany and Paraguay. Asunción, February 26, 1927.	
Exchange of Notes regarding the prolongation of this Treaty until July 31, 1929. Asunción, January 8 and 9, 1929	363
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	366
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of false Indications of Origin on Goods. Revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accessions</i>	367
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks. Revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	367
No. 1746. — Agreement concluded at The Hague, November 6, 1925, concerning the International Registration of Industrial Designs or Models.	
<i>Accession</i>	369

	Pages
N° 1752. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et letton comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports entre les deux pays. Riga, le 2 juin 1928.	
Présentation à l'enregistrement	368
N° 1761. — Accord commercial entre l'Allemagne et la France. Signé à Paris, le 17 août 1927.	
Protocole à l'accord ci-dessus, signé à Paris, le 20 juin 1928, et échange de notes y relatif. Paris, les 29 et 31 octobre 1928.	368
Echange de notes. Paris, le 10 juin 1929... ..	381
N° 1815. — Arrangement conclu entre l'Allemagne et la France au sujet des échanges commerciaux du territoire du Bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand. Signé à Paris, le 23 février 1928.	
Echange de notes relatif à l'arrangement ci-dessus. Paris, le 20 juin 1928... ..	383
N° 1841. — Echange de notes entre les Gouvernements persan et suédois comportant un arrangement pour le règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, les 30 juillet et 9 août 1928.	
Echange de notes constituant un règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité d'établissement, de commerce et de navigation conclu le 10 mai 1929. Téhéran, le 10 mai 1929... ..	386
N° 1845. — Convention internationale de l'opium adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations) et protocole. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésion</i>	390
<i>Ratifications</i>	390
N° 1859. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et persan comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, le 8 septembre 1928.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement commercial ci-dessus jusqu'au 10 août 1929. Téhéran, les 29 avril et 9 mai 1929	390
N° 52 a). — Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, du 16 octobre 1884.	
Echange de notes prorogeant le traité ci-dessus pour une nouvelle période d'un an. Asunción, les 16 et 29 février 1928... ..	393
Echange de notes prorogeant le traité ci-dessus pour une nouvelle période d'un an à partir du 25 février 1929. Asunción, les 18 février et 11 mars 1929... ..	396
N° 55 a). — Convention concernant les conflits de loi relatifs aux effets du mariage. Conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.	
<i>Adhésion</i>	399
N° 56 a). — Convention relative à l'interdiction et aux mesures de protection analogues. Conclue à La Haye, le 17 juillet 1905.	
<i>Adhésion</i>	399

	Pages
No. 1752. — Exchange of Notes between the German and Latvian Governments regarding the Abolition of Passport Visas between the two Countries. Riga, June, 2, 1928.	
Presentation for registration	369
No. 1761. — Commercial Agreement between Germany and France. Signed at Paris, August 17, 1927.	
Protocol to the above Agreement, signed at Paris, June 20, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, Paris, October 29 and 31, 1928	369
Exchange of Notes, Paris, June 10, 1929	381
No. 1815. — Agreement between Germany and France regarding Commercial Exchanges between the Saar Basin Territory and the German Customs Territory. Signed at Paris, February 23, 1928.	
Exchange of Notes concerning the above Agreement. Paris, June 20, 1928	383
No. 1841. — Exchange of Notes between the Persian and Swedish Governments constituting an Agreement for the Provisional Settlement of Relations between the two Countries. Teheran, July 30, and August 9, 1928.	
Exchange of Notes constituting a provisional settlement of the Commercial Relations between the two countries, until the coming into force of the Treaty concerning Establishment, Commerce and Navigation concluded May 10, 1929. Teheran, May 10, 1929	386
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations) and Protocol, Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Accession</i>	390
<i>Ratifications</i>	390
No. 1859. — Exchange of Notes between the Danish and Persian Governments constituting a Provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, September 8, 1928.	
Exchange of Notes renewing the above Commercial Agreement until August 10, 1929. Teheran, April 29, and May 9, 1929... ..	390
No. 52 (a). — Treaty of Commerce between Great Britain and Paraguay, of October 16, 1884.	
Exchange of Notes renewing the above Treaty for a further Period of one year. Asunción, February 16 and 29, 1928	393
Exchange of Notes renewing the above Treaty for a further Period of one year as from February 25, 1929. Asunción, February 18, and March 11, 1929	396
No. 55 (a). — Convention relating to Conflict of Laws with regard to the Effects of Marriage. Concluded at The Hague, July 17, 1905.	
<i>Accession</i>	399
No. 56 (a). — Convention relating to Deprivation of Civil Rights and Similar Measures of Protection. Concluded at The Hague, July 17, 1905.	
<i>Accession</i>	399

	Pages
N° 92 a). — Convention relative au règlement des conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps. Signée à La Haye, le 12 juin 1902.	
<i>Adhésion</i>	399
N° 93 a). — Convention concernant la création et l'entretien d'un Bureau international des poids et mesures, avec annexes. Signée à Paris, le 20 mai 1875.	
<i>Adhésion</i>	400
N° 94 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie. Signé à Vienne, le 3 décembre 1873.	
Echange de notes relatifs à l'adhésion de certains territoires sous mandat au traité ci-dessus, pour autant que les dispositions de ce traité s'appliquent à la Hongrie. Budapest, les 8 décembre 1927 et 25 avril 1928	400
N° 95 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et l'Equateur. Signé à Quito, le 20 septembre 1880.	
Echange de notes relatif à l'adhésion de certains territoires sous mandat au traité ci-dessus. Quito, les 24 décembre 1927 et 19 janvier 1928	404
N° 96 a). — Convention concernant la création d'un Institut international permanent d'Agriculture. Signée à Rome, le 7 juin 1905.	
Texte amendé des paragraphes 3 et 4 de l'article 10 de la convention ci-dessus... ..	410
N° 97 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et le Nicaragua. Signé à Managua, le 19 avril 1905.	
Echange de notes relatif à l'extension du traité ci-dessus à certains territoires sous-mandat. Guatémala, le 19 décembre 1927, et Managua, le 12 janvier 1928... ..	410
N° 98 a). — Convention pour régler les conflits de lois en matière de mariage. Conclue à La Haye, le 12 juin 1902.	
<i>Adhésion</i>	416
N° 99 a). — Convention pour régler la tutelle des mineurs. Conclue à La Haye, le 12 juin 1902.	
<i>Adhésion</i>	416

	Pages
No. 92 (a). — Convention relating to the Settlement of the Conflict of Laws and Jurisdictions as regards Divorce and Separation, Signed at The Hague, June 12, 1902.	
<i>Accession</i>	399
No. 93 (a). — Convention concerning the Creation of an International Office of Weights and Measures, with Annexes, Signed at Paris, May 20, 1875.	
<i>Accession</i>	400
No. 94 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Austria-Hungary. Signed at Vienna, December 3, 1873.	
Exchange of Notes recording the Accession of certain mandated territories to the above Treaty in so far as the Provisions of the Treaty relate to Hungary. Budapest, December 8, 1927, and April 25, 1928	400
No. 95 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Ecuador. Signed at Quito, September 20, 1880.	
Exchange of Notes recording the Accession of certain mandated Territories to the above Treaty. Quito, December 24, 1927, and January 19, 1928	404
No. 96 (a). — Convention regarding the Creation of a Permanent International Institute of Agriculture. Signed at Rome, June 7, 1905.	
Amended text of Paragraphs 3 and 4 of Article 10 of the above Convention	410
No. 97 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Nicaragua. Signed at Managua, April 19, 1905.	
Exchange of Notes relating to the extension of the above Treaty to certain mandated Territories. Guatemala, December 19, 1927, and Managua, January 12, 1928... ..	410
No. 98 (a). — Convention relating to the Settlement of the Conflicts of Laws concerning Marriage. Concluded at The Hague, June 12, 1902.	
<i>Accession</i>	416
No. 99 (a); — Convention relating to the Settlement of Guardianship of Minors, Concluded at The Hague, June 12, 1902.	
<i>Accession</i>	416

N° 1986.

AUTRICHE ET FRANCE

Accord commercial, avec protocole
de signature. Signés à Paris, le
16 mai 1928.

AUSTRIA AND FRANCE

Commercial Agreement, with Protocol
of Signature. Signed at Paris,
May 16, 1928.

N^o 1986. — ACCORD COMMERCIAL¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 16 MAI 1928.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 avril 1929.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations économiques entre la France et l'Autriche, ont décidé de conclure un Accord commercial et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

D'une part,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ; et

M. BOKANOWSKI, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des Téléphones et de l'Aéronautique ;

D'autre part,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

M. le Docteur Alfred GRUNBERGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Autriche à Paris ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Autriche, énumérés à la liste A, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum inscrits à ladite liste.

En outre, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Autriche bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum en vigueur, exception faite des numéros du tarif douanier français repris à la liste B.

Les droits fixés à la liste A resteront les mêmes aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera point une différence de plus de 20 % par rapport à l'indice du mois de mai 1928.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits de douane pourront être majorés et devront être diminués en proportion de l'indice, sans que toutefois la rectification puisse intervenir

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 1^{er} mars 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1986. — COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN AUSTRIA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, MAY 16, 1928.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place April 5, 1929.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being equally desirous of promoting the development of economic relations between France and Austria, have decided to conclude a Commercial Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs, and
M. BOKANOWSKI, Minister of Commerce and Industry, Postal Services, Telegraphs and
Telephones, and the Air ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

D^r Alfred GRUNBERGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Austria
at Paris,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The natural and manufactured products originating in and coming from Austria enumerated in List A shall, on importation into French Customs territory, be accorded the minimum tariff rates set forth in the said list.

Natural and manufactured products originating in and coming from Austria shall, moreover, on importation into French Customs territory, be accorded the rates in the minimum tariff in force, with the exception of the items in the French Customs tariff shown in List B.

The duties shown in List A shall remain unchanged as long as the official index-number of wholesale prices does not differ by more than 20 % from the index-number for May 1928.

If such a difference should occur, the duties may be increased, and must be reduced, proportionately to the index-number. Such adjustments may, however, only be made at the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, March 1, 1929.

sinon à la fin d'un trimestre. La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Les réductions opérées ne pourront toutefois excéder 60 % du taux des droits inscrits au tarif.

Les produits mentionnés ci-dessus qui bénéficieront du tarif minimum jouiront à leur importation sur le territoire douanier français, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits ou surtaxes de toute espèce ou coefficient de majoration.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués du territoire douanier français, énumérés à la liste C, bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier autrichien, des droits et avantages fixés à ladite liste, ainsi que du traitement de la nation la plus favorisée.

Bénéficieront en outre, à leur importation sur le territoire douanier autrichien, du traitement de la nation la plus favorisée les produits naturels ou fabriqués du territoire douanier français non repris à la liste C.

Article 3.

Si, par suite du relèvement du tarif minimum français pour des produits de l'exportation autrichienne non repris à la liste A ou par suite de l'expiration des droits conventionnels ou de la majoration des droits autonomes autrichiens pour des produits de l'exportation française non repris à la liste C, l'équilibre des avantages et concessions établi par le présent accord venait à être altéré, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander l'ouverture de négociations immédiates et si celles-ci n'aboutissaient pas à sa satisfaction dans un délai de quarante-cinq jours, dénoncer l'accord pour prendre fin un mois après.

Article 4.

Dans le cas où les produits autrichiens importés en France au bénéfice des articles précédents seraient soumis à une tarification *ad valorem*, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée.

Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

La déclaration doit être appuyée d'une facture légalisée par l'autorité diplomatique ou consulaire française, ou, à défaut, par les organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auront été préalablement agréées par le Gouvernement français. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le service des douanes peut exiger la production des marchés, contrats, correspondances, etc., relatifs aux opérations sans que toutefois ces documents, non plus que la facture, lient obligatoirement son appréciation.

A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au Ministère du Commerce et de l'Industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barèmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les Départements ministériels compétents.

end of a quarter. The same procedure shall be followed, in the same proportions and under the same conditions, at every subsequent change in the index-number of wholesale prices.

The reductions in duty may not, however, exceed 60 % of the rates set forth in the tariff.

The above-mentioned products to which the minimum tariff is accorded shall, on importation into French Customs territory, be granted most-favoured-nation treatment in respect of Customs duties and surtaxes of all kinds or coefficients of increase.

Article 2.

The natural and manufactured products of the French Customs territory enumerated in List C shall, on importation into Austrian Customs territory, be accorded the rates of duty and advantages set forth in the said List, as well as most-favoured-nation treatment.

In addition to this, the natural and manufactured products of the French Customs territory which are not mentioned in List C shall be accorded most-favoured-nation treatment on importation into Austrian Customs territory.

Article 3.

If the balance of advantages and concessions established by the present Agreement should be disturbed in consequence of any increase in the French minimum tariff for products exported from Austria which are not shown in List A, or in consequence of the expiry of the Austrian conventional duties or an increase in the Austrian autonomous duties for products exported from France which are not shown in List C, either High Contracting Party may request that negotiations be immediately opened and if within forty-five days these do not lead to a conclusion satisfactory to that Party, the said Party may denounce the Agreement, such denunciation to take effect one month afterwards.

Article 4.

Should Austrian products imported into France under the terms of the preceding Articles be subjected to *ad valorem* duties, the value to be declared for the assessment of Customs duty shall be that which the goods possess at the place and time at which they are presented to the Customs. It shall comprise the purchase price of the goods plus all charges payable in respect of importation (transport, freight, export duties, insurance, commission, cost of packing not separately assessable, etc.) up to the place of importation, exclusive of import duties.

Nevertheless, the value computed in this manner shall, if necessary, be rectified in accordance with any variations in price which may have occurred since the time of purchase.

The declaration must be supported by an invoice certified by the French diplomatic or consular authorities or, failing these, by such organisations as are competent for the purpose and as offer the necessary guarantees of reliability and have previously been approved by the French Government. Such approval may be withdrawn if it should be shown that the said organisations no longer offer the necessary guarantees of reliability.

The Customs authorities may require the production of the relevant contracts of purchase and other contracts, correspondence, etc., but shall not necessarily be bound in all cases to value the goods in accordance with these documents or the invoice.

As regards a number of products or goods which will be enumerated in decrees issued after consultation with an advisory inter-ministerial committee sitting at the Ministry of Commerce and Industry, the dutiable value may be that indicated in the official price returns or in scales of prices prepared by agreement with the industrial and commercial associations concerned and approved by the competent Government departments.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, pour l'application des droits de douane et autres redevances et taxes *ad valorem* prélevés à l'importation par les autorités douanières de l'autre Partie, présenter des certificats de valeur que les deux gouvernements, en tant que la législation nationale le leur permet, s'engagent à prendre en considération sans pour cela renoncer à leur pouvoir d'appréciation.

La délivrance et la recevabilité des certificats de valeur sont régies par les dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article 15 pour les certificats d'origine ; quant aux visa et aux taxes perçues à cette occasion, les dispositions de l'alinéa 5 de l'article 15 concernant les factures consulaires seront applicables.

Les deux gouvernements s'engagent de même à prendre en considération, sans pour cela renoncer à leur pouvoir d'appréciation, tous éléments d'estimation transmis comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance, lesdits éléments devant servir notamment en cas où la présomption de fraude sur les prix facturés pourrait entraîner l'application d'amendes ou de pénalités.

Article 6.

Pour les produits énumérés aux listes visées aux articles précédents, chacune des Hautes Parties contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre le bénéfice des avantages résultant des modifications apportées à la nomenclature douanière ou au mode de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

En aucun cas, il ne pourra résulter des modifications susmentionnées aucune aggravation de l'incidence moyenne des droits prévus, ni aucune discrimination au détriment des produits du territoire douanier de l'autre Partie contractante.

Article 7.

Les produits ou marchandises exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute Puissance tierce.

Article 8.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

A. *En matière tarifaire et commerciale.* — a) Au régime spécial que la France pourrait instituer en matière tarifaire pour des importations destinées à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec elle pendant les années 1914 à 1918.

b) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en aucun cas, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune.

B. *En matière fiscale.* — Aux avantages qu'une des Hautes Parties contractantes aurait accordés ou accorderait à un état tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet état, et notamment d'éviter une double taxation ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaires réciproques en matière d'obligations ou pénalités fiscales.

Article 5.

The nationals of each of the High Contracting Parties may, for the assessment of *ad valorem* Customs duties and other *ad valorem* dues and charges levied on imports by the Customs authorities of the other Party, present certificates attesting the value of the goods. These certificates the two Governments agree to take into consideration so far as their national laws allow them to do so, without, however, thereby renouncing their right to form their own decision.

The provisions of Article 15, paragraph 2, relating to certificates of origin shall apply to the issue of certificates of value and the question whether or not such certificates are in order; the provisions of Article 15, paragraph 5, regarding consular invoices shall apply to visas and to the fees charged in this connection.

The two Governments likewise agree to take into consideration, without, however, thereby renouncing their right to form their own decision, any evidence as to the value of goods transmitted to them as emanating from reliable industrial bodies competent to furnish such evidence. This shall be used more especially in cases where a presumption of fraud in regard to the invoiced prices might involve the imposition of fines or other penalties.

Article 6.

As regards the products enumerated in the lists mentioned in the preceding Articles, each of the High Contracting Parties shall grant to products of the Customs territory of the other the benefit of any alterations in Customs nomenclature or in the method of computing duty which may be made in the Customs tariffs by administrative action, legislation, or treaties concluded with other Powers.

Such alterations may not, in any circumstances, entail any increase in the average amount of the duties as compared with the rates laid down, or any discrimination to the detriment of the products of the Customs territory of the other Contracting Party.

Article 7.

Products or goods exported from the Customs territory of one of the High Contracting Parties to the Customs territory of the other shall be accorded, in respect of export duties and charges, the most favourable treatment which either of the High Contracting Parties accords, or may hereafter accord, to any third Power.

Article 8.

Most-favoured-nation treatment shall not include :

A. *In commercial and tariff matters.* — (a) The special tariff régime which France may institute in regard to imports intended to facilitate financial settlements with the countries with which she was at war during the period 1914-1918.

(b) Any advantages which have been or may hereafter be granted by one of the High Contracting Parties to neighbouring countries with the object of facilitating frontier traffic within a zone which shall in no case exceed 15 kilometres in depth on either side of the frontier.

B. *In fiscal matters.* — Any advantages which either of the High Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to another State with a view to the adjustment of internal and foreign taxation, especially in order to avoid double taxation or to ensure reciprocal judicial protection and co-operation in matters of taxation and in criminal cases relating to taxation.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article 10.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Article 11.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation du produit, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie contractante.

Article 12.

En ce qui concerne la nationalité de la marchandise importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, celle-ci, dans le cadre de sa législation propre, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine :

Les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche importés en France en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers, importés en transit par le territoire de l'Autriche vers le territoire de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer.

Les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Autriche en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire de l'Autriche.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Elles se réservent toutefois le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- a) Prohibitions ou restrictions pour raisons de sûreté publique ;
- b) Prohibitions ou restrictions pour raisons de police sanitaire, en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites ;

Article 9.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in the matter of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transshipment of goods and to all other operations which goods may undergo on importation or exportation or in transit, as well as in the matter of charges connected therewith.

Article 10.

The internal duties levied in the territory of one of the High Contracting Parties, no matter on whose behalf, in respect of the production, movement, making-up or consumption of a natural or manufactured product, must not under any pretext constitute a heavier charge on the products of the other Party or be imposed under more onerous conditions than the internal taxes on like native products.

Article 11.

As regards the regulation of unrestricted trade, and particularly the sale, offering for sale, movement and consumption of the product, no distinction shall be made between native products and the products of the other Contracting Party.

Article 12.

As regards the nationality of goods imported from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other, the latter shall apply most-favoured-nation treatment in accordance with its own legislation.

Article 13.

The following shall not be liable, on importation, to Customs duties or charges other or higher than would be leviable if they were imported direct from their country of origin :

Austrian natural and manufactured products imported into France after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural and manufactured products of third countries which are imported into France after passing in transit through Austria, provided that the consignments are sent direct and are not conveyed by sea ;

French natural and manufactured products which are imported into Austria after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural and manufactured products of third countries which are imported into Austria after passing in transit through France.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake not to hamper trade between the two countries by any import or export prohibition or restriction.

Nevertheless, they reserve the right to make exceptions to this rule for the following reasons, provided that such prohibitions and restrictions also apply to all other countries in which the same conditions prevail :

- (a) Prohibitions or restrictions imposed for reasons of public safety ;
- (b) Prohibitions or restrictions imposed as sanitary measures for the protection of human beings, animals or plants from disease or parasites ;

c) Prohibitions ou restrictions relatives au trafic des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

d) Prohibitions ou restrictions destinées à étendre aux marchandises étrangères celles de la législation intérieure concernant la production, le trafic, le transport ou la consommation des mêmes marchandises nationales à l'intérieur du pays ; cette disposition vise également les marchandises qui font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution ayant le même caractère ;

e) Prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation nécessaires pour l'accomplissement, par chacune des Hautes Parties contractantes, soit des engagements internationaux auxquels elles sont également participantes, soit des obligations qu'elles ont pu assumer l'une envers l'autre.

Article 15.

Pour l'application des articles premier et 2, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés dans leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

1^o S'il s'agit de matières premières [proprement dites ou de produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays ;

2^o S'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité visée à l'article 12 ci-dessus.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de Commerce compétentes de chacune des Hautes Parties contractantes ; ils seront établis selon les formules adoptées par l'Administration des douanes ou par les Chambres de commerce officiellement reconnues du pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés du visa consulaire.

Les certificats d'origine délivrés par les Chambres de commerce officiellement reconnues seront visés sans frais par les autorités diplomatiques ou consulaires du pays de destination.

Les factures consulaires afférentes à des marchandises d'une valeur égale ou inférieure à 100 francs ou à 140 schillings, à la parité de l'or, seront visées gratuitement par les autorités diplomatiques ou consulaires du pays de destination ; le visa des factures consulaires afférentes à des marchandises d'une valeur supérieure à cette somme donnera lieu à la perception d'une taxe qui ne devra pas dépasser 5 francs ou 7 schillings, à la parité de l'or.

Les titres uniques, tenant lieu à la fois de certificat d'origine et de facture consulaire, seront soumis aux mêmes tarifications que les factures consulaires.

Au cas où l'expéditeur pourra craindre que, malgré le certificat d'origine accompagnant la marchandise, celle-ci demeure sujette à contestation, il pourra faire confirmer le certificat d'origine par un certificat de vérification, établi et signé à la fois par l'auteur du certificat d'origine et par un agent technique que désignera le représentant diplomatique du pays destinataire et dont la nomination sera notifiée au Gouvernement du pays expéditeur. Cet agent pourra, pour procéder à la vérification, exiger toute preuve ou communication expédientes et percevoir une taxe, dont le taux sera strictement limité aux frais de vacation et de déplacement nécessités par l'établissement du certificat de vérification. Si la marchandise est accompagnée d'un certificat de vérification, elle ne sera assujettie à l'expertise légale en douane que dans le cas de fraude ou de substitution présumée.

En ce qui concerne les colis postaux, il ne sera pas exigé de certificat d'origine lorsqu'il s'agira d'importations n'ayant pas le caractère commercial.

(c) Prohibitions or restrictions concerning the traffic in arms, ammunition and war material and, in exceptional circumstances, all other military supplies ;

(d) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign goods the prohibitions or restrictions imposed by internal legislation on the production of, trade in, and transport and consumption of, like native goods within the country ; this provision shall also apply to goods which are or may in future be subject to a State monopoly or an arrangement of the same kind ;

(e) Import or export prohibitions or restrictions necessary to enable each of the High Contracting Parties to carry out either international engagements to which they are both parties or obligations which they may have contracted towards each other.

Article 15.

As regards the application of Articles 1 and 2, the High Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory be accompanied by a certificate of origin attesting :

(1) In the case of raw materials properly so called or natural products, that they originate in the other country ;

(2) In the case of a manufactured product, that as regards the raw materials incorporated in it and the labour expended upon it, it satisfies the conditions required by the importing country for the recognition of nationality as mentioned in Article 12 above.

Certificates of origin shall be issued either by the Customs authorities or by the competent Chambers of Commerce of each of the High Contracting Parties ; they shall be drawn up in accordance with the forms adopted by the Customs Administration or officially-recognised Chambers of Commerce in the exporting country ; they shall be made out either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination. In the former case the two countries reserve the right to require a translation.

Certificates of origin issued by the Customs authorities shall not require a consular visa.

Certificates of origin issued by officially-recognised Chambers of Commerce shall be *visés* free of charge by the diplomatic or consular authorities of the country of destination.

Consular invoices relating to goods of value not exceeding 100 francs or 140 schillings calculated at gold parity shall be *visés* free of charge by the diplomatic or consular authorities of the country of destination. For a visa for consular invoices relating to goods of greater value, a fee not exceeding 5 francs or 7 schillings calculated at gold parity shall be charged.

Single documents serving both as certificate of origin and as consular invoice shall be subject to the same rates as consular invoices.

Should the consignor have reason to fear that, in spite of the certificate of origin accompanying the goods, the latter may give rise to dispute, he may have the certificate of origin confirmed by a certificate of verification, made out and signed both by the authority issuing the certificate of origin and by a technical agent appointed by the diplomatic representative of the country of destination, which appointment shall be notified to the Government of the consigning country. For the purposes of verification this agent may demand such proofs or statements as he thinks fit, and collect a fee, the amount of which shall be strictly limited to the loss of time and the travelling expenses entailed by the issue of the certificate of verification. If the goods are accompanied by a certificate of verification, they shall only be subject to the legal Customs examination should there be reason to suspect fraud or substitution of goods.

As regards postal packets, no certificate of origin shall be required in the case of imports which are not of a commercial nature.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus au même titre que celles délivrées dans les pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre partie contractante, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le Gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au Gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article 16.

Dans la mesure où, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'admission d'une marchandise, en égard aux exigences d'une législation intérieure qui lui est propre, ou le dédouanement de la marchandise au bénéfice d'un tarif douanier réduit, dépend de conditions techniques particulières relatives à la composition de cette marchandise, à son degré de pureté, à ses qualités de salubrité, à son lieu d'origine ou à toute autre condition de même ordre, les autorités douanières du pays dans lequel cette marchandise est présentée à l'importation accepteront les certificats délivrés par une autorité compétente du pays exportateur, sous réserve que ces certificats seront établis de telle manière que les autorités douanières du pays importateur pourront constater que sont remplies toutes les conditions auxquelles la législation du pays importateur subordonne l'admission desdites marchandises à l'importation et à la circulation.

Le certificat ne sera pas requis pour toute marchandise produite sous le contrôle d'une administration d'Etat, accompagnée d'un document délivré par cette administration pour témoigner du contrôle exercé par elle et contenant l'attestation visée à la fin de l'alinéa précédent.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit, en cas de doute sur l'exactitude du certificat, de procéder à toutes vérifications ultérieures qu'elles jugeraient utiles.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront sur la procédure à suivre, dans chaque pays, pour l'établissement de ce certificat : prélèvement des échantillons, précautions à prendre pour empêcher toute substitution de produits, modèles de certificats. Notification sera donnée à l'autre Partie de la liste des établissements et des experts habilités par elle pour leur délivrance.

A titre exceptionnel, les autorités douanières de chacune des Hautes Parties contractantes pourront dispenser de la production du certificat d'analyse les importateurs d'une marchandise ayant une composition constante ou revêtue d'une marque de fabrique ou de commerce, lorsque cette marchandise aura fait déjà l'objet de leur part d'examen ou d'analyse ayant pour but de vérifier les conditions techniques mentionnées à l'alinéa premier du présent article.

Ces certificats seront visés dans les mêmes conditions que les certificats d'origine. Toutefois, les autorités douanières du pays importateur n'exigeront pas la légalisation diplomatique ou consulaire pour les certificats sur lesquels la signature sera accompagnée du sceau officiel de l'Office ou autorité qui a délivré ce document, mais à condition que ces autorités douanières soient en mesure de vérifier l'authenticité de la signature par comparaison avec les fac-similés communiqués par le Gouvernement du pays expéditeur et que de cette comparaison ne surgisse aucun motif de suspicion.

Le certificat prévu à l'alinéa premier du présent article dispensera les marchandises auxquelles il se réfère de la production du certificat d'origine prévu à l'article 15, s'il comporte, en ce qui concerne l'origine desdites marchandises, les données exigées par ledit article.

En ce qui concerne l'importation du bétail, de la viande, des préparations de viande et d'autres produits d'animaux ainsi que des substances et produits médicaux et pharmaceutiques, les dispositions de cet article ne seront applicables qu'après accord préalable des Hautes Parties contractantes sur ce point spécial.

Should goods originating in a third country not be imported direct from the country of origin into the territory of one of the High Contracting Parties, but pass in transit through the territory of the other, each of the High Contracting Parties shall, except in the case of suspected fraud or malpractice, accept the certificates issued by the competent authorities of the other Contracting Party as evidence of origin, on the same footing as those issued in the country of origin, provided they satisfy the regulations in the matter.

In any case in which either of the Governments notifies the other that fraudulent practices have taken place in connection with the issue of the said certificates, the Government to which the complaint is made shall immediately institute a special enquiry into the alleged facts, shall communicate the results of the said enquiry to the Government making the complaint, and shall, if necessary, take all measures in its power to prevent the continuance of the said fraudulent practices.

Article 16.

If, in the territory of one of the High Contracting Parties, the importation of goods, in view of the requirements of its internal legislation, or their clearance at a reduced Customs tariff, depends on special technical conditions connected with their composition, purity, sanitary condition, place of origin, or similar matters, the Customs authorities of the country importing these goods shall accept the certificates drawn up by a competent authority in the exporting country, provided these certificates are drawn up in such a way that the Customs authorities of the importing country can ascertain that all the conditions prescribed by the laws of the importing country for the importation and movement of the said goods have been observed.

The certificate shall not be required in the case of goods produced under the supervision of a Government administration if they are accompanied by a certificate issued by that administration showing that it has exercised supervision and containing the attestation provided for at the end of the preceding paragraph.

Should there be any doubt as to the accuracy of the certificate, the High Contracting Parties reserve the right to take any subsequent steps they may consider necessary for the purpose of verification.

The High Contracting Parties shall jointly determine the procedure to be followed in each country in drawing up this certificate: the taking of samples, precautions to prevent any substitution of goods, forms of certificate. The list of institutions and experts qualified to issue such certificate shall be communicated by each Party to the other.

As an exception, the Customs authorities of each of the High Contracting Parties may exempt importers of goods, the composition of which does not vary or which bear a trade mark, from the obligation to produce a certificate of analysis, when such goods have already been examined or analysed by them to ascertain whether they satisfy the technical conditions mentioned in the first paragraph of the present Article.

These certificates shall be *visés* under the same conditions as certificates of origin. Nevertheless, the Customs authorities of the importing country shall not require the diplomatic or consular legalisation of certificates when the signature is accompanied by the official seal of the issuing office or authority, provided that the said Customs authorities are in a position to verify the authenticity of the signature by comparing it with the facsimiles furnished by the Government of the exporting country, and that this comparison leaves no room for suspicion.

Goods accompanied by the certificate mentioned in the first paragraph of the present Article shall not require a certificate of origin as stipulated in Article 15, provided the aforesaid certificate contains the particulars required by that Article in respect of the origin of the said goods.

As regards the importation of livestock, meat, meat preparations and other animal products, and also medical and pharmaceutical substances and products, the provisions of this Article shall only apply after previous agreement between the High Contracting Parties on this special point.

Article 17.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique ou chez les personnes qui produisent des marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants, dans leurs bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance.

Les personnes munies d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec elles des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Elles devront se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Les cartes de légitimation industrielle devront être conformes au modèle établi par la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières¹. Elles seront exemptées du visa consulaire ou autre.

Article 18.

En ce qui concerne les échantillons et modèles, les Hautes Parties contractantes appliqueront les dispositions contenues dans la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Le délai de réexportation est fixé à douze mois.

Article 19.

Les dispositions des articles 17 et 18 ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie, chacune des Hautes Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 20.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant. Ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de posséder des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre et d'acquérir la possession de ces biens par achat, donation, succession, disposition testamentaire ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les lois du pays où les biens sont situés pour les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils en auront la disposition aux mêmes conditions que ces derniers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes doivent être exemptés, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, aussi bien dans l'armée de terre que dans la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes prestations militaires obligatoires exigées à titre personnel. Il en sera de même pour les prestations en argent ou en nature qui seront imposées en remplacement de prestations personnelles.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394, de ce recueil ; et page 319 de ce volume.

Article 17.

Merchants, manufacturers and other traders of either of the two countries, who prove by the production of a trader's identity-card issued by the authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay therein the fees and taxes established by law, shall be entitled in the other country to make purchases, either in person or through travellers in their employ, from merchants, or in places of public sale, or from producers of goods. They may also accept orders, even on samples or patterns, from merchants at their offices or from persons who make use in their business of goods of the kind offered. They shall not be liable to any fee or due in respect of the activities mentioned in this paragraph.

Holders of a trader's identity-card shall be entitled to carry with them samples or patterns, but not goods.

They must observe the regulations in force in each country.

The trader's identity-card must correspond to the form shown in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities¹, signed at Geneva on November 3, 1923. No consular or other visa shall be required.

Article 18.

As regards samples and patterns, the High Contracting Parties shall apply the provisions contained in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The time-limit for re-exportation shall be twelve months.

Article 19.

The provisions of Articles 17 and 18 shall not be applicable to itinerant trades, nor to hawking and the soliciting of orders from persons not engaged in any trade or industry, each of the High Contracting Parties reserving full legislative freedom on this subject.

Article 20.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy most-favoured-nation treatment in respect of travelling, residence and establishment as well as in respect of the conduct of trade, industry, or any other occupation and of all rights and interests connected therewith. They shall have free and unrestricted access to the Courts.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to own movable and immovable property in the territory of the other, and to acquire the ownership of such property by purchase, gift, inheritance, testamentary disposition or otherwise, under the same conditions as are applicable, according to the laws of the country in which the property is situated, to the nationals of any third State. They shall have control of such property under the same conditions as the latter.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempted in the territory of the other Party from all compulsory military service, whether in the army, navy, or air force or in the national guard or militia, and from all compulsory personal military services or contributions. They shall similarly be exempted from all contributions in money or in kind imposed in lieu of personal services.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394, of this Series ; and page 319 of this Volume.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes établis sur le territoire de l'autre restent, toutefois, soumis aux charges afférentes à la propriété d'un bien foncier ainsi qu'au cantonnement forcé et autres prestations ou réquisitions militaires particulières auxquelles sont soumis, en vertu de dispositions légales, tous les ressortissants du pays en qualité de possesseurs ou propriétaires d'immeubles ou biens fonciers.

En aucun cas l'une des charges ci-dessus visées ne pourra être exigée par l'une des Hautes Parties contractantes qui ne l'exigerait également de ses nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas traités, sur le territoire de l'autre, moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, en cas de réquisition et de prestations, ou en cas d'expropriation pour raison d'activité publique.

En matière d'impôts et de taxes de toutes sortes, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie et profession, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales, que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Si les lois de l'une des Hautes Parties contractantes soumettent actuellement ou soumettaient, à l'avenir, à la condition de réciprocité, l'octroi aux étrangers du traitement national en matière fiscale, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer par le présent article qu'elles considèrent cette condition de réciprocité comme réalisée.

Article 21.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, les sociétés financières, les compagnies d'assurances, les compagnies assurant les communications et les compagnies de transport ayant leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et existant régulièrement d'après les lois de cette dernière, doivent également être reconnues par l'autre Partie contractante comme existant régulièrement.

La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après leurs statuts et d'après la loi de leur pays d'origine.

L'activité des sociétés établies sous la législation d'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci.

Si l'une des Hautes Parties contractantes soumet à une autorisation préalable et révocable l'activité commerciale sur son territoire d'une société de l'autre Partie contractante, celle-ci aura le droit d'en agir réciproquement à l'égard des sociétés de la première.

Les Hautes Parties contractantes sont toutefois d'accord pour ne pas établir, par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise aux sociétés de tous autres pays, et pour ne pas révoquer l'autorisation une fois donnée, sinon en raison de contraventions aux lois et règlements du pays, s'interdisant en outre tout refus ou révocation fondés uniquement sur des raisons de concurrence économique.

Les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'autre, acquérir, posséder ou affermer sur son territoire des biens, meubles et immeubles et y exercer leurs droits ou leur industrie ; elles auront libre et facile accès auprès des tribunaux. Dans tous les cas, les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés en ces matières aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée. Toutefois, la clause de la nation la plus favorisée ne permettra pas à l'une des Hautes Parties contractantes d'exiger pour ses sociétés un traitement plus favorable que celui qu'elle accorderait aux sociétés de l'autre Partie.

Le traitement national s'appliquera aux sociétés de l'autre pays en matière de prestations et de réquisitions militaires, ainsi que d'expropriation pour cause d'utilité publique.

The nationals of each of the High Contracting Parties established in the territory of the other shall nevertheless continue to be liable to the charges arising out of the ownership of landed property, as well as compulsory billeting and other special military contributions or requisitions to which all nationals of the country are liable by law as owners or occupiers of buildings or land.

In no case may any of the above-mentioned charges be imposed by one of the High Contracting Parties unless they are also imposed on its nationals.

In the case of requisitions and contributions or of expropriation on grounds of public utility, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be treated in the territory of the other less favourably than the nationals of the country itself or the nationals of the most favoured nation.

As regards taxes and imposts of all kinds, as well as all other fiscal charges in the nature of taxes, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect in the territory of the other Party both for their persons and their property, rights and interests, including their trade, industry and occupation, the same treatment and the same protection at the hands of the authorities and Courts dealing with fiscal matters as nationals of the country or nationals of the most favoured nation.

Should the laws of either of the High Contracting Parties, now or at some future time, make the granting to foreigners of national treatment in fiscal matters conditional upon reciprocity, the High Contracting Parties hereby agree in the present Article that they regard this condition of reciprocity as being fulfilled.

Article 21.

Joint stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance, traffic and transport companies, having their seat in the territory of one of the High Contracting Parties and properly constituted according to that Party's laws, shall also be recognised by the other Contracting Party as being properly constituted.

The legality of their constitution and their right to appear in the courts shall be decided by reference to their articles of association and the laws of their country of origin.

The operations of companies established in accordance with the laws of one of the High Contracting Parties shall, so far as they are carried on in the territory of the other, be governed by the laws and regulations of the latter.

Should either of the High Contracting Parties require a company of the other Contracting Party to obtain a previous and revocable authorisation before it is allowed to do business in its territory, the latter Party shall have the right to subject the companies of the former to the same treatment.

Nevertheless, the High Contracting Parties agree that they will not, by means of this stipulation in regard to previous authorisation, hinder the establishment of companies carrying on business usually permitted to the companies of all other countries, nor will they withdraw the authorisation once it is given, except on account of infringements of the laws and regulations of the country. They also undertake not to refuse or withdraw this authorisation merely on grounds of economic competition.

The companies of each of the High Contracting Parties may, provided they observe the laws and regulations of the other Party, acquire, own or lease movable and immovable property in its territory and exercise their rights or carry on their industry therein; they shall have free and ready access to the courts. In every case, the above-mentioned companies shall, after their admission, enjoy the same rights as are or may in future be accorded in these matters to like companies of the most favoured nation. Nevertheless, the most-favoured-nation clause shall not entitle either of the High Contracting Parties to demand more favourable treatment for its companies than that which it grants to the companies of the other Party.

National treatment shall apply to the companies of the other country in the matter of military contributions and requisitions and of expropriation on grounds of public utility.

Le traitement et la protection qui, en matière fiscale, seront accordés aux sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes définies à l'alinéa premier, seront de tous points analogues à ceux qui, en ces matières, sont prévus à l'article 20, pour les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes.

Il est entendu que les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes établies sur le territoire de l'autre ne pourront être, en ce qui concerne les impôts sur le capital ou le revenu, imposées pour d'autres biens que ceux qu'elles y possèdent, ou d'autres bénéfiques ou revenus que ceux qu'elles y acquièrent.

Article 22.

Le Gouvernement autrichien aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires dans toutes les places de commerce où sont installés des consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires d'un Etat tiers.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ou agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre, sous condition de réciprocité, des mêmes droits, privilèges et immunités que ceux qui sont ou seraient accordés auxdits fonctionnaires ou agents de même grade et de même caractère de la nation la plus favorisée.

Article 23.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner une application effective à la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée¹ à La Haye le 6 novembre 1925, ainsi qu'aux divers arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, pris séparément au sens de l'article 15 de ladite convention en tant qu'elles ont adhéré à ces arrangements.

Article 24.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales.

Les Hautes Parties contractantes s'obligent à réprimer et à prohiber, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions, ou signes quelconques, comportant directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Article 25.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi de fausses indications de provenance des produits vinicoles, pour autant qu'ils sont originaires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Seront notamment réprimées par la saisie et par d'autres sanctions appropriées, l'importation, l'exportation, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, des marques, des noms, des inscriptions ou des signes quelconques, comportant sur l'origine de ces produits de fausses indications sciemment employées.

¹ Vol. LXXIV, page 289; vol. LXXXIII, page 464, de ce recueil, et page 366, de ce volume.

The treatment and protection to be accorded in fiscal matters to the companies of each of the High Contracting Parties defined in the first paragraph shall be in every respect similar to the treatment and protection provided under Article 20 in these matters for nationals of each of the High Contracting Parties.

It is understood that taxes on the capital or income of companies of each of the High Contracting Parties established in the territory of the other may be levied only on their property situated in that country or on the profits or income which they make there.

Article 22.

The Austrian Government shall have the right to appoint consuls-general, consuls, and vice-consuls or consular agents, in all commercial centres in which consuls-general, consuls, and vice-consuls or consular agents of a third State are installed.

Subject to reciprocity, the consuls-general, consuls, and vice-consuls or consular agents of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same rights, privileges and immunities as are or may hereafter be accorded to the like officials or agents of the same rank and of the same kind belonging to the most favoured nation.

Article 23.

The High Contracting Parties undertake to give effective application to the Paris International Convention of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised¹ at The Hague on November 6, 1925, and also to the various particular agreements for the protection of industrial property made separately under Article 15 of the said Convention, so far as they have acceded to those agreements.

Article 24.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt all necessary legislative or administrative measures to protect the natural or manufactured products of the other from all forms of unfair competition in commercial transactions.

The High Contracting Parties agree to prohibit and punish by seizure and by other appropriate penalties the importation, exportation, manufacture, distribution, sale or offering for sale in their territories of all goods bearing upon themselves or their immediate make-up or outer wrappings any marks, names, devices or descriptions whatsoever which are calculated to convey directly or indirectly a false indication of the origin, type, nature or special characteristics of such goods.

Article 25.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt legislative and administrative measures making the use of false indications of origin for products of the wine industry originating in the territory of either of the High Contracting Parties a punishable offence.

The importation, exportation, manufacture, distribution, sale or offering for sale of the above-mentioned products shall be punished by confiscation and by other appropriate penalties when any marks, names, devices or descriptions whatsoever constituting false indications, knowingly employed, of the origin of these products appear on the barrels, bottles, wrappings or cases containing them.

¹ Vol. LXXIV, page 289; Vol. LXXXIII, page 464, of this Series, and page 366, of this Volume.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation régionale ou de cru pour désigner les produits autres que ceux qui y ont réellement droit, subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications telles que « genre, type, façon », ou autres.

Le présent article ne fait pas obstacle à ce qu'en tout cas celui qui vend un produit vinicole mentionne son nom et son adresse sur le récipient. A défaut d'appellation régionale, il sera tenu de compléter son adresse par l'indication, en caractères également apparents, du pays d'origine, chaque fois que, par un nom de localité ou par toute autre indication de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une localité ou avec une propriété située dans un autre pays.

Pour les produits vinicoles, aucune appellation d'origine des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée, dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique, ni ne pourra être déclarée tombée dans le domaine public. Seront reconnues de la même manière les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à étudier ultérieurement l'extension éventuelle des dispositions qui précèdent à tous produits, autres que les produits vinicoles, tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

Article 26.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes se réfèrent à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit¹. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques, même au cas où ils viendraient à être dénoncés.

Article 27.

Pour toutes les questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées² établis à Genève le 9 décembre 1923.

Article 28.

En ce qui concerne la navigation sur les fleuves internationaux, les Hautes Parties contractantes se réfèrent aux actes régissant cette navigation et, notamment à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international³ et à la Convention internationale de Paris du 23 juillet 1921 établissant le statut définitif du Danube⁴ internationalisé. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques même au cas où ils viendraient à être dénoncés.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; et vol. LXXXIII, page 373, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403, de ce recueil ; et page 336, de ce volume.

³ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 71, de ce recueil.

⁴ Vol. XXIV, page 173, de ce recueil.

Goods contravening this provision may be confiscated either on the initiative of the Administration, or on the application of the Public Prosecutors' Department or of an interested party, whether person, company or syndicate, in conformity with the legislation of each of the High Contracting Parties.

The prohibition to use a regional or local appellation for products other than those which are justly entitled thereto shall be operative even when the genuine origin of the products is mentioned or false appellations are accompanied by corrective words such as "class, type, imitation", or others.

The present Article shall not in any case prevent the vendor of wine from giving his name and address upon the receptacle. In the absence of any regional appellation, he will be required to add the country of origin to his address in equally conspicuous lettering whenever the name of a locality or any other indication in the address might lead to confusion with a locality or property situated in another country.

In the case of products of the wine industry, no appellation of origin of the High Contracting Parties, if it is legally protected in the country of production and has been duly notified to the other Party, may be regarded as a generic name, nor may it be declared to have become public property. Delimitations and restrictions referring to these appellations shall likewise be recognised.

The High Contracting Parties undertake to consider at a later date the possibility of extending the above provisions to all products, in addition to products of the wine industry, deriving their specific qualities from the soil or climate.

Article 26.

On all questions relating to international transit the High Contracting Parties shall refer to the Barcelona Convention and Statute of April 20, 1921, on Freedom of Transit¹. The provisions of these Acts, even if they should be denounced, shall continue to govern their mutual relations.

Article 27.

In all questions relating to the international régime of railways, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Railways² drawn up at Geneva on December 9, 1923.

Article 28.

As regards navigation on international rivers, the High Contracting Parties shall refer to the Acts governing such navigation, and in particular to the Barcelona Convention and Statute³ of April 20, 1921, on the Régime of Navigable Waterways of International Concern, and to the International Convention of Paris of July 23, 1921, instituting the definitive Statute of the internationalised Danube⁴. The provisions of these Acts, even if they should be denounced, shall continue to govern their mutual relations.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; and Vol. LXXXIII, page 373, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403, of this Series ; and page 336, of this Volume.

³ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 306 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 71, of this Series.

⁴ Vol. XXIV, page 173, of this Series.

Article 29.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties contractantes conviennent de mettre immédiatement en vigueur, pour leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes¹.

Les bâtiments autrichiens pourront se rendre dans un ou plusieurs ports français soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

Le Gouvernement autrichien s'engage à ne prendre ou laisser prendre par les organismes placés sous son contrôle aucune mesure et à ne conclure avec des gouvernements ou organismes étrangers aucun accord ayant pour effet d'éliminer ou de défavoriser d'une manière quelconque, par rapport aux pavillons autrichiens ou tiers, les navires et le commerce maritime français, pour ce qui concerne notamment le transport des biens, passagers et émigrants soit de l'Autriche, soit d'un Etat étranger, qui traverseraient une partie du territoire autrichien, et quelle que soit la voie ou le port emprunté ou à emprunter.

Les entreprises de navigation de l'une des Parties contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationales. Cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration, à leurs navires et aux émigrants qu'elles transportent, quelle que soit leur provenance, et quel que soit le port d'embarquement des émigrants.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce autrichiens bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 30.

La nationalité des navires sera reconnue par les deux Hautes Parties contractantes conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes.

Tout navire autrichien qui serait contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure de se réfugier dans un port français y jouira, à tous égards, du traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée. Il en sera de même au cas d'échouement ou de naufrage d'un navire autrichien sur les côtes du territoire français.

Article 31.

Les bateaux d'une des Hautes Parties contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront dans les eaux intérieures de l'autre Partie contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des deux Parties contractantes ne traitera, sur les voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

Article 29.

Subject to the following supplementary provisions, the High Contracting Parties agree to bring into force immediately, in their mutual relations, the provisions of the Geneva Convention and Statute of December 9, 1923, on the International Régime of Maritime Ports¹.

Austrian vessels may enter a French port or ports either to land the whole or part of their passengers or cargo coming from abroad, or to take on board the whole or part of their passengers or cargo for conveyance abroad.

The Austrian Government undertakes not to take, or to allow organisations under its control to take, any measure, and not to conclude with foreign Governments or organisations any agreement, the effect of which would be to eliminate French vessels and maritime trade or place them at any disadvantage whatsoever as compared with the Austrian flag or with the flags of third countries, particularly as regards the transport of goods, passengers and emigrants, whether from Austria or from a foreign country, passing through any part of Austrian territory, no matter what route or port is or is to be used.

Shipping concerns of one of the Contracting Parties engaged in the transport of emigrants shall enjoy in the other country the same treatment in every respect as national shipping concerns. This equality of treatment shall apply in particular to their emigration agencies, their vessels and the emigrants transported, from whatever place they come and whatever may be the embarkation port of the emigrants.

In the ports of the French colonies, Austrian merchant vessels shall, if they conform to the provisions made for public order and security and to the local laws and regulations, enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 30.

The nationality of vessels shall be recognised by both the High Contracting Parties in accordance with the laws and regulations of each, and shall be established from the documents and certificates on board issued by the competent authorities.

Any Austrian vessel which may be compelled through stress of weather or *force majeure* to take shelter in a French port shall, in all respects, enjoy therein the treatment granted to the vessels of the most favoured nation. The same shall apply to the stranding or shipwreck of an Austrian vessel on the coasts of French territory.

Article 31.

Vessels of one of the High Contracting Parties and their crews and cargoes shall enjoy on the inland waterways of the other Contracting Party, as well as in its inland ports open to traffic, the same treatment as the vessels, crews and cargoes of the most favoured nation.

As regards all charges and dues in respect of inland navigation, neither of the Contracting Parties shall treat the vessels of the other Party, their crews and cargoes, on its inland waterways or in its inland ports open to traffic, less favourably than its own vessels, crews and cargoes or than those of the most favoured nation.

The provisions of the two foregoing paragraphs shall not apply to the carrying trade between two ports belonging to the same national inland system.

¹ Vol. LVIII, page 285; Vol. LXIX, page 102; Vol. LXXII, page 485; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

Tous les bateaux qui appartiennent à des Autrichiens et à une compagnie autrichienne, de même que tous les bateaux qui appartiennent à des Français ou qui, d'après le droit français, sont reconnus comme bateaux français, sont considérés dans l'esprit du présent accord comme bateaux des Hautes Parties contractantes.

Article 32.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Autriche bénéficieront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial pour tous les produits bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée.

A leur importation sur le territoire douanier autrichien les produits naturels ou fabriqués des colonies françaises dites assimilées bénéficieront, s'ils sont repris à la liste C, des taux de droits et avantages fixés à ladite liste et, qu'ils soient repris ou non à la liste C, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires et en provenance d'Autriche bénéficieront des tarifs douaniers les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées, des protectorats et des territoires sous mandat français jouiront, à leur importation en Autriche, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 33.

Les dispositions des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 16 relatives aux échanges commerciaux entre les deux pays s'appliqueront aux colonies françaises et à la Tunisie.

Article 34.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas l'Autriche à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

Article 35.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis soit à la Cour permanente de justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

All vessels belonging to Austrians or to an Austrian company, and all vessels belonging to Frenchmen or recognised according to French law as French vessels, shall be regarded, for the purposes of the present Agreement, as vessels of the High Contracting Parties.

Article 32.

Natural and manufactured products originating in and coming from Austria, when imported into the so-called assimilated French colonies, i. e., those having substantially the same Customs system as the home country, shall be accorded the minimum tariff, whether this tariff is the tariff of the home country or a special tariff for all products enjoying most-favoured-nation treatment.

On importation into the Austrian Customs territory, the natural and manufactured products of the so-called assimilated French colonies shall, if they are enumerated in List C, be accorded the rates of duty and advantages set forth in the said List, and, whether they are included in List C or not, enjoy most-favoured-nation treatment.

In the so-called non-assimilated colonies, i. e., those having a special Customs system, and in Tunis, products originating in and coming from Austria shall be accorded the lowest rates of duty which are or may hereafter be granted to any other Power in pursuance of tariff measures or commercial agreements. Products of the so-called non-assimilated French colonies and of the French protectorates and mandated territories shall be accorded most-favoured-nation treatment on importation into Austria.

Article 33.

The provisions of Articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15 and 16 relating to trade between the two countries shall apply to the French colonies and Tunis.

Article 34.

The granting of most-favoured-nation treatment shall not entitle Austria to claim the benefit of such preferential treatment as France has accorded or may hereafter accord within her Customs territory to the French colonies, protectorates and mandated territories, or which French colonies and protectorates have accorded or may hereafter accord to France or to the French colonies, protectorates and mandated territories.

Article 35.

Any disputes which may arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Agreement, and which it has not been possible to settle by diplomatic means, shall by common consent be submitted, by way of a special agreement (*compromis*), either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure prescribed by its Statute, or to a Court of Arbitration under the conditions and according to the procedure prescribed by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes¹.

Failing agreement between the Parties regarding the special agreement (*compromis*), and after one month's notice, either Party shall be entitled to take the dispute direct, by making application, before the Permanent Court of International Justice.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 36.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Paris.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour mettre en application les dispositions de la présente convention qui, d'après leurs lois respectives n'exigent point l'approbation préalable de leur Parlement, à l'expiration d'un délai de dix jours à dater de la signature.

Les autres dispositions seront mises en application dix jours pleins après la notification faite à Paris que l'accord a été ratifié par l'Autriche, à l'exception toutefois des dispositions d'ordre tarifaire qui nécessitent l'approbation préalable des Chambres françaises.

Si cette approbation est obtenue, l'échange des ratifications sera effectué et l'ensemble de la Convention sera mis en vigueur dans un délai de dix jours, à dater de l'échange des instruments.

Si l'approbation était refusée, l'Autriche pourrait dénoncer les dispositions en vigueur de la convention pour prendre fin un mois après.

Les Hautes Parties contractantes pourront dénoncer la présente convention à partir du 1^{er} avril 1929 pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire le 16 mai 1928.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) GRUNBERGER.

LISTE A

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
ex 128 bis	Bois communs, équarris ou sciés, autres que les traverses pour voies ferrées, ayant l'épaisseur ¹ . . .	80 millimètres et plus . .	Fr. Ct. 100 kg. 3,25
		de 35 millimètres exclus à 80 mètres exclus . . .	Idem 3,50
		de 2 millimètres exclus à 35 millimètres inclus, non compris les feuilles et feuillets de placage .	Idem 4,50
		2 millimètres et moins . .	Idem Régime du n° 603 quater A

¹ Pour les bois communs et les bois fins injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque, les droits ci-dessus sont majorés de 3 francs par 100 kilogrammes. La note ci-dessus est également applicable aux bois repris sous le N° 133 du tarif français.

Article 36.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris.

Nevertheless, the High Contracting Parties have agreed to apply, as from ten days after the date of signature, those provisions of the present Convention which, according to their respective laws, do not require the previous sanction of their Parliaments.

The remaining provisions shall apply as from ten full days after notification given in Paris that the Agreement has been ratified by Austria, with the exception, however, of the provisions relating to tariffs, which require the previous sanction of the French Chambers.

If this sanction is obtained, the exchange of ratifications shall take place and the whole of the Agreement shall enter into force within ten days of the exchange of the instruments of ratification.

Should sanction be refused, Austria shall be entitled to denounce those provisions of the Agreement which are in force, such denunciation to take effect one month afterwards.

As from April 1, 1929, the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Agreement, such denunciation to take effect three months afterwards.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate on the sixteenth day of May, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) A. BRIAND.

(L. S.) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) GRUNBERGER.

LIST A.

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
Ex 128 bis	Common woods, squared or sawn, other than railway-sleepers, of the thickness of ¹	80 mm. and above	100 kg. Fr. Ct. 3.25
		more than 35 mm. and less than 80 mm.	ditto 3.50
		more than 2 mm. up to 35 mm. inclusive, not including veneering sheets, large or small . .	ditto 4.50
		2 mm. or less.	ditto dutiable as No. 603 quater A

¹ For common woods and fine woods saturated or having undergone any form of chemical preparation the duties shown above are increased by 3 francs per 100 kg. The foregoing note applies also to woods included under No. 133 of the French Tariff.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
			Fr. Ct.
168	Pâtes de cellulose	100 kg.	6,50 ¹
	{ mécaniques { sèches . . .	Idem	3,25 ¹
	{ { humides . . .	Idem	13,00 ¹
	{ chimiques { sèches . . .	Idem	6,50 ¹
	{ { humides . . .	Idem	75,00
207 ter 207 quater	Acier fin pour outil	Idem	75,00
	Aciers spéciaux contenant :		
	Au moins 5 p. 100 de nickel, sauf les tôles :		
	De 0,5 p. 100 à 6 p. 100 de chrome	Idem	75,00
	De 0,5 p. 100 à 6 p. 100 de tungstène	Idem	75,00
	De 0,2 p. 100 à 2 p. 100 de molybdène	Idem	75,00
	De 0,1 p. 100 à 0,5 p. 100 de vanadium	Idem	75,00
	De 0,1 p. 100 à 0,5 p. 100 de titane	Idem	75,00
207 quinquies	Aciers spéciaux contenant :		
	Plus de 6 p. 100 de chrome	Idem	300,00
	Plus de 6 p. 100 de tungstène	Idem	300,00
	Plus de 2 p. 100 de molybdène	Idem	300,00
	Plus de 0,5 p. 100 de vanadium	Idem	300,00
	Plus de 0,5 p. 100 de titane ou tous autres éléments rares	Idem	300,00
210 bis ex 221	Tôles planes d'acier au nickel, découpées ou non . . .	Idem	94,00
	Cuivre :		
	Pur ou allié de zinc, d'étain, d'aluminium ou de manganèse :		
	Laminé ou battu, en barres de toutes sections, dont le plus grand diamètre est de :		
	50 millimètres et plus	Idem	45,00
	Moins de 50 millimètres	Idem	50,00
	Étiré, en barres ne dépassant pas 5 mètres de longueur et ayant de diamètre :		
	50 millimètres et plus	Idem	49,50
	Moins de 50 millimètres jusqu'à 5 millimètres	Idem	55,00
	Au-dessous de 5 millimètres	Idem	Régime des fils de cuivre
	En fils polis ou non, autres que dorés, argentés nickelés, d'un diamètre de :		
	Supérieur à 3 millimètres	Idem	75,00
	De 1/10 ^e de millimètre à 3 millimètres inclusivement	Idem	100,00
	Inférieur à 1/10 ^e de millimètre	Idem	150,00
	Doré ou argenté, en masses ou lingots, battu, tiré, laminé ou filé	Idem	800,00
ex 225	Nickel :		
	Pur :		
	Battu, en barres, laminé	Idem	30,00
	En fils ayant d'épaisseur :		
	1 millimètre et plus	Idem	45,00
	Moins de 1 millimètre	Idem	60,00

¹ Sous réserve des mesures de contrôle arrêtées par les Ministres compétents, les pâtes de bois importées en vue de la fabrication du papier autre que de fantaisie à la mécanique, pesant plus de 35 grammes par mètre carré et du papier dit de fantaisie couché en blanc, destinés à l'impression des journaux et des publications périodiques, restent admissibles aux droits ci-après :

Pâtes mécaniques sèches (100 kg.)	1 fr. 50
Pâtes mécaniques humides (100 kg.)	0 75
Pâtes chimiques sèches (100 kg.)	3 00
Pâtes chimiques humides (100 kg.)	1 50

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
			Fr. Ct.
168	Cellulose pulp	100 kg.	6.50
	{ mechanical { dry	ditto	3.25 ¹
	{ moist	ditto	13.00
	{ chemical { dry	ditto	6.50 ¹
	{ moist	ditto	75.00
207 <i>ter</i> 207 <i>quater</i>	Fine steel for tools	ditto	75.00
	Special steel containing :		
	At least 5 % of nickel, except sheets :		
	From 0.5 % to 6 % of chromium	ditto	75.00
	From 0.5 % to 6 % of tungsten	ditto	75.00
	From 0.2 % to 2 % of molybdenum	ditto	75.00
	From 0.1 % to 0.5 % of vanadium	ditto	75.00
	From 0.1 % to 0.5 % of titanium	ditto	75.00
207 <i>quinq.</i>	Special steel containing :		
	More than 6 % of chromium	100 kg.	300.00
	More than 6 % of tungsten	ditto	300.00
	More than 2 % of molybdenum	ditto	300.00
	More than 0.5 % of vanadium	ditto	300.00
	More than 0.5 % of titanium or any other rare elements	ditto	300.00
210 <i>bis</i>	Flat sheets of nickel steel, cut or not	ditto	94.00
ex 221	Copper :		
	Pure or alloyed with zinc, tin, aluminium or manganese :		
	Rolled or hammered into bars of any section with a greatest diameter of :		
	50 mm. or more	ditto	45.00
	Less than 50 mm.	ditto	50.00
	Drawn, in bars not exceeding 5 metres in length and of diameter :		
	50 mm. or more	ditto	49.50
	Less than 50 mm. down to 5 mm.	ditto	55.00
	Less than 5 mm.	ditto	Dutiable as copper wire
	Wire, polished or not, except gilt, silvered or nickelled; of diameter :		
	More than 3 mm.	ditto	75.00
	From 1/10 mm. to 3 mm. inclusive	ditto	100.00
	Less than 1/10 mm.	ditto	150.00
	Gilt or silvered, in lumps or ingots, hammered, drawn, rolled or spun	ditto	800.00
ex 225	Nickel :		
	Pure :		
	Hammered, in bars, rolled	100 kg.	30.00
	In wire of thickness :		
	1 mm. or more	ditto	45.00
	Less than 1 mm.	ditto	60.00

¹ Subject to such measures of control as may be issued by the Ministries concerned, wood pulp imported for the purpose of manufacturing paper, other than machine-made fancy paper, weighing more than 35 grammes per sq. metre, and for manufacturing so-called fancy paper coated white, for use in printing newspapers and periodicals, will continue to be admitted at the following rates:

Pulp, mechanical, dry (100 kg.)	1 fr. 50
" " moist (100 kg.)	0 75
" chemical, dry (100 kg.)	3 00
" " moist (100 kg.)	1 50

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
			Fr. Ct.
ex 225 (<i>Suite</i>)	Nickel :		
	Allié au cuivre avec ou sans zinc :		
	Battu, laminé :		
	En disques, rondelles ou flancs, bruts de découpage	100 kg.	74,00
	Autrement	Idem	57,00
	En fils ayant d'épaisseur :		
	1 millimètre et plus	Idem	60,00
	Moins de 1 millimètre	Idem	66,00
060	Eau oxygénée	Valeur	20 p. 100
ex 0135	Magnésie naturelle calcinée	100 kg.	Exempte
0150	Carbonate de plomb (céruse)	Idem	35,00
ex 332	Briques et pièces à base de magnésie	Idem	6,50
361	Lampes électriques à incandescence :		
	Ampoules en verre ouvertes et sans garnitures intérieures ou extérieures	Idem	225,00
	A filament dans le vide :		
	A filaments de carbone :		
	Munies de leur monture	Le kg.	12,00
	Non munies de leur monture	Idem	16,00
	A filaments métalliques pesant par unité :		
	Moins de 5 grammes, munies ou non de leur monture	Idem	60,00
	De 5 à 15 grammes munies ou non de leur monture	Idem	30,00
	16 grammes et plus :		
	Munies de leur monture	Idem	16,00
	Non munies de leur monture	Idem	20,00
	A filaments métalliques dans des atmosphères de gaz ou de vapeurs, pesant par unité :		
	Munies de leur monture ; jusqu'à 15 grammes	Idem	30,00
	" " " 16 grammes et plus	Idem	20,00
	Non munies de leur monture ; jusqu'à 15 grammes	Idem	40,00
	Non munies de leur monture ; jusqu'à 16 grammes et plus	Idem	30,00
ex 361 bis	Valves (lampes) de T. S. F.	Valeur	12 p. 100
ex 461 ter	Stencils et baudruche, papiers autres que photographiques et recouverts d'une pâte à reproduire	100 kg.	200,00
464 ter	Cartonnages, boîtes et autres, de fabrication soignée, c'est-à-dire décorés de peinture, reliefs, dessins, chromos, étoffes, bois, paille, etc.	Idem	500,00
ex 468	journaux de mode	Idem	Exempts
496 bis	Bijouterie fausse :		
	Agrafes, broches, bracelets, bagues, boucles, boutons de parure, patins de boutons, chaînes, dès à coudre, coulants, anneaux à ressorts et autres, porte-mousquetons, bourses-cottes de mailles, fermoirs de tout genre, etc., en métaux non précieux avec ou sans garniture de corail vrai ou faux, de vitrifications, de nacre, os, ivoire, écailles, perles fausses ou vraies, etc. et parties métalliques de ces objets :		
	Aluminium, maillechort, nickel, cuivre, acier, fer, zinc, étain, plomb, dorés, argentés, cuivrés, oxydés, avec ou sans garnitures : acier fin à pointes	Valeur	20 p. 100

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
			Fr. Ct.
ex 225 (continued)	Nickel :		
	Alloyed with copper, with or without zinc :		
	Hammered, rolled :		
	In discs, washers or chips, rough, as cut out.	100 kg.	74.00
	Other	ditto	57.00
	Wire of thickness :		
	1 mm. and more	ditto	60.00
	Less than 1 mm.	ditto	66.00
060	Peroxide of hydrogen	ad val.	20 %
ex 0135	Natural calcined magnesia	100 kg.	Free
0150	Carbonate of lead (white lead)	ditto	35.00
ex 332	Bricks and wares with base of magnesia	ditto	6.50
361	Incandescent electric lamps :		
	Glass bulbs open and without internal or external fittings	ditto	225.00
	With filaments in vacuum :		
	With carbon filaments :		
	With mountings	kg.	12.00
	Without mountings	ditto	16.00
	With metal filaments, weighing each :		
	Less than 5 grammes, with or without mountings	kg.	60.00
	From 5 to 15 grammes, with or without mountings	ditto	30.00
	16 grammes and more :		
	With mountings	ditto	16.00
	Without mountings	ditto	20.00
	With metal filaments in gas or steam atmospheres, weighing each :		
	With mountings, up to 15 grammes	ditto	30.00
	With mountings, 16 grammes and more	ditto	20.00
	Without mountings, up to 15 grammes	ditto	40.00
	Without mountings, 16 grammes and more	ditto	30.00
ex 361 bis	Wireless valves (lamps)	ad val.	12 %
ex 461 ter	Stencils and gold-beater's skin, papers (other than photographic) covered with reproducing paste	100 kg.	200.00
464 ter	Cardboard wares, boxes and the like, of superior manufacture, <i>i e.</i> , decorated with paintings, reliefs, designs, chromos, stuffs, wood, straw, etc.	ditto	500.00
ex 468	Fashion papers	ditto	Free
496 bis	Imitation jewellery :		
	Clasps, brooches, bracelets, finger-rings, buckles, ornamental buttons, metal shapes for buttons, chains, thimbles, slides, rings (spring or other), swivels, purses of meshwork, catches of all kinds, etc., of common metals with or without ornaments of real or imitation coral, of vitrifications, mother of pearl, bone, ivory, tortoiseshell, imitation or real pearls, etc., and metal parts of such articles :		
	Of aluminium, German silver, nickel, copper, steel, iron, zinc, tin, lead, gilt, silvered, coppered, oxidized, with or without ornaments : of fine steel "à pointes"	ad val.	20 %

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables	
			Fr.	Ct.
496 bis (Suite)	Bijouterie fausse : Cuivre, maillechort, nickel, passés à l'eau forte, vernis, émaillés, polis, nickelés, avec ou sans garnitures, bijouterie de deuil en fer garnie de verroterie ou de bois durci, zinc, plomb, fer, acier ordinaire, nickelés, zinc, plomb, fer, acier ordinaire, polis ou vernis avec garnitures	Valeur	20 p.	100
	Zinc, plomb, fer et acier ordinaire, sans garnitures ni ornements	Idem	20 p.	100
524 a)	Machines dynamo-électriques et transformateurs élec- triques industriels à sec ou immergés, pesant par appareils : 3.000 kilogrammes et plus 1.000 » inclus à 3.000 kilogrammes exclus 500 » » à 1.000 » » 200 » » à 500 » » 50 » » à 200 » » 10 » » à 50 » » 5 » » à 10 » » 2 kg. 500 » à 5 » » Moins de 2 kilogrammes 500	Le kg. Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem	1,30 1,45 1,90 2,80 3,20 4,50 9,80 15,00 20,00	
524 bis B	Appareils pour la coupure, le réglage, la protection, la distribution du courant électrique, y compris les tableaux de distribution électrique montés ou non montés : Appareils non automatiques dans lesquels toutes les manœuvres sont faites à la main, pesant : 5.000 kilogrammes et plus 2.000 » inclus à 5.000 kg. exclus 1.000 » » à 2.000 » » 200 » » à 1.000 » » 50 » » à 200 » » 10 » » à 50 » » 5 kilogrammes inclus à 10 kilogrammes exclus contenant : Plus de 50 % de parties métalliques 50 % et moins de parties métalliques Moins de 5 kilogrammes, contenant : Plus de 50 p. 100 de parties métalliques 50 p. 100 et moins de parties métalliques Appareils susceptibles d'être transformés en appa- reils automatiques, mais importés sans les dis- positifs automatiques Appareils automatiques importés à l'état complet, y compris les dispositifs automatiques Dispositifs automatiques importés séparément et desti- nés aux appareils visés au paragraphe ci-dessus . . . Appareils de régularisation automatique de courant . .	Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Idem Le kg. Valeur Idem	1,50 1,70 1,90 2,80 3,50 5,00 7,00 5,50 7,00 4,75	Mêmes droits que ci-dessus Droits des appareils non automatiques majorés de 25 % 20 p. 100 15 p. 100

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
496 bis (continued)	Imitation jewellery : Of copper, German silver, or nickel, treated with aqua fortis, varnished, enamelled, polished, nickelled, with or without ornaments, mourning jewellery of iron ornamented with glass or with hardened wood, of zinc, lead, iron, or ordinary steel, nickelled, of zinc, lead, iron or ordinary steel, polished or varnished with fittings Of zinc, lead, iron or ordinary steel, without fittings or ornaments	<i>ad val.</i> ditto	Fr. Ct. 20 % 20 %
524 (a)	Dynamo-electric machines and industrial electric transformers, dry or in oil, weighing each : 3,000 kg. or more 1,000 kg. incl. to 3,000 kg. excl. 500 » » » 1,000 » » 200 » » » 500 » » 50 » » » 200 » » 10 » » » 50 » » 5 » » » 10 » » 2 ½ kg. incl. to 5 » » Less than 2 ½ kg.	kg. ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto	1.30 1.45 1.90 2.80 3.20 4.50 9.80 15.00 20.00
524 bis B	Apparatus for cutting off, regulating, protecting and distributing electric current, including switch-boards, mounted or not : Non-automatic apparatus solely worked by hand, weighing : 5,000 kg. and more 2,000 kg. incl. to 5,000 kg. excl. 1,000 » » » 2,000 » » 200 » » » 1,000 » » 50 » » » 200 » » 10 » » » 50 » » 5 kg. incl. to 10 kg. excl., containing : More than 50 % of metal parts 50 % or less of metal parts Less than 5 kg., containing : More than 50 % of metal parts 50 % or less of metal parts Apparatus which could be converted into automatic apparatus, but imported without the automatic parts Automatic apparatus imported complete, including the automatic parts Automatic parts imported separately, for use with the apparatus mentioned in the preceding paragraph. Apparatus for automatic regulation of current	kg. ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto ditto <i>ad val.</i> ditto	1.50 1.70 1.90 2.80 3.50 5.00 7.00 5.50 7.00 4.75 Same duties as above Duties as for non-automatic apparatus increased by 25 % 20 % 15 %

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
524 bis B (Suite)	Appareils électriques dits redresseurs de courant . . .	Valeur	Fr. Ct. Régime des transformateurs industriels (N° 524 A)
	Valves, tubes ou lampes à vapeur ou effluves, incandescents ou fluorescents pour les appareils ci-dessus, pesant par unité :		
	Avec récipients en verre ou transparents :		
	20 kilogrammes et plus	Le kg.	63,00
	5 » inclus à 20 kilogrammes exclus	Idem	80,00
	1 » » à 5 » »	Idem	100,00
	0 kg. 500 » à 1 » »	Idem	160,00
	Moins de 0 kg. 500 ¹	Idem	220,00
	Avec récipients métalliques :		
	3.000 kilogrammes et plus	Idem	6,40
	1.000 » inclus à 3.000 kilogrammes exclu	Idem	10,00
	Moins de 1.000 kilogrammes	Idem	14,00
524 bis C	Appareils de soudure électrique à l'exclusion des fers à souder électriques pesant :		
	1.000 kilogrammes et plus	Idem	1,90
	Au-dessous de 1.000 kilogrammes	Idem	2,60
ex 524 bis N	Exploseurs dynamo-électrique pour la mise à feu des amorces de mines	Valeur	20 p. 100
525 bis C	Appareils de levage, y compris les ascenseurs et leurs câbles à dispositifs, balances, bascules et presses, non tarifées ailleurs, pesant par unité :		
	20.000 kilogrammes et plus	100 kg.	60,00
	1.000 à 20.000 kilogrammes exclus	Idem	75,00
	500 à 1.000 » »	Idem	90,00
	Moins de 500 kilogrammes	Idem	110,00
ex 537	Faux et faucilles	Idem	300,00
ex 555	Articles de lampisterie en fonte, moulés, étamés, cuivrés, bronzés, vernissés, émaillés ou rendus inoxydables :		
	Décorés par applications d'émail en plusieurs couleurs	Idem	102,70
	Revêtus de dessins ou impressions, ou décorés en or	Idem	118,50
	Autres	Idem	79,00
568	Article de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés :		
	Non peints, non polis et n'ayant reçu aucun complément de main-d'œuvre	100 kg.	96,90
	Peints, polis, plombés, zingués ou galvanisés	Idem	102,60
	Vernissés :		
	Sans décors ni impressions par décalcomanie ou autrement, une ou deux teintes	Idem	90,00
	Autres	Idem	114,00
	Étamés unis ou fer blanc nu	Idem	145,00
	Émaillés-unis, même dégradés, granités	Idem	145,00
	Cuivrés, étamés peints, étamés vernissés	Idem	171,00

¹ Pour les appareils de l'espèce pesant moins de 0 kg. 500 l'importateur peut demander l'application de la tarification du N° 361 bis, si elle lui apparaît plus favorable que celle du présent numéro.

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
524 bis B (continued)	Electric apparatus known as current-rectifiers. . . .	<i>ad val.</i>	Fr. Ct. Dutiable as industrial transformers (No. 524 A)
	Valves, tubes, or lamps, vapour or emanation, incandescent of fluorescent, for the above apparatus, weighing each :		
	With glass or transparent receptacles :		
	20 kg. or more	kg.	63.00
	5 kg. incl. to 20 kg. excl.	ditto	80.00
	1 " " " 5 " "	ditto	100.00
	½ " " " 1 " "	ditto	160.00
	Less than ½ kg. ¹	ditto	220.00
	With metal receptacles :		
	3,000 kg. or more	ditto	6.40
	1,000 kg. incl. to 3,000 kg. excl.	ditto	10.00
	Less than 1,000 kg.	ditto	14.00
524 bis C	Electric soldering (welding) apparatus, except electric soldering-irons, weighing :		
	1,000 kg. and more	ditto	1.90
	Less than 1,000 kg.	ditto	2.60
ex 524 bis N	Dynamo-electric detonators for firing mine-fuses . . .	<i>ad val.</i>	20 %
525 bis C	Hoisting apparatus, including lifts and their pulling cables ; unenumerated balances, weigh-bridges and presses, weighing each :		
	20,000 kg. or more	100 kg.	60.00
	1,000 kg. to 20,000 kg. excl.	ditto	75.00
	500 " " 1,000 " "	ditto	90.00
	Less than 500 kg.	ditto	110.00
ex 537	Scythes and sickles	100 kg.	300.00
ex 555	Lamp-maker's wares of cast iron, moulded, tinned, coppered, bronzed, varnished, enamelled, or rendered inoxidizable :		
	Decorated by applications of enamel in several colours	ditto	102.70
	With designs or printings, or decorated in gold. . .	ditto	118.50
	Others	ditto	79.00
568	Household wares and all articles of iron, steel or black sheet-iron, not enumerated :		
	Neither painted nor polished and not having been worked in any way	ditto	96.90
	Painted, polished, coated with lead or zinc, or galvanized	ditto	102.60
	Varnished :		
	Not decorated or printed by decalcomania or otherwise, one or two shades	ditto	90.00
	Others	ditto	114.00
	Tinned-plain or plain tin-plate	ditto	145.00
	Enamelled-plain, even shaded, granited	ditto	145.00
	Copper, tinned-painted, tinned-varnished	ditto	171.00

¹ For apparatus of this kind weighing less than ½ kg., the importer may request the application of the duty shown for No. 361 bis, if that appears to him to be more favourable than the duty shown in the present number.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
			Fr. Ct.
568 (Suite)	Article de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés :		
	Émaillés-décorés sans or	100 kg.	199,50
	Émaillés-marbrés sans or ou autre métal, ni impressions ou décors par décalcomanie ou autrement	Idem	170,00
	Imprimés en une ou deux couleurs sans or :		
	En feuilles non ouvrées	Idem	199,50
	Autres	Idem	228,00
	Émaillés-décorés avec or, marbrés ou granités avec or, imprimés en plus de deux couleurs ou en or :		
	En feuilles non ouvrées	Idem	228,00
	Autres	Idem	256,50
	Réservoirs, foudres, cuves en fer, acier ou fonte aciéreuse ; fûts, tonneaux ou tonnelets en fer ou en acier, ou en tôle de fer ou d'acier, même avec accessoires en autres matières, et leurs parties séparées :		
	Comportant des parties peintes, polies, vernissées, plombées, galvanisées ou zinguées	Idem	105,00
	Émaillés ou étamés	Idem	145,00
ex 572	Tubes en cuivre pur ou allié de tous autres métaux pour tous emplois	Idem	110,00
573	Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze :		
	A. Articles d'orfèvrerie :		
	Non ciselés, ni gravés, ni ornements par matriçage, estampage ou autrement	Le kg.	8,00
	Autres	Idem	13,00
	B. Émaux cloisonnés	Idem	9,00
	C. Autres articles, y compris les imitations (zinc et plomb purs ou alliés)	Idem	5,00
ex 574	Articles de lampisterie et de ferblanterie en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain :		
	Becs de lampe et bec à gaz en cuivre pur ou allié, associé ou non au fer blanc (autres que pour acétylène) et leurs pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis ou étamés	100 kg.	550,00
	Articles de lampisterie, lanternes, lanternes-tempête, suspensions et articles d'éclairage autres que les becs de lampes et à gaz et les objets d'art ou d'ornement, en fer, zinc, étain ou cuivre, pur ou allié, ou bien formés de l'association de ces métaux, ainsi que leurs parties ou pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis, étamés, plombés ou galvanisés :		
	Lampes de mine à flamme à huile ou à essence	Idem	350,00
	Autres articles	Idem	430,00
ex 578	Tubes en zinc allié ou non au plomb, soudés, avec fonds, d'un diamètre égal ou inférieur à 20 millimètres, n'ayant reçu aucune des main-d'œuvre prévues aux alinéas 2, 3 et 4 du paragraphe A, du N° 578, unis	100 kg.	50,00

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
568 (continued)	Household wares and all articles of iron, steel or black sheet-iron, not enumerated :		Fr. Ct.
	Enamelled-decorated without gold	100 kg.	199.50
	Enamelled-marbled, without gold or other metal, and without printings or decorations by decalcomania or otherwise	ditto	170.00
	Printed in one or two colours without gold :		
	In plain sheets	100 kg.	199.50
	Others	ditto	228.00
	Enamelled-decorated with gold ; marbled or gránited with gold ; printed in more than two colours or in gold :		
	In plain sheets	ditto	228.00
	Others	ditto	256.50
	Tanks, tuns, vats of iron, steel or steel pig ; casks, barrels or small barrels of iron or steel or sheet iron or steel, even if with accessories of other materials, also separate parts thereof :		
	Having parts painted, polished, varnished, lead-coated, galvanized or zincked	ditto	105.00
	Enamelled or tinned	ditto	145.00
ex 572	Tubes in copper, of pure or alloyed with any other metal, for all purposes	ditto	110.00
573	Art and ornamental wares of copper or bronze :		
	A. Smith's wares :		
	Not chiselled nor engraved nor ornamented by means of matrices, stamping or otherwise	kg.	8.00
	Others	ditto	13.00
	B. Cloisonné enamels	ditto	9.00
	C. Other articles, including imitations (zinc and lead, pure or alloyed)	ditto	5.00
ex 574.	Lamp-maker's and tinsmith's wares of copper, pure or alloyed with zinc or tin :		
	Lamp-burners and gas-burners of copper, pure or alloyed, whether combined or not with tin-plate (other than for acetylene), and component parts, whether or not polished, burnished, varnished or tinned	100 kg.	550.00
	Lamp-wares, lanterns, hurricane-lamps, hanging lamps and lighting wares (other than lamp- and gas-burners and art ware or ornamental ware), of iron, zinc, tin or copper, pure or alloyed, or formed by combinations of these metals, and detached and component parts, whether or not polished, burnished, varnished, tinned, lead-coated or galvanized :		
	Miners' lamps for oil or spirit flame	ditto	350.00
	Other articles	ditto	430.00
ex 578	Tubes of zinc, alloyed or not with lead, soldered, with bottoms of diameter not exceeding 20 millimetres, not having been worked in any way mentioned in sub-paragraphs 2, 3 and 4 of paragraph A. of No. 578, plain	ditto	50.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables
ex 620 G	4 ^o Peignes en caoutchouc durci ou ébonite avec ou sans partie de métal non précieux	Le kg.	Fr. Ct 6,50
ex 620 bis	8 ^o Séparateurs pour l'électricité et récipients pour accumulateurs en caoutchouc durci ou ébonite . . .	Idem	3,50
626	Plaques de joints en papier ou carton d'amiante ou asbeste ¹ : En feuilles (découpées ou non) de format rectangulaire Façonnées, découpées, de format non rectangulaire, armées ou non de fils, toiles ou pièces métalliques	100 kg. Idem	150,00 250,00
648 ter B	Chapeaux de feutre de poils ou de laine et poils : En cloche, y compris les plateaux et chemises, non apprêtés, ni dressés, ni tournurés	Valeur	12 p. 100
	Autres : Non garnis	Idem	14 p. 100
	Partiellement garnis ou garnis chapeliers avec ou sans coiffe	Idem	14 p. 100
	Cérium-métal, ferro-cérium et tous autres alliages de métaux de terres rares, ainsi que fers pyrophoriques	Le kg.	25,00

LISTE B

(Numéros du tarif douanier français.)

2, 3, 14, 14 bis, 14 quinquès, 18 ter, 18 quater, 20, 30, 30 bis, 34 bis, 35, 35 bis, 37, 38, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 95, 60, 62, 63, 65, 66, 75, 75 bis, 75 ter, 75 quater, 76, 76 bis, 76 ter, 77, 78, 78 bis, 79, 81, 82, 85, 88, 91 bis, 92, 96, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110 A, 110 B, 110 bis, 111, 111 bis B, 112, 115 quater, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 134, 138, 139, 140, 142, 142 bis, 143, 144, 144 bis, 145, 145 bis, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 156 bis, 159, 164 ter, 164 quater, 177 bis, 177 ter, 179 bis, 179 quinquès, 180, 181, 181 bis, 188, 188 bis, 189, 190, 192, 193, 193 bis, 195, 196, 197, 198, 198 bis, 198 ter, 198 quater, 198 quinquès, 198 sexiès, 199, 199 bis, 199 ter, 226, 228, 229, 230, 231, 232, 030, 055, 056, 0117, 0118, 0132, 037, 0251, 0253, 0253 bis, 0253 ter, 0254, 0254 bis, 0255, 0255 bis, 0255 ter, 0255 quater, 0256, 0257, 0258, 0258 bis, 0259, 0260, 0261, 0262, 0264, 0265, 0265 bis, 0265 ter, 0268, 0268 bis, 0268 ter, 0269, 0269 bis, 0270, 0270 bis, 0271, 0271 bis, 0271 ter, 0272, 0273, 0274, 0275, 0276, 0277, 0277 bis, 0278, 0279, 0280, 0281, 0282, 0283, 0286, 0286 bis, 0289, 0289 bis, 0290, 0290 bis, 0291, 0300, 0301, 0302, 0303, 0304, 0305, 0310, 0310 bis, 0311, 0311 bis, 0311 ter, 0311 quater, 0312, 0312 bis, 0312 ter, 0313, 0313 bis, 0313 ter, 0314, 0314 bis, 0315, 0315 bis, 0315 ter, 0315 quater, 0316, 0316 bis, 0316 ter, 0317, 0317 bis, 0318, 0319, 0320, 0321, 0321 bis, 0322, 0323, 0324, 0325, 0325 bis, 0326, 0326 bis, 0327, 0327 bis, 0327 ter, 0328, 0329, 0336, 0336 bis, 0336 ter, 0337, 0338, 0339, 0341, 0342, 0349, 0350, 0354, 0355, 0357, 0358, 0359, 0359 bis, 0361, 0362, 0364, 0365, 0366, 0367, 0369, 0370, 0372, 0383, 0384, 0385, 0386, 0389, 283, 284, 286, 289, 290, 291, 292, 313, 315 ter, 319 bis, 320 ter, 321, 323, 329, 333, 334, 348, 348 bis, 348 ter, 348 quater, 352, 353, 354, 379, 391, 393, 399, 400, 400 bis, 402, 419 bis, 429, 437, 448, 449, 452, 464 quater, 478, 495 bis, 497, 498, 499, 500, 500 bis, 500 ter, 501, 501 bis, 501 ter, 501 quater, 502, 504 quater, 507, 508, 509, 509 bis, 514, 515, 516, 516 bis, 517, 517 bis, 519 bis, 521 quater, 524 B, 524 bis, 544 bis A, 547, 562, 596, 596 bis, 599, 603, 603 bis, 606, 607, 609, 610, 610 bis, 613, 615, 616, 629, 631, 631 bis, 632, 648.

¹ Associés à plus de 10 p. 100 en poids de caoutchouc, gutta-percha, balata, ou similaires, les ouvrages en amiante acquittent le tarif des ouvrages correspondants en caoutchouc, à moins que ce tarif ne soit inférieur à celui prévu ici pour les ouvrages en amiante. Si la proportion de caoutchouc, gutta, balata et similaires ne dépasse pas 10 p. 100, c'est ce dernier tarif qui est applicable.

No. in French Tariff	Designation of Goods	Unit of taxation	Duty applicable
ex 620 G	4. Combs of hardened rubber or ebonite, with or without parts of non-precious metal.	kg.	Fr. Ct. 6.50
ex 620 bis	8. Separators for electricity and receptacles for accumulators of hardened rubber or ebonite . . .	ditto	3.50
	Hinge-plates of paper or board of amianthus or asbestos ¹ :		
	In sheets (cut or not) of rectangular shape. . . .	100 kg.	150.00
	Shaped, cut, not rectangular in shape, reinforced or not with metal wire, cloth or parts	ditto	250.00
626	Hats of hair felt or of wool and hair felt :		
	Shapes, including felt plates and thin shapes (<i>chemises</i>), neither dressed nor blocked nor with formed brims (<i>ournurés</i>)	<i>ad val.</i>	12 %
	Other :		
	Not trimmed	ditto	14 %
	Partially trimmed or trimmed hats (<i>garnis chapeliers</i>) with or without crown	ditto	14 %
648 ter B	Cerium metal, ferro-cerium and all other metal alloys of rare earths, also pyrophoric irons	kg.	25.00

LIST B.

Number in the French Customs Tariff.

2, 3, 14, 14 bis, 14 quinquies, 18 ter, 18 quater, 20, 30, 30 bis, 34 bis, 35, 35 bis, 37, 38, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 95, 60, 62, 63, 65, 66, 75, 75 bis, 75 ter, 75 quater, 76, 76 bis, 76 ter, 77, 78, 78 bis, 79, 81, 82, 85, 88, 91 bis, 92, 96, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110 A, 110 B, 110 bis, 111, 111 bis B, 112, 115 quater, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 134, 138, 139, 140, 142, 142 bis, 143, 144, 144 bis, 145, 145 bis, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 156 bis, 159, 164 ter, 164 quater, 177 bis, 177 ter, 179 bis, 179 quinquies, 180, 181, 181 bis, 188, 188 bis, 189, 190, 192, 193, 193 bis, 195, 196, 197, 198, 198 bis, 198 ter, 198 quater, 198 quinquies, 198 sexies, 199, 199 bis, 199 ter, 226, 228, 229, 230, 231, 232, 030, 055, 056, 0117, 0118, 0132, 037, 0251, 0253, 0253 bis, 0253 ter, 0254, 0254 bis, 0255, 0255 bis, 0255 ter, 0255 quater, 0256, 0257, 0258, 0258 bis, 0259, 0260, 0261, 0262, 0264, 0265, 0265 bis, 0265 ter, 0268, 0268 bis, 0268 ter, 0269, 0269 bis, 0270, 0270 bis, 0271, 0271 bis, 0271 ter, 0272, 0273, 0274, 0275, 0276, 0277, 0277 bis, 0278, 0279, 0280, 0281, 0282, 0283, 0286, 0286 bis, 0289, 0289 bis, 0290, 0290 bis, 0291, 0300, 0301, 0302, 0303, 0304, 0305, 0310, 0310 bis, 0311, 0311 bis, 0311 ter, 0311 quater, 0312, 0312 bis, 0312 ter, 0313, 0313 bis, 0313 ter, 0314, 0314 bis, 0315, 0315 bis, 0315 ter, 0315 quater, 0316, 0316 bis, 0316 ter, 0317, 0317 bis, 0318, 0319, 0320, 0321, 0321 bis, 0322, 0323, 0324, 0325, 0325 bis, 0326, 0326 bis, 0327, 0327 bis, 0327 ter, 0328, 0329, 0336, 0336 bis, 0336 ter, 0337, 0338, 0339, 0341, 0342, 0349, 0350, 0354, 0355, 0357, 0358, 0359, 0359 bis, 0361, 0362, 0364, 0365, 0366, 0367, 0369, 0370, 0372, 0383, 0384, 0385, 0386, 0389, 283, 284, 286, 289, 290, 291, 292, 313, 315 ter, 319 bis, 320 ter, 321, 323, 329, 333, 334, 348, 348 bis, 348 ter, 348 quater, 352, 353, 354, 379, 391, 393, 399, 400, 400 bis, 402, 419 bis, 429, 437, 448, 449, 452, 464 quater, 478, 495 bis, 497, 498, 499, 500, 500 bis, 500 ter, 501, 501 bis, 501 ter, 501 quater, 502, 504 quater, 507, 508, 509, 509 bis, 514, 515, 516, 516 bis, 517, 517 bis, 519 bis, 521 quater, 524 B, 524 bis, 544 bis A, 547, 562, 596, 596 bis, 599, 603, 603 bis, 606, 607, 609, 610, 610 bis, 613, 615, 616, 629, 631, 631 bis, 632, 648.

¹ If combined with more than 10 % by weight of rubber, guttapercha, balata, or the like, articles of asbestos (amianth) pay duties as for similar objects of rubber, unless such duties are less than those on asbestos (amianth) articles. If the proportion of rubber, gutta-percha, balata and the like is not more than 10 %, the duties on asbestos (amianth) wares are applicable.

LISTE « C »

Numéros du tarif autrichiens	Désignation des marchandises	Taux des droits aux 100 kg. couronnes-or
	Truffes	100
ex 61	Huitres, homards	300
ex 86 a)	Cognac et armagnac	240
	Liqueurs	300
ex 86 c)	Rhum (produit de canne à sucre, c'est-à-dire rhum colonial, accom- pagné d'un certificat d'origine) :	
	a) En fûts	130
	b) En bouteilles	155
ex 87	Vins :	
	Ex-a) En fûts, jusqu'à 13° (vins de Bordeaux et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appel- lation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française dans la limite d'un contingent de 40,000 hectolitres	45
	Ex-b) En bouteilles ¹ vins de Bordeaux et tous autres vins origi- naires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnée d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	80
ex 88	Vins mousseux (vins de Champagne et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'ori- gine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilités constatant que ces vins ont droit à ladite appella- tion en vertu de la législation française)	150
ex 104	Farines pour enfants, composées de féculs, de farines de céréales, de sucre, additionnées de poudre de cacao ne dépassant pas 5 pour 100 du poids total (phosphatine Falières et similaires)	85
ex 107 b)	Sardines, thon et maquereaux, marinés ou à l'huile	40
	Autres poissons marinés ou à l'huile	60
ex 107 c)	Champignons, asperges, artichauts, épinards préparés pour la consom- mation en récipients hermétiquement fermés	45
107 e)	Homards et écrevisses en conserves et pâtés de foie	300
ex 107 g)	Viandes et pâtés (autres que pâtés de foie) en récipients hermétique- ment fermés	120
139	Fils de coton préparés pour la vente au détail	140
150	Dentelles, etc. :	
	a) Valenciennes, etc.	1.550
	b) Autres	950
ex 152	Lacets (à l'exception de ceux pour chaussures)	200
ex 175	Fils de laine peignés, non spécialement dénommés :	
	a) Ecrus simples :	
	1° Jusqu'au n° 45 mètres	20
	2° Au-dessus du n° 45 mètres	30
	b) Ecrus à deux bouts nu plus :	
	1° Jusqu'au n° 45 mètres	32
	2° Au-dessus du n° 45 mètres	42

¹ Ne sont pas considérés comme vins en bouteilles ceux importés en dames-jeannes, bonbonnes, cruchons et autres récipients de l'espèce, dont la contenance est supérieure à 10 litres.

LIST "C".

No. in Austrian Tariff	Designation of Goods	Rates of duty in gold kronen per 100 kg.
	Truffles	100
ex 61	Oysters, lobsters	300
ex 86 (a)	Cognac and armagnac	240
	Liqueurs	300
ex 86 (c)	Rum (produce of sugar-cane, i.e., colonial rum, accompanied by a certificate of origin) :	
	(a) In casks	130
	(b) In bottles	155
ex 87	Wines :	
	Ex (a) In casks, up to 13° (Bordeaux wines and all other wines and all other wines originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin, accompanied by a certificate issued by the competent French authorities stating that these wines are entitled to the said appellation by virtue of French law), up to a quota of 40,000 hectolitres	45
	Ex (b) In bottles ¹ Bordeaux wines and all other wines originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin, accompanied by a certificate issued by the competent French authorities stating that these wines are entitled to the said appellation by virtue of French law	80
ex 88	Sparkling wines (Champagnes and all other wines originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin, accompanied by a certificate issued by the competent French authorities stating that these wines are entitled to the said appellation by virtue of French law)	150
ex 104	Flours for children, composed of starches, cereal flours, sugar, with the addition of cocoa-powder not exceeding 5 % of the total weight (<i>phosphatine Falières</i> and the like)	85
ex 107 (b)	Sardines, tunny and mackerel, pickled or in oil	40
	Other fish, pickled or in oil	60
ex 107 (c)	Mushrooms, asparagus, artichokes, spinach, prepared for consumption in airtight receptacles	45
107 (e)	Preserves of lobsters and crayfish and liver pâté	300
ex 107 (g)	Meats and pâtés (other than liver pâté) in airtight receptacles	120
139	Cotton yarns prepared for retail sale	140
150	Lace, etc. :	
	(a) Valenciennes, etc.	1,550
	(b) Other	950
ex 152	Laces (except for footwear)	200
ex 176	Combed woollen yarn, not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	20
	(2) Over No. 45 metric	30
	(b) Unbleached, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	32
	(2) Over No. 45 metric	42

¹ The following are not considered as wines in bottles, namely : wines imported in demijohns, carboys, jugs and other similar receptacles of which the capacity is above 10 litres.

Numéros du tarif autrichien	Désignation des marchandises	Taux des droits aux 100 kg. couronnes-or
ex 180 d) 2	I. Tissus de laine non spécialement dénommés, pesant 100 grammes ou moins par mètre carré et larges de 0,85 m. ou moins :	
	a) Ecrus	225
	b) Teints	350
	c) Imprimés	450
	II. Autres (pesant moins de 200 grammes par mètre carré) :	
	a) Ecrus	240
		+ 10 p. 100
		de la valeur.
	b) Teints et tissés en couleurs	250
		+ 10 p. 100
		de la valeur.
	c) Imprimés	250
		+ 10 p. 100
		de la valeur.
195	Fils de soie mélangés avec d'autres matières textiles, etc. :	
	a) Avec nopes de déchets de soie	40
	b) Autres	60
197	Crêpes et tissus crêpés, gaze et tissus légers :	
	a) Brodés ou imprimés	I. 250
	b) Autres	I. 000
198	Tulles, dentelles, etc.	I. 600
199	Tissus à bluter	700
200	Etoffes pour ameublement.	I. 400
ex 202	Tissus non spécialement dénommés :	
	Ex-a Unis, non façonnés :	
	1° D'autres couleurs que noires ou tissés en fils teints	950
	2° Imprimés	I. 200
	b) Façonnés :	
	1° Non teints ou teints en noir	I. 050
	2° Autres couleurs ou tissés en fils teints	I. 150
	3° Imprimés	I. 300
238 a)	Papier de paille	Exempt.
ex 246	Papier à cigarettes en feuilles, etc.	28
ex 250 c) 2	Livres et albums reproduisant des modèles de broderies, dentelles, etc., avec textes explicatifs	30
ex 259	Chaussures en caoutchouc	120
260 a)	Tuyaux, etc.	75
260 b)	Joints	80
261	Bandages pour véhicules :	
	a) Enveloppes :	
	1° Pour véhicules automobiles (autos, motocycles, etc.)	210
	2° Autres	160
	b) Chambres à air	150
	c) Bandages pleins	90
ex 264	Articles en caoutchouc durci, etc. :	
	ex-a) Grossièrement estampés avec lignes de jonction apparente :	
	Tuyaux de pipe en ébonite	60
	ex-b) Autres même combinés avec des matières fines :	
	Tuyaux de pipe en ébonite	100
ex 265 b) 3	Tissus caoutchoutés, autres (à l'exception des draps d'hôpital)	110
279 c)	Cuirs de bouc, de chèvre, de chevreaux, de mouton et d'agneau, apprêtés	70
280	Peaux de toute espèce pour gants	50
ex 281	Cuirs vernis de toute sorte	Exempt
ex 430 b) 2	Pots à lait en aluminium d'une contenance de 10 litres et plus	125

No. in Austrian Tariff	Designation of Goods	Rates of duty in gold kronen per 100 kg.
ex 180 (d) 2	I. Woollen tissues not specially mentioned, weighing 100 grammes or less per sq. metre and with a width of 0.85 metres or less : (a) Unbleached 225 (b) Dyed 35 ^o (c) Printed 45 ^o II. Others (weighing less than 200 grammes per sq. metre) : (a) Unbleached 24 ^o and 10 % <i>ad val.</i> (b) Dyed and woven in colours 25 ^o and 10 % <i>ad val.</i> (c) Printed 25 ^o and 10 % <i>ad val.</i>	
195	Yarn of silk combined with other textile materials, etc. : (a) With burls of waste silk 4 ^o (b) Other 6 ^o	
197	Crape and crapy tissues, gauze and light tissues : (a) Embroidered or printed 1,250 (b) Other 1,000	
198	Tulle, lace, etc. 1,600	
199	Bolting cloth 700	
200	Furnishing stuffs 1,400	
ex 202	Tissues not specially mentioned : Ex (a) Plain, unfigured : (1) In colours other than black, or woven in dyed threads 950 (2) Printed 1,200 (b) Figured : (1) On dyed, or dyed black 1,050 (2) Other colours, or woven in dyed threads 1,150 (3) Printed 1,300	
238 (a)	Straw paper Free.	
ex 246	Cigarette-paper in sheets, etc. 28	
ex 250 (c) 2	Books and albums reproducing patterns of embroideries, lace, etc., with explanatory text 3 ^o	
ex 259	Indiarubber footwear 120	
260 (a)	Tubing, etc. 75	
260 (b)	Joints 80	
261	Vehicle-wheel tyres : (a) Covers : (1) For motor vehicles (motor-cars, motor-cycles, etc.) 210 (2) Other 160 (b) Inner tubes 150 (c) Solid tyres 90	
ex 264	Wares of hardened indiarubber, etc. : Ex (a) Rough pressed, the pressing seams being visible : Pipe-stems of ebonite 60 Ex (b) Other, combined or not with fine materials : Pipe-stems of ebonite 100	
ex 265 (b) 3	Rubbered tissues, other (except hospital sheets) 110	
279 (b)	Buck-, goat-, kid-, sheep- and lambskins, prepared 70	
280	Glove-leather of all kinds 50	
ex 281	Patent leather of all kinds free	
ex 430 (b) 2	Milk-cans of aluminium with capacity of 10 litres or more 125	

Numéros du tarif autrichiens	Désignation des marchandises	Taux des droits aux 100 kg. couronnes-or
433	Cannetille (bouillons) ; paillettes, etc.	
	a) Dorés	420
	b) Argentés	220
	c) Autres	130
434	Ouvrages de tréfilerie (galons, passementarie, etc.) en métaux ou alliages de métaux communs :	
	a) En fils, bouillons, paillettes, etc., dorés	800
	b) En fils, bouillons paillettes, etc., argentés	660
	c) Autres	220
ex 452 c)	Charbon pour appareil électriques :	
	Charbon de pile dont le poids est inférieur à 1 kg. au mètre courant (charbon de 6 mm. de diamètre et 54 mm. de longueur)	Exempts
ex 459	Automobiles :	
	1 ^o D'un poids inférieur à 1.000 kg. et d'un prix inférieur à 4.500 couronnes-or, avec carrosserie ouverte	120
	2 ^o Autres	+ 25 p. 100 de la valeur.
		+ 40 p. 100 de la valeur.
462 b)	Pièces détachées de moteur pour véhicules automobiles, autres . .	240
517	Vinaigres, graisses et huiles parfumés	300
518	Essences aromatiques :	
	a) Contenant de l'alcool ou de l'éther	500
	b) Autres	200
519	Articles de parfumeries et de cosmétiques, etc. :	
	a) Ne contenant pas d'alcool :	
	1 ^o Pâtes et poudres dentifrices	400
	2 ^o Autres :	
	a) Poudres	600
	b) Autres	400
	b) Contenant de l'alcool	1.500
ex 522 b)	Ocre	3
539	Savons :	
	a) Ordinaires, etc.	15
	b) Fins	50
	c) Savons à barde en petits emballages	80

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord en date de ce jour, le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUTRICHIEN et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ont décidé d'en préciser au présent protocole les conditions d'application, suivant les dispositions ci-après :

Ad article premier.

Le tarif minimum sera appliqué aux matières de toutes espèces servant d'emballage à toutes les marchandises bénéficiant du tarif minimum, si ces matières sont, d'après les prescriptions douanières, dédouanées séparément.

Les produits originaires ou en provenance de l'Autriche bénéficiant des avantages prévus au présent accord, jouiront, en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt et d'origine, des taux applicables aux produits identiques originaires ou en provenance de tous autres pays.

No. in Austrian Tariff	Designation of Goods	Rates of duty in gold kronen per 100 kg.
433	Lace (bullion) ; tinsel, etc. :	
	(a) Gilt	420
	(b) Silvered	220
	(c) Other	130
434	Wares of drawn wire (galloons, passementerie, etc.) of base metals or alloys thereof :	
	(a) Of wire, bullion, tinsel, etc., gilt	800
	(b) Of wire, bullion, tinsel, etc., silvered	660
	(c) Other	220
ex 452 (c)	Carbons for electrical apparatus :	
	Carbons for batteries, weighing less than 1 kg. per linear metre (carbons of 6 mm. diameter and 54 mm. length)	free
ex 459	Motor cars :	
	(1) Weighing less than 1,000 kg. and priced at less than 4,500 gold kronen, with open coachwork	120 and 25 % <i>ad val.</i>
	(2) Other	and 40 % <i>ad val.</i>
462 (b)	Spare parts of engines for motor vehicles, other	240
517	Vinegars, fats and oils, perfumed	300
518	Aromatic essences :	
	(a) Containing alcohol or ether	500
	(b) Other	200
519	Perfumery and cosmetics, etc. :	
	(a) Not containing alcohol :	
	(1) Tooth paste and tooth-powders	400
	(2) Other :	
	(a) Powders	600
	(b) Other	400
	(b) Containing alcohol	1,500
ex 522 (b)	Ochre	3
539	Soaps :	
	(a) Common, etc.	15
	(b) Fine	50
	(c) Shaving-soaps, in small packages	80

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Agreement of this day's date, THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC have decided to define in the present Protocol the conditions for its application, as follows :

Ad Article I.

The minimum tariff shall be applied to materials of all kinds used for packing any of the commodities which benefit by the minimum tariff, provided such materials are cleared separately, as required by the Customs regulations.

Products originating in or coming from Austria, which are accorded the advantages specified in the present Agreement, shall, as regards surtaxes in respect of warehousing and origin, be granted the rates applicable to identical products originating in or coming from any other country.

Ad articles 1 et 2.

Pour l'interprétation des listes A et C, il est entendu que, pour les articles dont les numéros sont précédés du préfixe « ex », la concession est limitée aux seuls produits dénommés explicitement dans lesdites listes.

Pour les numéros non précédés du préfixe « ex », la concession s'entend pour l'ensemble de l'article.

En ce qui concerne les listes A et B les numéros du tarif français ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et pourront être rectifiés ultérieurement. Les droits stipulés à la liste A seront applicables à tous les produits compris dans les désignations adoptées pour ces marchandises.

Ad Article 1 (liste A).

Ad n° 210 bis Tôles planes d'acier au tungstène ou chrome. — Sous ce numéro sont reprises les tôles planes d'acier au tungstène ou chrome, si la teneur de tungstène ou de chrome est inférieur à 6 %.

Ad n° 0126 Terrar. — Il est entendu que provisoirement l'Administration française des Douanes considérera que le produit à base d'oxyde de zirconium connu sous le nom de « Terrar » est assimilable à l'oxyde d'étain (N° 0126) qui est exempt de droit de douane.

La question de l'entrée en France de ce produit sera à nouveau examinée au moment où les deux gouvernements entameront des négociations au sujet des droits à appliquer à l'entrée des automobiles françaises et des produits soyeux français en Autriche.

Ad n° 524 bis N Essuie-glaces pour pare-brise. — Sous cette position seront dédouanés les essuie-glaces pour pare-brise.

Ad article 2 (liste C.).

Ad n° 87 Vins. — Sous ce numéro sont aussi compris les vins médicamenteux contenant 17.50 % ou moins d'alcool en volume.

Le Gouvernement autrichien s'engage à porter de 20 milligrammes au litre à 100 milligrammes au litre la teneur admise d'acide sulfureux libre, avec 10 % de tolérance.

Il est entendu que le traitement douanier actuel des vins contenant de l'acide de carbone naturel ne sera pas changé.

Ad n° 88 Vins mousseux. — En fixant à 150 couronnes-or aux 100 kilos le droit d'entrée pour les vins mousseux originaires et en provenance de France, il a été entendu que l'impôt autrichien sur les vins mousseux ne sera pas supérieur à 30 % de la valeur servant de base à l'impôt.

Ad n° 139 Fils de coton préparé pour la vente au détail. — Si, dans un délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du droit de 140 couronnes-or, l'importation française en Autriche des fils de coton préparés pour la vente au détail subissait une réduction supérieure à 15 %, les deux gouvernements sont d'accord pour entamer des négociations en vue de la réduction de ce droit ; si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de deux mois, le Gouvernement français pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin un mois après.

Ad Classe XXI. Articles soyeux. — Les produits soyeux feront, de l'assentiment du Gouvernement français, l'objet d'une tarification nouvelle qui sera également conventionalisée et qui sera mise en application le jour où l'Autriche restreindra aux seules marchandises réexportées le bénéfice du régime de perfectionnement qu'elle a jusqu'ici accordé à l'ensemble des produits soyeux originaires de certains pays.

Les deux gouvernements s'engagent à aborder la négociation sur la tarification nouvelle au plus tard à la date du 1^{er} octobre 1928, et à la poursuivre en vue de permettre l'institution du nouveau régime douanier et la restriction correspondante du trafic de perfectionnement à la date du 1^{er} février 1929.

Si, à cette date, l'entente n'avait pu être établie entre les deux gouvernements, la France aura le droit de dénoncer la présente convention pour prendre fin un mois après.

Ad Articles 1 and 2.

As regards the interpretation of Lists A and C, it is understood that when the numbers of the items are preceded by the word " ex ", the concession shall be confined to the products expressly mentioned in the said Lists.

When the numbers are not preceded by the word " ex ", it is understood that the concession applies to the whole of the tariff item.

As regards Lists A and B, the numbers in the French tariff are merely given as an indication, and may be subsequently rectified. The duties stipulated in List A shall be applicable to all products covered by the descriptions adopted for those goods.

Ad Article 1 (List A).

Ad No. 210 bis, Flat sheets of tungsten steel or chromium. steel — Flat sheets of tungsten steel or chromium steel are included under this item if the content of tungsten or of chromium is less than 6 %.

Ad No. 0126 Terrar. — It is understood that the French Customs Administration shall for the present consider the product with a base of sirconium oxide known as " terrar " as assimilable to tin oxide (No. 0126), which is free of Customs duty.

The question of the importation of this product into France shall be further considered when the two Governments enter upon negotiations regarding the duties upon French motor-cars and French silk goods imported into Austria.

Ad No. 524 bis N, Wind-screen wipers. — The duties set out in this item shall apply to wind-screen wipers.

Ad Article 2 (List C).

Ad No. 87, Wines. — This item also includes medicinal wines containing 17.50 % or less of alcohol by volume.

The Austrian Government undertakes to increase from 20 milligrammes per litre to 100 milligrammes per litre the content of free sulphurous acid admitted, with a tolerance of 10 %.

It is understood that the present Customs treatment of wines containing natural carbonic acid shall not be changed.

Ad No. 88, Sparkling wines. — In fixing at 150 gold kronen per 100 kg. the import duty for sparkling wines originating in and coming from France, it has been agreed that the Austrian tax on sparkling wines shall not exceed 30 % of the value on which the tax is assessed.

Ad No. 139, Cotton yarns prepared for retail sale. — If, within six months of the entry into force of the duty of 140 gold kronen, French imports into Austria of cotton yarns prepared for retail sale should be reduced by more than 15 %, the two Governments agree to enter into negotiations with a view to reducing the said duty ; in the event of these negotiations not having been brought to a successful conclusion within two months, the French Government may denounce the present Convention, such denunciation to take effect one month afterwards.

Ad Class XXI, Silk goods. — Silk goods shall, with the approval of the French Government, form the subject of a new tariff régime, which shall also be conventionalised and shall apply as soon as Austria confines to re-exported goods the benefit of the rates of duty for the finishing trade which that country has up to the present granted to all silk wares originating in certain countries.

The two Governments undertake to open negotiations regarding the new tariff régime on October 1st, 1928, at latest, and to continue them with a view to the introduction of the new tariff régime and the corresponding restriction on the finishing trade on February 1st, 1929.

If by that date it has not been possible to reach an agreement between the two Governments, France shall be entitled to denounce the present Convention, such denunciation to take effect one month afterwards.

Ad n° 265 b-3 Draps d'hôpital. — Seront considérés comme draps d'hôpital les tissus unis caoutchoutés des deux côtés pour l'usage sanitaire.

Ad n° 459. Véhicules automobiles. — Il est entendu que les droits fixés à la liste C demeureront applicables jusqu'au rétablissement de la liberté d'importation devant être instituée dès la mise en application de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Les deux gouvernements sont d'accord pour entrer en négociations trois mois avant cette mise en application au sujet du régime applicable à l'importation en Autriche des véhicules automobiles et pour reconnaître à la France la faculté de dénoncer le présent accord pour prendre fin deux mois après, si une entente ne peut être établie au sujet de ce régime.

Ad 462 b. Pièces détachées de moteurs pour véhicules automobiles. — Le droit de 240 couronnes-or sera appliqué aussi longtemps que les droits afférents aux véhicules automobiles en vertu du paragraphe ci-dessus resteront en vigueur.

Ad article 4.

Pour l'application des droits *ad valorem*, chacune des Hautes Parties contractantes prendra en due considération, sans cependant renoncer à sa faculté d'appréciation, tous documents qui pourraient lui être officiellement communiqués par le Gouvernement de l'autre Partie et garantis par lui.

Pour l'application de l'article 4, alinéa 5, le Gouvernement français déclare que cet article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer, pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs.

Il est entendu, d'autre part, que si les mercuriales officielles et barèmes spéciaux, qui sont visés à l'article 4 et en conformité desquels seraient ajustés les prix portés sur facture apparaissent au Gouvernement autrichien comme fondés sur des évaluations contestables, il pourrait demander au Gouvernement français toutes informations relatives à ces bases d'évaluation.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'article 4 ne seront pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614 *ter* du tarif français.

Ad article 10.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'article 10 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Ad article 11.

Le traitement d'égalité prévu à l'article 11 s'entend sans préjudice des mesures que chacun des deux gouvernements se réserve d'appliquer pour la répression de la concurrence déloyale, en vertu des articles 23, 24 et 25 du présent accord.

Ad article 12.

Pour l'application de l'article 12, le Gouvernement français considérera comme s'étendant aux produits originaires et en provenance d'Autriche énumérés ci-après, en ce qui concerne la détermination de leur nationalité, la disposition réglementaire suivant laquelle les marchandises ou les produits qui ont subi dans un pays tiers étranger, bénéficiant d'un tarif douanier plus favorable que leur pays d'origine une transformation complète, sont réputées originaires dudit pays tiers sans qu'il y ait, d'ailleurs, à distinguer si la transformation a été effectuée ou non sous un régime de contrôle douanier.

Ad No. 265 b-3, Hospital sheets. — Plain fabrics rubber-coated on both sides for sanitary use shall be considered as hospital sheets.

Ad No. 459, Motor vehicles. — It is understood that the duties set out in List C shall continue to apply until the re-establishment of freedom of importation, which is to be instituted immediately on the application of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions. The two Governments agree to enter into negotiations three months before such application with regard to the treatment of motor vehicles on importation into Austria, and they are agreed in recognising that, if it is not found possible to reach an agreement regarding this treatment, France shall be entitled to denounce the present Agreement, such denunciation to take effect two months afterwards.

Ad 462 b, Spare parts of engines for motor vehicles. — The duty of 240 gold kronen shall apply for so long as the duties imposed on motor vehicles by virtue of the preceding paragraph shall remain in force.

Ad Article 4.

As regards the application of *ad valorem* duties, each of the High Contracting Parties shall take into due consideration, without, however, renouncing its right of verification, any documents which may be officially communicated by the Government of the other Party and guaranteed by it.

As regards the application of Article 4, paragraph 5, the French Government declares that this Article is not intended to substitute home prices for the actual prices ruling abroad as the basis for the levying of duties, but to fix, in respect of those products alone the value of which cannot be determined on other bases, an estimated value, in the computation of which regard must be had both to the prices charged at home and to the actual prices ruling in the principal foreign markets.

Further, it is understood that, should the Austrian Government consider that the official price returns and special scales mentioned in Article 4, in conformity with which invoice prices are adjusted, are based on estimates which are open to criticism, it may ask the French Government for full particulars concerning the basis of these estimates.

The High Contracting Parties agree that the provisions of Article 4 shall not apply to motor vehicles included under No. 614 *ter* of the French tariff.

Ad Article 10.

The High Contracting Parties agree that the provisions of Article 10 shall also apply to the turnover tax.

Ad Article 11.

The equality of treatment provided for in Article 11 shall not affect the measures which each Government reserves the right to apply in virtue of Articles 23, 24 and 25 of the present Agreement, with a view to suppressing unfair competition.

Ad Article 12.

With reference to the application of Article 12, the French Government shall consider that the administrative regulation whereby goods or products which have undergone complete transformation in a third foreign country having a more favourable Customs tariff than their country of origin shall be deemed to have originated in the said third country, whether or not the transformation was effected under Customs supervision, extends, as regards the determination of their nationality, to the products set out hereafter, originating in and coming from Austria.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
ex 34	Jaunes d'œufs.
74	Malt.
ex 96	Café torréfié ou succédanés du café.
110 bis	Huiles cuites ou oxydées.
ex 128 bis	} Bois équarris ou sciés, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque.
ex 133	
136 bis	Paille ou laines de bois.
ex 175	Marbres taillés, polis, ornés de moulures ou ayant reçu une autre ouvraison.
ex 175 bis	Albâtre sculpté ou autrement ouvré.
ex 177	Pierres travaillées, ciselées, ornées de moulures.
178 bis	Émeris pulvérisés. Corindons en grains.
178 ter	Émeris appliqués sur papier et sur tissus ; agglomérés en meules, etc.
178 quater	Pierre à affluter et à aiguiser les outils.
ex 180	Ardoises, nues ou encadrées, spécialement destinées à l'écriture ou au dessin.
180 bis	Ardoises avec encadrement en bois verni ou en bois blanc, munies d'un abaque ou d'une gaine métallique pour le crayon.
ex 200	Or battu en feuilles et en poudre impalpable.
ex 201	Argent battu en feuilles.
ex 203	Aluminium en feuilles ou en poudre, laminé, forgé ou fondu.
ex 221	Cuivre pur ou allié de zinc, laminé ou battu ; en planches, en fils, polis ou non ; cuivre doré ou argenté, en masses ou en lingots, battu, étiré ou filé sur fil ou sur soie, bronze ou poudre.
ex 223	Étain pur ou allié, battu ou laminé, étiré en fils et plaques d'étain.
ex 224	Zinc laminé.
ex 225	Nickel, produits de première fusion, pur, affiné, battu, laminé, en fils ; nickel allié au cuivre avec ou sans zinc, en lingots ou masses, battu, laminé et en fils.
ex 298	Laques et couleurs analogues, sauf à l'état brut.
301	Crayons.
ex 301 bis	Mines pour crayons.
317	Chicorée, brûlée ou moulue et succédanés de chicorée en grains ou moulus.
380, 381 bis	Filés de soie.
476	Peaux préparés
ex 493	Pelleteries non spécialement dénommées, préparées ou en morceaux cousus.
494	Pelleteries ouvrées ou confectionnées.
577	Poteries ou autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine, de zinc ou de plomb.
578	Ouvrages en zinc de toute espèce.
579 bis	Ouvrages en aluminium autres que la bijouterie et ouvrages en bronze d'aluminium.
ex 585	Capsules de poudre fulminate de chasse, de tir.
594	Baguettes et moulures en bois.
594 bis	Cadres en bois de toutes dimensions.
604 quater	Ouvrages en bois : placages, contreplacage et autres (concession limitée aux espèces de bois existant en Autriche).
ex 620 ter	Mica en feuilles ou en plaques.

Ad article 13.

Pour l'application des articles premier et 2 chacune des Hautes Parties contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire :

1° Changement de mode de transports ;

Number in French Customs Tariff	Designation of Goods
ex 34	Yolk of eggs.
74	Malt.
ex 96	Coffee, roasted, or coffee substitutes.
110 <i>bis</i>	Oils, boiled or oxidised.
ex 128 <i>bis</i>	} Woods, squared or sawn, saturated or having undergone any form of chemical preparation.
ex 133	
136 <i>bis</i>	Straw or wool of wood.
ex 175	Marble, cut, polished, ornamented with mouldings or otherwise worked.
ex 175 <i>bis</i>	Alabaster, carved or otherwise worked.
ex 177	Stonework, chiselled, ornamented with mouldings.
178 <i>bis</i>	Emery in powder. Corundum in grits.
178 <i>ter</i>	Emery on paper or tissues ; grindstones of emery, etc.
178 <i>quater</i>	Stones for grinding and sharpening tools.
ex 180	Slates, framed or not, intended specially for writing or drawing.
180 <i>bis</i>	Slates with frames of varnished or white wood, with abacus or with metal sheath for a pencil.
ex 200	Gold, beaten into leaves and in impalpable powder.
ex 201	Silver, hammered into leaves:
ex 203	Aluminium in leaves or in powder, rolled, forged or cast.
ex 221	Copper, pure or alloyed with zinc, rolled or hammered ; in plates, in wire ; polished or not ; copper, gilt or silvered, in lumps or ingots, hammered, drawn or spun on thread or on silk, bronze or powder.
ex 223	Tin, pure or alloyed, hammered or rolled, drawn in wire and slabs of tin.
ex 224	Zinc, rolled.
ex 225	Nickel, produce of first fusion, pure, refined, hammered, rolled, in wire ; nickel alloyed with copper, with or without zinc, in ingots or lumps, hammered, rolled and in wire.
ex 298	Lakes and similar colouring matters, except in crude state.
301	Pencils.
ex 301 <i>bis</i>	Leads for pencils.
317	Chicory, roasted or ground, and chicory substitutes in grains or ground.
380, 381 <i>bis</i>	Silk thread.
476	Skins and hides, prepared.
ex 493	Peltries, not specially mentioned, prepared or in sewn pieces.
494	Peltries, worked or made up.
577	Tin pots or other manufactures of tin, pure or alloyed with antimony, zinc or lead.
578	Zinc manufactures of all kinds.
579 <i>bis</i>	Manufactures of aluminium other than jewellery and manufactures of aluminium bronze.
ex 585	Percussion-caps for sporting purposes, for practice.
594	Beadings and mouldings of wood.
594 <i>bis</i>	Frames of wood of all sizes.
604 <i>quater</i>	Manufactures of wood : veneers, counter-veneers and other (concession limited to the kinds of wood existing in Austria).
ex 620 <i>ter</i>	Mica in sheets or plates.

Ad Article 13.

As regards the application of Articles 1 and 2, each of the High Contracting Parties agrees that it will not consider that through transport by land has been interrupted should goods be unloaded and reloaded *en route* in the other Party's territory, even if these operations involve in that territory :

(1) A change in the method of transport ;

Ou, sous le contrôle du service des douanes du pays intermédiaire :

- 2° Modification du conditionnement extérieur des marchandises ;
- 3° Division en plusieurs lots ;
- 4° Assortiment.

Comme justification du transport direct, les déplaçants devront produire à la douane du pays de destination :

a) Dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition, lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement de mode de transport ;

b) Dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes du pays intermédiaire attestant :

L'identité des marchandises ;

Les manutentions exécutées ;

Qu'au moment de leur départ du lieu d'origine, elles avaient bien le pays d'importation pour destination ;

Qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être récusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

En considération de la situation géographique spéciale de l'Autriche, la France consent à accorder le bénéfice de la droiture aux marchandises originaires et en provenance de la République autrichienne importées en France même si elles ont été transportées, avec emprunt de la mer, des ports de Brême, Hambourg, Stettin, Lubeck, Trieste, Fiume, Suszak, Venise, Gênes, Galatz et Braila, à condition, toutefois, que leur origine soit établie par un certificat régulier et que les conditions du transport soient justifiées par les lettres de voitures et connaissements fluviaux ou maritimes comme faites sans interruptions, autres que celles nécessitées par les transbordements en cours de route, et sans entrer dans les entrepôts ni sur le marché des pays tiers.

Ad article 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas instituer, après la date du 1^{er} juin 1928, de nouvelles prohibitions d'importation ou d'exportation, sous réserve des cas exceptionnels prévus à l'article 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes communiquera à l'autre, avant la mise en vigueur du présent accord, la liste des prohibitions d'importation et d'exportation en vigueur sur son territoire.

Bien que l'application de l'article 14 n'ait pas été étendue aux colonies françaises et à la Tunisie, le Gouvernement français déclare qu'il n'a pas l'intention de recourir, dans ces territoires, à des mesures de prohibition ou de restriction pour instituer un traitement différentiel au détriment de l'Autriche.

Rien dans le présent accord ne portera atteinte au droit de prendre à l'exportation ou à l'importation toutes les mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux, d'ordre économique ou financier du pays.

En raison des inconvénients graves provoqués par les prohibitions et restrictions, ces mesures ne pourront intervenir qu'en cas de nécessité exceptionnelle et ne pourront constituer un moyen arbitraire de protéger la production nationale ou d'établir une discrimination au détriment de l'autre Etat contractant. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Or, under the supervision of the Customs authorities in the intermediate country ;

- (2) Re-packing ;
- (3) Division into several lots ;
- (4) Sorting.

As a proof of through transport, the declarants must present to the Customs in the country of destination :

(a) In the first case mentioned above, the original invoices, despatch-notes, waybills, and all documents concerning transport and proving that when they left their country of origin the goods were actually intended for the country of importation and that they did not remain at intermediate places longer than was necessary for transshipment and for a change in the method of transport ;

(b) The other three cases, certificates from the Customs authorities of the intermediate country, certifying :

- The identity of the goods ;
- The treatment they have undergone ;
- That when they left the place of origin they were actually intended for the country of import ;
- That they did not remain at intermediate places longer than was necessary for repacking, division into lots, or sorting.

These various documents may be rejected by the Customs authorities in the country of importation in the case of suspected fraud or substitution.

In consideration of the special geographical situation of Austria, France agrees to accord the benefit of through transport to goods originating in and coming from the Austrian Republic which are imported into France, even if they have been transported by sea from the ports of Bremen, Hamburg, Stettin, Lübeck, Trieste, Fiume, Susak, Venice, Genoa, Galatz, and Braila, provided, however, that their origin is proved by a certificate in due order, and that the transport is proved, by waybills and bills of lading relating to river transport or sea transport, to have taken place without interruptions other than those necessitated by transshipment *en route* and without entering warehouses or coming on the market in third countries.

Ad Article 14.

Subject to the exceptional cases provided for in Article 14, each of the High Contracting Parties undertakes not to impose, after June 1, 1928, any further import or export prohibitions.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other, before the entry into force of the present Agreement, a list of the import and export prohibitions in force in its territory.

Although the application of Article 14 has not been extended to the French colonies and Tunis, the French Government declares that it has no intention of introducing prohibitions or restrictions in those territories for the purpose of establishing differential treatment to the prejudice of Austria.

Nothing in the present Agreement shall affect the right of the Parties to adopt, in respect of exportation or importation, any measures which may be necessary to meet extraordinary and abnormal circumstances, and to protect the vital economic or financial interests of the country.

In view of the serious disadvantages resulting from prohibitions and restrictions, these measures may only be imposed in cases of exceptional necessity, and must not constitute an arbitrary means of protecting home production or discriminating against the other Contracting State. Their duration must be limited to that of the causes or circumstances from which they arise.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer que les dispositions des deux alinéas précédents ne doivent pas recevoir d'application nouvelle dans les circonstances actuelles où se trouve l'économie des deux pays et qu'elles réservent seulement une faculté éventuelle, dont les Hautes Parties contractantes entendent ne faire usage que s'il se produisait des circonstances d'une gravité exceptionnelle qu'elles ne prévoient pas.

Elles déclarent, en outre, que si l'une d'elles apparaissait à l'autre comme fondant sur les dispositions des deux alinéas précédents des mesures de nature à rompre au détriment de celle-ci l'équilibre des avantages et concessions résultant du présent accord, celle-ci pourrait demander l'ouverture de négociations immédiates, et, si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la demande, dénoncer le présent accord pour prendre fin deux mois après.

A cette procédure les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à substituer tout autre moyen que, pour la solution de semblables litiges, pourrait comporter la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

En ce qui concerne la prohibition d'importation des médailles, jetons et objets analogues en métal, l'Autriche bénéficiera des mêmes dérogations que les Etats ayant droit au tarif minimum.

Jusqu'au rétablissement de la libre importation en Autriche des véhicules automobiles, les contingents actuels appliqués par l'Autriche seront majorés en proportion de l'accroissement de la circulation automobile dans ce pays.

Ad article 15.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer que la référence à l'article 12 contenue à l'article 15, alinéa premier, 2^o, se rapporte non seulement à la disposition précitée de cet article, mais aussi aux dispositions y afférentes du protocole de signature.

Seront dispensés de la justification d'origine à l'entrée en France les produits ci-après importés de l'Autriche :

Bois ronds, bruts, bois sciés ou équarris, pâtes de cellulose, chaux, ciments, marbres, pavés en pierre naturelle, pierres de construction brutes ou ouvrées, pierres concassées pour l'empierrement des routes, plâtre, tuiles, magnésie, briques et pièces à base de magnésie ;

Armes, automobiles, calorifères en fonte et en tôle, faux et faucilles, pianos, machines et mécaniques, motocyclettes, side-cars, revêtus d'une marque indélébile de fabrication autrichienne.

Il est entendu que, dans tous les cas, le service des douanes conservera la faculté de recourir à l'expertise légale lorsque l'origine des envois lui paraîtra douteuse.

Ad article 20.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le dernier alinéa de l'article 20 se rapporte également aux exonérations pour charges de famille.

Ad article 21.

Il est entendu qu'en tant que la législation de l'une des Hautes Parties contractantes repose, en ce qui concerne les sociétés, sur le système de concession, cette Partie se réserve d'examiner chaque cas particulier.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer que seront passibles des impôts et charges prévus au dernier alinéa de l'article 21, les bénéfices résultant des opérations faites à l'étranger par des maisons établies sur leur territoire.

Ad articles 20 et 21.

Les dispositions de l'article 20, alinéa premier, ne s'appliqueront pas aux prescriptions relatives aux passeports et aux cartes d'identité en vigueur en Autriche et en France (contrôle des voyageurs,

The High Contracting Parties agree that under the economic conditions at present existing in the two countries, no new application must be given to the provisions of the two preceding paragraphs, and that they merely retain a contingent right, which the High Contracting Parties do not intend to use except in circumstances of exceptional gravity such as they do not anticipate.

They further declare that should one of them appear to the other to be taking action, based on the provisions of the two preceding paragraphs, which is likely to disturb the balance of advantages and concessions arising out of the present Agreement to the latter's prejudice, the latter Party may request that negotiations be immediately opened and, should these negotiations not be brought to a satisfactory conclusion within forty-five days of the date of the request, it may denounce the present Agreement, such denunciation to take effect two months afterwards.

The High Contracting Parties declare that they are prepared to substitute for this procedure any other method for the settlement of similar disputes which may be stipulated in the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions.

As regards the prohibition to import medals, token-money, and similar metal articles, Austria shall enjoy the same exceptions as States entitled to the minimum tariff.

Until the re-establishment of free importation of motor vehicles into Austria, the quotas at present enforced by Austria shall be increased in proportion to the increase in motor traffic in that country.

Ad Article 15.

The High Contracting Parties jointly declare that the reference to Article 12 contained in Article 15, paragraph (1) (2), applies not only to the above-mentioned provisions of that Article, but also to the relevant provisions in the Protocol of Signature.

No proof of origin will be required on entry into France in the case of the following products imported from Austria :

Logs, rough, wood sawn or squared, cellulose pulp, lime, cement, marble, paving-stones, building stone, rough or worked, broken stones for macadamising roads, plaster, tiles, magnesia, bricks and wares with base of magnesia ;

Arms, automobiles, stoves of cast-iron or of sheet metal, scythes and sickles, pianos, machines and machinery, motor-cycles, side-cars, bearing an indelible Austrian trade-mark.

It is understood that in all cases the Customs authorities retain the right to have recourse to legal expert advice if they consider the origin of consignments to be doubtful.

Ad Article 20.

The High Contracting Parties agree that the last paragraph of Article 20 shall also apply to exemptions in respect of family responsibilities.

Ad Article 21.

It is understood that so far as the laws of either High Contracting Party concerning companies are based upon the concession system, that Party reserves the right to examine each individual case.

The High Contracting Parties agree that profits on business done abroad by firms established in their territory shall be liable to the taxes and charges mentioned in the last paragraph of Article 21.

Ad Articles 20 and 21.

The provisions of Article 20, paragraph 1, shall not apply to the regulations concerning passports and identity-cards in force in Austria and in France (supervision of travellers, residence, etc.).

centrôle de séjour, etc.). Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que cette exception ne s'entende pas de manière à exclure des catégories entières de personnes (*Personenkreise*) du bénéfice dudit article.

Sous réserve du droit d'expulsion que chacune des Hautes Parties contractantes peut exercer conformément à ses lois et règlements de police et au droit des gens, chacune des Hautes Parties contractantes n'apportera aucune restriction ou limitation à l'établissement et à l'activité des ressortissants de l'autre Partie qui résident actuellement sur son territoire.

Il est entendu, toutefois, que les dispositions de l'alinéa précédent ainsi que les stipulations de l'article 20, alinéa premier, n'infirmant pas les prescriptions en vigueur pour l'admission et l'emploi des travailleurs étrangers par le territoire de chacune des Parties contractantes.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux avantages résultant de conventions spéciales conclues par l'une des Hautes Parties contractantes avec des Etats tiers en vue de régler l'emploi des travailleurs étrangers, y compris les employés.

Pour l'application des deux derniers alinéas de l'article 20, les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles accordent réciproquement aux ressortissants des deux pays le traitement national en ce qui concerne la perception des droits de douane, les formalités de dédouanement et les taxes afférentes.

Aucune mesure affectant la propriété ou l'usage des biens, droits et intérêts des personnes et des sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourra être prise par l'autre Partie qui ne soit applicable, dans les mêmes conditions, aux biens, droits et intérêts de ses nationaux. Toute mesure de disposition de ces biens, droits et intérêts, ainsi que toute mesure qui en limiterait ou en restreindrait la possession ou l'usage sera subordonnée au paiement d'une juste indemnité, si du moins cette indemnité est accordée aux nationaux du pays.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'il ne peut être exceptionnellement dérogé aux dispositions des articles 20 et 21 que pour certaines taxes n'ayant pas le caractère d'un impôt et perçues à l'occasion de certains actes administratifs déterminés.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que toutes les dispositions de l'article 21 sur le régime des sociétés s'appliquent également à leurs filiales, succursales et agences.

En vue d'éviter une double taxation, chacune des Hautes Parties contractantes s'abstiendra de taxer les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation dont la direction a son siège sur le territoire de l'autre Partie. Cette disposition ne s'applique pas aux bénéfices qui ne résultent pas de l'exercice de la navigation comme telle, mais d'activités auxiliaires, comme par exemple de l'activité d'agences entretenues dans des endroits où les navires et bateaux de la société ne font pas escale.

Les Hautes Parties contractantes, désireuses de favoriser toute solution du problème de la double taxation, qu'elle soit d'ordre national ou international, se tiendront informées des travaux qui se poursuivraient dans leur pays, en vue de se consulter en temps opportun sur ce problème ou de faciliter les ententes internationales qui contribueraient à le résoudre.

Si, par suite de changements apportés après la signature de la présente convention aux lois et règlements de l'une des Parties contractantes, le traitement résultant de la clause de la nation la plus favorisée devenait, dans son ensemble, moins favorable dans un Etat que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer, sur la base du régime le plus libéral, une légitime réciprocité. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de chacun des deux Etats.

Ad article 29.

Dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent accord, les Hautes Parties contractantes examineront en commun l'équivalence de leurs législations respectives sur le jaugeage des navires de commerce ainsi que sur la sécurité de la navigation et l'hygiène à bord desdits navires en vue d'arriver, s'il y a lieu, à une reconnaissance réciproque de la valeur des certificats délivrés en vertu de ces législations.

The High Contracting Parties agree that this exception shall not be applied in such a way as to exclude whole classes of persons (*Personenkreise*) from the benefit of the said Article.

Subject to the right of expulsion which each of the High Contracting Parties may exercise in conformity with its laws and police regulations and with international law, neither of the High Contracting Parties shall in any way restrict or limit the establishment and activities of the nationals of the other Party at present residing in its territory.

It is understood, however, that neither the provisions of the preceding paragraph nor the stipulations of Article 20, paragraph 1, shall affect the regulations in force concerning the admittance of foreign workers to the territory of each of the Contracting Parties and their employment therein.

It is further understood that most-favoured-nation treatment shall not include advantages arising out of special Conventions concluded by either High Contracting Party with third States with the object of regulating the employment of foreign workers, including clerical workers.

As regards the application of the last two paragraphs of Article 20, the High Contracting Parties declare that, in the matter of the collection of Customs duties, clearance formalities and charges relating thereto, each country will grant national treatment to the nationals of the other.

No measure affecting the ownership or use of the property, rights and interests of persons and companies of one of the High Contracting Parties may be taken by the other Party unless it is applicable, under the same conditions, to the property, rights and interests of its own nationals. Any measure for the transfer of such property, rights and interests, and any measure limiting or restricting the possession or use thereof, shall entail the payment of fair compensation, provided that such compensation is accorded to the nationals of the country.

The High Contracting Parties agree that no exception shall be made to the provisions of Articles 20 and 21 except in the case of certain fees not in the nature of taxes, which are charged in respect of certain definite administrative acts.

The High Contracting Parties agree that all the provisions of Article 21 concerning the treatment of companies shall also apply to their affiliated companies, branches and agencies.

In order to avoid double taxation, each of the High Contracting Parties shall refrain from taxing the profits made by shipping concerns, the centre of management of which is situated in the territory of the other Party. This provision shall not apply to profits which do not arise from navigation as such, but from subsidiary activities such as those of agencies maintained in places where the company's ships and boats do not call.

The High Contracting Parties, being desirous of promoting the solution of the problem of double taxation, whether national or international, shall keep each other informed of the efforts that are being made with this object in their country, with a view to consulting each other on the matter in due course, or to facilitating international agreements for the solution of the problem.

If, as the result of changes introduced in the laws and regulations of either Contracting Party after the signature of the present Convention, the treatment resulting from the most-favoured-nation clause should, on the whole, become less favourable in one State than in the other, negotiations shall be opened with a view to deciding upon measures calculated to ensure fair reciprocity on the most liberal basis. These measures, once they have been agreed upon, shall be applied by the Governments of the High Contracting Parties in the territory of each of the two States.

Ad Article 29.

Within three months of the entry into force of the present Agreement the High Contracting Parties shall examine together how far their respective laws concerning the tonnage-measurement of merchant ships, and also concerning the security of navigation and health measures on board the said vessels, are equivalent, with a view to arriving, if possible, at the reciprocal recognition of the value of the certificates issued by virtue of the said laws.

Ad article 29, 4^e alinéa.

En ce qui concerne l'application de l'article 29, 4^e alinéa, le Gouvernement autrichien déclare que, bien que sa législation soumette à une concession préalable et à un contrôle d'Etat l'activité, en matière d'émigration, des compagnies maritimes et agences d'émigration, tant nationales qu'étrangères, il a donné son adhésion à la Convention et au Statut de Genève sur le régime international des ports maritimes sans faire, en ce qui touche l'émigration, la réserve prévue à l'article 12 dudit statut.

Le Gouvernement autrichien déclare, en outre, qu'il ne retirera pas l'autorisation qui a été octroyée, pour le transport des émigrants, à la Compagnie générale transatlantique, à la Compagnie des chargeurs réunis, à la Société générale des transports maritimes à vapeur et à la Compagnie de navigation Sud-Atlantique, conformément à l'Ordonnance impériale du 29 novembre 1865, sinon dans le cas où ces Compagnies ne se conformeraient pas aux conditions de cette ordonnance et à la concession qui leur a été octroyée.

Les demandes éventuelles de concession d'autres entreprises françaises de navigation seront examinées avec bienveillance et, en tout cas, ne seront pas traitées d'une façon plus défavorable que les demandes présentées par les entreprises de navigation de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement français, prenant acte des déclarations faisant l'objet des paragraphes précédents, consent dès lors à ne pas faire usage du droit qu'il fonde sur la contre-réserve qu'il a formulée en signant lesdits convention et statut de Genève, aussi longtemps qu'il ne sera point porté atteinte à l'exercice des concessions accordées aux quatre compagnies susmentionnées et que le Gouvernement autrichien en agira équitablement avec les Compagnies françaises qui pourraient requérir ultérieurement une concession d'émigration.

Le Gouvernement français consent de même à ne pas appliquer immédiatement des mesures compensatoires, au cas où il croirait les intérêts français lésés, et à entreprendre avec le Gouvernement autrichien, en vue de faire droit auxdits intérêts, des négociations qui devront être ouvertes immédiatement et aboutir à un accord dans le délai d'un mois de la demande adressée par le Gouvernement français. Si, à l'expiration de ce délai, l'accord n'a pu être réalisé, la France pourra se déclarer déliée des obligations des articles 29 et 30 de la présente convention, les rapports des Parties contractantes n'étant plus dès lors régis en matière maritime que par la loi intérieure de chacune d'elles et par les conventions internationales auxquelles elles sont également parties.

Toutefois, les mesures compensatoires visées ci-dessus ne pourront être prises par le Gouvernement français que dans un délai de deux mois après la clôture des négociations. Il en sera de même des mesures de rétorsion que le Gouvernement autrichien croirait devoir prendre.

Ad articles 32 et 33.

En ce qui concerne l'accès et le séjour des ressortissants autrichiens dans les colonies françaises, le Gouvernement français n'établira pas de mesures de discrimination à leur détriment.

Il assurera le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants autrichiens, personnes physiques ou sociétés, qui sont ou seraient admis à s'établir sur le territoire des colonies françaises, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien de ne pas établir de discrimination à l'encontre des ressortissants autrichiens, en ce qui concerne leur accès et leur séjour en Tunisie.

Il lui recommandera d'accorder aux ressortissants autrichiens, personnes physiques ou sociétés, établis sur le territoire tunisien, le bénéfice des droits communs aux ressortissants des diverses Puissances, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Les termes : accès, séjour et établissement, au sens de ce protocole ont la même signification que les termes : accès, séjour et établissement au sens des articles 20 et 21.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien d'étendre aux ports de la Tunisie les dispositions de l'article 29, réserve faite pour la pêche et le cabotage.

Ad Article 29, paragraph 4.

As regards the application of Article 29, paragraph 4, the Austrian Government declares that although in matters of emigration its legislation makes shipping companies and emigration agencies, whether national or foreign, subject to a State concession which must be obtained beforehand, and to Government supervision, it has acceded to the Geneva Convention and Statute on the International Régime of Maritime Ports without making, with regard to emigration, the reservation referred to in Article 12 of the said Statute.

The Austrian Government further declares that it will not withdraw the authorisation granted under the Imperial Ordinance of November 29, 1865, to the Compagnie Générale Transatlantique, the Compagnie des Chargeurs Réunis, the Société Générale des Transports Maritimes à Vapeur, and the Compagnie de Navigation Sud-Atlantique, for the transport of emigrants, unless these companies fail to comply with the provisions of that ordinance and the terms of the concession granted to them.

Any subsequent applications for concessions from other French shipping concerns shall be sympathetically considered, and shall in no case be treated less favourably than applications made by shipping concerns of the most favoured nation.

The French Government, having noted the declarations contained in the preceding paragraphs, agrees in consequence that it will not make use of the right based on the counter-reservation which it stipulated on signing the said Geneva Convention and Statute so long as the exercise of the concessions granted to the four companies mentioned above is not interfered with, and so long as the Austrian Government deals equitably with any French companies which may subsequently apply to it for an emigration concession.

The French Government likewise agrees not to apply compensatory measures forthwith, should it consider that French interests have been injured, and to enter into negotiations with the Austrian Government with a view to the protection of the said interests. These negotiations shall be opened immediately, and shall be brought to a conclusion within one month of the French Government's request. If an agreement is not reached within that time, France may declare that she is released from her obligations under Articles 29 and 30 of the present Convention, and thenceforward the maritime relations between the Contracting Parties shall be governed solely by the municipal law of each and by the international conventions to which they are both parties.

The compensatory measures referred to above may not, however, be taken by the French Government until two months after the termination of the negotiations. The same shall apply to any measures of retortion which the Austrian Government may think fit to take.

Ad Articles 32 and 33.

As regards the admittance of Austrian nationals to French colonies and their residence therein, the French Government shall not establish any measures of discrimination against them.

It shall accord most-favoured-nation treatment to the Austrian nationals, whether natural persons or companies, that are or may in future be allowed to establish themselves in French colonial territory, provided they observe the laws relating to public order and security and the local laws.

The French Government shall recommend the Tunisian Government not to establish measures of discrimination against Austrian nationals as regards their admittance to and residence in Tunis.

It shall recommend that Government to grant to Austrian nationals, whether natural persons or companies, established in Tunisian territory, the benefit of the general rights accorded to the nationals of the various Powers, provided they observe the laws relating to public order and security and the local laws.

For the purposes of this Protocol the terms "admittance", "residence", and "establishment" have the same meaning as the terms "admittance", "residence" and "establishment" employed in Articles 20 and 21.

The French Government shall recommend the Tunisian Government to extend the provisions of Article 29 to Tunisian ports, fishing and coastwise trade being, however, excluded.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement chérifien les modifications suivantes au régime actuel des marchandises et des navires de commerce autrichiens au Maroc :

Les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance d'Autriche, seront importés dans la zone française du Maroc au bénéfice des droits de douane frappant les produits similaires de toute Puissance tierce, c'est-à-dire au bénéfice de la nation la plus favorisée.

L'importation de ces produits ne sera subordonnée à aucune autorisation spéciale, sous réserve des exceptions prévues à l'article 14 du présent accord.

Les navires de commerce autrichiens seront autorisés à aborder dans les ports de la zone française du Maroc pour y charger ou décharger des marchandises et y embarquer ou débarquer des passagers. Ils ne seront soumis, en ce qui concerne ces opérations et la perception des taxes y afférentes, à aucun traitement différentiel non plus qu'en ce qui concerne la représentation dans les ports, des compagnies auxquelles ils appartiennent. Les équipages auront le droit de descendre à terre pour s'y livrer librement aux opérations de leur service.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement chérifien de donner son accord à la zone de Tanger pour l'application dans cette zone des dispositions susvisées.

Les Hautes Parties contractantes décident, d'un commun accord que, provisoirement, les dispositions de la présente convention et du protocole de signature annexé relatives aux colonies dites assimilées ne s'appliqueront pas à l'Indo-Chine.

Ad article 35.

Aussi longtemps que le Gouvernement fédéral autrichien n'aura pas adhéré à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, il aura la faculté, lorsqu'il procédera à la désignation des membres du Tribunal d'arbitrage visé à l'article 35 du présent accord, de choisir un de ses propres nationaux en dehors de la liste générale des membres de la Cour permanente d'arbitrage.

The French Government shall recommend to the Shereefian Government the following amendments to the present régime applicable to Austrian goods and merchant ships in Morocco :

Natural and manufactured products originating in or coming from Austria shall, on importation into the French zone of Morocco, be subject to the Customs duties levied on the like products of any third Power, i. e., they shall be accorded most-favoured-nation treatment.

Subject to the exceptions provided for in Article 14 of the present Agreement, the importation of such products shall not be made conditional on any special authorisation.

Austrian merchant ships shall be allowed to call at ports in the French zone of Morocco for the purpose of loading and unloading goods and embarking or landing passengers. They shall not be subject to any differential treatment as regards these operations and the collection of the charges relating thereto, nor as regards the representation in ports of the companies to which the ships belong. The crews shall have the right to land and to carry out their duties on shore freely and without hindrance.

The French Government shall recommend the Shereefian Government to agree to the application of the foregoing provisions to the Tangier zone.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the present Convention and the annexed Protocol of Signature concerning the so-called assimilated colonies shall not apply to Indo-China for the time being.

Ad Article 35.

For so long as the Austrian Federal Government has not acceded to the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, it shall be entitled, on proceeding to appoint members of the Court of Arbitration provided for in Article 35 of the present Agreement, to choose one of its own nationals not included in the general list of members of the Permanent Court of Arbitration.

N° 1987.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET ESPAGNE**

Convention d'arbitrage. Signée à
Petropolis, le 8 avril 1909.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND SPAIN**

Arbitration Convention. Signed at
Petropolis, April 8, 1909.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1987. — CONVENIO DE ARBITRAJE ¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y ESPAÑA. FIRMADO EN PETRÓPOLIS EL 8 DE ABRIL DE 1909.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le secrétaire général aux Affaires extérieures d'Espagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 avril 1929.

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, deseando concluir un Convenio de arbitraje en conformidad con los principios enunciados en los artículos 15 á 19 y 21 del Convenio ² para el arreglo pacífico de conflictos internacionales, ajustado en El Haya el 29 de Julio de 1899, y en los artículos 37 á 40 y art. 42 del que, con el mismo objeto, fué también firmado en El Haya el 18 de Octubre de 1907³, han nombrado por sus Plenipotenciarios, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA,

A D. Manuel MULTEDO Y CORTINA, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca del Gobierno de los Estados Unidos del Brasil ; y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL,

al Sr. José María DA SILVA PARANHOS DO RIO BRANCO, Ministro de Estado de Relaciones Exteriores.

Los cuales, debidamente autorizados, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Las diferencias que ocurrieren entre las dos Altas Partes contratantes sobre cuestiones de carácter jurídico ó relativas á la interpretación de tratados en vigor, existentes ó que puedan existir entre ambas y que no haya sido posible arreglar por la vía diplomática, serán sometidas al Tribunal permanente de arbitraje establecido en El Haya en virtud del Convenio de 29 de Julio de 1899, siempre que, y con tal que dichas cuestiones no afecten á los intereses vitales, la independencia ó la honra de los Estados contratantes y que no atañen á los intereses de otro Estado ; quedando, además, entendido que, si una de las dos Partes lo prefiere, el arbitraje motivado por las cuestiones á que se refiere el presente Convenio, se realizará ante un Jefe de Estado ó un Gobierno amigo ó ante uno ó más árbitros, sin limitación á los que forman parte de las listas del precitado Tribunal permanente de El Haya.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rio-de-Janeiro, le 29 juin 1911.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 920.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1987. — CONVENÇÃO¹ DE ARBITRAMENTO ENTRE OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E O REINO DE HESPAÑHA. ASSINADO EM PETROPOLIS EM 8 DE ABRIL DE 1909.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Secretary-General for External Affairs of Spain. The registration of this Convention took place April 6, 1929.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL, e SUA MAJESTADE O REI DE HESPAÑHA, desejando concluir uma Convenção de Arbitramento de accordo com os principios enunciados nos artigos 15 a 19 e 21 da Convenção² para o concerto pacifico de conflictos internacionaes ajustada na Haya aos 29 de Julho de 1899, e nos artigos 37 a 40, e artigo 42 da que, com o mesmo objecto, foi tambem assignada na Haya aos 18 de Outubro de 1907³, nomearam os seus Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL,

O Senhor José Maria DA SILVA PARANHOS DE RIO BRANCO, Ministro de Estado das Relações Exteriores ; e

SUA MAJESTADE O REI DE HESPAÑHA,

O Senhor Manuel MULTEDO Y CORTINA, seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario no Brasil ;

Os quaes, devidamente autorisados, convieram nos seguintes artigos :

Artigo 1.

Os desaccordos que o correrem entre as duas Altas Partes Contractantes sobre questões de caracter juridico ou relativas a interpretação de tratados em vigor, existentes ou que venham a existir entre ellas, e que não tenham podido resolver-se por via diplomatica, serão submettidos ao Tribunal Permanente de Arbitragem instituido na Haya em virtude da Convenção de 29 de Julho de 1899, com tanto, porém, que as referidas questões não entendam com os interesses vitaes, a independencia ou a honra de um ou outro dos Estados Contractantes, e não collidam com interesses de outro Estado ; ficando, além d'isso, assentado que, se uma das duas Partes o preferir, qualquer arbitramento motivado pelas questões a que se refere a presente Convenção se realizará perante un Chefe de Estado ou um Governo amigo, ou perante um ou mais arbitros sem limitação aos que fazem parte das listas do precitado Tribunal Permanente da Haya.

¹ The exchange of ratifications took place at Rio-de-Janeiro, June 29, 1911.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 970.

³ *British and Foreign State Papers*, vol. 100, page 298.

Artículo 2º.

En cada caso particular, antes de apelar á algún árbitro singular, al Tribunal permanente de El Haya ó otros árbitros, las dos Altas Partes contratantes firmarán un compromiso especial que determine claramente la materia del litigio, el alcance de los poderes del árbitro ó árbitros y las condiciones que hayan de ser observadas en lo tocante á los plazos para la constitución del Tribunal, á la elección del árbitro ó árbitros, así como á los trámites del procedimiento arbitral.

Queda entendido que dichos compromisos especiales, en lo que concierne á España, serán sometidos á las formalidades requeridas por sus leyes, y por lo que toca á los Estados Unidos del Brasil serán ratificados por el Presidente de la República, previa la aprobación de los mismos por el Consejo nacional.

Artículo 3º.

Se concluye el presente Convenio por un período de cinco años, á contar desde el día del canje de las ratificaciones. Si no fuere denunciado seis meses antes de la tramitación de este plazo, continuará en vigor por un nuevo período de cinco años, y así sucesivamente.

Artículo 4º.

Cumplidas las formalidades exigidas por las leyes constitucionales en cada uno de los dos países, el presente Convenio será ratificado y las ratificaciones se canjearán en la ciudad de Río Janeiro tan pronto como sea posible.

En fé de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente instrumento, por duplicado, en lengua española y portuguesa, estampando en cada ejemplar nuestros sellos, en Petrópolis, el día 8 del mes de Abril de 1909.

(L. S.) Manuel MULTEDO.

(L. S.) RÍO BRANCO.

Copie certifiée conforme à l'original :

Secrétariat des Affaires extérieures.

Le Secrétaire général,

Bernardo Almeida.

Artigo 2.

Em cada caso particular, antes de recorrerem a algum Arbitro singular, ao Tribunal Permanente da Haya ou a outros Arbitros, as duas Altas Partes Contractantes assignarão um compromisso especial que claramente determine a materia do litigio, a extensão dos poderes do Arbitro ou Arbitros e as condições que hajam de ser observadas no tocante aos prazos para a constituição do Tribunal ou a escolha do Arbitro ou Arbitros, assim como aos tramites do processo arbitral.

Fica entendido que os ditos compromissos especiaes, no que concerne aos Estados Unidos do Brasil, serão ratificados pelo Presidente da Republica mediante a approvação dos mesmos pelo Congresso Nacional, e, no que toca a Hespanha serão submettidos ás formalidades requeridas por suas leis.

Artigo 3.

A presente Convenção é concluida para um periodo de cinco annos contados do dia da troca das ratificações. Se não fôr denunciada seis mezes antes do vencimento d'esse prazo continuará, em vigor durante um novo periodo de cinco annos, e assim successivamente.

Artigo 4.

Preenchidas as formalidades exigidas pelas leis constitucionaes em cada um dos dois paizes, será esta Convenção ratificada e as ratificações trocadas na cidade do Rio de Janeiro no mais breve prazo possivel.

Em fé do que, nós, os Plenipotenciarios acima nomeados, assignamos o presente instrumento em dois exemplares, cada um em lingua portugueza e hespanhola, appondo nelles os nossos sellos, em Petropolis, aos oito dias do mez de Abril de mil novecentos e nove.

(L. S.) RIO BRANCO.

(L. S.) Manuel MULTEDO.

¹ TRADUCTION.N^o 1987. — CONVENTION D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET L'ESPAGNE. SIGNÉE A PETROPOLIS, LE 8 AVRIL 1909.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, désireux de conclure une Convention d'arbitrage conformément aux principes énoncés dans les articles 15 à 19 et 21 de la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, signée à La Haye, le 29 juillet 1899, et dans les articles 37 à 40 et 42 de la Convention, conclue aux mêmes fins et également signée à La Haye, le 18 octobre 1907, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

D. Manuel MULTEDO Y CORTINA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement des États-Unis du Brésil ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. José-Maria DA SILVA PARANHOS DO RIO BRANCO, ministre d'Etat des Affaires étrangères

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les différends qui viendraient à se produire entre les deux Hautes Parties contractantes sur des questions de caractère juridique ou relatives à l'interprétation de traités en vigueur, qui existent ou pourraient exister entre elles deux et qu'il n'aurait pas été possible de régler par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'Arbitrage établie à La Haye, en vertu de la Convention du 29 juillet 1899, pourvu que ces questions n'affectent pas les intérêts vitaux, l'indépendance ou l'honneur des États contractants et ne mettent pas en jeu les intérêts d'un autre État. Il est, de plus, entendu que, si l'une des deux Parties le préfère, les questions auxquelles se réfère la présente Convention seront soumises à l'arbitrage d'un Chef d'Etat ou d'un gouvernement ami, ou d'un ou de plusieurs arbitres, sans que le choix soit limité à ceux qui figurent sur les listes de la Cour permanente de La Haye susmentionnée.

Article 2.

Dans chaque cas particulier, avant d'en appeler à un arbitre unique, à la Cour permanente de La Haye ou à d'autres arbitres, les deux Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial, qui déterminera clairement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre ou des arbitres et les conditions qui doivent être observées en ce qui concerne les délais pour la constitution du tribunal, la désignation de l'arbitre ou des arbitres, ainsi que les formalités de la procédure arbitrale.

Il est entendu qu'en ce qui concerne l'Espagne, ces compromis spéciaux seront soumis aux formalités requises par les lois de ce pays, et qu'en ce qui concerne les États-Unis du Brésil, ils seront ratifiés par le Président de la République, après avoir été approuvés par le Conseil national.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1987. — ARBITRATION CONVENTION BETWEEN THE UNITED STATES OF BRAZIL AND SPAIN. SIGNED AT PETROPOLIS, APRIL 8, 1909.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, desiring to conclude an Arbitration Convention in conformity with the principles set forth in Articles 15 to 19 and 21 of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes drawn up at The Hague on July 29, 1899, and in Articles 37 to 40 and 42 of the Convention for the same purpose which was also signed at The Hague on October 18, 1907, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Don Manuel MULTEDO Y CORTINA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Government of the United States of Brazil ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. José-Maria DA SILVA PARANHOS DO RIO BRANCO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Any disputes which may arise between the two High Contracting Parties regarding questions of a legal nature or relating to the interpretation of treaties which are or may in the future be in force between them and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague in virtue of the Convention of July 29, 1899, provided that the said questions do not affect the vital interests, the independence or the honour of the Contracting States and that they do not involve the interests of any other State ; it is further understood that, if either of the two Parties so prefers, the questions to which the present Convention refers, shall be submitted for arbitration to the Head of a State or to a friendly Government or to one or more arbitrators, without restriction to those included in the lists of the above-mentioned Permanent Court at The Hague.

Article 2.

In each individual case, before appealing to any single arbitrator, to the Permanent Court at The Hague or to other arbitrators, the two High Contracting Parties shall sign a special agreement defining clearly the subject of the dispute, the extent of the powers of the arbitrator or arbitrators and the conditions which are to be observed regarding the time-limits for the formation of the Tribunal, the choice of the arbitrator or arbitrators and also the several stages of the arbitral procedure.

It is understood that the said special agreements shall on the part of Spain be subject to the formalities prescribed by the laws of that country and shall on the part of the United States of Brazil be ratified by the President of the Republic after being approved by the National Council.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

La présente convention est conclue pour une période de cinq ans à partir de la date de l'échange des ratifications ; si elle n'a pas été dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq années, et ainsi de suite.

Article 4.

Une fois accomplies les formalités requises par les lois constitutionnelles de chacun des deux pays, la présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés dans la ville de Rio-de-Janeiro, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé la présente convention, rédigée en double exemplaire, en langue espagnole et portugaise et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Petropolis, le huit avril mil neuf cent neuf.

(L. S.) Manuel MULTEDO.

(L. S.) RIO BRANCO.

Article 3.

The present Convention is concluded for a term of five years dating from the exchange of ratifications. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall continue in force for a further period of five years and similarly thereafter.

Article 4.

When the formalities prescribed by the constitutional laws of each of the two countries have been accomplished, the present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in the city of Rio de Janeiro as soon as possible.

In faith whereof we, the Plenipotentiaries named above, have signed the present instrument in duplicate Spanish and Portuguese texts and have thereto affixed our seals.

Done at Petropolis on the eighth day of April, one thousand nine hundred and nine.

(L. S.) Manuel MULTEDO.

(L. S.) RIO BRANCO.

N° 1988.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET AUTRICHE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 16 août 1928.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND AUSTRIA**

Arbitration Treaty. Signed at Wash-
ington, August 16, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1988. — SCHIEDSGERICHTS-
VERTRAG¹ ZWISCHEN ÖSTER-
REICH UND DEN VEREINIG-
TEN STAATEN VON AMERIKA.
GEZEICHNET IN WASHING-
TON AM 16. AUGUST 1928.

No. 1988. — ARBITRATION TREA-
TY¹ BETWEEN THE UNITED
STATES OF AMERICA AND
AUSTRIA. SIGNED AT WASH-
INGTON, AUGUST 16, 1928.

*Textes officiels allemand et anglais, communiqués
par le chancelier fédéral de la République
d'Autriche. L'enregistrement de ce traité a eu
lieu, le 6 avril 1929.*

*Ce traité a été transmis au Secrétariat par le
« Department of State » du Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique, le 4 avril 1929.*

*German and English official texts communicated
by the Federal Chancellor of the Austrian
Republic. The registration of this treaty took
place April 6, 1929.*

*This Treaty was transmitted to the Secretariat by
the Department of State of the Government of
the United States of America, April 4, 1929.*

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK
ÖSTERREICH UND DER PRÄSIDENT DER VER-
EINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, entschlossen,
soweit es in ihrer Macht liegt, jede Unter-
brechung der jetzt glücklicherweise zwischen
den beiden Völkern bestehenden friedlichen
Beziehungen zu verhindern,

von dem Wunsch erfüllt, ihr Bekenntnis zu
der Politik zu erneuern, alle für ein Rechts-
verfahren geeigneten Meinungsverschiedenhei-
ten, die etwa zwischen ihnen entstehen sollten,
einer unparteiischen Entscheidung zu unter-
werfen,

in dem Bestreben, durch ihr Beispiel nicht
nur zum Ausdruck zu bringen, dass sie den
Krieg als Werkzeug der nationalen Politik in
ihren gegenseitigen Beziehungen verurteilen,
sondern auch den Eintritt des Zeitpunktes zu
beschleunigen, in dem der Abschluss interna-
tionaler Übereinkommen zur friedlichen Rege-
lung internationaler Streitfragen für immer die
Möglichkeit eines Krieges zwischen irgend-
welchen Mächten der Welt beseitigt haben
wird ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC
OF AUSTRIA AND THE PRESIDENT OF THE UNITED
STATES OF AMERICA, determined to prevent so
far as in their power lies any interruption in
the peaceful relations now happily existing
between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to
the policy of submitting to impartial decision
all justiciable controversies that may arise
between them ; and

Eager by their example not only to demon-
strate their condemnation of war as an instru-
ment of national policy in their mutual relations,
but also to hasten the time when the perfection
of international arrangements for the pacific
settlement of international disputes shall have
eliminated for ever the possibility of war among
any of the Powers of the world ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washing-
ton, le 28 février 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at
Washington, February 28, 1929.

haben beschlossen, einen neuen Schiedsgerichtsvertrag abzuschliessen, der den Anwendungsbereich des zu Washington am 15. Jänner 1909 unterzeichneten und derzeit nicht in Kraft stehenden Schiedsgerichtsvertrages¹ und die aus dem Vertrage sich ergebenden Verpflichtungen erweitert, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Edgar L. G. PROCHNIK, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in den Vereinigten Staaten von Amerika ; und

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

Herrn Frank B. KELLOGG, den Staatssekretär der Vereinigten Staaten von Amerika,

Die nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die folgenden Artikel vereinbart haben :

Artikel I.

Alle in internationalen Angelegenheiten zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen entstehenden Streitigkeiten, bei welchen der eine Teil gegenüber dem anderen auf Grund eines Vertrages oder auf anderer Grundlage ein Recht in Anspruch nimmt, sollen, sofern sie nicht auf diplomatischem Wege geregelt werden konnten, sofern sie auch durch Anrufung einer hiefür vorgesehenen Vergleichskommission nicht geregelt worden sind und sofern sie nach den Grundsätzen von Recht und Billigkeit entscheidbar und somit ihrer Natur nach für ein Rechtsverfahren geeignet sind, auf Grund einer in jedem Einzelfalle durch ein besonderes Übereinkommen zu treffenden Entscheidung dem durch das Abkommen² vom 18. Oktober 1907 eingesetzten Ständigen Schiedshof im Haag oder einem anderen Gericht vorgelegt werden ; das

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 737.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the Arbitration Convention¹ which was signed at Washington, January 15, 1909, but is not now in force, and for that purpose they have appointed, as their respective Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Mr. Edgar L. G. PROCHNIK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America,

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention² of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 910.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

besondere Übereinkommen soll nötigenfalls die Bildung dieses Gerichtes regeln, seine Befugnisse bestimmen, den Streitpunkt oder die Streitpunkte bezeichnen und die näheren Bedingungen der Verweisung an das Gericht festsetzen.

Das besondere Übereinkommen soll in jedem einzelnen Fall auf Seite Österreichs gemäss den Vorschriften seiner Verfassung, auf Seite der Vereinigten Staaten von Amerika vom Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach Anhörung und mit Zustimmung des Senates geschlossen werden.

Artikel II.

Die Berufung auf die Bestimmungen dieses Vertrages ist ausgeschlossen bei allen Streitfragen, deren Gegenstand :

- a)* Unter die einheimische Gerichtsbarkeit eines der Hohen Vertragschliessenden Teile fällt,
- b)* In die Interessen dritter Mächte eingreift,
- c)* Auf der Aufrechterhaltung der gewöhnlich als Monroe-Doctrin bezeichneten herkömmlichen Haltung der Vereinigten Staaten in amerikanischen Fragen beruht oder in die Aufrechterhaltung dieser Doctrin eingreift,
- d)* Auf der Beobachtung der Österreich nach der Völkerbundsatzung obliegenden Verpflichtung beruht oder in die Beobachtung dieser Verpflichtungen eingreift.

Artikel III.

Der vorliegende Vertrag soll von Österreich gemäss den Vorschriften seiner Verfassung und vom Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach Anhörung und mit Zustimmung des Senates ratifiziert werden.

Die Ratifikationen sollen sobald als möglich in Washington ausgetauscht werden und der Vertrag soll am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Er soll sodann fortlaufend in Kraft bleiben, bis er durch einjährige schriftliche Kündigung, die einer der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen zugehen lässt, aufgelöst wird.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag in doppelter

or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Austria in accordance with its constitutional laws and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a)* Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,
- (b)* Involves the interests of third Parties,
- (c)* Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine,
- (d)* Depends upon or involves the observance of the obligations of Austria in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Austria in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in

Urschrift in deutscher und englischer Sprache, wobei beide Texte gleichwertig sind, unterzeichnet und ihre Siegel daruntergesetzt.

the German and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Geschehen in Washington, am sechzehnten August eintausendneunhundertachtundzwanzig.

Done at Washington, the sixteenth day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Edgar PROCHNIK *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG *m. p.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1988. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'AUTRICHE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, décidés à empêcher, pour autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques existant heureusement entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les controverses susceptibles de règlement juridique, qui pourraient s'élever entre elles ;

Soucieux, par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais aussi d'avancer le moment où l'existence d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre nations aura éliminé à jamais toute possibilité de guerre entre des Puissances quelconques ;

Ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage élargissant le champ d'application du Traité d'arbitrage, qui a été signé le 15 janvier 1909 à Washington, mais n'est pas en vigueur actuellement, ainsi que les obligations découlant de ce traité ; à cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Edgar L. G. PROCHNIK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche auprès des États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

Tous les différends qui pourraient surgir entre les Hautes Parties contractantes dans des affaires d'ordre international portant sur un droit qu'une Partie contractante fait valoir à l'égard de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement — s'il n'a pas été possible de les régler par la voie diplomatique, s'ils n'ont pas été non plus résolus par renvoi devant une commission de conciliation appropriée, et s'ils comportent, de par leur nature, une solution juridique, c'est-à-dire sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit et de l'équité — seront soumis à la Cour permanente d'Arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal, ainsi qu'il sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par un accord spécial. Cet accord spécial contiendra toutes dispositions nécessaires concernant l'organisation dudit tribunal, définira les pouvoirs de ce tribunal, déterminera l'objet ou les objets du litige et arrêtera les termes du mandat.

Dans chaque cas, l'accord spécial sera conclu, pour l'Autriche, conformément aux dispositions de sa constitution, et pour les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends portant sur des questions :

- a) Relevant de la juridiction interne de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touchant aux intérêts de tierces Parties ;
- c) Affectant directement ou indirectement le maintien de la politique traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique à l'égard des questions américaines, communément désignée sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d) Affectant directement ou indirectement l'exécution des obligations qui incombent à l'Autriche en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par l'Autriche selon les dispositions de sa constitution et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington, aussitôt que possible, et le trait éprendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an après qu'il aura été dénoncé par notification écrite, adressée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en double original, en langue allemande et en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux. Les deux textes feront également foi.

Fait à Washington, le seize août mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) Edgar PROCHNIK.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 1989.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET AUTRICHE

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 16 août 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND AUSTRIA

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, August 16, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1989. — VERGLEICHsvertrag¹
Zwischen Österreich und
den Vereinigten Staaten
von Amerika. Gezeichnet
in Washington, am 16. Au-
gust, 1928.

No. 1989. — TREATY¹ OF CONCI-
LIATION BETWEEN THE UNI-
TED STATES OF AMERICA AND
AUSTRIA. SIGNED AT WASH-
INGTON, AUGUST 16, 1928.

*Textes officiels allemand et anglais communiqués
par le chancelier fédéral de la République
d'Autriche. L'enregistrement de ce traité a eu
lieu le 6 avril 1929.*

*Ce traité a été transmis au secrétariat par le
« Department of State » du Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique le 4 avril 1929.*

*German and English official texts communicated
by the Federal Chancellor of the Austrian
Republic. The registration of this Treaty took
place April 6, 1929.*

*This Treaty was transmitted to the Secretariat by
the Department of State of the Government of
the United States of America, April 4, 1929.*

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖS-
TERREICH und DER PRÄSIDENT DER VEREINIG-
TEN STAATEN VON AMERIKA, von dem Wunsch
erfüllt, die sie vereinigenden Bande der Freundschaft
zu verstärken und weiters die Sache des
allgemeinen Friedens zu fördern, haben be-
schlossen, zu diesem Zweck einen Vertrag
abzuschliessen, und haben zu diesem Behufe zu
ihren Bevollmächtigten bestellt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖS-
TERREICH :

Herrn Edgar L. G. PROCHNIK, ausserordent-
lichen Gesandten und bevollmächtigten
Minister in den Vereinigten Staaten von
Amerika ; und

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN
VON AMERIKA :

Herrn Frank B. KELLOGG, den Staats-
sekretär der Vereinigten Staaten von
Amerika ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC
OF AUSTRIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED
STATES OF AMERICA, being desirous to strength-
en the bonds of amity that bind them together
and also to advance the cause of general peace,
have resolved to enter into a treaty for that
purpose, and to that end have appointed as
their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC
OF AUSTRIA :

Mr. Edgar L. G. PROCHNIK, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary
to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF
AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State
of the United States of America ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washing-
ton, le 28 février 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at
Washington, February 28, 1929.

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten die folgenden Artikel vereinbart haben :

Artikel I.

Alle Streitigkeiten, die zwischen der österreichischen Regierung und der Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika entstehen sollten, welcher Art immer sie sein mögen, sollen, falls die gewöhnlichen diplomatischen Verfahren versagen und die Hohen Vertragsschliessenden Teile nicht zur Entscheidung durch ein zuständiges Gericht Zuflucht nehmen, zur Untersuchung und Berichterstattung einer Ständigen Internationalen Kommission überwiesen werden, die auf die in dem nachfolgenden Artikel vorgesehene Weise zu bilden ist ; die Hohen Vertragsschliessenden Teile kommen überein, während der Dauer der Untersuchung und bevor der Bericht erstattet ist, weder Krieg zu erklären noch die Feindseligkeiten zu eröffnen.

Artikel II.

Die Internationale Kommission soll aus fünf Mitgliedern bestehen, die wie folgt zu bestellen sind : Je ein Mitglied wird aus jedem der beiden Länder von dessen Regierung gewählt ; je ein Mitglied wird von jeder der beiden Regierungen aus einem dritten Lande gewählt ; das fünfte Mitglied wird von den beiden Regierungen im gemeinsamen Einvernehmen gewählt, wobei es als ausgemacht gilt, dass dieses Mitglied nicht Bürger eines der beiden Länder sein darf. Die Kosten der Kommission sind von den beiden Regierungen zu gleichen Teilen zu tragen.

Die Internationale Kommission soll binnen sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden zum vorliegenden Verträge gebildet und freiwerdende Stellen sollen in der Weise besetzt werden, in der die ursprüngliche Bestellung erfolgt ist.

Artikel III.

Falls die Hohen Vertragsschliessenden Teile einen Streit nicht auf diplomatischem Wege schlichten konnten und nicht zur Entscheidung durch ein zuständiges Gericht Zuflucht nehmen, sollen sie ihn sofort der Internationalen Kommission zur Untersuchung und Berichterstattung überweisen. Die Internationale Kommission kann aber auf einstimmigen Beschluss

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Austria and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and the High Contracting Parties agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its

auch aus eigenem Antrieb ihre Dienste zu diesem Behufe anbieten und sie soll in einem solchen Falle beide Regierungen verständigen und deren Mitwirkung bei der Untersuchung ansprechen.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile kommen überein, der Ständigen Internationalen Kommission alle für die Untersuchung und Berichterstattung erforderlichen Hilfsmittel und Erleichterungen zugehen zu lassen.

Der Bericht der Kommission soll innerhalb eines Jahres, gerechnet von dem Zeitpunkt, an dem sie die Untersuchung begonnen zu haben erklärt, abgeschlossen werden, es sei denn, dass die Hohen Vertragschliessenden Teile diese Frist einverständlich abkürzen oder erstrecken. Der Bericht soll in dreifacher Ausfertigung abgefasst werden, je eine Ausfertigung ist den beiden Regierungen zu überreichen und die dritte für die Akten der Kommission zurückzubehalten.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, im Streitgegenstande nach Vorlage des Berichtes der Kommission unabhängig von diesem Berichte vorzugehen.

Artikel IV.

Der vorliegende Vertrag soll von Österreich gemäss den Vorschriften seiner Verfassung, und durch den Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach Anhörung und mit Zustimmung des Senates ratifiziert werden.

Die Ratifikationen sollen sobald als möglich in Washington ausgetauscht werden und der Vertrag soll am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Er soll dann fortlaufend in Kraft bleiben, bis er durch einjährige schriftliche Kündigung, die einer der Hohen Vertragschliessenden Teile dem anderen zugehen lässt, aufgelöst wird.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache, wobei beide Texte gleichwertig sind, unterzeichnet und ihre Siegel darunter gesetzt.

Geschehen in Washington, am sechzehnten August eintausendneunhundertachtundzwanzig.

(L. S.) Edgar PROCHNIK *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG *m. p.*

services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Austria in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in duplicate in the German and English languages, both texts having equal force, and thereunto affixed their seals.

Done at Washington the sixteenth day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1989. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'AUTRICHE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui les unissent et aussi de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à ces fins et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Edgar L. G. PROCHNIK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès des Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends qui pourraient surgir entre le Gouvernement autrichien et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, quelle qu'en puisse être la nature, seront, lorsque les moyens diplomatiques ordinaires auront été épuisés, et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente, constituée comme il est spécifié à l'article suivant ; en outre, les Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre ni engager d'hostilités pendant la durée de l'enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La Commission internationale comprendra cinq membres qui seront nommés de la façon suivante : un membre sera choisi dans chacun des États par le gouvernement de cet État ; un membre sera choisi par chacun des gouvernements dans un État tiers ; le cinquième membre sera choisi, d'un commun accord, par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne devra pas être un ressortissant de l'une ou de l'autre Partie. Les dépenses de la commission seront partagées par moitié entre les deux gouvernements.

La commission internationale sera nommée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité ; il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure fixée pour la nomination primitive.

Article III.

Lorsque les Hautes Parties contractantes n'auront pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique et n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles renverront

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

immédiatement ce différend à la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément, à la suite d'une décision unanime, ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et leur demandera leur coopération à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour procéder à l'enquête et établir le rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans un délai d'un an à partir de la date à laquelle la Commission déclarera que l'enquête est ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes, d'un commun accord, ne limitent ou n'étendent ce délai. Le rapport sera établi en triple expédition ; un exemplaire sera adressé à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la Commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit, après que le rapport de la commission aura été présenté, d'agir, en ce qui concerne l'objet du litige, indépendamment des conclusions du rapport.

Article IV.

Le présent Traité sera ratifié par l'Autriche, conformément aux dispositions de sa constitution, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington, aussitôt que possible, et le Traité prendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an après qu'il aura été dénoncé par notification écrite, adressée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en double original, en langue allemande et en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux. Les deux textes font également foi.

Fait à Washington, le seize août mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) Edgar L. G. PROCHNIK.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 1990.

LETTONIE ET SUÈDE

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque dans le Royaume de Suède et la République de Lettonie du droit des sociétés par actions (anonymes) et autres personnes juridiques d'ester en justice devant les tribunaux. Signé à Riga, le 21 juin 1928.

LATVIA AND SWEDEN

Agreement concerning the mutual Recognition in the Kingdom of Sweden and the Republic of Latvia of the Right of Joint-Stock Companies and other Juristic Persons to appear before the Courts as Plaintiffs or Defendants. Signed at Riga, June 21, 1928.

N^o 1990. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA LETTONIE ET LA SUÈDE, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DANS LE ROYAUME DE SUÈDE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE DU DROIT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (ANONYMES) ET AUTRES PERSONNES JURIDIQUES D'ESTER EN JUSTICE DEVANT LES TRIBUNAUX. SIGNÉ A RIGA, LE 21 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 11 avril 1929.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE ayant jugé utile de régler réciproquement la situation des sociétés par actions (anonymes) et autres personnes juridiques en ce qui concerne le droit d'ester en justice devant les tribunaux, les soussignés, en vertu de l'autorisation qui leur a été conférée, sont convenus de ce qui suit :

1^o Les sociétés par actions (anonymes) et autres personnes juridiques domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

2^o Il est entendu que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux pays sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent à cet égard dans ce dernier pays.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et ne cessera ses effets qu'un an après la dénonciation qui en serait faite de part ou d'autre.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Riga en double original, le 21 juin 1928.

(Signé) UNDÉN.

(Signé) A. BALODIS.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 avril 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 3 avril 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1990. — AGREEMENT² BETWEEN LATVIA AND SWEDEN, CONCERNING THE MUTUAL RECOGNITION IN THE KINGDOM OF SWEDEN AND THE REPUBLIC OF LATVIA OF THE RIGHT OF JOINT-STOCK COMPANIES AND OTHER JURISTIC PERSONS TO APPEAR BEFORE THE COURTS AS PLAINTIFFS OR DEFENDANTS. SIGNED AT RIGA, JUNE 21, 1928.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 11, 1929.

THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, having thought it desirable to regulate mutually the position of joint-stock companies and other juristic persons as regards the right to appear before the courts as plaintiffs or defendants, the undersigned in virtue of the authorisation conferred on them, agreed as follows :

(1) Joint-stock companies and other juristic persons domiciled in one of the two countries shall, provided that they have been legally constituted therein according to the laws in force, be recognised as having legal existence in the other country, and shall in particular have the right to appear before the courts for the purpose of bringing or defending an action therein.

(2) It is understood that the foregoing stipulation does not relate to the question whether a company of the above description constituted in one of the two countries shall or shall not be admitted in the other country for the purpose of carrying on its trade or industry, such admission always remaining subject to the regulations on this matter in force in the latter country.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications and shall remain in operation for one year after its denunciation by either Party.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in two original copies at Riga on June 21, 1928.

(Signed) UNDÉN.

(Signed) A. BALODIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, April 3, 1929.

N° 1991.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant le règlement des questions relatives aux biens des départements, villes et villages divisés par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention concerning the Settlement of Questions regarding the Property of Counties, Towns and Villages divided by the Frontier fixed in Pursuance of the Treaty of Trianon, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, February 22, 1928.

N^o 1991. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS RELATIVES AUX BIENS DES DÉPARTEMENTS, VILLES ET VILLAGES DIVISÉS PAR LA FRONTIÈRE FIXÉE A LA SUITE DU TRAITÉ DE TRIANON. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant régler, conformément au principe de l'équité, les questions relatives aux biens des anciennes unités administratives divisées et assurer à leurs parties la possibilité matérielle de la persistance de leur autonomie sur les territoire respectifs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ; et

M. Alfred DE NICKL, conseiller de légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le D^r Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront soumis aux dispositions de la présente convention : la ville de Subotitza, les départements (comitats) Vas, Zala, Baranya, Bács-Bodrog et Csongrád, villes et départements divisés par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que les villages (communes) situés sur les territoires desdits départements (comitats) et les villages situés sur le territoire du département Torontál, en tant que ces villages ont été également divisés par la susdite frontière.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 20 octobre 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1991. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS REGARDING THE PROPERTY OF COUNTIES, TOWNS AND VILLAGES DIVIDED BY THE FRONTIER FIXED IN PURSUANCE OF THE TREATY OF TRIANON. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 16, 1929.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of settling on the principles of Equity, questions concerning the property of former administrative units which have been divided up and of ensuring that the parts thereof should be given the material means of preserving their autonomous character in the respective territories, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ; and

M. Alfred DE NICKL, Counsellor of Legation, Director of the Economic Section at the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The provisions of the present Convention shall apply to the town of Subotitza, the counties (*comitats*) of Vas, Zala, Baranya, Bács-Bodrog and Csongrád, all of which are divided by the frontier fixed in pursuance of the Treaty of Trianon, and the villages (*communes*) situated in the territories of the said counties (*comitats*) and the villages situated in the territory of the county of Torontál, in so far as the said villages have also been divided by the above-mentioned frontier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, October 20, 1928.

Article 2.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront à tous les biens immeubles et meubles appartenant aux unités administratives divisées (article 1), aux droits et obligations, aux dettes et créances de ces unités administratives, ainsi qu'aux fonds destinés exclusivement aux intérêts proprement dits des départements (comitats), villes et villages (communes), y compris les droits et obligations, les dettes et créances desdits fonds.

Toutefois, la présente convention ne s'appliquera pas aux fondations en général, aux fonds qui ne sont pas destinés exclusivement aux intérêts proprement dits des départements (comitats), villes et villages (communes), même si les affaires de ces fonds étaient gérées et administrées par les unités administratives visées à l'article 1. De même, les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux fonds des caisses de mineurs et interdits, aux fonds de retraite et aux archives et chartriers. Ces questions ainsi que la question des caisses de mineurs et interdits en général seront réglées par des conventions spéciales.

Pour des raisons d'équité, l'article 8 contient des dispositions spéciales au sujet de la Commune de Légrad. Mais en tant que ledit article 8 ne dispose autrement, de manière explicite, les stipulations de la présente convention s'appliqueront également aux biens (actifs et passifs) de ladite commune de Légrad.

Article 3.

Le règlement des questions relatives aux biens des unités administratives divisées sera fait conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 4.

IMMEUBLES.

Tous les biens immeubles situés dans les limites administratives des municipalités (départements et villes) et villages (communes) divisées par la nouvelle frontière (article 1), formeront, dans leur état actuel, la propriété exclusive de celle des Parties contractantes sur le territoire de laquelle ils sont situés.

Les immeubles des unités administratives mentionnées à l'article premier, situés en dehors de leurs limites administratives dans l'autre Etat, formeront — avec les dettes et autres charges les grevant — la propriété exclusive de celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle ils se trouvent. Les dettes et autres charges grevant ces immeubles seront réglés selon le droit commun de l'Etat sur le territoire duquel ils sont situés.

Article 5.

BIENS MEUBLES ET CRÉANCES.

Les biens meubles, y compris les droits mobiliers et les créances incorporées en titres, formeront dans leur état actuel la propriété exclusive de celle des parties des unités administratives divisées qui les détient.

Les créances des départements, villes et villages divisés seront réparties entre les parties des unités administratives divisées, dans la proportion de leurs territoires administratifs.

La partie à laquelle revient la créance, d'après l'alinéa précédent, sera seule créancière des débiteurs et sera considérée, dans ses relations avec ceux-ci, comme ressortissante hongroise ou serbe-croate-slovène, selon que son territoire est situé en Hongrie ou dans l'Etat Serbe-Croate-Slovène. En cas de créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, ce sont les dispositions de la convention concernant le règlement desdites créances, qui seront applicables, en tant que les conditions de ladite convention subsisteraient. Les parties des unités administratives

Article 2.

The provisions of the present Convention shall apply to all immovable and movable property belonging to partitioned administrative units (Article 1), to the rights and obligations, to the debts and claims of such administrative units, and to funds for the exclusive benefit of the interests properly so-called of the counties (*comitats*), towns and villages (communes), including the rights and obligations, the debts and claims of the said funds.

This Convention shall not, however, apply to foundations in general or to funds which are not for the exclusive benefit of the interests properly so-called of counties (*comitats*), towns and villages (communes), even where such funds are managed and administered by the administrative units referred to in Article 1. Similarly, the provisions of this Convention shall not apply to the assets of funds for minors and persons deprived of civil rights, to pensions funds and to archives and collections of deeds and records. Such questions, together with the question of the Funds for minors and persons deprived of civil rights in general shall be settled by special conventions.

For reasons of equity, Article 8 contains special provisions in regard to the Commune of Légrad, but unless otherwise expressly provided in the said Article 8, the provisions of the present Convention shall also apply to the property (assets and liabilities) of the said Commune of Légrad.

Article 3.

Questions relating to the property of partitioned administrative units shall be settled in accordance with the provisions of the following Articles.

Article 4.

IMMOVABLE PROPERTY.

All immovable property situated within the administrative boundaries of municipalities (counties and towns) and villages (communes) intersected by the new frontier (Article 1) shall, in their present condition, constitute the exclusive property of that Contracting Party in whose territory it is situated.

The immovable property of the administrative units mentioned in Article 1 situated outside their administrative boundaries in the other State shall, with the debts and other charges to which it is subject, constitute the sole property of that Contracting Party in whose territory it is situated. The debts and other charges on such immovable property shall be governed by the ordinary law of the State in whose territory such property is situated.

Article 5.

MOVABLE PROPERTY AND CLAIMS.

Movable property, including rights to movable property and claims embodied in documents, shall, in their present condition, constitute the sole property of those portions of the partitioned administrative units in whose possession they are.

The claims of partitioned counties, towns and villages shall be allocated among the portions of partitioned administrative units in accordance with the area of their administrative territories.

The portions to which the claim, in accordance with the preceding paragraph, is allocated, shall be the sole creditor of the debtors, and shall be regarded in its relations with the latter as a Hungarian or Serb-Croat-Slovene national according as its territory is situated in Hungary or in the Serb-Croat-Slovene State. In the case of claims expressed in former Austrian or Hungarian crowns, the provisions of the Convention concerning the settlement of such claims shall apply so far as the conditions of the said Convention hold good. The portions of the partitioned administrative units

divisées seront considérées, du point de vue de l'application de ladite convention, comme réunissant les conditions personnelles (nationalité et domicile) qui seraient prévues par cette convention.

Les délégués des Parties contractantes dont se composera la commission prévue à l'article 11, désigneront d'un commun accord et dans un délai de 90 jours à compter de la mise en vigueur de la présente convention, les portraits que la partie serbe-croate-slovène du département Bács-Bodrog délivrera à la partie hongroise, dans un délai de quinze jours.

Article 6.

FONDS.

Les biens des fonds appartenant aux départements, villes et villages et destinés aux intérêts proprement dits des municipalités (départements, villes) et communes, resteront dans leur état actuel, dettes et créances comprises, dans la propriété de celle des parties des unités administratives divisées qui les détient.

Article 7.

DETTES.

Feront l'objet de la répartition les dettes nées avant le 31 octobre 1918.

Les dettes garanties par hypothèque, seront à la charge de celle des parties de l'unité administrative divisée, sur le territoire de laquelle l'immeuble constitué en hypothèque est situé.

Dans le cas où l'immeuble constitué en hypothèque aurait été partagé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que dans le cas où plusieurs immeubles auraient été constitués en garantie hypothécaire (hypothèque collective) — immeubles situés les uns sur le territoire hongrois, les autres sur les territoires transférés, en vertu du Traité de Trianon, à l'Etat serbe-croate-slovène — la dette sera répartie entre les fractions de l'immeuble ou entre les immeubles situés sur le territoire hongrois et ceux situés sur les territoires transférés à l'Etat Serbe-Croate-Slovène respectivement. La répartition sera faite sur la base de la qualité du sol (bénéfice net, inscrit dans le cadastre et valeur estimative).

Les dettes non-garanties par des inscriptions hypothécaires seront à la charge de celle des parties des unités administratives divisées, en faveur de laquelle les investissements ont été faits, investissements en vue desquelles la dette a été contractée. Dans le cas où le montant de la dette aurait été investi sur les territoires des deux parties, la dette devra être répartie dans la proportion des sommes engagées sur ces territoires. Si cette proportion ne peut pas être établie, la répartition devra être faite en la proportion des territoires administratifs des parties de l'unité administrative.

La partie des unités administratives divisées qui, en vertu des dispositions de cet article, assume la dette en tout ou en partie, en sera seule reponsable et devra être considérée, dans ses relations avec les créanciers, comme ressortissante hongroise ou serbe-croate-slovène, suivant que son territoire appartient à la Hongrie ou à l'Etat serbe-croate-slovène. En cas de dettes libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, ce sont les dispositions de la Convention concernant le règlement desdites créances, qui seront applicables, en tant que les conditions de ladite convention subsisteraient. Les parties des unités administratives divisées seront considérées, pour l'application de la Convention précitée, comme réunissant les conditions personnelles (nationalité, domicile) qui seraient prévues par cette convention.

Article 8.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à reconnaître à la Commune de Légrad la propriété — inscrite sur les registres fonciers — d'une parcelle de forêt de 350 arpents cadastraux, située le plus près de ladite commune et détachée de la forêt, « Szentháromság » (Sainte-Trinité).

shall be considered, for the purpose of the present Convention, as satisfying the personal conditions (nationality and domicile) laid down in the Convention.

The delegates of the Contracting Parties composing the Commission provided for in Article 11 shall, within ninety days from the entry into force of the present Convention, select by common agreement the portraits which the Serb-Croat-Slovene portions of the Bács-Bodrog county shall hand over to the Hungarian portion within fifteen days.

Article 6.

FUNDS.

The property of funds belonging to the countries, towns and villages and intended for the interests strictly so-called of the municipalities (counties, towns) and communes, shall, in their present condition and inclusive of debts and claims, remain the property of that portion of the partitioned administrative units in whose possession they are.

Article 7.

DEBTS.

Debts contracted before October 31, 1918, shall be subject to allocation.

Debts secured by mortgage shall be taken over by that portion of the partitioned administrative unit in whose territory the mortgaged property is situated.

Should the mortgaged property be intersected by the frontier fixed in pursuance of the Treaty of Trianon, or should several immovable properties have been taken as security (collective mortgage) — some being situated in Hungarian territory and others in territory transferred to the Serb-Croat-Slovene State under the Treaty of Trianon — the debt shall be allocated between the parts of the immovable property or between the immovable properties situated in Hungarian territory and those situated in territory transferred to the Serb-Croat-Slovene State, respectively. The allocation shall be made on the basis of the quality of the soil (net profits entered in the land register and estimated value).

Debts not secured by mortgage entries shall be taken over by that portion of the partitioned administrative units in whose favour the investments for which the debt was contracted have been made. Should the amount of the debt have been invested in the territory of both portions, the debt shall be allocated in proportion to the amounts invested in such territories. If this proportion cannot be ascertained, allocation shall be made in proportion to the area of the administrative territories of the portions of the administrative unit.

The portion of the partitioned administrative units which, under the provisions of this Article, shall take over the whole debt or a part thereof, shall alone be responsible therefor, and shall be regarded in its relations with the creditors as a Hungarian or a Serb-Croat-Slovene national according as the territory belongs to Hungary or to the Serb-Croat-Slovene State. In the case of debts expressed in former Austrian or Hungarian crowns, the provisions of the Convention concerning the settlement of such claims shall apply so far as the conditions of the said Convention hold good. The portions of the partitioned administrative units shall be considered, for the purpose of the above Convention, as satisfying the personal conditions (nationality and domicile) laid down in the Convention.

Article 8.

SPECIAL PROVISIONS.

The Government of the Kingdom of Hungary undertakes to recognise the title of the Commune of Légrad — entered in the land registers — to a section of forest 350 acres in extent, the Szentháromság (Holy Trinity), situated in the immediate vicinity of the said commune and detached from

Ladite parcelle de forêt sera mise en possession de la commune de Légrad dans un délai de 90 jours à compter de la mise en vigueur de la présente convention. La parcelle de forêt qui restera ainsi propriété de la commune demeurera soumise aux prescriptions régissant en Hongrie les exploitations forestières et le Gouvernement hongrois fera établir sans délai un plan d'exploitation qui assurera à la Commune de Légrad le droit d'abattage au moins annuel. Les frais des transcriptions sur les registres fonciers à effectuer en exécution de cet article, ainsi que les frais du plan d'exploitation ne pourront être mis ni à la charge de l'Etat Serbe-Croate-Slovène, ni à la charge de la Commune de Légrad.

Article 9.

Dans les droits et obligations des municipalités et communes, énumérées à l'article premier, droits et obligations envers de tierces personnes et relatifs aux biens et dettes faisant l'objet de cette convention, sera substituée seule la partie de l'unité administrative divisée (dans les cas prévus à l'article 4, la Partie contractante) à laquelle — en vertu de cette convention — les biens reviennent ou laquelle assume les dettes.

Seront soumis au régime du droit intérieur de chacune des Parties contractantes les rapports juridiques résultant — pour les parties situées sur leurs territoires respectifs — de l'exécution de la présente convention, notamment : la gérance, l'administration et l'exploitation des biens visés à l'article 4, de même que les conditions dans lesquelles ces biens devront être répartis, en tout ou en partie, entre lesdites parties des unités administratives divisées.

Article 10.

Les Parties contractantes déclarent que les parties divisées des municipalités et communes énumérées à l'article premier, ne formuleront, l'une contre l'autre, aucune réclamation, de quelque nature que ce soit, autres que celles prévues dans la présente convention.

Article 11.

Pour assurer l'exécution de la présente convention et pour régler les différends qui pourraient surgir au cours de cette exécution, une commission spéciale sera constituée dans les 30 jours qui suivront la mise en vigueur de cette convention. La commission se composera de deux délégués désignés par le ministre de l'Intérieur de chacune des Parties contractantes. La commission pour l'exécution de la présente convention pourra être complétée — en cas de besoin — par un délégué de chacune des parties de la municipalité ou de la commune intéressée divisée. La commission chargée de l'exécution de l'article 8 ne comprendra que deux membres, à savoir : les délégués des deux Parties contractantes.

La commission prendra ses décisions à l'unanimité. Les litiges, pour lesquels la Commission ne pourra pas arriver à une décision unanime, seront soumis à la décision d'un arbitre, dès que la commission aura terminé ses fonctions. L'arbitre sera élu de commun accord par les membres délégués par les Parties contractantes et sera ressortissant d'un Etat autre que les Parties contractantes.

Les décisions unanimes de la commission, ainsi que les décisions de l'arbitre seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes, les parties des unités administratives divisées et les tierces personnes intéressées. Les Parties contractantes en assureront l'exécution.

Les décisions de la commission et de l'arbitre, seront en tant qu'elles visent les droits de tiers, communiquées aux intéressés par la commission. La communication sera faite par lettre recommandée, dans les 15 jours qui suivront la date où la décision aura été prise. L'omission de la communication ne porte aucune atteinte à la validité des décisions prononcées.

the forest. The said section of forest shall be handed over to the Commune of Légrád within ninety days from the entry into force of the present Convention. The section of forest thus remaining the property of the commune shall continue to be subject to the Hungarian regulations concerning forestry undertakings and the Hungarian Government shall without delay draw up a plan of exploitation giving the Commune of Légrád the right to fell timber at least once a year. Neither the Serb-Croat-Slovene State nor the Commune of Légrád may be called upon to bear the cost of the entries in the land registers required by the provisions of this Article, nor the cost of the plan of exploitation.

Article 9.

The rights and obligations of the municipalities and communes enumerated in Article 1 which exist in regard to third parties and relate to the property and debts covered by the present Convention shall be transferred only to the portion of the partitioned administrative unit (the Contracting Party, in the cases referred to in Article 4) to which — under this Convention — the property falls or which takes over the debts.

The domestic law of each of the Contracting Parties shall govern the legal relations resulting — for the portions situated in their respective territories — from the execution of the present Convention, more especially the management, administration and exploitation of the property referred to in Article 4, and the conditions under which such property shall be allocated, in whole or in part, among the said portions of the partitioned administrative units.

Article 10.

The Contracting Parties declare that the partitioned portions of the municipalities and communes enumerated in Article 1 will not prefer any claims whatever against each other except those provided for in the present Convention.

Article 11.

In order to ensure the execution of the present Convention and to settle any disputes which may arise in the course of execution, a special Commission shall be appointed within thirty days from the coming into force of this Convention. The Commission shall consist of two delegates appointed by the Ministers of the Interior of the two Contracting Parties. The Commission for the execution of the present Convention may further include, should the necessity arise, a delegate from each portion of the partitioned municipality or commune concerned. The Commission entrusted with the execution of Article 8 shall consist of two members only, namely, the delegates of the two Contracting Parties.

The decisions of the Commission shall be unanimous. Disputes regarding which the Commission is unable to arrive at a unanimous decision shall be submitted to an arbitrator for decision as soon as the Commission has completed its work. The arbitrator shall be chosen by common agreement between the members appointed by the Contracting Parties; he shall be a national of a country other than that of the Contracting Parties.

Unanimous decisions of the Commission and the decisions of the arbitrator shall be final and binding on the Contracting Parties, the portions of the partitioned administrative units, and to third parties concerned. The Contracting Parties shall take steps to ensure that such decisions are executed.

The decisions of the Commission and of the arbitrator shall, if they relate to the rights of third parties, be communicated by the Commission to such parties. This communication shall be made by registered letter within fifteen days from the date on which the decision is taken. Failure to make such communication shall not affect the validity of the decisions given.

Article 12

Chacune des Parties contractantes supportera les frais et dépenses que pourra lui occasionner l'exécution de la présente convention. Les Parties contractantes prendront à leur charge, dans une proportion égale, les frais et dépenses nécessités par les fonctions de l'arbitre de la commission prévue à l'article 11.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Faite à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) DR. V. MARINKOVITCH.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date d'aujourd'hui concernant le règlement des questions relatives aux biens des départements, villes et villages divisés par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1^o Une convention spéciale sera conclue pour le règlement des questions relatives aux biens des départements, villes et villages divisés, entre la Hongrie, l'Etat serbe-croate-slovène et la Roumanie, par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que pour le règlement des questions relatives à la communauté constituée par les biens du 14^{me} régiment des confins militaires de Szerb-Bánát (a volt 14. számú szerbbánáti határozredből alakult vagyonsközség). Les Parties contractantes agiront d'un commun accord pour initier les négociations.

2^o Le Gouvernement hongrois délivrera au Gouvernement serbe-croate-slovène une copie légalisée des protocoles relatifs au déplacement des valeurs des départements Temes et Torontál.

3^o La partie hongroise délivrera à la partie serbe-croate-slovène 320 mètres cubes de bois et payera à cette partie la somme de 4000 de pengös dans un délai de 15 jours à compter de la mise en vigueur de la convention.

4^o L'exécution de l'article 7 concernant la répartition et le règlement des dettes se fera selon les règles suivantes :

A. Les dettes provenant d'emprunts amortissables des départements Vas et Baranya sont éteintes, ces dettes ayant été réglées par les parties hongroises desdits départements. Les parties hongroises ne formuleront contre les parties serbes-croates-slovènes aucun recours et aucune autre réclamation à titre du payement effectué par elles.

B. Les Parties contractantes ont constaté que les départements Csongrád et Bács-Bordog n'ont pas de dettes découlant d'emprunts amortissables.

C. Les dettes du département Zala provenant d'emprunts amortissables seront réparties dans la proportion des territoires administratifs des parties divisées. Confor-

Article 12.

Each of the Contracting Parties shall bear any costs and expenses incurred by it in executing the present Convention. The costs and expenses arising from the duties of the arbitrator for the Commission referred to in Article 11 shall be borne by the Contracting Parties in equal shares.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

Done at Belgrade, in two original copies, on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) DR. V. MARINKOVITCH.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In proceeding to sign the Convention of this day's date concerning the settlement of questions regarding the property of counties, towns and villages divided by the frontier fixed in pursuance of the Treaty of Trianon, the Contracting Parties have agreed as follows :

(1) A special Convention shall be concluded for the settlement of questions regarding the property of the counties, towns and villages divided, as between Hungary, the Serb-Croat-Slovene State and Roumania, by the frontier fixed in pursuance of the Treaty of Trianon and for the settlement of questions regarding the community constituted by the property of the 14th Szerb-Banat frontier regiment (a volt 14 számú szerbbánáti határőrezredből alakult vagonközség). The Contracting Parties shall act in agreement for the purpose of initiating negotiations.

(2) The Hungarian Government shall transmit to the Serb-Croat-Slovene Government a certified copy of the Protocols relating to the removal of the securities of the Temes and Torontál counties.

(3) The Hungarian portion shall hand over to the Serb-Croat-Slovene portion 320 cubic metres of wood and shall pay to the latter the sum of 4,000 pengós within fifteen days from the entry into force of the Convention.

(4) Article 7 relating to the allocation and settlement of debts shall be carried out in accordance with the following rules :

A. The debts of the Vas and Baranaya countries arising out of redeemable loans shall be extinguished, these debts having been discharged by the Hungarian portions of the said counties. The Hungarian portions shall not take any action against or make any other claim on the Serb-Croat-Slovene portions by reason of the payment made by them.

B. The Contracting Parties have noted that the Csongrád and Bács-Bordrog counties have no debts arising out of redeemable loans.

C. The debts of the county of Zala arising out of redeemable loans shall be allocated in proportion to the area of the administrative territories of the divided

mément à cette règle, 84 % desdites dettes seront à la charge de la partie hongroise et 16 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène. Cependant, la partie hongroise prendra à sa charge le règlement de la quote-part due par la partie serbe-croate-slovène.

D. Les dettes de la ville de Subotitza, dettes provenant d'emprunts amortissables seront réparties sur la base des chiffres proportionnels suivants, notamment :

a) Emprunts garantis par hypothèque :

Banque commerciale hongroise de Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*), emprunt de Cour. 1,425.000 de 1903, dont 35 % à la charge de la partie hongroise et 65 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène,

Crédit foncier de Hongrie (*Magyar Földhitelintézet*), emprunt de Cour. 1,920.600, converti en 1911, la totalité à la charge de la partie serbe-croate-slovène.

Crédit foncier de Hongrie (*Magyar Földhitelintézet*), emprunt de Cour. 6.000.000 de 1912, dont 50 % à la charge de la partie hongroise et 50 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène.

Crédit foncier de Hongrie (*Magyar Földhitelintézet*), emprunt de 7.000.000 de 1917, dont 45 % à la charge de la partie hongroise et 55 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène ;

b) Emprunts sans garantie hypothécaire, mais employés à des investissements :

Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie (*Magyar Jelzáloghitelbank*), emprunt de couronnes 1,100.000 de 1891, dont 65 % à la charge de la partie hongroise et 35 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène,

Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie (*Magyar Jelzáloghitelbank*), emprunt de cour. 2,200.000 de 1898, dont 60 % à la charge de la partie hongroise et 40 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène,

Banque commerciale hongroise de Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*), emprunt de cour. 600.000 de 1891, dont 70 % à la charge de la partie hongroise et 30 % à la charge de la partie serbe-croate-slovène.

La partie hongroise prendra à sa charge le règlement de la quote-part des emprunts suivants due, d'après ce qui précède, par la partie serbe-croate-slovène :

Emprunt de cour. 1,920.600 contracté en 1911 avec le Crédit foncier de Hongrie (*Magyar Földhitelintézet*),

Emprunt de cour. 1,100.000 contracté en 1891 avec la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie (*Magyar Jelzáloghitelbank*),

Emprunt de cour. 2,200.000 de 1898 contracté avec la Société de Crédit foncier du Royaume de Hongrie (*Magyar Jelzáloghitelbank*),

Emprunt de cour. 600.000 contracté en 1891 avec la Banque commerciale hongroise de Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*).

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la Convention en date d'aujourd'hui et aura la même force que ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) Dr. V. MARINKOVITCH.

portions. In this manner, 84 % of the said debts shall be assumed by the Hungarian portion and 16 % by the Serb-Croat-Slovene portion. The Hungarian portion shall, however, be responsible for the settlement of the share due by the Serb-Croat-Slovene portion.

D. The debts of the town of Subotitzá arising out of redeemable loans shall be allocated on the basis of the following proportionate figures :

(a) Loans secured by mortgage :

Hungarian Commercial Bank, Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*). Loan of Kr. 1,425,000, 1903. — Hungarian share 35 %, Serb-Croat-Slovene share 65 %,

Hungarian Land Bank (*Magyar Foldhitelintézet*). Loan of Kr. 1,920,600, converted in 1911. — Serb-Croat-Slovene share 100 %.

Hungarian Land Bank (*Magyar Foldhitelintézet*). Loan of Kr. 6,000,000, 1912 — Hungarian share 50 %, Serb-Croat-Slovene share 50 %,

Hungarian Land Bank (*Magyar Foldhitelintézet*). Loan of 7,000,000, 1917 — Hungarian share 45 %, Serb-Croat-Slovene 55 %.

(b) Loans not secured by mortgage but used for investments :

Land Bank Society of the Kingdom of Hungary (*Magyar Jelzáloghitelbank*). Loan of Kr. 1,100,000, 1891 — Hungarian share 65 %, Serb-Croat-Slovene share 35 %.

Land Bank Society of the Kingdom of Hungary (*Magyar Jelzáloghitelbank*). Loan of Kr. 2,200,000, 1898 — Hungarian share 60 %, Serb-Croat-Slovene share 40 %.

Hungarian Commercial Bank, Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*). Loan of Kr. 600,000, 1891 — Hungarian share 70 %, Serb-Croat-Slovene share 30 %.

The Hungarian portion shall take over the settlement of the share of the following loans due in virtue of the above, by the Serb-Croat-Slovene portion :

Loan of Kr. 1,920,600 contracted in 1911 with the Hungarian Land Bank (*Magyar Foldhitelintézet*),

Loan of Kr. 1,100,000 contracted in 1891 with the Land Bank Society of the Kingdom of Hungary (*Magyar Jelzáloghitelbank*),

Loan of Kr. 2,200,000 of 1898 contracted with the Land Bank Society of the Kingdom of Hungary (*Magyar Jelzáloghitelbank*),

Loan of Kr. 600,000 contracted in 1891 with the Hungarian Commercial Bank, Pest (*Pesti Magyar Kereskedelmi Bank*).

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Convention of this day's date and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done, at Belgrade, in two original copies, on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTE.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) DR. V. MARINKOVITCH

N° 1992.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant le règlement des anciens contrats d'assurance sur la vie conclus en couronnes hongroises ou autrichiennes, et le traitement réciproque des entreprises d'assurance privées, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention concerning the Adjustment of former Life Insurance Contracts concluded in Hungarian or Austrian Crowns, and the reciprocal Treatment of Private Insurance Undertakings, with Final Protocol. Signed at Belgrade, February 22, 1928.

N^o 1992. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE CONCLUS EN COURONNES HONGROISES OU AUTRICHIENNES, ET LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE PRIVÉES. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 avril 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant arriver à un accord pour le règlement des anciens contrats d'assurance sur la vie, conclus en couronnes hongroises ou autrichiennes, et le traitement réciproque des entreprises d'assurances privées, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade; et

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre de Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE.

Article premier.

Les entreprises d'assurances privées dont le siège social se trouve sur le territoire actuel de l'un des deux Etats et qui, avant le 31 octobre 1918, ont exercé leur activité sur le territoire de l'autre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 20 octobre 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1992. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE ADJUSTMENT OF FORMER LIFE INSURANCE CONTRACTS CONCLUDED IN HUNGARIAN OR AUSTRIAN CROWNS, AND THE RECIPROCAL TREATMENT OF PRIVATE INSURANCE UNDERTAKINGS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 17, 1929.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, desiring to arrive at an agreement for the adjustment of former life insurance contracts concluded in old Hungarian and Austrian crowns, and the reciprocal treatment of private insurance undertakings, have resolved to conclude a Convention to that effect, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ; and

M. Alfred DE NICKL, Counsellor of Legation, Director of the Economic Section of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voislav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

PROVISIONS CONCERNING THE ADJUSTMENT OF FORMER LIFE INSURANCE CONTRACTS.

Article I.

Private insurance companies whose head offices are situated in the present territory of one of the two States and which, prior to October 31, 1918, had carried on business in the territory

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, October 20, 1928.

Etat, pourront transférer leur portefeuille, résultant de cette activité à une entreprise d'assurances privée à choisir librement parmi les concessionnaires de l'autre Etat. Les arrangements privés, relatifs audit transfert, seront approuvés par les autorités de surveillance compétentes, — en tant qu'ils seront conformes aux prescriptions légales du pays.

Article 2:

Les entreprises d'assurances privées dont le siège se trouve en Hongrie et qui, avant le 31 octobre 1918, ont passé des contrats d'assurance sur la vie, sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, sépareront de leur portefeuille des assurances sur la vie les contrats d'assurance sur la vie et ceux des rentes viagères (y compris les assurances en cas d'accidents), — résumés ci-dessous sous le nom de « portefeuille serbe-croate-slovène » — conclus, avant le jour susmentionné, par leurs centrales ou par leurs succursales, se trouvant dans n'importe quel Etat, et revenant au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Au sens de la présente convention, ne seront pas incorporées dans le portefeuille serbe-croate-slovène les assurances sur la vie (quote-part des rentes) échues avant le 31 octobre 1918 et qui n'ont pas encore été acquittées. Pour les dettes et créances provenant de ces assurances les stipulations générales de la convention relative au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes seront appliquées.

Cette séparation du portefeuille et le règlement des obligations résultant desdits contrats d'assurances sur la vie seront effectués, de la part des entreprises d'assurances privées hongroises intéressées, en conformité des dispositions prévues dans les articles 3-8 de la présente convention.

Au cas où en vertu de l'article premier de cette convention, l'entreprise respective transférerait son portefeuille serbe-croate-slovène à une compagnie d'assurances concessionnaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les arrangements privés y relatifs devront également être conformes à ces dispositions.

Article 3.

Seront incorporés dans le portefeuille serbe-croate-slovène :

1^o Sans tenir compte de la nationalité de l'assuré — les contrats conclus par les assurés dont le domicile (s'il s'agit de personnes morales : le siège) se trouvait sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes tant le 31 octobre 1918 que le 31 décembre 1924. Ne seront pas incorporés les contrats des assurés qui, n'ayant pas été, le 31 décembre 1924, ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, formuleraient, dans un délai de quatre mois, à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, une réclamation contre ladite incorporation.

2^o Les contrats conclus par les assurés dont le domicile (siège) ne se trouvait pas, à l'une ou à toutes les deux dates susmentionnées sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seront incorporés dans le portefeuille serbe-croate-slovène, si l'assuré, au 31 décembre 1924, était ressortissant serbe-croate-slovène, et s'il a payé, à un bureau de l'entreprise hongroise respective, établi sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, tant la dernière prime échue avant le 31 octobre 1918 que la dernière prime échue avant le 31 décembre 1924.

Ces dispositions sont à appliquer par analogie, aux assurances de rentes viagères.

Si la police est échue dans l'intervalle entre le 31 octobre 1918 et le 31 décembre 1924, ou si elle a été rachetée, etc., sera substituée la date du 31 décembre 1924 (Point 1 et 2) par la date de l'échéance de la police ou de son rachat, etc., respectivement.

Contrairement aux règles ci-dessus, ne pourront pas être incorporés dans le portefeuille serbe-croate-slovène les contrats, arrivés à l'échéance ou rachetés, etc., et qui ont été déjà liquidée en couronnes hongroises ou autrichiennes par l'entreprise d'assurances ainsi que les contrats des assurés qui ont payé toutes les primes en couronnes hongroises ou autrichiennes échues entre la date de l'achèvement de l'estampillage des anciennes couronnes hongroises et autrichiennes dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le 31 décembre 1924.

of the other State, may transfer their holding in insurance policies arising from such transaction to a private insurance company chosen freely by them among insurance companies authorised in the other State. All private agreements concerning such transfers shall be approved by the competent authorities, provided they are in conformity with the laws of the country.

Article 2.

Private insurance companies, the head offices of which are in Hungary, and which, prior to October 31, 1918, had concluded life insurance contracts in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall separate from their other life insurance policy holdings all life insurance and life annuity contracts (including accident annuity contracts) — described hereinafter as Serb-Croat-Slovene policy holdings — concluded before the aforesaid date by their head offices or branches, wherever situated, and pertaining to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Under the present Convention, life insurance policies (annuity payments) due before October 31, 1918, and not yet paid, shall not be included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings. The general provisions of the Convention concerning the settlement of debts and claims in former Hungarian or Austrian crowns shall apply to debts and claims arising out of such insurance policies.

This separation of policies, and the settlement of liabilities incurred under insurance contracts, shall be effected by the Hungarian private insurance companies concerned in conformity with the provisions laid down in Articles 3-8 of the present Convention.

Should a company, under the provisions of Article 1 of this Convention, transfer its Serb-Croat-Slovene policy holdings to an authorised Serb-Croat-Slovene company, the private agreements regarding such transfer must also be in conformity with these provisions.

Article 3.

The following shall be included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings :

(1) Irrespective of the nationality of the insured persons : contracts concluded by persons whose domicile (or, in the case of juridical persons, head office) was situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, both on October 13, 1918, and on December 31, 1924. These shall not include contracts in respect of insured persons who were not nationals of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes on December 31, 1924, and who, within a period of four months from the coming into force of the present Convention, file an objection to the inclusion of their contracts.

(2) Contracts concluded by insured persons whose domicile (head office) was not, on both or either of the aforesaid dates, in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall be included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings if, on December 31, 1924, the insured person was a Serb-Croat-Slovene national, and if he had paid to an office belonging to the Hungarian company in question and established in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes both the last premium due before October 31, 1918, and the last premium due before December 31, 1924.

These provisions shall apply similarly to annuity policies.

If the policy matured between October 31, 1918, and December 31, 1924, or if it has been redeemed, etc., the date on which it matured or was redeemed, etc., shall be substituted for December 31, 1924, (paragraphs 1 and 2).

Notwithstanding the above provisions, the Serb-Croat-Slovene policy holdings shall not include contracts which have matured or been redeemed, etc., and have already been paid off in Hungarian or Austrian crowns by the insurance company, and contracts with insured persons who have paid all the premiums payable in Hungarian or Austrian crowns which fell due between the date when the stamping of former Hungarian and Austrian crowns in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes was completed and December 31, 1924.

Les polices libérées, respectivement capitalisées (les assurances conclues avec primes uniques et les capitalisations *ex officio* y compris) ne seront incorporées — même si les conditions sont stipulées dans cet article, seront remplies, — dans le portefeuille serbe-croate-slovène, que dans le cas où l'assuré, respectivement l'ayant-droit, avait son domicile (siège) à la date du paiement de la dernière prime, sur le territoire actuel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 4.

Les réserves mathématiques afférentes au portefeuille serbe-croate-slovène fixé dans l'article 3 de la présente convention, seront calculées au 31 décembre 1924 et libellées en dinars en tenant compte des acquittements d'assurance effectués depuis le 31 octobre 1918.

En établissant les réserves mathématiques en dinars, le dinar sera calculé pour quatre anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes.

Dans le calcul des réserves de primes, le service des intérêts et l'emploi des tableaux de mortalité, etc., on procédera en se basant sur les mêmes principes qui ont été appliquées par les entreprises d'assurances privées, originaires des deux Etats de l'ancienne Monarchie austro-hongroise pour l'établissement des réserves de primes des assurances sur la vie.

Article 5.

Seront employés à la couverture des réserves mathématiques, visées à l'article 4, ainsi qu'à celle de leurs intérêts nés entre le 31 décembre 1924 et la date de la mise en vigueur des arrangements privés susmentionnés, les actifs suivants des entreprises d'assurances dans l'ordre ci-après :

a) Les titres de la dette publique émis par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, respectivement par le Royaume de Serbie.

b) Les prêts sur les polices d'assurance sur la vie, afférentes au portefeuille serbe-croate slovène.

c) Les immeubles se trouvant sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

d) Les titres (lettres de gage, obligations communales, obligations de chemins de fer) émis par des établissements publics ou privés, comme des instituts financiers, etc., dont le siège est situé sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

e) Les titres de la dette publique, mentionnés dans l'article 186, point 1, du Traité de Trianon, et dans l'article 203, point 1, du Traité de Saint-Germain, respectivement et libellés en couronnes hongroises ou autrichiennes, en tant que ces titres font partie de la dette publique du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes au sens des dispositions des traités susmentionnés.

f) Les titres de la dette publique, mentionnés dans le point 2 de l'article 186 du Traité de Trianon, ou dans le point 2 de l'article 203 du Traité de Saint-Germain respectivement et libellés en couronnes hongroises ou autrichiennes, savoir :

1^o Les titres munis de l'estampillage de notification du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2^o Les titres ne portant aucun signe distinctif apposé en vertu de l'exécution des articles susmentionnés des Traités de Paix, de même que les titres ayant déjà été munis de l'estampillage de notification de la Hongrie, de l'Autriche, ou d'un autre Etat successeur de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, mais dont l'estampillage a été ultérieurement annulé par l'Etat respectif (titres dénotifiés).

Released or capitalised policies (including single-premium insurances and *ex-officio* capitalisations) shall not, even if the conditions laid down in this Article are complied with, be included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings unless the insured person or his assign had his domicile (head office) in the present territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at the date of the payment of the last premium.

Article 4.

The proportional reserves required to cover the Serb-Croat-Slovene policy holdings, as defined in Article 3 of the present Convention, shall be calculated as on December 31, 1922, and shall be expressed in dinars, taking into account the insurance payments which have been made since October 31, 1918.

In calculating the proportional reserves in dinars, the dinar shall be reckoned as equal to four former Hungarian or Austrian crowns.

In regard to the calculation of the premium reserves, the service of interest, the mortality tables to be employed, etc., the methods followed shall be those employed by the private insurance companies belonging to the two States of the former Austro-Hungarian Monarchy in fixing their life-insurance premium reserves.

Article 5.

The following assets of the insurance companies shall be employed, in the order given below, as cover for the proportional reserves referred to in Article 4, and for the interest on such reserves between December 31, 1924, and the date of the coming into force of the above-mentioned private agreements.

(a) Public debts bonds issued by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes or by the Kingdom of Serbia.

(b) Loans on life-insurance policies forming part of the Serb-Croat-Slovene policy holdings.

(c) Immovable property situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(d) Securities (mortgage bonds, communal stock, railway debentures) issued by public or private institutions, such as financial institutions, etc., whose head offices are situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(d) Public debt bonds referred to in Article 186, paragraph 1, of the Treaty of Trianon, or Article 203, paragraph 1, of the Treaty of St. Germain, and made out in Hungarian or Austrian crowns, in so far as such bonds are included in the public debt of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes under the provisions of the said Treaties.

(f) Public debt bonds referred to in paragraph 2 of Article 186 of the Treaty of Trianon, or paragraph 2 of Article 203 of the Treaty of St. Germain, and made out in Hungarian or Austrian crowns, viz. :

(1) Bonds endorsed with the stamp of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(2) Bonds not bearing any distinctive mark in virtue of the aforesaid Articles of the said Treaties of Peace, and bonds which have already been endorsed with the stamp of Hungary, Austria, or another Successor State of the former Austro-Hungarian Monarchy, but whose stamping has been later cancelled by the State in question (bonds of which the endorsement has been annulled.)

Article 6.

Dans le cas où les actifs mentionnés à l'article 5 ne suffiraient pas à couvrir entièrement les réserves techniques du portefeuille serbe-croate-slovène, la différence pourra être couverte par d'autres valeurs, acceptées par le Gouvernement serbe-croate-slovène et par des sûretés, respectivement, ou enfin en espèces, en tenant compte toutefois des engagements des entreprises dans les Etats autres que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Si les réserves techniques du portefeuille serbe-croate-slovène seront couvertes par une entreprise d'assurances privée hongroise en totalité ou en partie en espèces, cette couverture pourra être effectuée en cinq termes annuels au plus, pourvu que l'entreprise respective donne une garantie, acceptée par le Gouvernement serbe-croate-slovène.

Le taux d'intérêt des quote-parts arriérées ne pourra pas dépasser le taux d'intérêt à employer pour le calcul des réserves techniques.

Article 7.

Les valeurs mentionnées au point *a)* de l'article 5 devront être évaluées au taux moyen coté à la Bourse de Belgrade le jour précédant la date du transfert effectif.

Les créances mentionnées au point *b)* de l'article 5 seront évaluées au taux de quatre anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes pour un dinar.

L'évaluation des actifs mentionnés au point *c)* de l'article 5, est réservée aux arrangements particuliers mentionnés à l'article premier.

Les valeurs mentionnées au point *d)* de l'article 5 produisant au moins 5% d'intérêts seront évaluées selon leur valeur nominale, en calculant les valeurs libellées en couronnes hongroises ou autrichiennes au taux de quatre couronnes pour un dinar. Quant aux titres produisant un taux d'intérêts inférieur à 5%, ils seront évalués par les entreprises intéressées de commun accord.

Les valeurs mentionnées aux points *e)* et *f)* de l'article 5 devront être évaluées d'après leur valeur nominale, au taux de quatre couronnes pour un dinar.

Article 8.

Après l'entrée en vigueur de la présente convention, les obligations des entreprises d'assurances privées hongroises susmentionnées, échues après le 31 octobre 1918 et non encore acquittées et qui résultent des contrats d'assurance appartenant au portefeuille serbe-croate-slovène, seront remplies en dinars, en comptant pour chaque quatre couronnes hongroises ou autrichiennes un dinar, à conditions que les réserves mathématiques du portefeuille serbe-croate-slovène des entreprises susmentionnées seront entièrement couvertes par les actifs énumérés dans les articles 5 et 6.

Par analogie, cette disposition est aussi à appliquer aux acquittements des primes et des prêts sur polices, de la part des assurés.

Article 9.

Si les titres mentionnés au point *f)* 2, de l'article 5, étaient employés à la couverture des réserves techniques en vertu de l'article 6, la dette publique représentée par ces titres sera traitée sur un pied d'égalité avec les titres estampillés sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes selon les dispositions de l'article 186 du Traité de Trianon ou celles de l'article 203 du Traité de Saint-Germain.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes traitera les coupons de ces titres de la même manière, que les coupons des titres se trouvant sur son territoire.

Conformément à cet article, les Gouvernements des deux Etats notifieront à la Commission des Réparations que les titres mentionnés dans cet article sont à considérer comme faisant partie de l'opération d'estampillage serbe-croate-slovène.

Article 6.

Should the assets referred to in Article 5 not be sufficient to cover the whole of the proportional reserves for the Serb-Croat-Slovene policy holdings, the difference may be covered by other securities accepted by the Serb-Croat-Slovene Government, and by sureties as the case may be, or in cash, account being always taken of the liabilities of the companies in States other than the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Should the Serb-Croat-Slovene policy holdings be covered wholly or in part in cash by a Hungarian private insurance company, this may be done in not more than five annual payments, provided that the company in question furnishes a guarantee which is accepted by the Serb-Croat-Slovene Government.

The rate of interest on payments in arrear shall not exceed the rate of interest to be taken in the calculation of proportional reserves.

Article 7.

The securities referred to in paragraph (a) of Article 5 shall be valued at the mean rate quoted on the Belgrade Stock Exchange on the day preceding the date of the actual transfer.

The debts referred to in paragraph (b) of Article 5 shall be valued at the rate of four former Hungarian or Austrian crowns to one dinar ;

The valuation of the assets referred to in paragraph (c) of Article 5 shall be dealt with by the special arrangements referred to in Article 1 ;

The securities referred to in paragraph (d) of Article 5, yielding not less than 5 % interest, shall be reckoned at their nominal value, the securities in Hungarian or Austrian crowns being calculated at the rate of four crowns to one dinar. The value of securities bearing interest at a rate less than 5 % shall be fixed by agreement between the companies concerned ;

The securities referred to in paragraphs (e) and (f) of Article 5 shall be reckoned at their nominal value, at the rate of four crowns to one dinar.

Article 8.

When the present Convention has come into force, claims on the above-mentioned private Hungarian insurance companies falling due after October 31, 1918, and not yet paid, arising out of insurance contracts included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings, shall be paid in dinars, at the rate of four Hungarian or Austrian crowns to the dinar, provided that the proportional reserves for the Serb-Croat-Slovene policy holdings of the afore-mentioned companies are completely covered by the assets enumerated in Articles 5 and 6.

This provision shall similarly apply to the payment by insured persons of premiums and loans on policies.

Article 9.

Should the bonds referred to in paragraph (f) 2 of Article 5 be used in virtue of Article 6 to cover the proportional reserves, the public debt represented by such bonds shall be treated on a footing of equality with bonds stamped in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, under the provisions of Article 186 of the Treaty of Trianon or Article 203 of the Treaty of St. Germain.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall treat the coupons of such bonds in the same manner as the coupons of bonds in its territory.

In accordance with this Article, the Governments of the two States shall notify the Reparation Commission that the bonds mentioned in this Article are to be regarded as covered by the Serb-Croat-Slovene stamping.

Article 10.

Dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention, les autorités de surveillance des deux Etats constateront au moyen de revisions effectuées auprès des entreprises d'assurance privées y intéressées établies sur le territoire des deux Etats contractants, si les arrangements privés, visés par l'article 1 de la présente convention, ont été conclus conformément aux dispositions (articles 3-8) ci-dessus. Les écarts éventuels devront être rectifiés dans les dix-huit mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 11.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie permettra l'exportation, sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, des valeurs destinées, en raison desdits arrangements privés, à la couverture des réserves mathématiques du portefeuille serbe-croate-slovène en tant que ces valeurs se trouvent sur le territoire de l'Etat hongrois et que les arrangements privés susdits sont conformes aux dispositions de cette convention.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes permettra l'importation desdites valeurs. Les accords privés mentionnés à l'article premier, le transfert desdites valeurs et des immeubles, l'importation et l'exportation des valeurs employées en couverture des réserves mathématiques ainsi que toutes les opérations des entreprises d'assurances privées faites en exécution de la présente convention, seront sur les territoires des deux Parties contractantes exemptes de tous impôts, droits, taxes et autres charges publiques.

Article 12.

Au cas où une entreprise d'assurances privée hongroise, tombant sous les dispositions de la présente convention, n'aurait pas transféré son portefeuille serbe-croate-slovène dans les six mois à partir de la mise en vigueur de cette convention à une entreprise d'assurances privée, concessionnaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, respectivement au cas où l'autorité royale hongroise de surveillance des entreprises d'assurances privées et l'autorité compétente analogue du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'auraient pas approuvé l'arrangement privé y relatif, l'autorité royale hongroise de surveillance et l'autorité compétente analogue du Royaume Serbe-Croate-Slovène prendront, d'un commun accord, en vertu des dispositions légales en vigueur dans les deux Etats, les mesures nécessaires en vue de la sauvegarde des intérêts des assurés des deux Etats.

Dans le cas où une entreprise hongroise n'aurait pas conclu dans le délai susdit un arrangement prévu à l'article premier son portefeuille serbe-croate-slovène sera transféré au Gouvernement Serbe-Croate-Slovène ou à une entreprise d'assurances privée située dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à désigner par ce gouvernement.

Article 13.

Les dispositions contenues dans les articles 2-12 seront appliquées, par analogie, aux contrats de réassurance respectifs.

Article 14.

L'approbation donnée par l'autorité compétente serbe-croate-slovène aux arrangements privés mentionnés à l'article premier entraînera la libération des entreprises d'assurances privées hongroises dont il s'agit, de tout engagement envers leurs assurés.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes informera le Gouvernement royal hongrois de ce fait.

Article 10.

During the year following the entry into force of the present Convention, the supervisory authorities in the two States shall determine, by inspecting the private insurance companies concerned established in the territory of the two contracting States, whether the private agreements referred to in Article 1 of the present Convention have been concluded in conformity with the above provisions (Articles 3-8). Any irregularities shall be rectified within eighteen months from the date of the entry into force of the present Convention.

Article 11.

The Government of the Kingdom of Hungary shall permit the export to the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes of any securities which are to be employed, under the aforesaid private agreements, to cover the proportional reserves for the Serb-Croat-Slovene holdings, so far as such securities are in the territory of the Hungarian State and the above-mentioned private agreements are in conformity with the provisions of this Convention.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall permit the importation of such securities. The private agreements mentioned in Article 1, the transfer of the said securities and of immovable property, the import and export of securities used to cover the proportional reserves, and all transactions carried out by private insurance companies in execution of the present Convention, shall be exempt in the territory of the two Contracting Parties from all taxes, dues, fees, and other public charges.

Article 12.

If, within six months from the date of the entry into force of this Convention, a Hungarian private insurance company has not transferred its Serb-Croat-Slovene holdings to an authorised private insurance company in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, or if the Royal Hungarian authority supervising private insurance companies and the similar competent authority of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes have not approved the private agreement in question, the Royal Hungarian supervisory authority and the similar competent authority of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall take by agreement, under their respective laws such measures as may be necessary to safeguard the interests of the insured persons in either State.

Should a Hungarian company not have concluded, within the above-mentioned period, a private agreement as provided for in Article 1, its Serb-Croat-Slovene holdings shall be transferred to the Serb-Croat-Slovene Government or to a private insurance company established in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, to be designated by that Government.

Article 13.

The provisions of Articles 2-12 shall similarly be applicable to the respective reinsurance contracts.

Article 14.

Approval by the competent Serb-Croat-Slovene authorities of the private agreement referred to in Article 1 shall release the Hungarian private insurance companies in question from all liability in respect of insured persons.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall inform the Royal Hungarian Government of such approval.

Article 15.

Les dispositions des articles 2-4 et 11-14 sont à appliquer, par analogie, au portefeuille hongrois d'assurances sur la vie des entreprises d'assurances privées dont le siège actuel est situé dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et qui avant le 31 octobre 1918, ont conclu des assurances sur la vie sur le territoire actuel du Royaume de Hongrie (article 19). Les réserves mathématiques de ces portefeuilles seront couvertes en espèces et les anciens contrats d'assurance en question conclus en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, seront exécutés en couronnes hongroises.

Article 16.

En ce qui concerne les dispositions de l'article 198 du Traité de Trianon, relatives aux entreprises d'assurances, la présente convention et le protocole final y annexé seront considérés également comme un ajustement financier fixé entre les deux Etats. Par conséquent, en ce qui concerne les entreprises d'assurances privées, les deux Etats renoncent au droit de faire appel à la Commission des réparations, prévu par les dispositions de l'article susmentionné.

Cet ajustement ne saurait affecter d'autres ajustements financiers éventuels et ne porte pas atteinte aux dispositions des Traités de Paix.

Article 17.

Pour faciliter l'application des dispositions contenues dans cette convention, chacun des deux gouvernements prendra par voie de prescriptions légales à émettre par chacun d'eux, dans les quatre semaines à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, les mesures suivantes :

Toute action en justice en cours ou à tenter, en matière des créances résultant des contrats d'assurances sur la vie, de rentes viagères ou en cas d'accidents, conclus avant le 31 octobre 1918 et libellés en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, devra être suspendue pour une durée d'un an à dater de la mise en vigueur de la présente convention, en tant qu'en qualité de créancier et de débiteur, d'une part se présente une entreprise d'assurances privée (y compris les succursales, quel qu'en soit le siège), dont le siège se trouve sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, et de l'autre, un ressortissant de l'autre Etat, ou une personne dont le domicile ou le siège, respectivement, se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

Les mesures conservatoires et celles d'exécution forcée ne pourront pas être appliquées au recouvrement de telles créances ; si ces mesures se trouvaient déjà en voie d'exécution elles seraient à suspendre d'office.

Le laps de temps pendant lequel l'action en justice concernant les créances mentionnées dans le deuxième alinéa du présent article sera suspendue, ne pourra être compris ni dans le délai de prescription, ni dans le délai légal, accordé aux intéressés pour faire valoir leurs droits.

SECTION II.

DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE PRIVÉES.

Article 18.

Chacun des deux Etats contractants traitera les entreprises d'assurances privées, dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Etat, de la même façon que les entreprises de même nature originaires d'Etats tiers. Ce même traitement s'étendra aux concessions d'exploitations à accorder aux entreprises d'assurances privées, et à leurs succursales respectivement (représentations, agences principales, agences) aussi bien qu'à leurs opérations d'affaires, et aux impôts, droits, taxes et autres impositions auxquelles ces entreprises sont soumises.

Article 15.

The provisions of Articles 2-4 and 11-14 shall be applicable in the same way to Hungarian life insurance policy holdings belonging to private insurance companies whose present head offices are situated in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and which before October 31, 1918, concluded life insurance contracts in the present territory of the Kingdom of Hungary (Article 19). The proportional reserves for these holdings shall be converted into cash, and payment under the old insurance contracts which were concluded in old Hungarian or Austrian crowns shall be effected in Hungarian crowns.

Article 16.

So far as the provisions of Article 198 of the Treaty of Trianon regarding insurance companies are concerned, the present Convention and the Final Protocol annexed thereto shall be considered as a financial adjustment between the two States; consequently, the two States renounce the right to appeal to the Reparation Commission under the terms of the said Article in matters relating to private insurance companies.

This adjustment shall not prejudice other possible financial adjustments or invalidate the provisions of the Treaties of Peace.

Article 17.

In order to facilitate the application of this Convention, both Governments shall, by enacting the appropriate legislation, within four weeks of the entry into force of the present Convention, take the following measures :

All legal proceedings already pending or to be instituted in respect of claims arising out of life insurance contracts, life annuity contracts or accident insurance contracts concluded before October 31, 1918, and expressed in terms of old Hungarian or Austrian crowns, shall be suspended for one year from the date of the entry into force of the present Convention, when one of the parties, either as debtor or creditor, is a private insurance company (including branches wherever situated) whose head offices are situated in the territory of one of the Contracting States, and the other is a national of the other State or a person whose domicile or principal place of business is situated in the other State.

No conservatory measures or measures for the forced execution of such claims may be taken. Any such measures already in course of execution shall be automatically suspended.

The period during which legal proceedings concerning claims referred to in the second paragraph of the present Article are suspended shall not count as part of the period of prescription or of the legal time-limit within which those concerned have to justify their claims.

SECTION II.

PROVISIONS CONCERNING THE RECIPROCAL TREATMENT OF PRIVATE INSURANCE COMPANIES.

Article 18.

Each of the two Contracting States shall accord to private insurance companies whose head offices are situated in the territory of the other State the same treatment as it accords to similar companies of third States. This provision shall also apply to the granting to private insurance companies or their branches (representatives, principal and other agencies) of permission to carry on business, to the operation of these companies, and to the taxes, dues, fees, and other public charges to which they may be subject.

Au cas éventuel où l'un des Etats contractants renoncerait à l'avenir aux droits garantis aux entreprises en question dans l'article 255 du Traité de Trianon concernant la continuation de leurs opérations d'affaires, cette renonciation ne portera pas atteinte aux dispositions de l'alinéa premier de cet article.

SECTION III.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Partout où, dans la présente convention, il est fait mention du territoire du Royaume de Hongrie, il faut comprendre sous ce terme le territoire de la Hongrie, déterminé par le Traité de Trianon, et là où il est fait mention du territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, il faut comprendre sous ce terme le territoire de l'ancien Royaume de Serbie et celui de l'ancien Royaume de Monténégro avant la mise en vigueur des Traités de Paix, ainsi que les territoires qui leur sont concédés en vertu des dispositions des Traités de Paix. Il est nécessaire sous ce rapport de prendre également en considération les conventions et mesures d'exécution, conclues et convenues entre les Etats intéressés en vertu de ces traités.

Article 20.

Toutes les controverses qui pourraient surgir entre les deux gouvernements au sujet de l'application de la présente Convention seront réglées par un tribunal d'arbitrage. Ce tribunal sera composé de deux membres, et d'un président. Un membre sera désigné par le Gouvernement du Royaume de Hongrie et l'autre par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le président sera élu d'un commun accord par les deux membres ainsi désignés. En cas de désaccord au sujet de la personne du président, ce dernier sera désigné par le président du Conseil fédéral suisse.

Ce tribunal connaîtra aussi des frais de procédure.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest. La convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (*Signé*) FORSTER.

(L. S.) (*Signé*) NICKL.

(L. S.) (*Signé*) D^r V. MARINKOVITCH.

Should one of the Contracting States hereafter renounce the rights guaranteed to the companies in question by Article 255 of the Treaty of Trianon in connexion with the continuance of their business transactions, such renunciation shall not affect the provisions of the first paragraph of this Article.

SECTION III.

FINAL PROVISIONS.

Article 19.

Wherever in the present Convention mention is made of the territory of the Kingdom of Hungary, this term shall be taken to mean the territory of Hungary as defined by the Treaty of Trianon, and where mention is made of the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, this term shall be taken to mean the territory of the former Kingdom of Serbia and that of the former Kingdom of Montenegro before the entry into force of the Treaties of Peace, together with the territories ceded to them under the terms of the Treaties of Peace. In this respect, account must also be taken of conventions and executive measures which have been concluded and agreed upon between the Contracting States in virtue of those treaties.

Article 20.

Any disputes arising between the two Governments out of the application of the present Convention shall be decided by an arbitral tribunal. This tribunal shall consist of two members and a President. One member shall be appointed by the Government of the Kingdom of Hungary and the other by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

The two members thus designated shall jointly elect the President. In case of failure to reach an agreement, the President shall be designated by the President of the Swiss Federal Council.

This tribunal shall also decide as to the costs of the proceedings.

Article 21.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Budapest. The Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two originals on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

PROTOCOLE FINAL.

RELATIF A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES ANCIENS CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE, CONCLUS EN COURONNES HONGROISES OU AUTRICHIENNES ET LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES PRIVÉES.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés du Royaume de Hongrie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont convenus des arrangements suivants, respectivement ont fait les déclarations suivantes :

I.

Les assurances sur la vie libellées en titres d'emprunt de guerre hongrois ou autrichiens (assurances d'emprunt de guerre) ne seront pas incorporées dans le portefeuille serbe-croate-slovène, même dans le cas où les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention seraient remplies. Ces contrats seront liquidés directement par les entreprises d'assurances hongroises intéressées avec les parties assurées selon les clauses des contrats d'assurance respectifs.

2.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'acceptera les obligations de chemins de fer mentionnées au point *d*) de l'article 5 en vue de la couverture des réserves mathématiques que dans le cas où celles-ci seraient également reconnues par la Commission des Réparations comme quote-part de la dette qu'assume le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les Parties contractantes sont convenues ensuite d'un commun accord qu'au sens de l'article 5 point *f*) pourront être transmis ou acceptés respectivement seuls les titres suivants de la dette publique libellés en couronnes hongroises ou autrichiennes, à savoir :

- a*) Rente de 4.2 % austro-hongroise unifiée (papier et argent).
- b*) Rente de 4 % austro-hongroise convertie (papier et argent).
- c*) Emprunt d'investissement à 3 ½ % autrichien de l'année 1897. (Investitions-anleihe).
- d*) Rente de 4 % hongroise en couronnes ; (*Korona-járadék*).
- e*) Emprunt à 4.36 % autrichien (*Klangrente*).

Il fut de même convenu que la valeur nominale des titres d'emprunts d'Etat susénumérés ne devra pas dépasser la somme de 22,000,000 (vingt-deux millions) de couronnes. Si ce montant, qui doit être composé des titres énumérés dans l'article 5, points *a*), *b*), *c*), ainsi que de ceux qui sont énumérés dans l'alinéa précédent au sens du point *f*) du même article, ne suffisait pas à la couverture des réserves mathématiques à calculer dans le sens de l'article 4, les entreprises d'assurances privées auxquelles la transmission incombe, devront régler la différence en argent comptant et cela en dinars, au taux de quatre couronnes hongroises ou autrichiennes le dinar.

3.

L'obligation de payer en dinars résultant de l'article 8 de la convention devient effective pour les entreprises d'assurances acceptantes du moment où le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aura réellement satisfait à ses obligations indiquées dans l'article 9 de la convention.

FINAL PROTOCOL

RELATING TO THE CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE ADJUSTMENT OF FORMER LIFE INSURANCE CONTRACTS CONCLUDED IN HUNGARIAN OR AUSTRIAN CROWNS, AND THE RECIPROCAL TREATMENT OF PRIVATE INSURANCE UNDERTAKINGS.

At the moment of signing the Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries of the Kingdom of Hungary and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes have agreed on the following arrangements and have made the following declarations :

Paragraph 1.

Life insurance policies expressed in terms of Hungarian or Austrian war-loan bonds (war-loan insurances) shall not be included in the Serb-Croat-Slovene policy holdings, even should the conditions laid down in Article 3 of the present Convention be complied with. Such contracts shall be liquidated direct by the Hungarian insurance companies concerned with the insured persons under the clauses of the respective insurance contracts.

Paragraph 2.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes will only accept the railway debentures mentioned in paragraph (d) of Article 5 as cover for the proportional reserves should they be also recognised by the Reparation Commission as a part of the debt assumed by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

The Contracting Parties are mutually agreed that under Article 5, paragraph (f), only the following public debt bonds expressed in Hungarian or Austrian crowns may be transferred or accepted :

- (a) 4.2 % unified Austro-Hungarian Government stock (paper and cash) ;
- (b) 4 % converted Austro-Hungarian Government stock (paper and cash) ;
- (c) 3 ½ % Austrian investment loan of the year 1897 (*Investitionsanleihe*) ;
- (d) 4 % Hungarian Government stock in crowns (*Korona-járadék*) ;
- (e) 4.36 % Austrian loan (*Klangrente*).

It was likewise agreed that the nominal value of the State loan bonds enumerated above should not exceed 22,000,000 (twenty-two million) crowns. Should that amount, which is to consist of the bonds enumerated in Article 5, paragraphs (a), (b), and (c), and of those enumerated in the preceding paragraph under paragraph (f) of the same Article, not be sufficient to cover the proportional reserves to be calculated under Article 4, the private insurance companies responsible for the transfer shall settle the difference in cash in dinars, at the rate of four Hungarian or Austrian crowns to the dinar.

Paragraph 3.

The obligation under Article 8 of the Convention shall be binding on the accepting insurance companies to pay in dinars as soon as the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes has actually carried out its obligations under Article 9 of the Convention.

4.

Les Parties contractantes sont d'accord que les arrangements privés, concernant le transfert du portefeuille serbe-croate-slovène, conclus dans l'esprit de la présente convention entre une entreprise d'assurances privée hongroise et une entreprise concessionnaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et qui ont été déjà approuvés par les autorités compétentes des deux Etats avant la mise en vigueur de la présente convention auront la même force et valeur que les arrangements privés qui seront approuvés en vertu de l'article 14 de la présente convention.

Le présent protocole final, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue en date de ce jour, devra être considéré comme partie intégrante de la présente convention et possédera, en conséquence la même force et valeur.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.
(L. S.) (Signé) NICKL.
(L. S.) (Signé) D^r V. MARINKOVITCH.

Paragraph 4.

The Contracting Parties agree that private agreements concerning the transfer of the Serb-Croat-Slovene policy holdings, concluded in pursuance of the present Convention between a Hungarian private insurance company and an authorised company in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and already approved by the competent authorities of the two States before the entry into force of the present Convention, shall have the same force and value as private agreements approved under Article 14 of the present Convention.

The present Final Protocol, which shall be ratified at the same time as the Convention concluded on this date, shall be regarded as an integral part of the present Convention, and shall therefore have the same force and validity.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Protocol, and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in two originals on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

N° 1993.

BELGIQUE ET FRANCE

Echange de notes comportant un arrangement remplaçant l'entente intervenue en 1895 et complétée en 1900, 1906 et 1910, relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme et des animaux constatés dans la région frontière franco-belge. Paris, les 22 et 23 mai 1928.

BELGIUM AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Arrangement replacing the Agreement of 1895 completed in 1900, 1906 and 1910 regarding the Notification of Cases of Infectious Diseases of Men and Animals discovered in the Franco-Belgian Frontier Region. Paris, May 22 and 23, 1928.

N^o 1993. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT REMPLAÇANT L'ENTENTE INTERVENUE EN 1895 ET COMPLÉTÉE EN 1900, 1906 et 1910, RELATIVEMENT A LA NOTIFICATION DES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES DE L'HOMME ET DES ANIMAUX CONSTATÉS DANS LA RÉGION FRONTIÈRE FRANCO-BELGE. PARIS, LES 22 ET 23 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 avril 1929.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 22 mai 1928.

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE BARON DE GAIFFIER D'HESTROY,
AMBASSADEUR DE BELGIQUE A PARIS.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En me référant à des communications que Votre Excellence a bien voulu m'adresser les 5 mars et 7 mai derniers, au sujet d'un arrangement pour la notification des cas de maladies contagieuses des hommes et des animaux, constatés dans la région frontière franco-belge, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement français accepte de prendre les mesures nécessaires pour l'application des dispositions suivantes :

1^o Les maladies dont il sera donné avis, en ce qui concerne les personnes sont : la peste, le choléra, la variole, le typhus exanthématique, le typhus récurrent, la fièvre typhoïde, la fièvre para-typhoïde, la dysenterie épidémique, la diphtérie, la méningite cérébrospinale épidémique, la rage humaine, la scarlatine, la septicémie puerpérale, l'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans les provinces de Flandre occidentale, du Hainaut, de Namur et du Luxembourg, d'une part, et les départements du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle, d'autre part ;

2^o Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à 0 heure pour finir le samedi à 24 heures) ;

3^o Les communications visées ci-dessus seront adressées dans des lettres affranchies ;

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1993. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REPLACING THE AGREEMENT OF 1895 COMPLETED IN 1900, 1906 AND 1910 REGARDING THE NOTIFICATION OF CASES OF INFECTIOUS DISEASES OF MEN AND ANIMALS DISCOVERED IN THE FRANCO-BELGIAN FRONTIER REGION. PARIS, MAY 22 AND 23, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 18, 1929.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, May 22, 1928.

TO HIS EXCELLENCY BARON DE GAIFFIER D'HESTROY, BELGIAN AMBASSADOR
AT PARIS.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your communications of March 5th and May 7th last regarding an arrangement for the notification of cases of infectious diseases of men and animals discovered in the Franco-Belgian frontier region, I have the honour to inform you that the French Government agrees to take the necessary measures for the application of the following provisions :

(1) The human diseases to be notified shall be the following : plague, cholera, smallpox, exanthematic typhus, relapsing fever, typhoid fever, paratyphoid fever, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebro-spinal meningitis, human rabies, scarlet fever, puerperal septicaemia and encephalitis lethargica, whenever these diseases are discovered in the provinces of West Flanders, Hainault, Namur or Luxemburg, on the one hand or the departments of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse or Meurthe-et-Moselle, on the other hand ;

(2) The figures relating to cases of diseases shall be given weekly (the week to begin on Sunday at 0 h. and to end on Saturday at 24 h.) ;

(3) The communications referred to above shall be sent by prepaid letter post ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

D'une part, par les préfets du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, chacun en ce qui concerne leurs départements respectifs, savoir :

Par le préfet du Nord aux inspecteurs d'hygiène pour la Flandre occidentale à Bruges et pour le Hainaut à Mons et à Dampremy ;

Par le préfet de l'Aisne aux inspecteurs d'hygiène pour le Hainaut à Mons et à Dampremy ;

Par le préfet des Ardennes aux inspecteurs d'hygiène pour la province de Namur, à Namur, et de Luxembourg à Bovigny ;

Par le préfet de la Meuse à l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg à Bovigny ;

Par le préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg à Bovigny ;

Et, d'autre part, par les inspecteurs d'hygiène pour les provinces de Flandre occidentale, du Hainaut, de Namur et de Luxembourg, chacun en ce qui concerne leurs ressorts respectifs, savoir :

Par l'inspecteur d'hygiène pour la Flandre occidentale au préfet du Nord à Lille ;

Par les inspecteurs d'hygiène pour le Hainaut aux préfets du Nord à Lille et de l'Aisne à Laon ;

Par l'inspecteur d'hygiène pour la province de Namur au préfet des Ardennes à Mézières ;

Par l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg aux préfets des Ardennes à Mézières, de la Meuse à Bar-le-Duc et de Meurthe-et-Moselle à Nancy ;

4° En ce qui concerne les animaux, les maladies dont il sera donné avis sont : le typhus contagieux, la pleuro-pneumonie contagieuse, la stomatite aphteuse, la morve et le farcin, la peste porcine et la clavelée.

Ces avis seront adressés dans des lettres affranchies, d'une part, par les préfets du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, chacun en ce qui concerne leurs départements respectifs, savoir :

Par le préfet du Nord aux inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale à Ostende et à Thourout, et du Hainaut à Ath et à Mont-sur-Marchiennes ;

Par le préfet de l'Aisne aux inspecteurs vétérinaires du Hainaut à Ath et à Mont-sur-Marchiennes ;

Par le préfet des Ardennes aux inspecteurs-vétérinaires à Namur et à Bertrix ;

Par les préfets de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle à l'inspecteur-vétérinaire à Bertrix ;

D'autre part, par les inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale, du Hainaut des provinces de Namur et de Luxembourg, chacun en ce qui concerne leurs circonscriptions respectives, savoir :

Par les inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale au préfet du Nord à Lille ;

Par les inspecteurs vétérinaires du Hainaut aux préfets du Nord à Lille et de l'Aisne à Laon ;

Par les inspecteurs vétérinaires de la province de Namur au préfet des Ardennes à Mézières ;

Par les inspecteurs vétérinaires du Luxembourg aux préfets des Ardennes à Mézières, de la Meuse à Bar-le-Duc et de Meurthe-et-Moselle à Nancy ;

5° Lesdites informations devront être fournies aussitôt que l'une des affections désignées ci-dessus aura été constatée dans une localité de l'une des provinces belges ou de l'un des départements français dont il est fait mention plus haut, quelle que soit la distance entre cette localité de la frontière. Lorsque la maladie contagieuse y régnera sur le bétail

On the one hand by the Prefects of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse and Meurthe-et-Moselle for their respective departments, namely ;

By the Prefect of the Nord to the health inspectors for West Flanders at Bruges and for Hainault at Mons and Dampremy ;

By the Prefect of the Aisne to the health inspectors for Hainault at Mons and Dampremy ;

By the Prefect of the Ardennes to the health inspectors for the province of Namur, at Namur, and for Luxemburg at Bovigny ;

By the Prefect of the Meuse to the health inspector for the province of Luxemburg at Bovigny ;

By the Prefect of Meurthe-et-Moselle to the health inspector for the province of Luxemburg at Bovigny ;

And, on the other hand, by the health inspectors for the provinces of West Flanders, Hainault, Namur and Luxemburg, for their respective areas, namely :

By the health inspector for West Flanders to the Prefect of the Nord at Lille ;

By the health inspectors for Hainault to the Prefects of the Nord at Lille and of the Aisne at Laon ;

By the health inspector for the province of Namur to the Prefect of the Ardennes at Mézières ;

By the health inspector for the province of Luxemburg to the Prefects of the Ardennes at Mézières, of the Meuse at Bar-le-Duc and of Meurthe-et-Moselle at Nancy ;

(4) The animal diseases to be notified shall be : infectious typhus, infectious pleuropneumonia, aphthous stomatitis, glanders and farcy, swine-fever and sheep-pox.

These notices shall be sent by prepaid letter post, on the one hand by the Prefects of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse and Meurthe-et-Moselle for their respective departments, namely ;

By the Prefect of the Nord to the veterinary inspectors of West Flanders at Ostend and Thourout and of Hainault at Ath and Mont-sur-Marchiennes ;

By the Prefect of the Aisne to the veterinary inspectors of Hainault at Ath and at Mont-sur-Marchiennes ;

By the Prefect of the Ardennes to the veterinary inspectors at Namur and Bertrix ;

By the Prefects of the Meuse and Meurthe-et-Moselle to the veterinary inspector at Bertrix ;

On the other hand, by the veterinary inspectors of West Flanders, Hainault and the provinces of Namur and Luxemburg for their respective areas, namely :

By the veterinary inspectors of West Flanders to the Prefect of the Nord at Lille ;

By the veterinary inspectors of Hainault to the Prefects of the Nord at Lille and of the Aisne at Laon ;

By the veterinary inspectors of the province of Namur to the Prefect of the Ardennes at Mézières ;

By the veterinary inspectors of Luxemburg to the Prefects of the Ardennes at Mézières, of the Meuse at Bar-le-Duc and of Meurthe-et-Moselle at Nancy.

(5) Such information shall be supplied as soon as any of the above-mentioned diseases has been discovered in a locality of any of the Belgian provinces or of the French departments mentioned above, whatever the distance of such locality from the frontier. When an infectious disease is prevalent among live stock in these areas to any considerable

avec une certaine intensité, les informations ne seront transmises que de huit en huit jours après les premiers avis adressés conformément au paragraphe précédent ;

6° Pour le cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement ;

7° Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes ;

8° Dès la mise en vigueur du présent arrangement, l'accord conclu les 30 et 31 mai 1895 et les accords complémentaires de 1900, 1906 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être appliqués.

Je serais obligé à Votre Excellence de me faire savoir si le gouvernement belge prend l'engagement de mettre en vigueur les dispositions qui précèdent.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

PARIS, le 23 mai 1928.

A SON EXCELLENCE M. BRIAND, ANCIEN PRÉSIDENT DE CONSEIL,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PARIS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En me référant à l'office en date du 22 mai 1928, sous-direction des affaires administratives et des unions internationales, par lequel Votre Excellence veut bien me faire connaître les dispositions que compte prendre le Gouvernement de la République au sujet d'un arrangement pour la notification des cas de maladies contagieuses des hommes et des animaux, constatées dans la région frontière franco-belge, j'ai l'honneur de l'informer que le gouvernement du roi accepte de prendre les mesures nécessaires pour l'application de ces dispositions :

1° Les maladies dont il sera donné avis, en ce qui concerne les personnes, sont : la peste, le choléra, la variole, le typhus exanthématique, le typhus récurrent, la fièvre typhoïde, la fièvre paratyphoïde, la dysenterie épidémique, la diphtérie, la méningite cérébro-spinale épidémique, la rage humaine, la scarlatine, la septicémie puerpérale, l'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans les provinces de Flandre occidentale, du Hainaut, de Namur et du Luxembourg, d'une part, et les départements du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle, d'autre part ;

2° Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à zéro heure pour finir le samedi à vingt-quatre heures) ;

3° Les communications visées ci-dessus seront adressées dans les lettres affranchies ;
D'une part, par les préfets du Nord de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle chacun en ce qui concerne leurs départements respectifs, savoir :

Par le préfet du Nord aux inspecteurs d'hygiène pour la Flandre occidentale à Bruges et pour le Hainaut à Mons et à Dampremy ;

Par le préfet de l'Aisne aux inspecteurs d'hygiène pour le Hainaut à Mons et à Dampremy ;

Par le préfet des Ardennes aux inspecteurs d'hygiène pour la province de Namur à Namur et de Luxembourg à Bovigny ;

Par le préfet de la Meuse à l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg à Bovigny ;

Par le préfet de Meurthe-et-Moselle à l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg à Bovigny ;

extent, the information shall only be communicated weekly after the first notices sent in accordance with the preceding paragraph.

(6) If either of the Governments concerned desires to denounce the present Arrangement it shall send a written notification to this effect to the other Government.

(7) The present provisions shall not affect the corresponding clauses of existing international sanitary conventions.

(8) On the entry into force of the present Arrangement the Agreement, concluded on May 30 and 31, 1895, and the supplementary Agreements of 1900, 1906 and 1910 on the same subject shall cease to be applicable.

I should be obliged if Your Excellency would inform me whether the Belgian Government undertakes to put the above provisions into effect.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. BRIAND.

BELGIAN EMBASSY.

PARIS, *May 23, 1928.*

TO HIS EXCELLENCY M. BRIAND, FORMER PRIME MINISTER, MINISTER
FOR FOREIGN AFFAIRS, PARIS.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your communication of May 22, 1928, (Sub-Department of Administrative Affairs and International Unions), informing me of the measures which the Government of the French Republic proposes to take in regard to an arrangement for the notification of cases of infectious diseases of men and animals discovered in the Franco-Belgian frontier region, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Belgian Government agrees to take the necessary steps to apply those measures, namely :

(1) The human diseases to be notified shall be the following : plague, cholera, smallpox, exanthematic typhus, relapsing fever, typhoid fever, paratyphoid fever, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebrospinal meningitis, human rabies, scarlet fever, puerperal septicaemia and encephalitis lethargica, whenever these diseases are discovered in the provinces of West Flanders, Hainault, Namur, or Luxemburg, on the one hand, or the departments of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse or Meurthe-et-Moselle, on the other hand ;

(2) The figures relating to cases of diseases shall be given weekly (the week to begin on Sunday at 0 h. and to end on Saturday at 24 h.) ;

(3) The communications referred to above shall be sent by prepaid letter post ;

On the one hand, by the Prefects of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse and Meurthe-et-Moselle for their respective departments, namely :

By the Prefect of the Nord to the health inspectors for West Flanders at Bruges and for Hainault at Mons and Dampremy ;

By the Prefect of the Aisne to the health inspectors for Hainault at Mons and Dampremy ;

By the Prefect of the Ardennes to the health inspectors for the province of Namur, at Namur, and for Luxemburg at Bovigny ;

By the Prefect of the Meuse to the health inspector for the province of Luxemburg at Bovigny ;

By the Prefect of Meurthe-et-Moselle to the health inspector for the province of Luxemburg at Bovigny ;

Et, d'autre part, par les inspecteurs d'hygiène pour les provinces de Flandre occidentale, du Hainaut, de Namur et du Luxembourg, chacun en ce qui concerne leurs ressorts respectifs, savoir :

Par l'inspecteur d'hygiène pour la Flandre occidentale au préfet du Nord à Lille ;

Par les inspecteurs d'hygiène pour le Hainaut aux préfets du Nord à Lille et de l'Aisne à Laon ;

Par l'inspecteur d'hygiène pour la province de Namur au préfet des Ardennes à Mézières ;

Par l'inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg aux préfets des Ardennes à Mézières, de la Meuse à Bar-le-Duc et de Meurthe-et-Moselle à Nancy ;

4° En ce qui concerne les animaux, les maladies dont il sera donné avis sont : le typhus contagieux, la pleuro-pneumonie contagieuse, la stomatite aphteuse, la morve et le farcin, la peste porcine et la clavelée.

Ces avis seront adressés dans des lettres affranchies, d'une part, par les préfets du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, chacun en ce qui concerne leurs départements respectifs, savoir :

Par le préfet du Nord aux inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale, à Ostende et à Thourout, et du Hainaut à Ath et à Mont-sur-Marchiennes ;

Par le préfet de l'Aisne aux inspecteurs vétérinaires du Hainaut à Ath et à Mont-sur-Marchiennes ;

Par le préfet des Ardennes aux inspecteurs vétérinaires à Namur et à Bertrix ;

Par les préfets de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle à l'inspecteur vétérinaire à Bertrix.

D'autre part, par les inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale, du Hainaut, des provinces de Namur et du Luxembourg, chacun en ce qui concerne leurs circonscriptions respectives, savoir :

Par les inspecteurs vétérinaires de la Flandre occidentale au préfet du Nord à Lille ;

Par les inspecteurs vétérinaires du Hainaut aux préfets du Nord à Lille et de l'Aisne à Laon ;

Par les inspecteurs vétérinaires de la province de Namur au préfet des Ardennes à Mézières ;

Par les inspecteurs vétérinaires du Luxembourg aux préfets des Ardennes à Mézières, de la Meuse à Bar-le-Duc et de Meurthe-et-Moselle à Nancy ;

5° Lesdites informations devront être fournies aussitôt que l'une des affections désignées ci-dessous aura été constatée dans une localité de l'une des provinces belges ou de l'un des départements français dont il est fait mention plus haut, quelle que soit la distance entre cette localité de la frontière. Lorsque la maladie contagieuse y régnera sur le bétail avec une certaine intensité, les informations ne seront transmises que de huit en huit jours après les premiers avis dressés conformément au paragraphe précédent ;

6° Pour le cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement.

7° Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes ;

8° Dès la mise en vigueur du présent arrangement, l'accord conclu les 30 et 31 mai 1895 et les accords complémentaires de 1900, 1906 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être appliqués.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) DE GAIFFIER.

And, on the other hand, by the health inspectors for the provinces of West Flanders, Hainault, Namur and Luxemburg for their respective areas, namely ;

By the health inspector for West Flanders to the Prefect of the Nord at Lille ;
By the health inspectors for Hainault to the Prefects of the Nord at Lille and of the Aisne at Laon ;

By the health inspector for the province of Namur to the Prefect of the Ardennes at Mézières ;

By the health inspector for the province of Luxemburg to the Prefects of the Ardennes at Mézières, of the Meuse at Bar-le-Duc and of Meurthe-et-Moselle at Nancy ;

(4) The animal diseases to be notified shall be : infectious typhus, infectious pleuropneumonia, aphthous stomatitis, glanders and farcy, swine-fever and sheep-pox.

These notices shall be sent by prepaid letter post, on the one hand, by the Prefects of the Nord, the Aisne, the Ardennes, the Meuse and Meurthe-et-Moselle for their respective departments, namely :

By the Prefect of the Nord to the veterinary inspectors of West Flanders at Ostend and Thourout and of Hainault at Ath and Mont-sur-Marchiennes ;

By the Prefect of the Aisne to the veterinary inspectors of Hainault at Ath and at Mont-sur-Marchiennes ;

By the Prefect of the Ardennes to the veterinary inspectors at Namur and Bertrix ;

By the Prefects of the Meuse and Meurthe-et-Moselle to the veterinary inspector at Bertrix ;

On the other hand, by the veterinary inspectors of West Flanders, Hainault and the provinces of Namur and Luxemburg for their respective areas, namely ;

By the veterinary inspectors of West Flanders to the Prefect of the Nord at Lille ;

By the veterinary inspectors of Hainault to the Prefects of the Nord at Lille and of the Aisne at Laon ;

By the veterinary inspectors of the province of Namur to the Prefect of the Ardennes at Mézières ;

By the veterinary inspectors of Luxemburg to the Prefects of the Ardennes at Mézières, of the Meuse at Bar-le-Duc and of Meurthe-et-Moselle at Nancy.

(5) Such information shall be supplied as soon as any of the above-mentioned diseases has been discovered in a locality of any of the Belgian provinces or of the French departments mentioned above, whatever the distance of such locality from the frontier. When an infectious disease is prevalent among live stock in these areas to any considerable extent the information shall only be communicated weekly after the first notices sent in accordance with the preceding paragraph.

(6) If either of the Governments concerned desires to denounce the present Arrangement, it shall send a written notification to this effect to the other Government.

(7) The present provisions shall not affect the corresponding clauses of existing international sanitary conventions.

(8) On the entry into force of the present Arrangement, the Agreement concluded on May 30 and 31, 1895, and the supplementary Agreements of 1900, 1906 and 1910 on the same subject shall cease to be applicable.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) DE GAIFFIER.

N° 1994.

SUÈDE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.
Signés à Angora, le 4 février 1928.

SWEDEN AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.
Signed at Angora, February 4, 1928.

N^o 1994. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 4 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 avril 1929.

LA SUÈDE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existants entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays et de développer leurs relations économiques, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. G. O. WALLENBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suède en Turquie; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali DJÉNANY Bey, député de Ghazi-Aïntab à la Grande assemblée nationale de Turquie, ancien ministre du Commerce; et

Ali CHEVKI Bey, député de Tokat, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ETABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler, ainsi que celui de quitter librement ce territoire.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 21 mars 1929.

Cette convention a été dénoncée le 6 août 1929 avec effet à partir du 6 novembre 1929 (communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède le 15 novembre 1929).

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1994. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, FEBRUARY 4, 1928.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 20, 1929.

SWEDEN, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which so fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their commercial relations, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. G. O. WALLENBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden in Turkey; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali DJÉNANY Bey, Deputy to the Turkish Grand National Assembly for Ghazi-Aintab, Former Minister of Commerce ; and

Ali CHEVKI Bey, Deputy for Tokat, former Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article I.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to establish themselves, and reside, to come and go, and to move about freely in the territory of the other Party, and to leave that territory, subject to compliance with the laws and regulations in force therein.

As regards any taxes or dues payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, March 21, 1929.

This Convention was denounced on August 6, 1929, the denunciation to take effect as from November 6, 1929. (Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, November 15, 1929.)

Il est toutefois convenu que ces stipulations ne restreignent en rien le droit de chacune des Parties contractantes de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Partie, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ou d'ordre public, et notamment pour des motifs d'assistance publique ou de police sanitaire ou des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier ou profession dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis, sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier ou profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux.

Ils auront notamment le droit d'exporter librement les biens qu'ils auront acquis par leur activité, par succession ou testament ou par tout autre moyen légal, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis à cet égard, en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toute obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé.

Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévus pour les nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre Partie, être expropriés de leurs biens que pour des raisons d'utilité publique prévues par la loi et moyennant une juste indemnité.

It is nevertheless agreed that these provisions shall in no way restrict the right of each of the Contracting Parties, in individual cases, to refuse nationals of the other Party permission to reside in the country, either in virtue of a judicial decision, or for reasons connected with the internal or external security of the State, or with public order, and particularly on grounds connected with public relief, public health or morals.

Each of the Contracting Parties retains full liberty of action with regard to immigration.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire, possess and dispose of any kind of movable or immovable property in the territory of the other Party, except in the cases laid down in the laws of the respective countries, and provided they comply with the laws and regulations of the country. They may, under the same conditions, dispose of such property freely by sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato*, or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to dues, taxes, or imposts of any kind whatsoever, other or higher than those which are or may hereafter be imposed on nationals.

Article 3.

Nationals of either Contracting Party shall, under the same conditions as nationals of the most favoured nation, have the right in the territory of the other Party to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession the exercise of which is not, or may not hereafter be, restricted to nationals, provided they comply with the laws and regulations of the country.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights and interests, and as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect charges, taxes or imposts, other or higher than those which may be levied on nationals.

They shall in particular be entitled, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the property they have acquired by their activities, by inheritance or bequest, or by any other legal means, without thereby being subjected as foreigners to higher imposts, duties and taxes than those which nationals would have to pay.

Article 5.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable, in the territory of the other Party, to any military service, whether in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia, nor to any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be exempt from any forced loans.

They shall only be liable to other military contributions and requisitions to the same extent as nationals and under the same conditions.

Article 6.

Nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party save on legally recognised grounds of public utility and on receipt of fair compensation.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable ni avant que l'indemnité ait été versée ou dûment consignée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux. Ils auront, en conséquence, libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux. Il sera fait exception aux stipulations ci-dessus pour les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite, lesquelles questions seront réglées ultérieurement par un accord spécial à intervenir entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes et autres sociétés économiques, y compris les sociétés industrielles, financières, de communications, de transports et d'assurances, qui ont été légalement constituées et ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie et pourront, en conséquence, y ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre. Relativement au droit d'exercer leur activité sur le territoire de l'autre Partie contractante, elles jouiront de tous les droits et privilèges qui sont ou pourront être reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée à cet égard. Lesdites sociétés ne seront pas assujetties à des impôts, taxes ou charges plus élevés que les sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

A tous autres égards, il sera fait application, en ce qui concerne les sociétés visées au présent article, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée, énoncée dans le présent chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants ou sociétés, des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants ou sociétés de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE II

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, énumérés à la liste « A », jointe à la présente convention, ne seront pas soumis à leur importation en Suède, à des droits, y compris tous coefficients de majoration et surtaxes, autres ou plus élevés que ceux fixés dans ladite liste « A ».

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Suède, énumérés à la liste « B », jointe à la présente convention, ne seront pas soumis à leur importation en Turquie, à des droits, y compris tous coefficients de majoration et surtaxes, autres ou plus élevés que ceux fixés dans ladite liste « B ».

No expropriation may take place without previous notice and before compensation is paid or duly deposited.

Article 7.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their persons and property, the same treatment as is given to nationals. They shall accordingly have free and unhindered access to the Courts, and may appear in Court under the same conditions as nationals. An exception to the above shall be made in respect of provisions relating to the *cautio judicatum solvi* and to free legal aid, which questions shall be settled later by a special agreement to be concluded between the two Parties.

Article 8.

Joint stock companies and other commercial companies, including industrial and financial, companies, companies for communications and transport, and insurance, which have been legally incorporated and which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties, shall be recognised in the territory of the other Party and shall therefore be entitled to have access to the courts of that Party, either as plaintiffs or defendants. As regards the right to carry on their activities in the territory of the other Contracting Party, they shall be entitled to all the rights and privileges which are or may hereafter be recognised to similar companies of the most favoured nation. The said companies shall not be liable to imposts, taxes or charges higher than those imposed on similar companies of the most favoured nation.

In all other matters, the companies referred to in the present Article shall receive most-favoured-nation treatment.

Article 9.

It is agreed that neither Contracting Party may invoke the most-favoured-nation clause, referred to in this Section, as a reason for claiming on behalf of its nationals or companies, rights other or more extensive than those which it grants itself to the nationals or companies of the other Contracting Party.

SECTION II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 10.

The products of the soil and industry of Turkish origin enumerated in List A attached to the present Convention shall not be subject, on importation into Sweden, to any duties, including all co-efficients of increase or surtaxes, which are other or higher than those fixed in the said List A.

The products of the soil and industry of Swedish origin enumerated in List B attached to the present Convention shall not be subject, on importation into Turkey, to any duties, including all co-efficients of increase or surtaxes, which are other or higher than those fixed in the said List B.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des deux pays, y compris ceux énumérés dans les listes « A » et « B », ne pourront dans aucun cas être soumis à leur importation dans l'autre pays, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes ni sous aucun autre rapport, à un traitement moins favorable que celui qui est actuellement ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un pays tiers.

Article 12.

Les produits qui seront exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre, ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux produits similaires exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 13.

Tous les produits du sol et de l'industrie qui sont originaires du territoire de l'une des deux Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les taxes intérieures, de quelque nature qu'elles soient, du même traitement que celui qui a été ou pourra être accordé pour les produits similaires d'un pays tiers.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits du sol ou de l'industrie dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, en raison de la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par les autorités douanières ou la Chambre de Commerce compétentes, soit par toute autre autorité ou association que le pays destinataire aura agréée. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine, à moins que le pays destinataire n'estime qu'il s'agit d'envois de nature commerciale.

Article 15.

Il ne sera maintenu ni établi par l'une des deux Parties contractantes aucune prohibition ni restriction relative à l'importation ou à l'exportation d'une marchandise quelconque originaire du territoire de l'autre Partie ou destinée à y être exportée, si ladite prohibition ou restriction ne s'applique pas dans les mêmes conditions aux marchandises similaires, s'il en existe, en provenance de n'importe quel autre pays ou destinées à y être exportées. Ne seront pas considérées, toutefois, comme dérogeant aux dispositions du présent article, les prohibitions ou restrictions établies

Article 11.

The products of the soil and industry originating in either of the two countries, including those enumerated in Lists A and B, shall not in any case be subject on importation into the other country, as regards Customs duties and co-efficients or taxes, or in any other respect whatever, to less favourable treatment than that which is or may hereafter be accorded to similar products of a third country.

Article 12.

Products exported from the territory of either of the High Contracting Parties and consigned to the territory of the other shall not be subject to dues or charges other or higher than those which are or may hereafter be imposed on similar products exported to the most favoured nation.

Treatment on a footing of equality with third countries shall also extend to the method of levying import and export duties, to the placing of goods in bonded warehouses, to Customs charges and formalities, and to the treatment and handling by the Customs of goods imported, exported or passing through in transit.

Article 13.

All products of the soil and of industry originating in the territory of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the same treatment as that which has been or may hereafter be granted to like products of a third country.

Article 14.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the goods imported, require the production of a certificate of origin stating that such goods are products of the soil or industry of the said country, or that they must be considered as such in view of the labour expended on them therein.

The certificates of origin shall be issued either by the Department of Commerce or Agriculture or by the competent Customs authorities or by the Chamber of Commerce, or by any other authority or association which the country of destination may accept. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representative.

The authorities of the country of destination may require that certificates of origin be translated into French.

Certificates of origin will be dispensed with in the case of postal packages unless the country of destination considers that they are of a commercial character.

Article 15.

No prohibition or restriction on the import or export of any goods originating in the territory of the other Party or destined for export thereto shall be maintained or established by either of the Contracting Parties unless the said prohibition or restriction also applies under the same conditions to similar goods, if any, coming from any other country, or destined for export thereto. The provisions of this Article shall not, however, be regarded as applying to prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be established for reasons of public safety, for the

ou à établir pour des raisons de sécurité publique, de sécurité de l'Etat ou de santé publique, ou comme mesures de prophylaxie contre les épizooties ou contre les maladies, la dégénérescence ou la disparition de végétaux utiles, ou encore en ce qui concerne les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 16.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne le transit sur leurs territoires des personnes, bagages, marchandises de toute nature, envois, navires, véhicules, et wagons de chemin de fer ou autres moyens de transport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 17.

Relativement au transport par chemin de fer des personnes, bagages et marchandises, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes publiques relatives aux transports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 18.

Les voyageurs de commerce de l'une des deux Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Article 19.

Les navires et bateaux suédois et leurs cargaisons jouiront en Turquie, et les navires et bateaux turcs et leurs cargaisons jouiront en Suède, du même traitement que les navires et bateaux nationaux et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires ou bateaux, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au cabotage, à l'exercice du pilotage, du remorquage et autres services de port, ni à la pêche, ni aux privilèges spéciaux qui ont été ou pourront être reconnus, dans l'un ou l'autre pays, aux produits de la pêche nationale.

Article 20.

La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux conclus ou qui pourront être conclus par les deux Parties.

Article 21.

Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Parties contractantes, qui entreront dans un port de l'autre Partie à seule fin d'y compléter leur cargaison ou d'en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus de payer pour celle-ci aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels ne pourront, d'ailleurs, être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

security of the State or for public health, or as prophylactic measures against diseases of animals or against diseases, deterioration or disappearance of useful plants, or in respect of goods which are subject to a State monopoly.

Article 16.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in all matters connected with the transit through their territories of persons, baggage, goods of all kinds, packages, vessels, vehicles and railway wagons or other means of transport.

Article 17.

As regards the carriage by rail of passengers, baggage and goods, the two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of consignment, transport rates and public taxes on transport.

Article 18.

Commercial travellers of either Contracting Party shall enjoy the same treatment as commercial travellers of the most favoured nation in the territory of the other Party in all matters connected with their activities, and particularly as regards Customs facilities granted for samples.

Article 19.

Swedish vessels and boats and their cargoes shall be accorded in Turkey, and Turkish vessels and boats and their cargoes shall be accorded in Sweden, the same treatment as national vessels and boats and their cargoes, whatever be the place from which the said vessels and boats come or to which they are proceeding, and whatever be the place from or to which their cargoes are consigned.

The provisions of the present Article shall not apply to the coasting trade, to pilotage, towage and other port services, to fisheries or to special privileges which have been or may hereafter be granted in either country to the products of the national fisheries.

Article 20.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in conformity with their laws and regulations shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special agreements which have been or may be concluded between the two Contracting Parties.

Article 21.

Vessels and boats flying the flag of either of the Contracting Parties and entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargo therein or of unloading some portion thereof shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision fees. The latter may, moreover, only be levied at the lowest rate fixed for national vessels.

Article 22.

Si un navire ou bateau de l'une des Parties contractantes s'est échoué ou a fait naufrage sur les côtes de l'autre, le navire ou bateau et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires et bateaux nationaux. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau et la cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la loi du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les deux Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 23.

Pour autant que les dispositions de la présente convention visent la garantie réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, elles ne seront pas applicables :

a) Aux faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées ultérieurement par l'une des deux Parties contractantes à des États limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontalier, dans un rayon qui ne devra pas s'étendre, généralement, à plus de 15 kilomètres de chaque côté de la frontière. ;

b) Aux obligations contractées ou qui pourront être contractées ultérieurement par l'une des deux Parties contractantes, en vue d'une union douanière ;

c) Aux faveurs spéciales que la Suède a accordées ou pourra accorder au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat ;

d) Aux avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir en matière de tarifs douaniers et, d'une façon générale, en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés en 1923 de l'Empire ottoman, tant que les mêmes avantages et faveurs n'auront été accordés à aucun autre Etat.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée de part et d'autre, après avoir été approuvée par les Assemblées législatives respectives, et l'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

La présente convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Angora, en double exemplaire, le 4 février 1928.

G. O. WALLENBERG.

Ali DJÉNANY.

A. CHEVKI.

Article 22.

Should a vessel or boat of one of the Contracting Parties be stranded or wrecked on the coasts of the other Party, the vessel or boat and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country in similar circumstances to national vessels and boats. Assistance and relief shall be given to the master and crew, both as regards themselves and the vessel or boat and its cargo, to the same extent as to nationals.

As regards salvage charges, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

The two Contracting Parties furthermore agree that goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 23.

In so far as the provisions of the present Convention provide for the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment, they shall not apply :

(a) To special privileges which have been or may hereafter be granted by one of the two Contracting Parties to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic within an area which as a rule shall not extend more than fifteen kilometres on each side of the frontier ;

(b) To obligations which have been or may hereafter be entered into by either of the Contracting Parties with a view to a Customs union ;

(c) To special privileges which Sweden has granted or may hereafter grant to Denmark or Norway or to both those countries so long as the same privileges have not been granted to any other State ;

(d) To special privileges and benefits which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs and generally in all other commercial transactions between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923, so long as the same privileges and benefits have not been granted to any other State.

Article 24.

The present Convention shall be ratified by both Parties after having been approved by their respective legislative assemblies, and the exchange of ratifications shall take place at Stockholm as soon as possible.

The present Convention shall come into force thirty days after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiry of a period of three months reckoned from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, February 4, 1928.

G. O. WALLENBERG.

Ali DJÉNANY.

A. CHEVKI.

LISTE A

N° du tarif suédois	Désignation des marchandises	Droits à percevoir en couronnes suédoises par kilog.
ex 109 b)	Figues sèches	0,15
110 a)	Raisins secs	0,15
ex 113	Noix et noisettes	0,30
ex 115	Pistaches	0,50
395	Tapis noués ayant plus de 250 nœuds par mètre de longueur.	6,—
1242	Matières végétales pour tannage, ainsi qu'extraits de matière tannante	Libre

LISTE B

N° du tarif ture	Désignation des marchandises	Droits à percevoir en piastres par cent kilog.
235	Papier d'emballage, plissé ou non, et papier goudronné.	70 × 5
359	Galoches, bottines et bottes en caoutchouc et en guttapercha.	525 × 5
ex 435	Clous et pointes en fer ou en acier :	
	c) A ferrer les animaux	90 × 5
ex 445	Moulins à viande :	
	a) Ordinaires	100 × 5
	b) Emaillés, galvanisés	160 × 5
ex 464	Réchauds à pétrole et lampes à souder :	
	a) Bruts, non laqués, non polis	400 × 5
	b) Finis, laqués, polis, oxydés ou nickelés.	1.750 × 4

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les deux Parties contractante sont convenues des dispositions suivantes :

Ad article 3.

Le plénipotentiaire de Suède déclare, au nom de son gouvernement, que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention, ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants suédois en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie, en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement ¹ conclue à Lausanne le 24 juillet 1923, aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

LIST A.

No. in Swedish Tariff	Description of Goods	Amount of duty to be levied in Swedish crowns per kilogramme
ex 109 (b)	Dry figs	0.15
110 (a)	Dry raisins	0.15
ex 113	Walnuts and Hazel Nuts	0.30
ex 115	Pistachio Nuts	0.50
395	Carpets knotted exceeding 250 knots per metre of length.	6.—
1242	Vegetable tanning materials and tanning extracts	free

LIST B.

No. in Turkish Tariff	Description of Goods	Amount of duty to be levied in piastres per 100 kilogram- mes
235	Packing paper, corrugated or not, and tarred paper	70 × 5
359	Goloshes, boots and top-boots of rubber and guttapercha	525 × 5
ex 435	Nails and tacks of iron or steel : (c) Horse shoe nails	90 × 5
ex 445	Mincing machines : (a) Ordinary (b) Enamelled, or galvanised	100 × 5 160 × 5
ex 464	Oil Stoves and soldering lamps : (a) Crude, not lacquered, not polished (b) Finished, lacquered, polished, oxidised or nickelled	400 × 5 1,750 × 4

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention, the two Contracting Parties have agreed on the following provisions :

Ad Article 3.

The Plenipotentiary of Sweden declares, on behalf of his Government, that the most-favoured-nation clause referred to in Article 3 of the present Convention may not be invoked in order to claim for Swedish nationals the right — recognised by Turkey in virtue of Article 4 of the Convention¹ respecting conditions of Residence and Business and Jurisdiction concluded at Lausanne on July 24, 1923, — which was acquired by nationals of the States which signed that Convention.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

Ad article 4.

Les deux Parties contractantes conviennent que l'octroi du traitement national en matière d'imposition n'exclut pas l'applicabilité aux ressortissants de la Turquie des ordonnances suédoises du 23 octobre 1908, concernant les droits à acquitter pour privilèges et droits spéciaux, et du 31 décembre 1913 relative au droit des étrangers et des ressortissants suédois domiciliés à l'étranger de donner en Suède des représentations publiques, etc., ou de prêter leur concours à ces représentations.

Les ressortissants turcs jouiront, toutefois, en ce qui concerne l'application des ordonnances susmentionnées, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ad article 10.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour réajuster les coefficients figurant dans la liste « B » annexée à la présente convention d'après le taux de changes prévu dans l'article 2 de la Convention commerciale¹ signée à Lausanne le 24 juillet 1923. Le réajustement du coefficient 4 sera soumis aux mêmes conditions que celui du coefficient 5.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et aura force exécutoire dès que celle-ci sera mise en vigueur.

G. O. WALLENBERG.
Ali DJÉNANY.
A. CHEVKI.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 21 mars, 1927.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

Ad Article 4.

The two Contracting Parties agree that the granting of national treatment as regards taxation shall not affect the applicability to Turkish nationals of the Swedish Decree of October 23, 1908, concerning duties to be paid in respect of special privileges and rights, and of December 31, 1913, concerning the right of foreign nationals and Swedish nationals domiciled abroad to give public performances, etc. in Sweden or to assist in such performances.

Turkish nationals shall, however, be entitled to the same treatment as nationals of the most favoured nation in respect of the application of the above-mentioned Decrees.

Ad Article 10.

The two Contracting Parties agree to readjust the coefficients appearing in List B annexed to the present Convention according to the rate of exchange provided for in Article 2 of the Commercial Convention¹ signed at Lausanne on July 24, 1923. The readjustment of coefficient 4 will be subject to the same conditions as that of coefficient 5.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall be binding as soon as the Convention comes into force.

G. O. WALLENBERG.

Ali DJÉNANY.

A. CHEVKI.

¹ Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

N° 1995.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 14 juin 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK

Arbitration Treaty. Signed at Wash-
ington, June 14, 1928.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 1995. — VOLDGIFTSTRAKTAT¹ MELLEM DANMARK OG DE AMERIKANSKE FORENEDE STATER. UNDERTEGNET I WASHINGTON DEN 14 JUNI, 1928.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 avril 1929.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le «Department of State» du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 13 juin 1929.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND OG DE AMERIKANSKE FORENEDE STATER PRÆSIDENT,

der er besluttet paa, saavidt det staar i deres Magt, at forebygge enhver Forstyrrelse af det fredelige Forhold, der altid har bestaaet mellem Danmark og de Amerikanske Forenede Stater ; der paany ønsker at bekræfte deres Tilslutning til en Politik, som gaar ud paa at underkaste alle retlige Tvistigheder, som maatte opstaa mellem de to Lande, en upartisk Afgørelse ; og

som er besjælet af Ønsket om ved deres Eksempel ikke blot at vise deres Fordømmelse af Krig som et Middel for national Politik i deres indbyrdes Forhold, men ogsaa at fremskynde det Tidspunkt, da en Forbedring af den internationale Ordning til fredelig Afgørelse af mellemfolkelige Tvistigheder for steds har fjernet Muligheden af Krig imellem nogen af Verdens Magter ;

har besluttet at afslutte en ny Voldgiftstraktat, der udvider den i Washington den 18. Maj 1908 undertegnede og den 29. Marts 1914 udløbne Voldgiftskonventionens² Omfang

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 17 avril 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 724.

No. 1995. — ARBITRATION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DENMARK. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 14, 1928.

English and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place April 23, 1929.
This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America June 13, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND AND THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent, so far as in their power lies, any interruption in the peaceful relations that have always existed between Denmark and the United States ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between the two countries ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the arbitration convention² signed at Washington on May 18, 1908, which expired by

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, April 17, 1929.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 961.

og Forpligtelser, og har i den Hensigt som deres Befuldmægtigede henholdsvis udnævnt

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hr. Constantin BRUN, Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Washington ;

DE AMERIKANSKE FORENEDE STATERS PRÆSIDENT :

Hr. Frank B. KELLOG, de Forenede Staters Statssekretær ;

Som efter at have meddelt hinanden deres Fuldmagter, der befandtes i god og behørig Form, er blevet enige om følgende Artikler :

Artikel I.

Alle Tvistigheder vedrørende internationale Spørgsmaal, der angaar de Høje Kontraherende Parter som Følge af, at et Retskrav gøres gældende af den ene mod den anden i Henhold til en Traktat eller paa anden Maade, som det ikke har været muligt at bilægge ad diplomatisk Vej, som ikke er blevet bilagt efter at være blevet henvist til den staaende internationale Kommission, der er oprettet i Henhold til den i Washington den 17. April 1914 undertegnede Traktat¹, og som ifølge deres Natur er retlige, idet de kan afgøres ved Anvendelse af Grundsætningerne om Ret eller Billighed, skal forelægges den ved Konventionen² af 18. Oktober 1907 oprettede permanente Voldgiftsdomstol i Haag eller en anden kompetent Domstol, hvilket i hvert enkelt Tilfælde skal afgøres ved særlig Overenskomst, der, hvis det er nødvendigt skal indeholde Bestemmelser om Sæmmensætningen af en saadan Domstol, bestemme dens Kompetence, formulere Stridsspørgsmaalet eller Spørgsmaalene og fastsætte Vilkaarene for Forelæggelsen.

Den særlige Overenskomst skal i hvert enkelt Tilfælde for Danmarks Vedkommende afsluttes i Overensstemmelse med dets forfatningsmæssige Regler og for de Amerikanske Forenede

limitation on March 29, 1914, and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Mr. Constantin BRUN, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the treaty¹ signed at Washington April 17, 1914, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention² of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Denmark in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traité*s, troisième série, tome IX, page 79.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traité*s, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 759.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Staters Vedkommende af de Amerikanske Forenede Staters Præsident efter at have indhentet Senatets Betænkning og Samtykke hertil.

Artikel II.

Denne Traktats Bestemmelser skal ikke kunne paakaldes med Hensyn til nogen Tvistighed, hvis Genstand

- a) Hører under nogen af de Høje Kontraherende Parters indre Jurisdiktion ;
- b) Omfatter Tredjeparters Interesser ;
- c) Afhænger af eller berører Opretholdelsen af de Forenede Staters traditionelle Holdning med Hensyn til amerikanske Spørgsmaal, sædvanligvis betegnet Monroe-Doktrinen ;
- d) Afhænger af eller berører Iagttagelsen af Danmarks Forpligtelser i Henhold til Pagten for Folkenes Forbund.

Artikel III. §

Denne Traktat skal ratificeres af Danmark i Overensstemmelse med dets forfatningsmæssige Regler og af de Amerikanske Forenede Staters Præsident efter at have indhentet Senatets Betænkning og Samtykke hertil.

Ratifikationerne skal udveksles i Washington saa snart som muligt, og Traktaten skal træde i Kraft paa Datoen for Ratifikationernes Udveksling. Denne skal derefter vedblivende forblive i Kraft, medmindre og indtil den bringes til Ophør med et Aars skriftligt Varsel fra en af de Høje Kontraherende Parter til den anden.

Til Bekræftelse heraf har de paagældende Befuldmægtigede undertegnet denne Traktat i to Eksemplarer i det danske og det engelske Sprog, saaledes at begge Tekster har samme Gyldighed, og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Washington, den fjortende Dag af Juni Nitten hundrede og Otte og Tyve.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 19 avril 1929.

Georg Cohn,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Denmark in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Denmark in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the Danish and English languages, both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Washington the fourteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-eight.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1995. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE DANEMARK. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 14 JUIN 1928.

Sa MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, décidés à empêcher, pour autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques qui ont toujours existé entre le Danemark et les Etats-Unis,

Désireux d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les controverses, susceptibles de règlement juridique, qui pourraient s'élever entre les deux pays ;

Soucieux, par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais aussi d'avancer le moment où l'existence d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre nations aura éliminé à jamais toute possibilité de guerre entre des Puissances quelconques ;

Ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage élargissant le champ d'application de la Convention d'arbitrage conclue le 18 mai 1908 à Washington et devenue caduque par suite de son expiration le 29 mars 1914, ainsi que les obligations qui découlaient de cette convention ; à cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Constantin BRUN, Son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends d'ordre international qui pourraient surgir entre les Hautes Parties contractantes du fait que l'une d'entre elles fait valoir un droit à l'égard de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, — s'il n'a pas été possible de les régler par la voie diplomatique, s'ils n'ont pas été résolus par renvoi devant la Commission permanente internationale instituée en vertu du traité signé à Washington le 17 avril 1914, et s'ils comportent, de par leur nature, une solution juridique, c'est-à-dire sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit ou de l'équité, — seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il sera décidé, dans chaque cas d'espèce, par un accord spécial. Cet accord spécial contiendra le cas échéant, toutes dispositions nécessaires concernant l'organisation dudit tribunal, définira les pouvoirs de ce dernier, déterminera l'objet ou les objets du litige et arrêtera les termes du mandat.

Dans chaque cas, l'accord spécial sera conclu, pour le Danemark, conformément aux dispositions de sa constitution et, pour les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends portant sur des questions :

- a) Relevant de la juridiction de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touchant aux intérêts de Tierces Parties ;
- c) Affectant directement ou indirectement le maintien, à l'égard des questions américaines, de la politique traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique, communément désignée sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d) Affectant directement ou indirectement l'exécution des obligations qui incombent au Danemark en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le Danemark, selon les dispositions de sa constitution, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible et le traité prendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an après qu'il aura été dénoncé au moyen d'une notification écrite, adressée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en double original, en langue danoise et en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux. Les deux textes feront également foi.

Fait à Washington, le quatorze juin mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

N° 1996.

NORVÈGE ET POLOGNE

Protocole additionnel au Traité de commerce et de navigation du 22 décembre 1926, signé à Varsovie, le 26 avril 1928, et échange de notes y relatif de la même date.

NORWAY AND POLAND

Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation of December 22, 1926, signed at Warsaw, April 26, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 1996. — PROTOCOLE ADDITIONNEL ¹ AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ² ENTRE LA NORVÈGE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DU 22 DÉCEMBRE 1926. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et le chargé d'Affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 23 avril 1929.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, déclarent qu'ils ont convenu d'arrêter le protocole suivant en complément du Traité de commerce et de navigation conclu entre la Norvège et la République de Pologne le 22 décembre 1926 :

I. Sans préjudice des dispositions de l'article VI dudit traité de commerce et de navigation le Gouvernement norvégien appliquera, pendant la durée du présent protocole additionnel, aux marchandises et produits originaires et en provenance de Pologne, énumérés ci-dessous *sub littera A*, et le Gouvernement polonais appliquera aux marchandises et produits originaires et en provenance de Norvège, énumérés ci-dessous *sub littera B*, les taux douaniers suivants à leur importation sur les territoires douaniers respectifs :

A. Droits d'entrée sur le territoire douanier norvégien :

N° du tarif douanier norvégien.

573, a	Huiles minérales (ne servant pas à l'éclairage, ni au chauffage, ni à la création de forces), ainsi que des résidus de pétrole	Droits actuellement en vigueur réduits de 50 %.
635	Le sel, brut ou raffiné	Franchise des droits de douane
737	Le sirop ordinaire et la mélasse contenant moins de 70 % de sucre	Franchise des droits de douane.

B. Droits d'entrée sur le territoire douanier polonais :

N° du tarif douanier polonais

ex 37, 4, d.	Harengs fumés et fendus en emballage hermétique, sans addition d'huile ou d'autres ingrédients, nommés « Kippers » ou « Kipped Herrings »	Le droit actuellement en vigueur, réduit de 66 $\frac{2}{3}$ %.
--------------	---	---

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 16 avril 1929.

² Vol. LXVI, page 359, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1996. — ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION³ BETWEEN NORWAY AND THE REPUBLIC OF POLAND OF DECEMBER 22, 1926. SIGNED AT WARSAW, APRIL 26, 1928.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place April 23, 1929.

The undersigned Plenipotentiaries, duly authorised by their respective Governments, declare that they have agreed upon the following Protocol, supplementary to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Norway and the Republic of Poland on December 22, 1926 :

I. Without prejudice to the provisions of Article VI of the said Treaty of Commerce and Navigation, the Norwegian Government shall, while the present Additional Protocol remains in force, apply to the goods and products originating in and coming from Poland, hereafter enumerated under A, and the Polish Government shall apply to the goods and products originating in and coming from Norway, hereafter enumerated under B, on importation into their respective Customs territories, the following Customs duties :

A. Duties on import into Norwegian Customs territory :

Nos. of the Norwegian
Customs Tariff.

573. a.	Mineral oils (unfit for illuminating or heating purposes or for producing power), also petrolum residues	Reduction of 50 % on duties at present in force.
635	Salt, crude or refined	Duty free.
737	Common syrup and molasses containing less than 70 % of sugar	Duty free.

B. Duties on import into Polish Customs territory :

No. of Polish Customs
Tariff.

ex 37. 4. d.	Herrings, known as "kippers" or "kippered herrings" smoked and split, in air-tight receptacles, without oil or other condiments	Reduction of 66 $\frac{2}{3}$ % on duty at present in force.
--------------	---	--

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, April 16, 1929.

³ Vol. LXVI, page 359, of this Series.

II. En ce qui concerne les poissons à l'huile ou aux tomates, en emballage hermétique, de l'espèce *clupea spratus* et *clupea harengus*, sans têtes, nommés « *brisling* » ou « *sild* », d'origine et en provenance de Norvège, il est convenu que ces produits norvégiens seront à l'importation en Pologne dédouanés avec une réduction de 70 % du droit actuellement en vigueur (pos. 37,2, a).

Quant au traitement douanier à l'importation en Pologne des harengs salés, il est convenu que les droits de douane actuellement en vigueur des harengs salés (pos. 37, 4, b) ne seront pas augmentés pendant la durée du présent protocole additionnel.

III. Les présent protocole additionnel sera ratifié et entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Oslo. Toutefois, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur provisoire, entière ou partielle, par anticipation.

Les dispositions quant à la durée du présent protocole additionnel, ainsi qu'à sa prorogation ou à sa dénonciation, seront les mêmes que celles fixées pour le Traité de commerce et de navigation du 22 décembre 1926, dans son article XVIII, alinéa. 3.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole additionnel.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 26 avril mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) N. Chr. DITLEFF.

(Signé) E. KWIATKOWSKI.

(Signé) JACKOWSKI.

Pour copie conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères,
à Oslo, le 19 avril 1929.

*Le Chef de la Division
des Affaires germaniques et slaves :*
Alfred Danielson.

I.

VARSOVIE, le 26 avril 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au moment de procéder à la signature d'un protocole additionnel au Traité de Commerce et de Navigation entre la Pologne et la Norvège du 22 décembre 1926, j'ai l'honneur de déclarer que les poissons en emballage hermétique, mentionnés dans la partie II dudit protocole additionnel, jouiront en Pologne pendant la durée dudit protocole du même traitement douanier que les sardines hermétiquement enfermées de n'importe quel pays tiers.

Quant à la question des droits de douane des harengs salés, mentionnée dans la même partie II, il est bien entendu que la réduction douanière de 66 $\frac{2}{3}$ % fixée par le décret ministériel du 29 décembre 1927 (*Dziennik Ustaw* N° 118, p. 1013), restera en vigueur pendant la durée dudit protocole additionnel par voie de renouvellement automatique dudit décret.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma considération très distinguée

Monsieur Nils Christian Ditleff,
Chargé d'Affaires a. i. de Norvège
à Varsovie.

(Signé) JACKOWSKI.

Pour copie conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères,
à Oslo, le 19 avril 1929.

*Le Chef de la Division
des Affaires germaniques et slaves :*
Alfred Danielson.

II. As regards fish of Norwegian origin and provenance called "brisling" or "sild", of the species "clupea spratus" and "clupea harengus", headless, in oil or tomato sauce, in air-tight receptacles, it is agreed that these Norwegian products shall, on importation into Poland, be dutiable at a reduction of 70 % on the duty at present in force (No. 37, 2, a).

As regards the Customs treatment on import into Poland of salted herrings, it is agreed that the Customs duties at present in force for salted herrings (No. 37, 4, b) shall not be increased during the validity of the present Additional Protocol.

III. The present Additional Protocol shall be ratified and shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Oslo. The two Governments may, however, agree to bring it, wholly or in part, into force provisionally at an earlier date.

The provisions regarding the duration of the present Additional Protocol, and also its prolongation or denunciation, shall be the same as those laid down for the Treaty of Commerce and Navigation of December 22, 1926, in Article XVIII, paragraph 3, thereof.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol.

Done at Warsaw in duplicate on April 26, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

(Signed) E. KWIATKOWSKI.

(Signed) JACKOWSKI.

I.

WARSAW, April 26, 1928.

SIR,

On proceeding to sign the Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and Norway of December 22, 1926, I have the honour to declare that fish in air-tight receptacles, as mentioned in Part II of the said Additional Protocol, shall, during the validity of the said Protocol, enjoy the same Customs treatment in Poland as sardines in air-tight containers from any third country whatsoever.

As regards the question of Customs duties on salted herrings, mentioned in the same Part II, it is understood that the duty reduction of 66 $\frac{2}{3}$ % fixed by the Ministerial Decree of December 29, 1927, (*Dziennik Ustaw* No. 118, p. 1013), shall remain in force for the duration of the said Additional Protocol by the automatic renewal of the said Decree.

I have the honour, etc.

Monsieur Nils Christian Ditleff,
Norwegian Chargé d'Affaires, *a. i.*
Warsaw.

(Signed) JACKOWSKI.

II.

VARSOVIE, le 26 avril 1928.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui par laquelle, au moment de procéder à la signature du protocole additionnel de ce jour au Traité de commerce et de navigation entre la Norvège et la Pologne du 22 décembre 1926, vous avez eu la bonté de me faire la déclaration suivante :

Pendant la durée dudit protocole additionnel les poissons en emballage hermétique, mentionnés dans la partie II dudit protocole additionnel, jouiront du même traitement douanier en Pologne que les sardines hermétiquement enfermées de n'importe quel pays tiers.

Quant à la question des droits de douane des harengs salés, mentionnée dans la même partie II, il est bien entendu que la réduction douanière de 66 $\frac{2}{3}$ %, fixée par le décret ministériel du 29 décembre 1927 (*Dziennik Ustaw* N° 118, p. 1013), restera en vigueur pendant la durée dudit protocole additionnel par voie de renouvellement automatique dudit décret.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) N. Chr. DITLEFF.

Monsieur Thadée Jackowski,
Directeur du Département politique
au Ministère des Affaires étrangères
à Varsovie.

Pour copie conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères
à Oslo, le 19 avril 1929.

*Le Chef de la Division
des Affaires germaniques et slaves :*

Alfred Danielson.

II.

WARSAW, April 26, 1928.

SIR,

I have the honour, on behalf of my Government, to acknowledge your letter of to-day's date, in which, when proceeding to sign the Additional Protocol of this day's date to the Treaty of Commerce and Navigation between Norway and Poland of December 22, 1926, you have been good enough to make to me the following declaration :

During the validity of the said Additional Protocol, fish in air-tight receptacles, as mentioned in Part II of the said Additional Protocol, shall enjoy the same Customs treatment in Poland as sardines in air-tight containers from any third country whatsoever.

As regards the question of Customs duties on salted herrings, mentioned in the same Part II, it is understood that the duty reduction of $66\frac{2}{3}\%$ fixed by the Ministerial Decree of December 29, 1927, (*Dziennik Ustaw* No. 118, p. 1013), shall remain in force for the duration of the said Additional Protocol by the automatic renewal of the said Decree.

I have the honour, etc.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

Monsieur Thadée Jackowski,
Director of the Political Department at the
Ministry of Foreign Affairs,
Warsaw.

N° 1997.

**GRÈCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ainsi que dans les affaires de successions, avec protocole additionnel. Signés à Athènes, le 7 avril 1927.

**GREECE
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning reciprocal Judicial Protection and Assistance in regard to Civil and Commercial Law and Matters relating to Succession, with Additional Protocol. Signed at Athens, April 7, 1927.

N^o 1997. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A LA PROTECTION ET A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL ET COMMERCIAL, AINSI QUE DANS LES AFFAIRES DE SUCCESSIONS. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 7 AVRIL 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 avril 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ainsi que dans les affaires de successions, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

MM. Emil SPIRA, docteur en droit, chef de Département au Ministère de la Justice ; et Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

MM. Georges LAGOUDAKIS, ministre plénipotentiaire, directeur général du Ministère des Affaires étrangères ;
Périclès RHALLIS, secrétaire général du Ministère de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

EGALITÉ DE TRAITEMENT.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits que les ressortissants de cette dernière, en tant qu'il s'agit de la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 18 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1997. — CONVENTION² BETWEEN THE GREEK REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL JUDICIAL PROTECTION AND ASSISTANCE IN REGARD TO CIVIL AND COMMERCIAL LAW AND MATTERS RELATING TO SUCCESSION. SIGNED AT ATHENS, APRIL 7, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 24, 1929.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, desirous of settling the judicial relations between the two countries with regard to reciprocal judicial assistance in matters of civil and commercial law and matters relating to succession, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Section in the Ministry of Justice ; and
M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Section in the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Georges LAGOUDAKIS, Minister Plenipotentiary, Director General in the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Pericles RHALLIS, Secretary-General in the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article I.

EQUALITY OF TREATMENT.

The nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as the nationals of that Party with respect to the legal and judicial protection of their persons and property.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, February 18, 1929.

Ils pourront librement ester en justice devant les tribunaux, aux mêmes conditions et dans la même forme que les propres ressortissants.

Les prescriptions générales en vigueur dans chacun des Etats contractants relatives à la langue à employer ne sont aucunement modifiées par la présente convention.

CHAPITRE II.

EXEMPTION DE CAUTION ET DE DÉPÔTS, EXÉCUTION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX FRAIS ET DÉPENS.

Article 2.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants tchécoslovaques ou grecs ayant leur domicile en Grèce ou en Tchécoslovaquie, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un des deux Etats. Cette règle s'applique aussi aux demandeurs reconventionnels et aux recourants.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes habitant hors du territoire de l'autre Partie jouiront du même droit, mais ils seront tenus, en introduisant leurs actions, d'indiquer une personne habitant ce territoire et ayant droit de recevoir en leur nom tous les actes de procédure.

Article 3.

Si un demandeur ou un intervenant ou un recourant dispensé, soit en vertu de l'article 2, soit par la loi de l'Etat où l'action est intentée, de verser une caution, d'effectuer un dépôt ou versement au tribunal à titre de garantie, est condamné par les tribunaux de l'un des deux Etats aux frais et dépens du procès, la décision pourra également être mise à exécution, à la requête directe de la partie intéressée, sur le territoire de l'autre Etat, de la même façon que les décisions rendues par ses propres tribunaux.

La requête sera accompagnée du dispositif de la décision, ainsi que de l'attestation constatant que celle-ci est passée en force de chose jugée. Cette attestation sera délivrée en Tchécoslovaquie par le tribunal qui a rendu la décision ou, en Grèce, par le greffier de ce tribunal, certifiant que les délais des moyens de recours sont passés sans que ceux-ci aient été exercés.

Le requérant produira également une traduction de ces documents certifiée conforme, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque, en Grèce, dans la langue grecque.

Ces mêmes dispositions s'appliquent aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

CHAPITRE III.

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 4.

L'assistance judiciaire gratuite sera accordée aux ressortissants de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat aux mêmes conditions qu'aux nationaux.

Si le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite a été accordée par l'autorité compétente au ressortissant d'un des deux Etats, ce ressortissant en jouira également devant les tribunaux de l'autre Etat dans toutes les procédures judiciaires concernant la même affaire, y compris la procédure d'exécution.

They shall have unrestricted access to the courts under the same conditions and in the same manner as nationals of the country.

The general provisions in force in each of the contracting States regarding the language to be employed shall not be modified by anything contained in the present Convention.

CHAPTER II.

EXEMPTION FROM SECURITIES AND DEPOSITS AND ENFORCEMENT OF DECISIONS RELATING TO EXPENSES INCURRED.

Article 2.

No security or deposit of any description whatever may be required from Czechoslovak or Greek nationals having their domicile in Greece or Czechoslovakia respectively, and appearing before the courts of one of the two States as plaintiffs or interveners, either on the ground that they are foreigners or that they possess no domicile or residence in the country in question. This rule also applies to plaintiffs in cross actions and to appellants.

The nationals of either of the Contracting Parties living outside the territory of the other Party shall enjoy the same right, but they shall be bound, on commencing proceedings, to give the name of a person residing in that territory who shall have the right to receive all legal documents on their behalf.

Article 3.

If a plaintiff or intervener or appellant exempted from paying caution-money or from effecting a deposit, or paying money into court as a guarantee, either in virtue of Article 2 or under the law of the State in which the action is brought, is ordered by the courts of one State to pay the costs of the action, such judgment may, at the direct request of the party concerned also be enforced in the territory of the other State in the same way as judgments pronounced by the latter's own courts.

The request shall be accompanied by a copy of the terms of the judgment and an affidavit to the effect that this judgment has acquired the force of *res judicata*. The affidavit shall be given in Czechoslovakia by the court which has pronounced judgment, or in Greece by the clerk of the said court, and shall certify that the time-limits within which appeals must be lodged have elapsed and that there has been no appeal.

The petitioning party shall also produce a certified translation of these documents — in Czechoslovakia, in Czech and in Greek, in Greek.

The same provisions shall apply to judicial decisions by which the costs of the action are fixed subsequently.

CHAPTER III.

FREE LEGAL AID.

Article 4.

Free legal aid shall be granted to the nationals of either State in the territory of the other State on the same conditions as to its own nationals.

If free legal aid has been granted by the competent authority to a national of one of the two States, that national shall enjoy the same benefit in the courts of the other State in respect of all judicial proceeding relating to the same case, including proceedings for enforcement.

Article 5.

Le certificat d'indigence sera délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne se trouve pas sur le territoire de l'un des deux Etats, il suffira d'un certificat délivré par un agent diplomatique ou consulaire compétent.

Article 6.

L'autorité compétente, avant de délivrer le certificat d'indigence au requérant, pourra prendre des renseignements sur la situation économique de celui-ci auprès des autorités de l'autre Etat.

L'autorité qui statuera sur la demande d'assistance judiciaire gratuite aura le droit de contrôler, dans les limites de ses attributions officielles, les certificats et les informations qui lui seront fournis.

CHAPITRE IV.

NOTIFICATION D'ACTES ET COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article 7.

L'assistance judiciaire réciproque, dans les limites des articles ci-après, comprend :

- a) La notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, y compris ceux de la juridiction non contentieuse.
- b) L'exécution de commissions rogatoires en matière civile et commerciale et les affaires de la juridiction non contentieuse.

Article 8.

Les actes à notifier, ainsi que les commissions rogatoires à exécuter seront transmis directement par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant à celui de l'Etat requis. Ces deux Ministères pourvoiront à la liquidation rapide des demandes par les autorités compétentes. Si l'autorité requise n'est pas compétente en l'espèce, le Ministère saisi fera connaître à celui de l'autre Etat, à quelle autorité compétente la requête a été transmise.

Les Ministères saisis retourneront les demandes, qu'elles soient exécutées ou non.

Article 9.

a) Les actes à notifier seront rédigés, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque ou, en tant que les prescriptions en vigueur le permettent, dans la langue de la minorité nationale, en Grèce, dans la langue grecque. Les lettres par lesquelles ils sont transmis devront être rédigées en français. Elles indiqueront les noms et qualités des parties, la nature de l'acte à notifier, l'autorité dont il émane et l'adresse du destinataire. Les actes à notifier seront munis de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

b) La notification sera effectuée par l'autorité compétente de l'Etat requis, dans les formes prescrites par la législation intérieure de cet Etat. Cette autorité pourra se borner, à l'exception

Article 5.

The certificate of inadequate means shall be issued by the authorities of the applicant's habitual place of residence or, failing such, by the authorities of the place in which he is resident for the time being.

Should the applicant not be resident in the territory of either State, it will be sufficient if a certificate is issued by a competent diplomatic representative or consular agent.

Article 6.

The competent authority shall have the right, before issuing the certificate of inadequate means, to make enquiries of the authorities of the other State with regard to the financial position of the applicant.

The authority appointed to deal with the application for free legal aid shall be entitled, within the limits of its official powers, to verify the accuracy of the certificates and the information submitted.

CHAPTER IV.

SERVICE OF DOCUMENTS AND " COMMISSIONS ROGATOIRES ".

Article 7.

Reciprocal judicial assistance within the meaning of the following Articles shall include :

(a) The service of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matters, including such documents relating to non-litigious proceedings.

(b) The execution of " commissions rogatoires " in civil, commercial and non-litigious cases.

Article 8.

Requests for service of documents and the execution of " commissions rogatoires " shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to. These two Ministries shall see that the competent authorities deal with the requests without delay. If the authority applied to is not the competent authority in the particular case, the Ministry of Justice when informed shall notify the Ministry of Justice of the other State of the competent authority to which the request has been transmitted.

The Ministries in question shall return the requests, whether they have been complied with or not.

Article 9.

(a) Requests for service of documents shall be drafted in Czechoslovakia in Czech or, where the provisions in force allow, in the language of the national minority, and in Greece, in Greek. The covering letters must be drafted in French and shall indicate the names and descriptions of the parties, the nature of the document to be served, the authority from which it emanates and the address of the recipient. These requests shall bear the signature and seal or stamp of the authority making the request. No legalisation shall be required.

(b) Service of documents shall be effected by the competent authority of the State applied to, in the form laid down by the laws of that State. Such authority may (except in the cases pro-

des cas prévus sous lettre *c*) du présent article, à remettre purement et simplement l'acte au destinataire, si celui-ci est disposé à l'accepter.

c) Si l'autorité requérante demande expressément que la notification ait lieu dans une forme spéciale, on devra appliquer la forme demandée, à condition qu'elle ne soit pas contraire aux lois de l'Etat requis. Dans ce cas, l'acte à notifier en Tchécoslovaquie sera rédigé en langue tchécoslovaque ou accompagné d'une traduction dans cette langue, l'acte à notifier en Grèce sera rédigé dans la langue grecque ou accompagné d'une traduction dans cette langue. Ces traductions seront, sur demande, faites dans l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante.

d) La notification ne pourra être refusée par l'Etat requis que s'il la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

e) La preuve de la notification est établie, soit par un récépissé daté et signé par le destinataire, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis constatant le fait, la forme et la date de la notification.

Si l'acte à notifier a été transmis en double exemplaire, l'accusé de réception ou l'attestation doivent être apposés sur l'une des deux pièces ou y être fixés.

f) Dans tous les cas où la notification n'aura pas eu lieu, l'Etat requérant en sera informé sans retard, avec indication des motifs.

Article 10.

Chacun des deux Etats pourra notifier les actes à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Etat, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires; mais sans menace ni emploi de contrainte.

Article 11.

a) Les commissions rogatoires tchécoslovaques et leurs annexes seront rédigées en langue tchécoslovaque et accompagnées d'une traduction dans la langue grecque; les commissions rogatoires grecques et leurs annexes seront rédigées dans la langue grecque et accompagnées d'une traduction en langue tchécoslovaque. Ces traductions seront, sur demande, faites dans l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante. Les commissions rogatoires devront énoncer le but de la demande, mentionner ou décrire sommairement l'objet du procès, indiquer aussi exactement que possible les noms des parties, le lieu de leur domicile ou de leur résidence, ainsi que les noms et adresses des témoins éventuels à entendre. Les commissions rogatoires et les traductions seront munies de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

b) L'autorité requise procédera à l'exécution des commissions rogatoires, en appliquant les formes de procédure prescrites par la législation intérieure de l'Etat requis.

Il y a lieu toutefois de donner suite à la demande de l'autorité requérante tendant à l'application d'une forme spéciale, si cette forme n'est pas contraire aux lois de l'Etat requis.

c) Sur sa demande, l'autorité requérante sera avisée en temps utile, en la voie prévue à l'article 8, de la date et du lieu de l'exécution de la commission rogatoire, de manière que les intéressés puissent y assister ou s'y faire représenter.

d) L'autorité saisie d'une commission rogatoire appliquera, pour y donner suite, les moyens de contrainte prévus par la législation intérieure pour l'exécution d'une pareille demande des autorités de son propre Etat ou d'une demande formulée à cet effet par une partie intéressée.

e) L'exécution de commission rogatoires ne pourra être refusée que si la mesure à prendre n'est pas du ressort des instances judiciaires de l'Etat requis ou que l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

f) Dans tous les cas où une commission rogatoire n'aura pas été exécutée, l'Etat requérant en sera informé sans retard, avec indication des motifs.

vided for under *c*) of the present Article) simply deliver the document to the person for whom it is intended, provided that he is prepared to accept it.

(*c*) If the applicant authority expressly requests that the document shall be served in some special manner, the request shall be acceded to, on condition that this is not contrary to the laws of the State applied to. In such case, the document shall, in Czechoslovakia, be drafted in Czech or shall be accompanied by a translation in that language, and, in Greece, it shall be drafted in Greek, or shall be accompanied by a translation in Greek. These translations shall, upon request, be made in the State applied to, at the expense of the applicant authority.

(*d*) Service of documents may not be refused by the State applied to unless it considers that their service is such as to compromise its sovereignty or safety.

(*e*) Proof of service shall be furnished, either by a dated receipt signed by the addressee, or by an affidavit given by the authority of the State applied to, setting forth the fact, manner and date of such service.

If the document to be served has been transmitted in duplicate, the receipt or certificate shall appear on one of the two copies, or be attached thereto.

(*f*) In all cases where service of the document has not been effected, the applicant State shall be notified without delay and be informed of the reasons.

Article 10.

Either State may serve legal documents on its nationals residing in the territory of the other State through its diplomatic or consular agents, but it may not have recourse to threats or compulsion.

Article 11.

(*a*) Czechoslovak "commissions rogatoires" and their annexes shall be drafted in Czech and shall be accompanied by a translation in Greek; Greek "commissions rogatoires" and their annexes shall be drafted in Greek and accompanied by a translation in Czech. These translations shall, upon request, be made in the State applied to, at the expense of the authority making the request. The "commissions rogatoires" shall set forth the subject of the request, mention or briefly describe the case, and indicate as accurately as possible the names of the parties, the place of their domicile or residence and the names and addresses of any witnesses to be examined. The "commissions rogatoires" and the translations shall bear the signature and seal or stamp of the authority making the request. Legalisation shall not be required.

(*b*) The authority applied to shall immediately execute the "commissions rogatoires" according to the procedure prescribed by the domestic law of the State applied to.

Nevertheless, at the express desire of the applicant authority a special form of procedure may be followed, provided it be not contrary to the laws of the State applied to.

(*c*) The applicant authority shall if it so requests, be notified in due course, and through the channels specified in Article 8, of the date and place of the execution of the "commission rogatoire", so that the interested parties may be present or send representatives.

(*d*) The authority to which the request for the execution of a "commission rogatoire" is submitted, shall, in complying with the request, employ the same means of compulsion as those laid down in its domestic law for the execution of a similar request on the part of the authorities of its own State or a request formulated with this object by an interested party.

(*e*) The execution of the "commission rogatoire" may only be refused if the measure to be taken is not within the competence of the judicial authorities of the State applied to, or if the State applied to considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

(*f*) In all cases where a "commission rogatoire" has not been executed, the applicant State shall be notified without delay and shall be informed of the reasons.

Article 12.

Pour la notification d'actes et pour l'exécution de commissions rogatoires, il ne sera demandé aucune taxe, ni le remboursement de dépenses de quelque nature qu'elles soient. Exception est faite à cette règle pour les indemnités payées à des témoins ou à des experts, pour les frais résultant d'une demande expresse d'appliquer une forme de procédure spéciale, ainsi que pour les frais payables selon les lois de l'État requis. Ces frais seront remboursés sans retard par l'État requérant, que leur remboursement en soit ou non obtenu des parties intéressées.

L'assistance judiciaire ne pourra être refusée pour le motif que l'autorité requérante n'aura pas déposé d'avance une somme d'argent pour le recouvrement des dépenses dont le remboursement doit avoir lieu aux termes de l'alinéa qui précède.

Les frais de port seront à la charge de l'autorité de transmission.

CHAPITRE V.

LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES DOCUMENTS.

Article 13.

Les actes dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux d'un des deux États n'ont besoin, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre du tribunal, d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre État. Parmi les actes ci-dessus désignés rentrent aussi les actes signés par le greffier du tribunal, pourvu que cette signature soit suffisante d'après les lois de l'État auquel appartient le tribunal.

Les actes dressés, délivrés ou légalisés par une des autorités administratives centrales des deux États ou par une autorité administrative supérieure de même classe n'ont besoin d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre État, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre de ladite autorité et que celle-ci figure dans la liste annexée à la présente convention. Cette liste peut d'ailleurs être, d'un commun accord, modifiée ou complétée en tout temps par une publication de l'autorité administrative.

Article 14.

Les actes authentiques dressés sur le territoire d'un des deux États, ainsi que les livres de commerce qui y sont tenus auront devant les tribunaux de l'autre État, la même force probante que leur attribuent les lois de l'État dont ils proviennent. Cependant, la force probante ne leur sera attribuée que dans les limites admises par les lois de l'État dont les tribunaux sont saisis.

CHAPITRE VI.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES.

Article 15.

Les Ministères de la Justice des Parties contractantes se communiqueront, sur demande, des renseignements concernant le droit en vigueur dans leur État.

La demande devra indiquer d'une façon précise la législation sur laquelle le renseignement est requis.

Article 12.

No charge may be made for the service of documents or the execution of "commissions rogatoires", and no claim may be submitted for repayment of expenses of any kind whatever. An exception to this rule shall, however, be allowed in the case of sums paid to witnesses or experts, of costs resulting from an express request for the use of a special form of procedure, and of expenses payable under the laws of the State applied to. These costs shall be repaid without delay by the State making the request, whether or not payment is obtained from the parties concerned.

Legal assistance may not be refused on the ground that the applicant authority has not deposited in advance a sufficient sum to cover the expenses to be repaid in accordance with the foregoing paragraph.

Postal charges shall be borne by the applicant authority.

CHAPTER V.

LEGALISATION OF DOCUMENTS AND THEIR ADMISSIBILITY AS EVIDENCE.

Article 13.

Documents drawn up, issued or legalised by the Courts of one State shall not, provided that the seal or stamp of the Court is affixed thereto, require any legalisation to render them valid within the territory of the other State. These documents include documents signed by the clerk of the Court, provided that his signature is deemed to be sufficient under the laws of the State to which the Court belongs.

Documents drawn up, issued or legalised by one of the central administrative authorities of the two States or by a higher administrative authority of the same category shall not require any legalisation to render them valid within the territory of the other State, provided that the seal or stamp of the said authority has been affixed thereto, and that this authority is mentioned in the list annexed to the present Convention. This list may, by joint agreement, be modified or amplified at any time by a decree of the administrative authority.

Article 14.

Legal documents drawn up in the territory of one of the two States, and commercial books kept in that territory, shall be admissible as evidence in the courts of the other State to the same extent as they are admissible under the laws of the State in which they originate. Nevertheless, they shall not be admissible as evidence to any wider extent than is permitted under the laws of the State in whose Courts the case is to be heard.

CHAPTER VI.

LEGAL INFORMATION.

Article 15.

The Ministries of Justice of the Contracting Parties shall, if requested to do so, supply information concerning the law in force in the territory of their States.

The request must indicate exactly the legal provisions concerning which information is desired.

CHAPITRE VII.

SUCCESSIONS.

Article 16.

FACULTÉ DE DISPOSER DES BIENS ET DE LES ACQUÉRIR PAR SUCCESSION.

Les droits de succession qu'ils concernent les meubles ou les immeubles sont régis par la loi nationale du défunt au moment de son décès.

Les actes de dernière volonté sont valablement rédigés, s'ils satisfont aux prescriptions soit de la loi du lieu où ils sont faits, soit de la loi du pays auquel appartenait le défunt au moment où il a disposé. La même règle s'applique à la révocation des dites dispositions.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent en rien aux prescriptions en vigueur sur le territoire de celle des Parties contractantes où se trouvent les biens et qui limitent la libre disposition et l'acquisition en cas de mort soit de tout ou de partie des biens, soit de certains objets, pour des motifs d'ordre public. Elles ne dérogent pas non plus aux prescriptions légales spéciales (relatives à la réforme agraire, aux fidéicommiss, etc.), qui pourraient être en vigueur sur le territoire des Parties contractantes.

Article 17.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE SUCCESSION.

a) Successions immobilières.

Pour la liquidation des successions immobilières et pour statuer sur toutes les questions litigieuses qui s'y rapportent, sont seuls compétents les tribunaux ou autorités de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les immeubles sont situés.

C'est à la législation de l'Etat où sont situés les immeubles qu'il appartient de décider ce qui est à considérer comme immeuble.

*Article 18.**b) Successions mobilières.*

Pour liquider une succession mobilière, sont compétents les tribunaux ou autorités de l'Etat contractant dont le défunt était ressortissant à l'époque de son décès. C'est à ceux-ci qu'il appartient aussi de statuer sur les questions litigieuses relatives à la liquidation de ses biens mobiliers.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer mutuellement, aux fins indiquées à l'alinéa précédent, les biens meubles appartenant à la succession d'un ressortissant de l'autre Partie, en tant qu'ils se trouvent sur leur territoire.

C'est à la législation de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les biens meubles, à décider ce qui doit être considéré bien meuble.

Article 19.

MESURES A PRENDRE AVANT DE REMETTRE LES SUCCESSIONS MOBILIÈRES.

a) Conservation des biens de la succession.

Il appartient aux tribunaux ou aux autorités compétentes de la Partie contractante, sur le territoire de laquelle se trouve la succession mobilière :

a) De dresser, si le ressortissant de l'autre Partie contractante est décédé sur son territoire, le procès-verbal de décès ou d'émettre le certificat attestant les conditions

CHAPTER VII.

INHERITANCE.

Article 16.

RIGHT TO DISPOSE OF AND ACQUIRE PROPERTY BY INHERITANCE.

Succession duties shall in the case of movable and immovable property, be governed by the law of the deceased's country at the time of his death.

The last will and testament shall be deemed to be in order, provided that it is in accordance with the law of the place in which it was drawn up, or with the law of the country of which the deceased was a national at the time when he made his will. The same rule shall apply to the revocation of the aforesaid testamentary dispositions.

The above provisions shall in no way affect the laws in force in the territory of the Contracting Party in which the property is situated, limiting the right of free disposal and acquisition in case of death, either of the whole or part of the property, or of certain articles, for reasons of public policy. Nor shall they affect any special provisions of law (regarding agrarian reform, fiduciaries, etc.) which may be in force in the territory of the Contracting Parties.

Article 17.

COMPETENT AUTHORITIES IN THE MATTER OF SUCCESSION.

(a) Devolution of immovable Property.

The Courts or authorities of the Contracting Party in whose territory the immovable property is situated shall alone be competent to settle the devolution of immovable property and to decide on all disputes relating thereto.

The decision as to what constitutes immovable property shall be reached in accordance with the laws of the State in which such property is situated.

*Article 18.**(b) Devolution of movable Property.*

The Courts or authorities of the Contracting State of which the deceased was a national at the time of his death shall be competent to settle the devolution of movable property. It shall be the duty of such authorities to decide disputes relating to the devolution of the deceased's movable property.

The Contracting Parties undertake to deliver up, to each other, for the purposes indicated in the foregoing paragraph, the movable property belonging to the estate of a national of the other Party, when such estate is situated within their territory.

The decision as to what constitutes movable property shall be reached in accordance with the laws of the country in which such property is situated.

Article 19.

MEASURES TO BE TAKEN BEFORE DELIVERY OF MOVABLE ESTATE.

(a) Safeguarding the estate.

The Courts or competent authorities of the Contracting Party in whose territory the movable property is situated shall :

(a) Make out the death certificate (if the national of the other Contracting Party died in its territory) or issue the certificate showing the personal circumstances of the

personnelles du défunt ainsi que la publication éventuelle d'un acte de dernière volonté. Le tribunal ou l'autorité, dans la juridiction desquels le décès a eu lieu, en prévient dans chaque cas directement l'autorité consulaire de l'autre Partie, et, à défaut, son représentant diplomatique en lui envoyant en même temps une copie légalisée des documents mentionnés ci-dessus ou le cas échéant, un extrait des registres des décédés.

b) De prendre, en cas d'urgence, les mesures nécessaires pour conserver la succession et pour assurer sa bonne administration, afin d'en éviter la diminution ou d'autres dommages.

Les tribunaux ou autorités en question sont chargés notamment de dresser un inventaire de toute la succession et, d'après les circonstances, d'y apposer les scellés ou de faire déposer les biens en lieu sûr, ou bien de nommer en vue de leur gestion une personne de confiance comme administrateur.

Les mesures mentionnées ci-dessus seront prises par le tribunal ou l'autorité, conformément aux prescriptions en vigueur à ce sujet dans leur propre Etat.

Si, à l'endroit où se trouve la succession mobilière, il y a une autorité consulaire de l'autre Partie contractante, les mesures mentionnées sous lettre b) ne pourront être prises que si ladite autorité consulaire en a été informée au moins vingt-quatre heures à l'avance, à moins qu'il n'y ait péril en la demeure. L'autorité consulaire assistera ou coopérera, dans les limites de ses fonctions, aux mesures qui seront prises par le tribunal ou l'autorité de l'endroit où se trouve la succession mobilière. Elle pourra notamment demander que ces mesures soient prises dans une forme particulière, si les lois de l'Etat auquel appartient le tribunal ou l'autorité en question ne s'y opposent pas.

Dans tous les autres cas, l'autorité consulaire sera informée sans retard de tout ce qui a été fait pour assurer l'administration des biens de la succession. Ces mesures pourront, sur sa demande, être modifiées ou annulées, à moins qu'il n'en résulte un préjudice pour les ressortissants de l'Etat où se trouvent les biens de la succession.

Article 20.

b) Protection des héritiers, légataires et créanciers nationaux.

Au cas où des ressortissants de l'Etat contractant où sont situés les biens de la succession, ou des personnes résidant dans cet Etat seraient intéressés dans la liquidation comme héritiers ou légataires, le tribunal ou l'autorité du lieu où ces biens sont situés pourra, sur leur demande, retenir soit tous les biens de la succession, soit une partie suffisante, jusqu'au moment où il aura été statué définitivement sur leurs droits d'héritiers ou légataires par le tribunal ou l'autorité compétente de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Les mêmes mesures pourront être prises sur la demande des créanciers qui sont ressortissants de l'Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent les biens de la succession mobilière, ou qui y résident, en tant qu'ils auront formulé leurs droits devant le tribunal compétent, dans le délai fixé à l'article suivant.

Sur les revendications de ces créanciers statueront exclusivement les tribunaux de l'Etat où se trouve la succession mobilière.

Article 21.

En vue des mesures prévues à l'article 20, le tribunal fixera un délai d'un à trois mois dans lequel les personnes indiquées ci-dessus devront formuler leurs revendications au tribunal ou à l'autorité compétente.

L'avis y relatif sera publié, dans les deux Etats, dans le journal ou dans les journaux destinés aux publications officielles, et une copie certifiée conforme en sera envoyée sans retard au tribunal

deceased, and also, if necessary, publish his last will and testament ; the Court or authority within whose territory death took place shall in every case notify the consular authority of the other Party or, in default thereof, its diplomatic representative direct, at the same time forwarding to it a legalised copy of the documents mentioned above or, if necessary, an extract from the register of deaths.

(b) Take the necessary measures, in case of emergency, for safeguarding the estate and ensuring its proper administration, with a view to preventing loss or other damage.

It shall be the duty of the Courts or authorities in question to draw up an inventory of the whole of the estate and, if circumstances so require, to affix seals thereto or deposit the property in a safe place, or appoint a trustworthy person as administrator with a view to the management of the estate.

The aforementioned measures shall be taken by the Court or authority in accordance with the provisions in force on this subject in its own country.

Should there be a consular authority of the other Contracting Party at the place at which the movable estate is situated, the measures mentioned under (b) can only be taken if the said consular authority has been informed of the fact at least twenty-four hours beforehand, unless there should be danger in delay. The consular authority may, within the limits of his powers, attend at Court or co-operate in the measures taken by the Court or authority of the place at which the movable property is situated. Such consular authority may, in particular, request that these measures be taken in a special manner, if this is not at variance with the laws of the State to which the Court or authority belongs.

In all other cases, the consular authority shall be notified immediately of everything which has been done to assure the administration of the estate. These measures may, on the request of such authority, be modified or cancelled, unless prejudice may thereby result to the nationals of the State in which the property is situated.

Article 20.

(b) *Protection of nationals who are heirs, legatees or creditors.*

Should nationals of the Contracting State in which the estate is situated or persons residing in that country have an interest in the devolution as heirs or legatees, the Court or authority of the place in which the property is situated may, at the request of such heirs or legatees, retain either the whole of the property or a sufficient portion until the competent Court or authority of the State of which the deceased was a national shall have finally adjudicated upon their rights as heirs or legatees.

The same measures may be taken at the request of creditors who are nationals of the Contracting State in the territory of which the movable property is situated, or who reside therein, provided they have submitted their claims to the competent Court within the period laid down in the following Article.

The Courts of the State in which the movable property is situated shall alone adjudicate upon the claims of these creditors.

Article 21.

With a view to the measures provided for in Article 20, the Court shall fix a period of from one to three months within which the persons mentioned above must submit their claims to the Court or competent authority.

The notice relating thereto shall be published in the two States, in the official gazette or newspapers reserved for official publications, and a certified true copy shall be sent immediately to the

ou à l'autorité liquidant la succession, ainsi qu'à l'agent consulaire ou, à défaut, au représentant diplomatique de l'autre Etat.

Si leurs revendications n'ont pas été formulées dans ledit délai, la remise des biens de la succession mobilière ne pourra être refusée.

Article 22.

REMISE DE LA SUCCESSION.

La succession mobilière sera remise à l'autorité consulaire la plus proche ou, à défaut, au représentant diplomatique de l'Etat auquel appartenait le défunt.

Les stipulations de la présente convention ne dérogent en rien aux dispositions relatives à la défense d'exporter certains objets.

Article 23.

LIQUIDATION DES SUCCESSIONS MOBILIÈRES PAR LES TRIBUNAUX OU AUTORITÉS
DE L'AUTRE PARTIE CONTRACTANTE.

Si la succession mobilière d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants se trouve sur le territoire de l'autre Etat, les héritiers résidant sur ce territoire pourront demander, contrairement aux dispositions de l'article 18, qu'elle soit liquidée par le tribunal ou l'autorité de cet Etat. Dans ce cas, le tribunal publiera un avis fixant un délai de deux à trois mois et engageant tous les héritiers et légataires à formuler leurs revendications, faute de quoi il sera procédé à la liquidation entre les ayants droit qui en auront fait la demande. Cet avis sera inséré, dans les deux Etats, dans le journal ou dans les journaux destinés aux publications officielles, et une copie conforme sera envoyée, sans retard, au tribunal ou à l'autorité de l'Etat auquel appartenait le défunt, ainsi qu'à son autorité consulaire locale ou, à défaut, à tout autre représentant de son Etat. Si personne ne se présente sur cet avis, ou bien si ceux qui ont formulé leurs revendications ont consenti à ce que la succession soit liquidée par ledit tribunal, la liquidation s'y fera d'après la loi nationale du défunt conformément à l'article 16. Mais si, parmi les héritiers ou les légataires qui se sont présentés, il y en a qui demandent, ou bien si le tribunal ou l'autorité de l'Etat du défunt, auquel il appartient de liquider la succession, insiste que la succession soit remise au tribunal ou à l'autorité de l'Etat du défunt, il sera fait droit à cette demande.

Article 24.

Les frais occasionnés par les mesures prises conformément aux articles 19 et 22, seront à la charge de l'Etat auquel la succession est remise.

Article 25.

Les stipulations ci-dessus relatives à la remise des successions mobilières aux tribunaux ou aux autorités compétentes de l'Etat du défunt, ne seront pas atteintes par les accords éventuels qui pourraient être passés entre les deux Parties contractantes en vue d'éviter la double imposition des successions mobilières.

Jusqu'à la conclusion de l'accord susmentionné, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de prélever, avant de remettre la succession mobilière aux autorités de l'autre Partie, les taxes et autres impôts publics, prévus par les lois en vigueur dans son Etat.

Court or authority dealing with the devolution and to the consular agent or, in default thereof, to the diplomatic representative of the other State.

If their claims have not been submitted within the said period, delivery of the movable estate cannot be refused.

Article 22.

DELIVERY OF THE ESTATE.

The movable estate shall be delivered to the nearest consular authority or, failing such authority, to the diplomatic representative, of the State of which the deceased was a national.

The provisions of the present Convention shall not in any way affect the provisions relating to the prohibition to export certain articles.

Article 23.

SETTLEMENT OF THE DEVOLUTION OF MOVABLE ESTATE BY THE COURTS OR AUTHORITIES OF THE OTHER CONTRACTING PARTY.

If the movable estate of a national of one of the two Contracting Parties is situated in the territory of the other Contracting Party, the heirs residing in this territory may, notwithstanding the provisions of Article 18, request that the devolution of the estate be settled by the Court or authority of that State. In that case the Court shall publish a notice fixing a period of two to three months, and calling upon all the heirs and legatees to submit their claims, failing which the estate shall be allocated between such persons entitled to the property as may have submitted their claims. This notice shall be published in both States in the gazette or in the newspapers reserved for official publications, and a certified true copy shall be forwarded without delay to the Court or authority of the State of which the deceased was a national, and also to his local consular authority, or in default thereof, to some other representative of his State. If no one should apply in response to this notice, or if those who have submitted their claims should consent to the estate being allocated by the said Court, devolution shall take place in accordance with the laws of the State of which the deceased was a national, as laid down in Article 16. If, however, some of the heirs or legatees who have applied should ask, or if the Court or authority of the deceased's country whose duty it is to allocate the estate should insist, that the property be handed over to the Court or competent authority of the deceased's State, this request shall be complied with.

Article 24.

Costs due to measures taken in accordance with Articles 19 and 22 shall be borne by the State to which the estate is handed over.

Article 25.

The above provisions relating to the handing over of movable estate to the Courts or competent authorities of the deceased's country shall not be affected by any subsequent agreements which may be entered into between the two Contracting Parties with a view to preventing double taxation of movable estate.

Until the conclusion of the agreement mentioned above, both Contracting Parties reserve the right to collect the charges and other public taxes provided for by the laws in force in their respective countries, before handing over the movable estate to the authorities of the other Party.

Articles 26.

DISPOSITIONS FINALES.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Athènes.
Cette convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur trois mois après la dénonciation qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, en deux exemplaires.

Fait à Athènes, le 7 avril 1927.

D^r Emil SPIRA.
D^r Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les Plénipotentiaires des Parties contractantes en passant à la signature de la convention entre la République tchécoslavaque et la République hellénique, relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ainsi que dans les affaires de successions, se sont mis d'accord pour constater :

1^o Que les autorités de tutelle et curatelle en Slovaquie et en Russie subcarpathique sont, au sens de la convention, comprises dans les tribunaux.

2^o Pour faciliter réciproquement la connaissance des instances judiciaires dans leur pays, les Parties contractantes se communiqueront une liste des Cours d'Appel avec tous les tribunaux de première instance établis sur leur territoire, accompagnée d'une carte géographique marquant les tribunaux des différentes instances.

3^o Les Parties contractantes s'accorderont sur les formulaires qui seront rédigés dans la langue officielle des deux Etats et qui serviront pour la signification des actes.

4^o Le présent protocole fait partie intégrante de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le protocole.

Fait à Athènes, en deux exemplaires, le 7 avril 1927.

D^r Emil SPIRA.
D^r Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

Article 26.

FINAL PROVISIONS.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Athens.

This Convention shall come into force one month after the exchange of the ratifications and shall remain in force for three months after its denunciation, which may be effected at any time.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two copies.

Done at Athens, April 7, 1927.

Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.
G. C. LAGOUdakIS.
P. RHALLIS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Contracting Parties, being about to sign the Convention between the Czechoslovak Republic and the Greek Republic concerning reciprocal judicial protection and assistance in regard to civil and commercial law and matters relating to succession, declare their agreement on the following questions :

(1) That the guardianship and trustee authorities in Slovakia and in Sub-Carpathian Russia shall be included in the courts within the terms of the Convention.

(2) In order to acquaint each other with the judicial authorities in their respective countries, the Contracting Parties shall exchange a list of the courts of appeal and all the courts of first instance established within their territory, this list to be accompanied by a map showing the courts of the various authorities.

(3) The Contracting Parties shall conclude an agreement concerning the forms to be drawn up in the official language of the two States, which are to be employed in serving documents.

(4) This Protocol shall form an integral part of the Convention.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the Protocol.

Done at Athens in two copies, April 7, 1927.

Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.
G. C. LAGOUdakIS.
P. RHALLIS.

LISTE

des autorités administratives dont les actes n'ont besoin d'aucune légalisation, en conformité du deuxième alinéa de l'article 13 de la Convention entre la République tchécoslovaque et la République hellénique relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial, ainsi que dans les affaires de successions.

A. En ce qui concerne les actes tchécoslovaques :

1^o Ministère de l'Intérieur.

Administrations politiques du Pays à Praha, Brno et Opava.
Administration civile de la Russie Subcarpathique à Užhorod.
Présidences des Directions de Police.
Archives du Ministère de l'Intérieur.

2^o Ministère de l'Hygiène publique.3^o Ministère des Postes et Télégraphes.

Office des chèques postaux à Praha.
Directions des Postes et Télégraphes à Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Košice.

4^o Ministère du Commerce.

Office des brevets d'invention à Praha.

5^o Ministère des Travaux publics.6^o Ministère des Finances.7^o Ministère de l'Agriculture :

Ministère de l'Agriculture, Service détaché pour la Slovaquie à Bratislava.
Service de renseignement agricole attaché à l'Administration civile de la Russie subcarpathique à Užhorod.
Direction des domaines d'Etat à Praha.
Direction des forêts d'Etat à Brandýs n. L., Žarnovice, Báňská Bystřice, Liptavský Hrádek, Solný Hrad, Užhorod, Rahovo et Buština.
Commission ministérielle pour les opérations agraires à Praha.
Commission provinciale pour les opérations agraires à Brno et Opava.
Archives agricoles d'Etat.

8^o Ministère de la Défense nationale.9^o Ministère de l'Instruction publique :

Conseils scolaires du Pays à Praha, Brno et Opava, section du Ministère de l'Instruction publique à Bratislava, section scolaire de l'Administration civile pour la Russie subcarpathique à Užhorod.

10^o Ministère des Affaires étrangères :

Archives du Ministère des Affaires étrangères.

11^o Ministère de l'Approvisionnement.12^o Ministère de la Justice.13^o Présidence du Conseil des Ministres.14^o Ministère pour l'unification de la législation et de l'organisation de l'administration publique.15^o Ministère (investi des pleins pouvoirs) pour l'administration de la Slovaquie à Bratislava.16^o Ministère des Chemins de fer :

Direction des chemins de fer Praha-Sud, Praha-Nord, Plzeň, Hradec Kralové, Brno, Olomouc, Bratislava et Košice.

LIST

of those administrative authorities whose documents need no legalisation, in accordance with the second paragraph of Article 13 of the Convention between the Czechoslovak Republic and the Greek Republic, concerning reciprocal and judicial protection and assistance in regard to civil and commercial law and matters relating to succession.

A. For Czechoslovak documents :

- (1) Ministry of the Interior.
 - Political Administrations at Prague, Brunn and Opava.
 - Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Užhorod.
 - Police headquarters.
 - Archives of the Ministry of the Interior.
- (2) Ministry of Public Health.
- (3) Ministry of Posts and Telegraphs.
 - Postal Cheques Office at Prague.
 - Postal and Telegraph Managements at Prague, Pardubice, Brunn, Opava, Bratislava and Košice.
- (4) Ministry of Commerce.
 - Patents Office at Prague.
- (5) Ministry of Public Works.
- (6) Ministry of Finance.
- (7) Ministry of Agriculture.
 - Ministry of Agriculture, Department for Slovakia at Bratislava.
 - Service of Agricultural Information attached to the Civil Administration for Sub-Carpathian Russia at Užhorod.
 - State Domains Department at Prague.
 - State Forestry Department at Brandýs n. L., Zarnovice, Báňská Bystrice, Liptavský Hradek, Solný Hrad, Užhorod, Rahovo and Buština.
 - Ministerial Committee for Agrarian Operations at Prague.
 - Provincial Committee for Agrarian Operations at Brunn and Opava.
 - State Agricultural Archives.
- (8) Ministry of National Defence.
- (9) Ministry of Education.
 - School Boards at Prague, Brunn and Opava, Department of the Ministry of Education at Bratislava, Schools Department of the Civil Administration for Sub-Carpathian Russia at Užhorod.
- (10) Ministry of Foreign Affairs.
 - Archives of the Ministry of Foreign Affairs.
- (11) Ministry of Supplies.
- (12) Ministry of Justice.
- (13) Office of the Premier.
- (14) Ministry for the unification of legislation and the organisation of the public administrative departments.
- (15) Ministry (invested with full powers) for the Administration of Slovakia at Bratislava.
- (16) Ministry of Railways.
 - Railway Management at Prague-South, Prague-North, Pilsen, Hradec Kralové, Brunn, Olomuc, Bratislava and Košice.

- 17° Ministère de la Prévoyance sociale.
- 18° Bureau suprême du Contrôle des comptes à Praha.
- 19° Office foncier d'Etat à Praha.
- 20° Bureau de statistique à Praha.
- 21° Chancellerie du Président de la République à Praha.
- 22° Chancellerie de la Chambre des Députés de l'Assemblée nationale à Praha.
- 23° Chancellerie du Sénat de l'Assemblée nationale à Praha.

B. En ce qui concerne les actes grecs :

- 1° Le Ministère des Affaires étrangères.
- 2° Le Ministère de la Justice.
- 3° Le Ministère de l'Intérieur.
- 4° Le Ministère de l'Instruction publique et des Cultes.
Le Saint Synode de l'Eglise de Grèce.
L'Université d'Athènes.
L'Université de Salonique.
- 5° Le Ministère des Finances.
- 6° Le Ministère de l'Economie nationale.
L'école des hautes études financières et commerciales.
- 7° Le Ministère des Communications :
La Direction Générale des Chemins de fer de l'Etat.
L'Ecole Polytechnique (Metsovion).
- 8° Le Ministère de l'Agriculture.
- 9° Le Ministère de l'Hygiène, Prévoyance et Assistance publique.
- 10° Le Ministère de la Guerre :
Défense Aérienne.
- 11° Le Ministère de la Marine.
- 12° Le Bureau politique du Président du Conseil.
- 13° Les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés.
- 14° Les Gouvernements généraux de Salonique, de Thrace, d'Epire et de Crète.

SPIRA.
HALFAR.
LAGOUDAKIS.
RHALLIS.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 11 avril 1929.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

- (17) Ministry of Social Welfare.
- (18) Supreme Audit Office at Prague.
- (19) Government Land Office at Prague.
- (20) Statistical Office at Prague.
- (21) Chancellery of the President of the Republic at Prague.
- (22) Chancellery of the Chamber of Deputies of the National Assembly at Prague.
- (23) Chancellery of the Senate of the National Assembly at Prague.

B. For Greek documents :

- (1) Ministry of Foreign Affairs.
- (2) Ministry of Justice.
- (3) Ministry of the Interior.
- (4) Ministry of Education and Public Worship.
 - The Sacred Synod of the Greek Church.
 - University of Athens.
 - University of Salonika.
- (5) Ministry of Finance.
- (6) Ministry of Economic Affairs.
 - Higher Financial and Commercial College.
- (7) Ministry of Communications.
 - General Management of the State Railways.
 - Technical School (Metsovion).
- (8) Ministry of Agriculture.
- (9) Ministry of Health, Social Welfare and Public Relief.
- (10) Ministry of War :
 - Air Defence Department.
- (11) Ministry of Marine.
- (12) Political Bureau of the Premier.
- (13) The Presidents of the Senate and of the Chamber of Deputies.
- (14) The Offices of the Governors-General for Salonika, Thrace, Epirus and Crete.

SPIRA.
HALFAR.
LAGOUDAKIS.
RHALLIS.

N° 1998.

**GRÈCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires. Signée à Athènes, le 7 avril 1927.

**GREECE
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Athens, April 7, 1927.

N^o 1998. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE HELLENIQUE RELATIVE A LA RECONNAISSANCE ET A L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 7 AVRIL 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 avril 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLENIQUE ont jugé utile de conclure une convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, docteur en droit, chef de Département au Ministère de la Justice, et
M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des Traités internationaux au
Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLENIQUE :

MM. Georges LAGOUDAKIS, ministre plénipotentiaire, directeur général du Ministère des
Affaires étrangères,
Périclès RHALLIS, secrétaire général du Ministère de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Seront considérées comme des décisions judiciaires, au sens de la convention, les décisions rendues en matière civile ou commerciale, dans la procédure soit contentieuse soit non contentieuse, par les tribunaux ordinaires, les tribunaux spéciaux, les tribunaux arbitraux ou les autorités de tutelle (curatelle).

Les décisions rendues, dans un procès pénal, sur conclusion de la partie civile, et les décisions prononçant la faillite ou homologuant un concordat ne seront pas considérées comme des décisions judiciaires en matière civile ou commerciale au sens de la convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 18 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1998. — CONVENTION ² BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE GREEK REPUBLIC CONCERNING THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS. SIGNED AT ATHENS, APRIL 7, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 24, 1929.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC having thought it expedient to conclude a Convention concerning the recognition and enforcement of judicial decisions, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Department in the Ministry of Justice, and
M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Georges LAGOUDAKIS, Minister Plenipotentiary, Director-General of the Ministry of Foreign Affairs ;
M. Pericles RHALLIS, Secretary-General of the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The following shall be regarded as judicial decisions within the meaning of the Convention : decisions pronounced in civil and commercial cases, whether of a contentious nature or not, by the ordinary tribunals, special tribunals, arbitral tribunals or the guardianship (curatorship) authorities.

Decisions pronounced in a criminal case, upon the demand of the civil party, and decisions involving a declaration of bankruptcy, or the acceptance of a composition between the parties, shall not be regarded as judicial decisions in civil and commercial cases within the terms of the Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, February 18, 1929.

Article 2.

L'autorité des décisions judiciaires au sens de l'article 1^{er} rendues dans l'un des Etats contractants sera reconnue dans l'autre Etat si elles remplissent les conditions suivantes :

1^o Que, pour l'affaire en question, les règles de compétence judiciaire internationale admises par le droit de l'Etat dans lequel la décision est invoquée, n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat.

2^o Que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée.

3^o Que, d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, celle-ci soit passée en force de chose jugée.

4^o Qu'en cas de jugement par défaut, la partie défaillante contre laquelle la décision est invoquée ait été régulièrement citée, conformément à la loi de l'Etat où la décision a été rendue, et que la citation l'ait atteinte en temps utile.

L'examen par les autorités de l'Etat où la décision est invoquée ne portera que sur les conditions énumérées sous chiffres 1 à 4. Ces autorités devront examiner d'office si lesdites conditions sont remplies. Cet examen devra être terminé au plus tard dans les deux mois à compter du jour où l'autorité compétente a reçu les actes.

Article 3.

Les décisions judiciaires rendues dans l'un des Etats contractants pourront être mises à exécution dans l'autre Etat si elles sont exécutoires dans l'Etat où elles ont été rendues et si elles remplissent les conditions énumérées dans l'article 2, chiffres 1 à 4.

L'examen par les autorités de l'Etat où l'exécution est demandée ne portera que sur les exigences indiquées au précédent alinéa. Ces autorités devront examiner d'office s'il est satisfait auxdites exigences. Cet examen devra être terminé au plus tard dans les deux mois à compter du jour où l'autorité compétente a reçu les actes.

Article 4.

La partie qui invoque la décision ou qui en demande l'exécution devra produire :

1^o Une expédition de la décision remplissant les conditions nécessaires à son authenticité.

2^o Les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est devenue exécutoire.

3^o Une copie authentique de l'assignation de la partie qui a fait défaut à l'instance et l'attestation que la citation l'a atteinte en temps utile.

4^o Une traduction des pièces énumérées ci-dessus certifiée conforme d'après les prescriptions de l'un ou l'autre Etat ; la traduction sera produite en Tchécoslovaquie en langue tchécoslovaque, en Grèce dans la langue grecque.

Article 5.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des Etats contractants et y ayant acquis la même autorité que les décisions judiciaires seront reconnues et mises à exécution dans l'autre Etat si elles satisfont aux prescriptions des articles précédents, en tant que celles-ci sont applicables.

Il en sera de même pour les transactions judiciaires et pour les transactions conclues devant des arbitres ou des tribunaux arbitraux.

Article 2.

The authority of judicial decisions within the meaning of Article 1, pronounced in one of the Contracting States shall be recognised in the other State, subject to the following conditions :

(1) That, in the case in question, the rules of international legal competence recognised by the law of the courts in which the decision is sought to be relied upon shall not exclude the jurisdiction of the other State ;

(2) That the recognition of the decision shall not be contrary to the public policies or to the principles of public law of the country in which the decision is sought to be relied upon ;

(3) That, under the law of the State where the decision has been pronounced, such decision shall be deemed to have acquired the force of *res judicata* ;

(4) That, in the case of judgment by default, the defaulting party against whom the decision is sought to be relied upon shall have been duly summoned in accordance with the law of the country where the decision has been pronounced, and that he shall have received the summons in good time.

The examination by the authorities of the State where the decision is sought to be relied upon shall relate only to the conditions specified under 1-4. It shall be the duty of these authorities on their own initiative to ascertain whether the said conditions are fulfilled. This examination shall be completed within two months at latest from the date on which the competent authority received the documents.

Article 3.

Judicial decisions pronounced in one of the Contracting States may be enforced in the other State, if they are enforceable in the State where they have been pronounced, and if they satisfy the conditions enumerated in Article 2, paragraphs 1-4.

The examination by the authorities of the State where enforcement is sought shall only deal with the conditions mentioned in the preceding paragraph. It shall be the duty of these authorities to ascertain whether the said conditions are fulfilled. This examination shall be terminated within two months at latest from the date on which the competent authority received the documents.

Article 4.

The party relying upon the decision or claiming its enforcement must produce :

(1) A duly authenticated copy of the decision.

(2) Such documents as may be required to prove that the decision has acquired the force of *res judicata* and, where necessary, has become enforceable.

(3) An authentic copy of the summons to the party who failed to appear, and a declaration to the effect that the summons reached him in good time.

(4) A translation of the documents enumerated above, duly certified in accordance with the regulations of either State ; in Czechoslovakia, the translation shall be submitted in the Czech language, and in Greece, in the Greek language.

Article 5.

Arbitral awards pronounced in one of the Contracting States, and having acquired there the same force as judicial decisions, shall be recognised and enforced in the other State if they satisfy the provisions of the preceding Articles, in so far as these are applicable.

The same shall apply in the case of compromises concluded before the judicial authorities, and before arbitrators or arbitral tribunals.

Article 6.

La loi de l'Etat requis régira la compétence et la procédure en matière d'exécution. Il en sera de même quant aux mesures prévues aux articles 8 à 10.

Article 7.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront, quelle que soit la nationalité des parties.

Article 8.

Le tribunal compétent à autoriser l'exécution accordera à la demande de la Partie, conformément à ses lois, la prise de mesures de sûreté pour assurer les droits résultant du titre exécutoire à l'égard du débiteur. Le tribunal révoquera éventuellement ces mesures, conformément à ses lois.

Article 9.

Avant même que les décisions indiquées aux articles 1 et 5 soient passées en force de chose jugée, ou que le délai prévu dans la décision pour l'accomplissement se soit écoulé, le tribunal compétent à autoriser l'exécution pourra, sur la demande faite dans sa forme prescrite, accorder la prise de mesures conservatoires d'après les dispositions en vigueur dans l'Etat requis.

Article 10.

Des mesures provisoires seront accordées déjà avant le procès ou au cours du procès sur la demande de la partie dont les intérêts se trouvent menacés, même si un tribunal de l'autre Etat est compétent pour statuer dans l'affaire en question.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes.

Cette convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et produira ses effets encore un an après la dénonciation qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention en deux exemplaires.

Fait à Athènes, le 7 avril 1927.

D^r Emil SPIRA.
D^r Karel HALFAR.
G. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 11 avril 1929.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Article 6.

Jurisdiction and procedure with regard to enforcement shall be governed by the law of the State in which the enforcement is sought. This shall also apply to the measures provided in Articles 8-10.

Article 7.

The provisions of the present Convention shall apply irrespective of the nationality of the Parties.

Article 8.

The tribunal competent to authorise enforcement shall, at the request of the Party, allow the taking of precautionary measures, in conformity with its laws, to safeguard the rights arising out of the executing documents as against the debtor. The tribunal may rescind these measures later, in conformity with its laws.

Article 9.

Even before the decisions specified in Articles 1 and 5 have acquired the force of *res judicata*, or before the period laid down in the legal decision for fulfilment has expired, the tribunal competent to authorise enforcement shall be at liberty, upon request being made in the prescribed form, to allow conservatory measures to be taken in accordance with the provisions in force in the countries applied to.

Article 10.

Provisional measures shall be accorded before or during the proceedings, on the request of the Party whose interests are threatened, even if a tribunal of the other State is competent to decide in the matter in question.

Article 11.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Athens.

This Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year after denunciation, which may be effected at any time.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in two copies.

Done at Athens, April 7, 1927.

Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.
Georges LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

N° 1999.

**GRÈCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale avec protocole additionnel. Signés à Athènes, le 7 avril 1927.

**GREECE
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Additional Protocol. Signed at Athens, April 7, 1927.

N^o 1999. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE CONCLUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 7 AVRIL 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 avril 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transport des criminels ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emil SPIRA, docteur en droit, chef du département au Ministère de la Justice ; et
M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des Traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Georges LAGOUDAKIS, ministre plénipotentiaire, directeur général du Ministère des Affaires étrangères ; et
Périclès RHALLIS, secrétaire général du Ministère de la Justice ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Article premier.

EXTRADITION.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les tribunaux ordinaires de l'autre Partie, pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats, — alors même qu'elles ne seraient applicables que dans quelque partie de leur territoire, — peut entraîner une peine privative

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 18 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1999. — CONVENTION ² RELATING TO EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE GREEK REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT ATHENS, APRIL 7, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place April 24, 1929.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, desirous of regulating judicial relations between the two countries with regard to the extradition and conveyance of criminals and judicial assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Emil SPIRA, Doctor of Laws, Head of Section in the Ministry of Justice, and
Dr. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Section in the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Georges Lagoudakis, Minister Plenipotentiary, Director-General in the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Pericles RHALLIS, Secretary-General in the Ministry of Justice,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

CHAPTER I.

Article 1.

EXTRADITION.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other, on request, persons who shall have been found within the territory of one Party and who are being proceeded against or have been convicted by the ordinary courts of the other Party, for an offence for which extradition may be granted under the laws of the Party applied to :

(a) Provided the offence in question is punishable under the laws of both States — even if these laws are applicable to only part of their territory — with imprisonment

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, February 18, 1929.

de liberté d'une année au moins ou la peine capitale, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou à la peine capitale.

Cependant, si les lois de l'un des deux Etats frappent de la peine de mort une infraction qui selon les lois de l'autre Etat n'entraîne qu'une peine privative de liberté, l'extradition ne pourra être accordée que si les autorités de l'Etat requérant s'engagent, par une déclaration formelle, à ce que, dans le cas en question, la peine capitale ne soit pas exécutée.

b) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requis.

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres tribunaux.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les crimes et délits politiques ou faits connexes. L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à semblable infraction, l'attentat contre la personne du chef de chacun des Etats Contractants, lorsque cet attentat constituera un assassinat ou un homicide, ou tentative ou complicité de ce fait :

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire.

c) Pour les infractions de presse proprement dites.

d) Pour les infractions aux lois de douanes, d'impôts et autres lois fiscales.

e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement.

f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou si l'on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux.

g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause ou gracié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique ; on y joindra l'acte d'accusation, le mandat d'arrêt, ou tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou la sentence contre la personne

for at least one year or with death, or if the person claimed has already been sentenced for an identical offence to at least six months imprisonment or to death.

Nevertheless, if the laws of one of the two States punish with death an offence which under the laws of the other State is only punishable with imprisonment, extradition may only be granted if the authorities of the State making the application undertake by formal declaration that the death penalty will not be carried out in the case in question.

(b) Provided the offence has been committed outside the territory of the State applied to ;

(c) Provided the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own Courts.

Extradition shall also be granted for attempts to commit the above offence or for complicity therein when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

Article 2.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 3.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION MAY NOT BE GRANTED.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes and offences, or connected therewith. The State applied to shall alone be competent to decide whether the offence is of this nature.

An offence committed or attempted against the Head of either Contracting State shall not be considered as a political offence or as an act connected with such an offence when the offence constitutes assassination or homicide or an attempt to commit such crime, or complicity therein ;

(b) For purely military offences ;

(c) For press offences strictly so-called ;

(d) For offences against Customs, revenue or other finance laws ;

(e) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party and which can be discontinued if such party so desires ;

(f) If exemption from prosecution or punishment has been acquired through lapse of time under the laws in force in all parts of the territory of either Contracting Party or under the laws of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible to take proceedings against him or to carry out sentence for other legal reasons ;

(g) If proceedings have also been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to, or if proceedings against him in that country have been dropped, or if he has been pardoned, or if he has already been convicted or acquitted in respect of the same offence, unless the laws of the country in question allow the opening of criminal proceedings in consequence of new facts.

Article 4.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall be accompanied by the indictment, the warrant of arrest, or other equivalent judicial document or

réclamée. Ces actes indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination, et seront accompagnés du texte certifié conforme de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou, le cas échéant, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Ces pièces à l'appui seront jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorités compétente de l'Etat requérant. Dans la mesure du possible, il y sera joint le signalement de la personne réclamée, sa photographie, ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par les lois de celui-ci et munis du sceau officiel. Ils seront accompagnés des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis ou dans la langue française, faites ou attestées conformes soit par l'autorité compétente soit par un interprète de l'Etat requérant, qu'il soit assermenté ou officiel et qui le munira de sa signature et de son cachet.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction faisant l'objet de la poursuite rentre dans les préventions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition a été présentée, sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il y soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas précédents en informe sans retard l'autorité qui a demandé cette arrestation, ou bien l'autorité par laquelle

the judgment pronounced against the person claimed. These documents should indicate briefly the offence in question and its particular character and denomination, and should be accompanied by a certified text of the penal law of the applicant State which covers the offence, with a statement of the penalty involved.

In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

The originals of these documents in support of the request, or copies certified by the Courts or by any other competent authority of the applicant State, shall be attached to the request ; they shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed, his photograph or other particulars which may help to establish his identity.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws and shall bear its official seal. Translations in the official language of the State applied to, or in French made or certified correct either by a competent authority or by a sworn or official interpreter of the applicant State, who shall sign or seal them, shall be attached thereto.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the proceedings comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the requisition for extradition, together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape unless extradition should at once appear to be inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

In urgent cases, the person claimed may be taken into provisional custody, even before the requisition for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgement, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to.

The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party, or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

The authority which has effected the arrest of the person, in conformity with the foregoing paragraphs, shall at once inform the authority applying for this arrest or the authority which is

cet individu est poursuivi d'après l'avis publié dans les bulletins ou registres de police, en indiquant en même temps l'endroit de sa détention.

Si, dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

Si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article précédent a été expédiée, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé, sans toutefois que la durée totale de l'arrestation provisoire puisse dépasser deux mois.

Article 10.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ETATS.

Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes est également réclamé par un ou plusieurs Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer soit à l'Etat dont il est ressortissant, soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Si parmi les Etats requérants ne se trouve pas l'Etat dont la personne est ressortissante, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations parvenues de la part des autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend lui aussi demander l'extradition. Les dispositions du premier alinéa de l'article 9 seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition. Autrement la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave et s'il s'agit d'infractions d'une gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première.

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, ou en cas de sa condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait obtenu la remise, ou bien que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné au premier alinéa de l'article 11 pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves

taking proceedings against the person referred to in the notification published in the police bulletins or registers, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

If, within a period of fifteen days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the other Contracting Party has not intimated that it will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

Should the requisition for surrender, accompanied by the documents in support mentioned in Articles 4 and 5, not be received within six weeks from the date on which, in accordance with the last paragraph but one of the preceding Article, the intimation of arrest was despatched, the person arrested may be set at liberty.

In cases where additional explanations have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within an appropriate period fixed by the latter. This period may, on receipt of a reasoned request, be prolonged, provided however that the total period of provisional custody does not exceed two months.

Article 10.

REQUISITION FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

Should the person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties, also be claimed by one or more other States, the State applied to may surrender him either to the State of which he is a national or to the State in whose territory the offence was committed.

If the State of which the person in question is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the applications received from the other States, granting it a period of fifteen days within which it may declare whether it also intends to apply for extradition. The provisions of the first paragraph of Article 9 shall also be applicable to this requisition for surrender. Otherwise the person claimed shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose requisition was first received.

These provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that leading to the requisition for surrender, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded, or, in the event of his conviction, until he has served his sentence or until the sentence has been remitted or he ceases to be kept, for other reasons, in custody.

This postponement shall not prevent the giving of a decision without delay in regard to the extradition.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER.

If the postponement of extradition, as mentioned in the first paragraph of Article 11 might, under the law of the applicant State, lead to exemption from prosecution or punishment through

importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 13.

LIMITES DU DROIT D'EXTRADITION.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat auquel d'extradition a été accordée, ni livré à un pays tiers pour des infractions commises avant son extradition autres que celles pour laquelle son extradition a été accordée.

Pour ces infractions commises avant l'extradition, l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un tiers pays seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne saurait être refusé si l'extradition pour les infractions en question est prévue par la présente convention. L'Etat qui a extradé le malfaiteur pourra exiger que le consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5.

b) Si ledit individu n'a pas quitté, nonobstant le manque de tout empêchement, dans un délai de 48 heures le territoire de l'Etat auquel il a été extradé après y avoir été jugé et, en cas de condamnation, après y avoir subi la peine ou après y avoir été gracié ou s'il y est retourné par la suite.

L'Etat auquel fut accordé le consentement à l'extradition conformément à la lettre a) informera l'autre Etat du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie légalisée du jugement.

Article 14.

TRANSIT DES CRIMINELS.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et un tiers Etat, l'autre Partie accordera, sur demande, son transport à travers son territoire.

Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera effectué par les agents de la partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

Si dans le délai de deux mois à partir du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition fût accordée, celui-ci ne produit pas la preuve du consentement au transit de la part de l'Etat à travers le territoire duquel l'individu réclamé doit être transporté, l'autorisation d'extradition sera nulle.

CHAPITRE II.

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 15.

En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elle feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins et des experts, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

lapse of time, or in any other way seriously hinder the prosecution, the person claimed may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the judicial investigation on account of which his temporary surrender was requested, has been concluded in the applicant State.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

A surrendered person may not be proceeded against or sentenced in the State in which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for an offence committed before his extradition, other than that for which his extradition was granted.

In the case of other offences committed before extradition, the person surrendered may be proceeded against, punished, or delivered up to a third country, only :

(a) If the State granting extradition subsequently consents to this course. Such consent may not be refused if the offence is an extraditable one under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that such consent be requested in the manner laid down for requisitions for surrender, with the documents in support mentioned in Articles 4 and 5 ;

(b) If the person in question has not, within forty-eight hours after judgment was given there, left the territory of the State to which he was surrendered, though he was free to do so, or in the event of conviction, after he has served his sentence or has been pardoned, or if he returns to the territory subsequently.

The State whose requisition for surrender has been granted in conformity with paragraph 2 a) shall inform the other State of the final result of the proceedings and shall transmit to it a certified copy of the judgment.

Article 14.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

If an offender is to be surrendered from one of the Contracting Parties to a third State, the other Party shall on request allow the offender to be conveyed through its territory.

The provisions relating to the authorisation of extradition shall also apply to such cases of conveyance in transit.

Conveyance in transit shall be effected by the police officials of the Party applied to under such conditions and by such route as that Party may determine.

If, within two months from the date on which the applicant State has been informed that extradition has been granted, this State has not produced authorisation for conveyance in transit from the State through whose territory the person claimed is to be conveyed, the authorisation for extradition shall be null and void.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. GENERAL PROVISIONS.

Article 15.

In criminal matters the Contracting Parties shall afford each other judicial assistance. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons who are in their territories ; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and experts, the taking of affidavits, the conducting of searches, and the seizure of objects ; they shall transmit to each other all judicial acts and articles serving as proof of the crime.

Les jugements de condamnation ainsi que les citations à comparaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra sur la demande de l'autre Partie être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant, munie du sceau de l'autorité requérante et transmise directement au Ministère de la Justice de l'Etat requis par celui de l'Etat requérant, ou en cas de procédure pénale militaire, par l'administration suprême de la Justice militaire. Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte de procédure demandé doit avoir lieu. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

L'assistance judiciaire en matière pénale peut être refusée dans le cas où d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de la personne poursuivie.

Article 17.

CITATION ET COMPARUTION DES PERSONNES SE TROUVANT SUR LE TERRITOIRE DE L'AUTRE ETAT CONTRACTANT.

Si dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un des Etats contractants la comparution d'un témoin ou d'un expert, se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, est jugée nécessaire ou désirable et si ces tribunaux les citent par l'intermédiaire des tribunaux ou les autorités de l'autre Etat, ceux-ci leur feront notifier l'assignation en leur laissant la liberté d'y comparaître ou non.

Les frais de la comparution d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant. L'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant dans le pays de l'une des Parties contractantes et qui, sur l'assignation prévue au premier alinéa, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs ni sous prétexte de complicité dans les faits faisant objet du procès où il figure.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si nonobstant le manque de tout empêchement elles ne quittent pas le territoire de l'Etat requérant dans les deux jours du moment où leur présence devant les instances judiciaires n'était plus nécessaire.

Si le témoin cité d'après le premier alinéa se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'il y sera renvoyé le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transport, aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes d'un individu détenu dans un pays tiers que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Sentences and summonses to appear for trial, delivered by the Courts of one Contracting Party in respect of nationals of the other Party, however, shall not be served on these nationals. Similarly, a national of one Contracting Party may not be examined as an accused person at the request of the other Party.

The request for judicial assistance shall be drawn up in the official language of the applicant State, shall bear the seal of the authority making the application, and shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to, or in the case of proceedings under military law by the highest military judicial authority. The provisions of Article 5 regarding translation shall also apply to this request, and to the documents attached thereto.

The action to be taken on a request for judicial assistance in criminal matters shall be subject to the law of the State in whose territory the required examination is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when, according to the provisions of the present Convention, there is no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings have been instituted.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT IN ONE STATE OF PERSONS WHO ARE IN THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING STATE.

Should it be considered necessary or desirable, in a criminal case pending before the courts of one of the Contracting States, to secure the attendance in Court of a witness or expert who is in the territory of the other Contracting State, and should the courts summon such witness or expert through the Courts or other authority of the other State, the latter Courts shall serve a subpoena on him, but shall leave it free for him to decide whether he will attend.

The expenses connected with the attendance in Court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the subpoena shall indicate the sum to be allocated to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance ; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, provided the applicant State repays these sums as soon as the person summoned has declared his willingness to comply with the subpoena.

No witness or expert, whatever his nationality, who is in the territory of one of the Contracting Parties, and who, when summoned by that Party in accordance with paragraph 1, voluntarily attends in the Courts of the other Party, may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous criminal offences or convictions, or on the ground of complicity in the offence forming the subject of the case in which he is concerned.

Such persons shall, however, forfeit the above privilege should they fail of their own free will to leave the country of the applicant State within two days from the date on which their attendance in court has ceased to be necessary.

Should the witness summoned in accordance with paragraph 1 be in custody in the territory of the State applied to, a request may be made for his attendance in Court if assurances are given that he will be sent back at the earliest possible date. A request of this kind may only be refused for special reasons ; in particular, if the person in question expressly declares that he is opposed to such a proceeding.

Similarly, subject to the above conditions, the conveyance and return, through the territory of one of the Contracting Parties, of a person in custody in a third country, shall be permitted, if the other Contracting Party considers it necessary to confront him with the accused or to take his verbal evidence.

Article 18.

REMISE DES PIÈCES DE CONVICTION.

Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procuré par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièce à conviction et cela même dans les cas où il serait passible de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront autant que faire se pourra remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets indiqués au premier alinéa que le prévenu aurait cachés ou déposés dans l'Etat accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

L'Etat duquel la remise des objets indiqués plus haut aura été demandée pourra les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant de les retourner, à son tour, dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DE CASIER JUDICIAIRE.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement par voie diplomatique chaque semestre les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes les sentences définitives y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie, pour autant qu'elles soient inscrites, d'après les lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires.

Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences et inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande adressée directement, des informations basées sur des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Article 20.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter. Les montants perçus de celle-ci reviennent à l'Etat requis.

Font exception, outre les frais mentionnés au deuxième alinéa de l'article 17, les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant les frais occasionnés par l'extradition temporaire et le retour des personnes mentionnées dans l'article 12, de même que les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Article 18.

DELIVERY OF EXHIBITS.

The authorities of either Contracting Party shall, on request, deliver up to the authorities of the other Party the articles which an accused person may have obtained as a result of his offence or which may constitute exhibits ; this shall apply even when the articles in question are liable to seizure or confiscation.

If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit, they shall, as far as is practicable, be handed over at the time when extradition or conveyance in transit takes place. They shall be delivered up, even when extradition, though granted, cannot take place owing to the death or escape of the accused. This provision shall also apply to all the articles specified in paragraph 1 which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition, and which may be subsequently discovered.

Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved and after the trial such articles shall be returned as soon as possible and free of charge to the State applied to.

The State which has been asked to deliver up the aforementioned articles may retain them temporarily if it requires them in conjunction with criminal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in return to restore them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

The Contracting Parties undertake to communicate to each other half-yearly, through the diplomatic channel, all sentences having the force of *res judicata* or copies of all final judgments, including conditional sentences pronounced by their judicial authorities against nationals of the other Party, so far as these are entered, under the existing law of the country, in their records of previous convictions or records of the Courts.

They shall also communicate to each other any further decisions concerning the said judgments which are entered in the records of previous convictions from the records of the Courts.

The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request forwarded direct, information from the records of previous convictions or the records of the courts concerning particular cases.

Article 20.

EXPENSES OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Expenses occasioned by requests for extradition or any other judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred. The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of these expenses with a view to their reimbursement by the person liable to pay them. Any sums collected from the latter shall belong to the State applied to.

Nevertheless, the expenses mentioned in the second paragraph of Article 17, fees paid for expert opinions of any kind, and the expenses occasioned by the summoning or attendance in Court of persons in custody in the territory of the State applied to, shall be exceptions to this rule ; these expenses shall be reimbursed by the applicant State. Similarly, the applicant State shall bear the expenses of the temporary surrender and of the return journey of the persons mentioned in Article 12, and also the expenses of conveyance and maintenance during the passage through intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

CHAPITRE III.

Article 21.

DISPOSITIONS FINALES.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Athènes.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait, en double exemplaire, à Athènes, le 7 avril 1927.

D^r Emil SPIRA.
D^r Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires de la République tchécoslovaque et de la République hellénique en passant à la signature de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale déclarent s'être mis d'accord que les Parties contractantes se communiqueront la liste des autorités chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires et obligées à donner des informations, ainsi que la liste des lieux de frontière et des autorités qui y sont chargées de remettre ou de recevoir les individus extradés.

Ce protocole fait partie intégrante de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole additionnel.

Fait, en double exemplaire, à Athènes, le 7 avril 1927.

D^r Emil SPIRA.
D^r Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 11 avril 1929,

D^r Jan Opočensky,
Directeur des Archives.

CHAPTER III.

Article 21.

FINAL PROVISIONS.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Athens.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Athens on April 7, 1927.

Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Czechoslovak Republic and the Greek Republic, on proceeding to sign the Convention relating to extradition and judicial assistance in criminal matters, declare that they have agreed that the Contracting Parties shall exchange a list of the authorities who are responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts, and for giving information required, as well as a list of the frontier stations at which surrendered persons shall be received or handed over, and the authorities responsible for these proceedings.

This Protocol shall form an integral part of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this additional Protocol.

Done in duplicate at Athens on April 7, 1927.

Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.
G. C. LAGOUDAKIS.
P. RHALLIS.

N° 2000.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant la réglementation
de la circulation des personnes
dans le trafic frontière local, avec
annexes. Signé à Vienne, le
18 janvier 1923.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement for the Regulation of the
Movement of Persons in Local
Frontier Traffic, with Annexes.
Signed at Vienna, January 18,
1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

N^o 2000. — ÜBEREINKOMMEN¹
ZWISCHEN DER REPUBLIK
ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK, BETREFFEND DIE REGELUNG DES PERSONENVERKEHRES IM KLEINEN GRENZVERKEHR. GEZEICHNET IN WIEN AM 18. JANUAR 1923.

N^o 2000. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU RAKOUSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O ÚPRAVĚ OSOBNÍHO STYKU V MALÉM POHRANIČNÍM STYKU, PODOPSANÁ VE VÍDNI, DNE 18. LEDNA 1923.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le chancelier fédéral de la République d'Autriche et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 avril 1929.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place April 25, 1929.

Die unterzeichneten bevollmächtigten Vertreter DER ÖSTERREICHISCHEN BUNDESREGIERUNG und DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REGIERUNG haben hinsichtlich des Personenverkehrs im kleinen Grenzverkehr zwischen DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK nachstehendes vereinbart :

Podepsaní zplnomocnění zástupci rakouské SPOLKOVÉ VLÁDY a ČESKOSLOVENSKÉ VLÁDY ujednali o osobním styku v malém pohraničním styku mezi REPUBLIKOU RAKOUSKOU a REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU toto :

1. Als Grenzzone im Sinne dieses Übereinkommens werden die auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegenen Gebietsteile anerkannt, deren Breite beiderseits 15 km nicht überschreiten soll.

1. Ve smyslu této dohody uznávají se za pohraniční pásmo územní části ležící po obou stranách společné celní hranice, které nesmějí býti na žádné straně širší než 15 km.

Die in dieser Grenzzone einbezogenen Orte sind in der Beilage A dieses Übereinkommens namentlich aufgezählt.

Pohraniční pásmo zahrnuje obce vyjmenované v příloze A této dohody.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, nach Massgabe der lokalen Bedürfnisse diese Zone durch Übereinkommen an einzelnen Stellen abzuändern.

Smluvní strany si vyhrazují, změnit dohodou pásmo na některých místech podle místní potřeby.

2. Im Grenzgebiet dauernd ansässigen Bewohnern, die zufolge ihres Berufes oder ihrer Beschäftigung zum Überschreiten der Grenze

2. Aby se ulehčil přechod hranice obyvatelům usedlým trvale v pohraničním území, kteří v důsledku svého povolání nebo zaměst-

¹ Entré en vigueur le 4 février 1929.

¹ Came into force February 4, 1929.

genötigt sind, können zwecks Erleichterung des Grenzübertrittes Grenzübertrittsscheine ausgestellt werden.

3. Diese Grenzübertrittsscheine werden nur an Personen, welche in jeder Hinsicht unbedenklich und einwandfrei sind, ausgestellt werden.

4. Grenzübertrittsscheine können mit folgender Gültigkeitsdauer ausgefertigt werden :

a) Landwirten, Grundbesitzern und Pächtern sowie Familienmitgliedern und Hilfsarbeitern, Kaufleuten und Gewerbetreibenden, ferner Personen, die durch ihre Berufstätigkeit zum häufigen Grenzübertritt genötigt sind (Ärzte, Tierärzte, Hebammen, Privatlehrer und Schüler, Personen des geistlichen Standes u. s. w.), ferner Angestellten sowie Arbeitern, deren ständiger Arbeitsort im Grenzgebiete des anderen vertragschliessenden Teiles liegt, für die Dauer von sechs Monaten.

b) Für Personen, die die Grenze aus wichtigen und dringenden persönlichen Familien- oder Gesundheitsrücksichten einmal überschreiten müssen, für die Dauer von drei Tagen.

Kinder unter 12 Jahren bedürfen zur Überschreitung der Grenze in Begleitung erwachsener Personen keines eigenen Grenzübertrittsscheines, insofern sie in deren Grenzübertrittsschein eingetragen sind.

5. Grenzübertrittsscheine für den einmaligen oder für den mehrmaligen Grenzübertritt werden grundsätzlich durch den Vorsteher der Wohngemeinde ausgefertigt und unterliegen überdies der Vidierung durch den zuständigen Gendarmerieposten.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, im Bedarfsfalle die Ausstellung der Grenzübertrittsscheine an die politische Bezirksbehörde zu übertragen, worüber eine gegenseitige Verständigung erfolgen würde.

Die Ausstellung der Grenzübertrittsscheine an Ärzte, Tierärzte und Hebammen erfolgt durch die zuständige politische Bezirksbehörde.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, im Bedarfsfalle zu verlangen, dass in einzelnen Grenzabschnitten die im anderen Staate ausgestellten Grenzübertrittsscheine der Vidierung durch den eigenen örtlich zuständigen Gendarmerieposten unterzogen werden.

6. Die Grenzübertrittsscheine berechtigen zum Aufenthalte im Grenzgebiete des anderen

nání jsou nuceni přestupovati hranici, mohou jim býti vydána osvědčení pro překročení hranice.

3. Osvědčení pro překročení hranice vydají se toliko osobám v každém ohledu spolehlivým a bezúhonným.

4. Osvědčení pro překročení hranice mohou býti vydána na dobu platnosti níže uvedenou :

a) Rolníkům, statkářům a nájemcům, jakož i členům jejich rodin a pomocným dělníkům, obchodníkům a živnostníkům, dále osobám, které svým povoláním jsou nuceny častěji překračovati hranici (lékařům, zvěrolékařům, porodním asistentkám, soukromým učitelům a žákům, osobám duchovního stavu atd.), dále zaměstnancům jakož i dělníkům, jejichž stálé pracovní místo leží v pohraničním území druhé smluvní strany, na dobu šesti měsíců.

b) Osobám, které musí překročiti *jednou* hranici z důležitých a naléhavých důvodů osobních, rodinných nebo zdravotních na dobu tři dnů.

Děti do 12 let v průvodu dospělých osob nepotřebují pro přestup hranice zvláštního osvědčení pro překročení hranice, jsou-li zapsány v osvědčení svých průvodců.

5. Osvědčení k jednomu neb opětovnému překročení hranice vydává zásadně představený obce bydlíště. Tato osvědčení musí býti ještě vidována příslušnou četnickou stanicí.

Smluvní strany si vyhražují pověření v případě potřeby vydáváním osvědčení pro překročení hranice okresní politické úřady, o čemž se vzájemně vyrozumí.

Lékařům, zvěrolékařům a porodním asistentkám vydá osvědčení pro překročení hranice příslušný okresní politický úřad.

Smluvní strany si vyhražují, požadovati v případě potřeby, aby v jednotlivých pohraničních úsecích osvědčení pro překročení hranice vydaná v druhém státním území byla vidována vlastní četnickou stanicí místně příslušnou.

6. Osvědčení pro překročení hranice oprávnují k pobytu v pohraničním území druhé

vertragschliessenden Teiles in der Dauer von längstens drei Tagen, bei Angestellten und Arbeitern (Punkt 4 *a*) in der Dauer von längstens sechs Tagen.

7. Für öffentliche Beamte und Angestellte, insbesondere für solche der Finanz-, Post-, Telegraphen-, Eisenbahn- und des Grenzkontrolldienstes sowie für Eisenbahn- und Telegraphenarbeiter werden im Grenzverkehr als Grenzübertrittsschein die von ihren vorgesetzten Dienstbehörden zu diesem Zwecke auszufertigenden Ausweise (Legitimationen) anerkannt.

8. Für die Exkursionen von Ausflüglern und Touristen, Schülern und Geselligkeitsvereinen sowie für Wallfahrten, deren Teilnehmer in der Grenzzone dauernd ansässig sind, kann der Vorsteher der politischen Bezirksbehörde über Ermächtigung der politischen Behörde II. Instanz einen Sammelgrenzübertrittsschein für höchstens 30 Personen auf die Dauer von 48 Stunden ausstellen.

Der Führer solcher Exkursionen hat sich beim Grenzübertritte mit einem für seine Person von der politischen Bezirksbehörde ausgestellten Grenzübertrittsschein und mit einer von dieser Behörde vidierten Sammelliste auszuweisen, welche über die Namen, den Wohnort und den Beruf der Teilnehmer Aufschluss zu geben hat

9. Besitzer von Grenzübertrittsscheinen haben anlässlich des Grenzübertrittes keine Gebühren zu entrichten, sind jedoch verpflichtet, sich den bestehenden Kontrollvorschriften zu unterwerfen und den Grenzübertrittsschein vorzuweisen.

10. Die Überschreitung der Grenze darf nur auf den durch Vereinbarung der politischen Behörden der gegenüberliegenden Gebiete im Einvernehmen mit den beiderseitigen Zollbehörden festzusetzenden Strassenzügen, Wegen und Eisenbahnen erfolgen.

Die Bestimmungen der Anlage *a* zu Artikel XII des geltenden Handelsübereinkommens zwischen der Republik Österreich und der Tschechoslowakischen Republik über den Verkehr auf Nebenwegen im Grenzverkehr bleiben unberührt.

II. Die Grenzübertrittsscheine sind nach dem beigefügten einheitlichen Muster Beilage *B* auszufertigen und mit dem Lichtbilde des Besitzers zu versehen.

12. Sofern die für die Ausfertigung des Grenzübertrittsscheines angenommenen Voraussetzungen eine Änderung erfahren, insbesondere,

smluvní strany po dobu nejdéle tři dnů, u zaměstnanců a dělníků (bod 4 *a*) po dobu nejdéle šesti dnů.

7. Pro veřejné úředníky a zřizence, zvláště pro úředníky a zřizence finanční, poštovní, telegrafní, železniční a kontroly pohraniční, jakož i pro dělníky železniční a telegrafní uznávají se v pohraničním styku za osvědčení pro překročení hranice průkazy (legitimace) vyhotovené k tomuto účelu jich nadřízenými úřady.

8. Výpravám výletníků a turistů, žáků a společenských spolků jakož i poutníků, jichž se účastní osoby bydlící trvale v pohraničním pásmu, může přednosta okresní správy politické na základě zmocnění politického úřadu druhé instance vyhotoviti hromadné osvědčení pro překročení hranice na dobu 48 hodin. Hromadné osvědčení může býti vyhotoveno nanejvýše pro 30 osob.

Vůdce těchto výprav musí se při přestupu hranice vykázati osvědčením pro překročení hranice, vydaným jemu okresní správou politickou, a seznamem účastníků, vidovaným touto správou. Seznam musí obsahovati jméno, bydliště a povolání účastníků.

9. Majitelé osvědčení pro překročení hranice nebudou platiti při přestupu hranice žádných poplatků, jsou však povinni podrobiti se platným kontrolním předpisům a vykázati se osvědčením pro překročení hranice.

10. Přestupovati hranici je dovoleno pouze po silnicích, cestách a železnicích, jež budou určeny dohodou politických úřadů protilehlých území ve shodě s celnými úřady obou stran.

Ustanovení přílohy *a*) ke článku XII. platné obchodní dohody mezi republikou Rakouskou a republikou Československou o styku po vedlejších cestách v pohraničním styku zůstávají nezměněna.

II. Osvědčení pro překročení hranice budou vyhotovována dle připojeného jednotného vzoru přílohy *B* a opatřena podobenkou majitele.

12. Změní-li se okolnosti, jež byly předpokladem pro vyhotovení osvědčení pro překročení hranice, zvláště zjistí-li se, že majitel osvědčení

wenn der Inhaber des Grenzübertrittsscheines nicht mehr unbedenklich und einwandfrei erscheint, kann der Grenzübertrittsschein auch während seiner Gültigkeitsdauer zurückgezogen werden.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, in besonderen Fällen aus Gründen der staatlichen und öffentlichen Sicherheit einzelnen Personen den Grenzübertritt in ihr Staatsgebiet zu untersagen und bei Obwalten ausserordentlicher Umstände (zum Beispiel gegen die Sicherheit des Staates gerichtete Bewegungen, Seuchengefahr) den Personenverkehr im kleinen Grenzverkehr gänzlich oder an gewissen Strecken zeitweise zu suspendieren.

Im Falle einer derartigen Suspendierung des Grenzverkehrs wird die die Sperre verfügende Regierung die Regierung des anderen Teiles womöglich acht Tage vorher davon in Kenntnis setzen.

Im Falle des Verbotes des Grenzübertrittes für einzelne Personen wird die das Verbot erlassende Behörde die Gegenseite ehestens verständigen.

13. Die Vorsteher der politischen Bezirksbehörden und die von ihnen hiezu eigens ermächtigten Gemeindevorsteher in der Grenzzone sind berechtigt, für den Touristen- und Ausflugsverkehr ausnahmsweise verlässlichen, in der Grenzzone nicht dauernd ansässigen Personen, deren Identität durch entsprechende Ausweispapiere festgestellt ist, den Grenzübertritt in die Grenzzone des anderen vertragschliessenden Teiles auf die Dauer von 48 Stunden zu gestatten.

Solche Personen werden eigene Ausweise nach dem Muster der Beilage C dieses Übereinkommens ausgestellt.

14. Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden wegen Inkraftsetzung des gegenwärtigen Übereinkommens die nötigen Verfügungen ohne Verzug treffen.

15. Das vorliegende Übereinkommen unterliegt der Genehmigung der beiderseitigen Regierungen und tritt nach gegenseitiger Mitteilung der Genehmigung in Kraft. Es bleibt während der Dauer von zwei Jahren in Geltung. Nach Ablauf dieser Frist steht es jedem der vertragschliessenden Teile frei, von dem gegenwärtigen Übereinkommen unter der Bedingung zurückzutreten, dass diese Absicht drei Monate vorher dem anderen Teile angekündigt worden ist.

Dieses Übereinkommen wird in deutscher und tschechoslowakischer Urschrift ausgefertigt.

pro překročení hranice není více osobou spolehlivou a bezúhonnou, může býti osvědčení pro překročení hranice odňato i v době jeho platnosti.

Smluvní strany si vyhrazují právo zapověditi ve zvláštních případech z důvodů státní a veřejné bezpečnosti jednotlivým osobám přestup hranice do jejich státního území a, jsou-li mimořádné okolnosti (na příklad hnutí, ohrožující státní bezpečnost, nebezpečí nákaz), zastaviti na čas zcela nebo na některých tratích osobní styk v pohraničním styku.

O takovém zastavení pohraničního styku uvědomí vláda uzávěru nařizující dle možnosti osm dní předem vládu druhého státu.

Zakáže-li se jednotlivým osobám přestupovati hranici, vyrozumí o tom úřad, tento zákaz vydavši, co nejdříve druhou stranu.

13. Přednostové okresních politických úřadů a jimi k tomu účelu zvláště zmocnění představení obcí ležících v pohraničním pásmu mohou vyjimečně dovoliti pro účely turistické a výletní spolehlivým, v pohraničním pásmu *trvale neusazeným osobám*, jichž totožnost jest zjištěna hodnověrnými doklady, přestup hranice do pohraničního pásma druhé smluvní strany na 48 hodin.

Těmto osobám vydají se průkazky, vyhotovené dle vzorce přílohy C této dohody.

14. Vlády smuvních států učiní bez odkladu opatření, aby tato dohoda nabyla účinnosti.

15. Tato úmluva podléhá schválení obou vlád a nabude účinnosti, jakmile její schválení bude vzájemně sděleno. Zůstane v platnosti po dva roky. Po uplynutí této lhůty může každá ze smluvních stran ustoupiti od úmluvy, ohlásí-li tři měsíce napřed tento úmysl druhé straně.

Tato úmluva se sepisuje v prvopise československém a německém.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Übereinkommen unterfertigt.

Geschehen in Wien, am 18. Jänner 1923 in doppelter Ausfertigung.

LUKES.
D'ELVERT.

Čemuž na svědomí podepsali plnomocníci obou stran dohodu.

Dáno ve Vídni, dne 18. ledna 1923 ve dvojm vyhotovení.

MARTINEK.
Dr. ČERNOVSKÝ.

BEILAGE A.

VERZEICHNIS DER IM GRENZGEBIETE GELEGENEN ORTE DES BURGENLANDES :

Edelstal, Kittsee, Baumern, Pama, Potzneu-siedl, Neudorf, Gattendorf, Deutsch-Jahrdorf und Zurndorf.

VERZEICHNIS DER IM GRENZBEZIRK GELEGENEN ORTE IN NIEDERÖSTERREICH :

I. Im politischen Bezirk Gmünd :

Aalfang, Albrechts, Altmanns, Alt-Nagelberg Gemeinde Brand, Alt-Weitra, Amaliendorf, Angelbach Gemeinde Gross-Pertholz, Brand, Breitensee Gemeinde Eibenstein, Brühl, Dietmanns, Dietweis Gemeinde Eberweis, Eberweis, Eggern, Eibenstein, Eichberg, Eisgarn, Finsternau, Fromberg, Gmünd, Gopprechts, Grametten Gemeinde Illmanns, Griesbach, Gross-Hörbarten Gemeinde Waldenstein, Gross-Neusiedl, Gross-Pertholz, Gross-Radischen, Gross-Wolfers, Harbach, Haugschlag, Heinerichs a. B., Harmannschlag, Hirschen-schlag, Hirschenwies, Hoheneich, Höhenberg, Hörmanns L., Hörmanns bei Weitra, Illmanns, Joachimsthal Gemeinde Harmannschlag, Karlstift, Kiensass Gemeinde Langegg, Kleedorf Gemeinde Nieder-Schrems, Klein-Pertholz Gemeinde Heidenreichstein, Klein-Radischen Gemeinde Eisgarn, Klein-Ruprechts Gemeinde Gross-Neusiedl, Kollersdorf Gemeinde Schrems, Kottling-Hörmanns, Kurz-Schwarza Gemeinde Lang-Schwarza, Langegg, Langfeld, Lang-Schwarza, Lauterbach, Ober-Lembach, Unter-Lembach, Leopoldsdorf, Litschau, Loimanns, Maissen Gemeinde Hirschenwies, Mat-ten Gemeinde Rohrbach, Neu-Nagelberg Gemeinde Brand, Nieder-Schrems, Nondorf bei Gmünd, Pürbach, Pyhrabruck, Reichenau am Freiwalde, Reinberg-Heidenreichstein, Reinberg-Litschau, Reingers, Reinpolz Gemeinde Höhenberg, Reinprechts, Reitzenschlag, Rindlberg Gemeinde Gross-Pertholz, Rohrbach, Sass Gemeinde Schandachen, Sankt Martin, Schagges, Schandachen, Schlag, Schönau, Schrems, Schwarzau Gemeinde Hir-schenwies, Stadlberg, Steinbach bei Schrems, Steinbach Gemeinde Weikertschlag, Thaures, Thürnau Gemeinde Griesbach, Ullrichs, Ulrichs, Unser Frau am Sand, Waldenstein, Wetzles Ge-meinde Ulrichs, Weikertschlag, Weitra, Wielands, Willings, Wultschau.

PŘÍLOHA A.

SEZNAM OBCÍ,

LEŽÍCÍCH V POHRANIČNÍM PÁSMU PROTI RAKOUSKU.

I. V politickém okrese jindřichohradeckém :

Místní obce Albeř, Artolec, Nová Bystřice, Čiměř (kromě samot čp. 94 a 104), Dobrotín, Hůrky, Staré Hutě, Kebharec, Klenová, Konrac, Košťálov, Krampachy, Kuní, Lásenice (vyjma osadu Dvorce), Lhota, Dolní Lhota, Libořezy, Staré Město, Mnich, Mníšek, Návary, Peršláček, Peršlák, Pístina, Pomezí, Příbraz, Rajchěfov, Romava, Sedlo, Senotín (mimo čp. 49 a 66), Stráž nad Nežárkou (kromě dědiny a samot Šimanovského dvora a mlýna a Vaňkova a Fähr-richova mlýna (čp. 89 až 92, 128, 213 a 214), Nová Ves, Vitíněves, Dobrá Voda, Vyšpachy a Žiřpachy.

2. V politickém okrese třeboňském :

Místní obce Halámky, Hamr, Hrdlořezy, Chlum u Třeboně, Klikov, Krabonoš, Kunšach, Lutová, Mirochov, Německé, Rapšach, Straňkov, Stříbrec, Suchdol nad Lužnicí, Tušt, České Velenice, Nová Ves, Nová Ves nad Lužnicí a Žiteč, ježto i osada Svata Máří Magdalena, patřící k místní obci Herdě.

3. V politickém okrese českobudějovickém :

Místní obec Buková a osady Petřikov a Jiřkovo Údolí, patřící k místní obci Těšínovu.

4. V politickém okrese kaplickém :

Místní obce Bělá, Německý Benešov, Běleň, Blansko, Bolechy, Vyšší Brod, Bukovsko, Byňov, Certlov, Cetviny, Čeřín, Horní Dlouhá, Dluhoště, Dolní Drkolná, Dolní Dvořiště, Horní Dvořiště, Frymburk, Hartunkov, Herbertov, Hněvanov, Hradiště, Nové Hradě, Hranice u Nových Hradů, Hruštica, Staré Hutě, Jaroměř, Jenín, Český Jilovec, Velký Jindřichov, Horní Kaliště, Kamená, Kaplice, Klení, Kropšlák, Kuří, Svatonina Lhota, Ličov, Lužnice, Malonty, Meziříčí, Mikulov, Mladoňov, Mnichovice, Mostky, Nakolice, Omle-nice, Ostrov, Pohoří na Šumavě, Dolní Příbrani, Rapotice, Reiterschlag, Rožmberk, Rožmitál na Šumavě, Ruckendorf, Rychnov nad Malší, Ně-mecký Rychnov, Děkanšské Skaliny, Slupečná, Soběňov (vyjma osadu Smrhov), Stradov, Strop-

2. *Im politischen Bezirk Waidhofen :*

Alberndorf, Brunn, Dobersberg, Nieder-Edlitz, Ober-Edlitz, Eibenstein, Engelbrechts, Fratres, Garolden, Gastern, Gilgenberg, Göpfritzschlag, Goschenreith, Grossau, Gross-Harmanns, Gross-Taxen, Hohenau, Hohenwarth, Illmau, Karlstein, Kautzen, Klein-Gerharts, Klein-Harmanns, Klein-Motten, Klein-Taxen, Kollmitzdörfel, Kollmitzgraben, Lexnitz, Luden, Merkengersch, Modsiedl, Münichreith, Neu-Riegers, Nonndorf, Ober-Grünbach, Ober- und Unter-Reith, Oberndorf bei Raabs, Oberndorf bei Weikertschlag, Peigarten, Plessberg, Primmersdorf, Raabs a. d. Thaya, Rabesreith, Rappolz, Reibers, Reinberg-Dobersberg, Reinolz, Riegers, Rossa, Ruders, Rudolz, Schadlitz, Schönfeld, Schuppertholz, Süßenbach, Thuma, Thures, Tiefenbach, Trabersdorf, Triglas, Unter-Pertholz, Unter-Pfaffendorf, Waldhers, Waldkirchen, Weikertschlag, Weissenbach, Wetzles, Wiesmaden Wilhelmshof, Zaberneith, Zemmendorf, Zirnreith mit Nicklasberg.

3. *Im politischen Bezirk Horn :*

Autendorf, Drosendorf-Altstadt, Drosendorf-Stadt, Elsern, Fronsburg, Fugnitz, Geras, Heinrichsreith, Hessendorf, Kottau, Langau, Ober-Höflein, Pfaffenreith, Pingendorf, Rassingdorf, Starrein, Thürnau, Trautmannsdorf, Unter- und Ober-Thumritz, Weitersfeld, Wolfsbach, Wollmersdorf, Zettenreith, Zettlitz, Zissersdorf.

4. *Im politischen Bezirk Hollabrunn :*

Alberndorf, Augental, Felling, Gross-Kadolz, Hadres, Hardegg, Haugsdorf, Heufurth, Hofern, Jetzelsdorf, Klein-Haugsdorf, Klein-Höflein, Klein-Rienthal, Mailberg, Mallersbach, Merkersdorf, Mitter-Retzbach, Ober-Markersdorf, Ober- und Nieder-Fladnitz, Ober- und Unter-Nalb, Ober-Retzbach, Obritz, Peigarten, Pernersdorf, Pfaffendorf, Pillersdorf, Pleissing, Ragelsdorf, Retz, Retz-Altstadt, Riegersburg, Schratenthal, Seefeld, Unter-Markersdorf, Unter-Retzbach, Waschbach, Watzelsdorf.

5. *Im politischen Bezirk Mistelbach :*

Altenmarkt, Alt-Höflein, Alt-Lichtenwarth, Alt-Ruppersdorf, Ameis, Bernhardstal, Bullendorf, Diepold, Drasenhofen, Ebersdorf a. d. Z., Ernsdorf, Eichenbrunn, Enzersdorf bei St. Erdberg, Falkenstein, Fallbach, Föllim, Frättingsdorf, Fibritz, Gaubitsch, Ginzersdorf, Gross-Harras, Grosskurt, Guttenbrunn, Hagenberg, Hagendorf, Hanftal, Harersdorf, Hausbrunn, Hörersdorf, Herrn-Baumgarten, Katzelsdorf, Kautendorf, Ketzelsdorf, Kirchstetten, Klein-Baumgarten, Klein-Hadersdorf, Klein-Schweinhart, Kotting-Neusiedl, Laa a. d. Thaya, Loosdorf, Neudorf, Neu-Ruppersdorf, Ottenthal, Patzenthal, Patzmannsdorf, Poisbrunn, Poisdorf, Pottenhofen, Rabensburg, Reinthal, Röhrbrunn, Schratzenberg, Staatz, Steinbrunn, Stronegg, Stronsdorf, Stützenhofen, Ungerndorf, Unter-Schoderle, Unter-Stinkenbrunn, Walters-

nice, Dlouhá Stropnice, Studánky, Suchdol, Svěbohy, Šejby, Schönfelden, Štipton, Tichá, Trpnouze, Údolí, Valtěrov, Chlupatá Ves, Vevří, Dobrá Voda, Hojná Voda, Všeměřice, Vyšné, Přední Výtoň, Zahrádka, Zdíky, Žár, Žďár a Žumberk.

5. *V politickém okresu českokrumlovském :*

Místní obce Bližná, Černá, Glöckelberg, Hintring (vyjma osadu Uhlíkov), Hodňov (vyjma osadu Otice), Hůrka, Kyselov, Mokrá, Muckov (vyjma osady Fischbäckern a Kramolín), Parkfried, Nová Pec, Pernek, Horní Planá, Plánička, Stögenwald, Stožec a Dolní Vltavice, jakož i osada Bobovec, patřící k místní obci Světlíku.

6. *V politickém okresu dačickém :*

Místní obce Bolíkov, Cizkrajov, Nové Dvory, Staré Hobzí, Holešice, Chvaletín, Marketa, Maříž, Modletice, Mutišov, Mutná, Písečny, Nové Sady, Slavětín, Slavonice, Stálkov, Stojecín, Václavov, Vlastkovec a Vnorovice.

7. *V politickém okresu moravskobudějovickém :*

Místní obce Bačkovice, Bářovice, Bělčovice, Dančovice, Dešná, Flandorf, Hluboká, Chvalkovice, Jiratice, Korolupy, Kostníky, Lovčovice, Lubnice, Menhartice, Mešovice, Pálovice, Plačovice, Police, Radotice, Rancířov, Uherčice, Vraťenín a Županovice.

8. *V politickém okresu znojenském :*

Místní obec Bezkov, Bítov, Bohumilice, Horní Břečkov, Citonice, Čížov, Čule, Derflice, Dyjákovice, Dyjákovičky, Frejštejn, Havraníky, Hevlín, Hnanice, Hrabětice, Hrádek, Hrušovany nad Jevišovkou, Chvalatice, Chvalovice, Jaroslavice, Jazovice, Ječmenišť, Německá Konice, Křídlovky, Lančov, Liliendorf, Lukov, Mašovice, Micmanice, Milčovice, Načeratice, Nesachleby, Oblekovic, Oleksovičky, Onšov, Oslovice, Nový Petřín, Starý Petřín, Podmolí, Podmyče, Popice, Pravice, Sedlešovice, Stálky, Strachotice, Šafov, Šanov, Nový Šaldorf, Šatov, Šreflová, Štitary Šumvald, Valtrovice, Vracovice, Vranov, Vrbovec, Vysočany a Zblovce, jakož i místní část obce Božic Hamerský Mlýn.

9. *Statuární obec Znojmo.*

10. *V politickém okresu mikulovském :*

Místní obce Bavorý, Drnholec, Dolní Dunažovice, Frélichov, Klentnice, Kolenfurt, Lednice, Mikulov, Milovice, Nejdeč, Novosedly, Pavlov, Perná, Dobré Pole, Prátsbrunn, Nový Přerov, Pulgary, Sedlec, Úvaly, Valtice, Dolní, Věstonice a Horní Věstonice.

dorf b. St., Walterskirchen, Wenzersdorf, Wetzelsdorf, Wildendürnbach, Wilhelmsdorf, Wultendorf, Wulzeshofen, Zlabern, Zwentendorf, Zwingendorf.

6. *Im politischen Bezirk Gänserndorf :*

Angern, Baumgarten a. d. March, Breitensee, Dobermannsdorf, Dörfles, Drösing, Dürnkrot, Ebenthal, Eichhorn, Engelhartstetten, Gaiselberg, Gänserndorf, Gösting, Götzendorf, Groissenbrunn, Gross-Inzersdorf, Grub, Hohenau, Jedenspeigen, Lasse, Loidestal, Loimersdorf, Mannersdorf a. d. March, Marchegg, Markthof, Nieder-Absdorf, Ober-Weiden, Ollersdorf, Palterndorf, Prottes, Ringelsdorf, Schönfeld, Sierndorf, Spannberg, Stillfried, Stopfenreith, Stripfing, Tallesbrunn, St. Ulrich, Velm, Waltersdorf a. d. March, Weidendorf, Weikendorf, Witzelsdorf, Zistersdorf, Zwerndorf.

7. *Im politischen Bezirk Bruck a. d. Leitha :*
Berg, Hainburg, Wolfstal.

11. *V politickém okresu hodonínském :*

Místní obce Břeclav, Hlohovec, Hrušky, Koštice, Lanštorf, Lanžhot, Poštorná, Tvrdonice, Týnec a Charvatská Nová Ves.

12. *V politickém okresu skalickém :*

Obce Brodské a Kúty.

13. *V politickém okresu malackém :*

Obce Dimburk, Gajary, Jakubov, Moravský Svätý Ján, Kiripolec, Láb, Malé Leváre, Velké Leváre, Sekule, Plavecký Štvrtok (vyjma samoty Tančibok a Kopču), Uhorská Ves a Závod.

14. *V politickém okresu bratislavském :*

Obce Záhorská Bystrica (s vyloučením dvora Františkova), Devín, Dúbravka, Hochštetno, Mariánka, Mást, Petržalka, Stupava, Devínska Nová Ves a Zohor.

VERZEICHNIS DER IM GRENZGEBIETE GELEGENEN ORTE IN OBERÖSTERREICH.

Bezirkshauptmannschaft	Gemeinde	Ortschaft
I Rohrbach	Aigen Afiesl	Aigen, Grünwald, Rudolfing, Sonnewald, Ober-Afiesl, Unter-Afiesl, Köckendorf, Neuschlag, Waldhäuser.
	Ahorn	Ahorn, Ober-Brunnwald, Helfenberg, Lichtmessberg, Penning, Piberstein, Schallenberg, Thurnerschlag, Klein-Traberg, Ober-Traberg.
	Auberg Berg	Auberg, Iglbach, Frindorf, Arbesberg, Berg, Frauendorf, Gatterpassling, Gintersberg, Gollner, Grub, Hauzenberg, Hehenberg, Hundbreining, Katzing, Krien, Märzing, Nösslbach, Perwölting, Reith, Seizling, Spiel-leiten, Steineck, Vierling, Wanschaml.
	Frindorf	Etzerreith, Frindorf, Galeiten, Gierling, Hengstschlag, Hintering, Iglbach, Keppling, Mosham, Neundling, Nösslbach, Scheiblberg, Unter-Galci-ten, Wippling.
	Haslach	Felbenau, Hartmannsdorf, Haslach, Jaukenberg, Neudorf.
	Helfenberg	Altenschlag, Anhäuser, Dobring, Unter-Eben, Hel-fenberg, Mühlholz, Unter-Neuling, Neuschlag, Pies-leithen, Spanfeld, Thurnerschlag, Waldhäuser.
	St. Johann Lichtenau	Anhäuser, St. Johann, Penning, Petersberg, Schlag, Damreith, Hinternberg, Hochhausen, Hörleinsödt, Lichtenau, Ödt, Unter-Urasch.
	St. Oswald	Almesberg, Günterreith, Laimbach, Minihof, Marau St. Oswald, Sattling, Schwackenreith.
	St. Peter	Dorf, Eckersdorf, Habning, Kasten, St. Peter, Pressleithen, Unter-Riedl, Simaden, Strass, Ut-tendorf.
	Sprinzenstein	Altenhofen, Autengrub, Dobretshofen, Dorf, Läm-erstorf, Meising, Schönberg, Sprinzenstein, Vierling, Wintersberg.
Schlägl	Baureith, Breitenstein, Diendorf, Geiselreith, Kerschbaum, Natschlag, Unter-Neudorf, Schlägl, Weichsberg, Winkl, Wolfgang, Wurmbrand.	

Vezirkshauptmannschaft	Gemeinde	Ortschaft
I Rohrbach	Schönegg St. Stefan am Walde	Guglwald, Köckendorf, Mühlholz, Fiberschlag, Schönegg. Ober-Afiesl, Dambergschlag, Ober-Eben, Unter-Eben, Gmain, Haid, Herrnschlag, Innerschlag, Pressleiten, Ober-Riedl, Unter-Riedl, St. Stefan am Walde.
Urfahr (Umgebung)	Amesschlag Bernhardschlag Dietrichschlag Königschlag Laimbach Leonfelden Reichenthal Schenkenfelden Stiftung b. L. Stiftung b. R. Waldschlag Weigetschlag Ober-Weissenbach	Amesschlag, Amesberg, Eberhardschlag, Gaisschlag, Altenschlag, Bernhardschlag, Brunnwald, Mitter-Brunnwald, Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Geierschlag, Ortschaft, Stumpten. Dietrichschlag, Elmegg, Langbruck, Schönau. Hinter-Königschlag, Vorder-Königschlag. Ober-Laimbach, Unter-Laimbach, Haid, Ober-Stern, Unter-Stern. Burgfried, Farb, Leonfelden-Markt, Spielau, Weinzierl. Haierl, Reichenthal, Nieder-Reichenthal, Schwarzenbach, Vierhöf. Schenkenfelden. Dietrichschlag, Unter-Stiftung, Ober-Stiftung, Rading, Weinzierl. Allhut, Böhmdorf, Kohlgrub, Liebenthal, Miesenbach, Stiftung. Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Ober-Waldschlag, Unterwaldschlag, Gross-Traberg, Klein-Traberg, Ober-Traberg. Affetschlag, Böheimschlag, Dürnau, Rading, Rossberg, Silberhardschlag, Weigetschlag. Vorder-Weissenbach, Hinter-Weissenbach, Ober-Weissenbach.
Freistadt	Grünbach Hirschbach Leopoldschlag Liebenau Rainbach Sandl Waldburg Weitersfelden Windhaag Stadt Freistadt	Graben, Grünbach, Heinrichschlag, Helbetschlag, Lichtenau, Mitterbach, Ober-Passberg, Unter-Passberg, Ober-Rauchenödt, Schlag, Stadeln. Guttenbrunn, Kirchberg, ober-Hirschgraben, Thierberg, Tischberg, Vorwald. Edelbruck, Eisenhut, Hammern, Hiltchen, Leitmannsdorf, Leopoldschlag-Dorf, Leopoldschlag-Markt, Mardetschlag, Stiegersdorf, Wulowitz. Hirschau, Liebenau, Maxldorf, Sallaburgsthal, Schöneben. Apfoltern, Deutsch-Hörschlag, Dreissgen, Eibenstein, Herschbaum, Labach, Rainbach, Sonnberg, Summerau, Vierzehn, Zulissen. Eben, Grössgstetten, Gugu, Hacklbrunn, Hundsborg, Königsau, Neuhof, Plochwald, Pürstling, Rindlberg, Rothenbachl, Sandl, Schanz, Schönberg, Steinkreuz, Steinwald Tafelberg, Viehberg, Weinviertl. Freudenthal, Harruck, Lahrendorf, Mitterreith, Prechtleinsschlag, Schöndorf, Ober-Schwandt, Unter-Schwandt, Waldburg. Saghammer. Eben, Elmberg, Mayrspindt, Oberuschlag, Ober-Passberg, Pieberschlag, Predertschlag, Prendt, Riemetschlag, Spörbichl, Ober-Windhaag, Unterwald, Windhaag-Markt. Bahnhof-Freistadt.

(1. Seite.)

BEILAGE B.

BESCHEINIGUNG

FÜR DEN KLEINEN GRENZVERKEHR.

Inhaber (Vor- und Zuname)
 Geboren am..... in
 Beruf
 Wohnort
 Staatsangehörigkeit

Raum zum Aufkleben
des Lichtbildes.

Personsbeschreibung.

Haare.....
 Augen
 Besondere Kennzeichen.....

Eigenhändige Unterschrift
des Inhabers :

Gültig zum Grenzübertritt von
 nach

Gültigkeitsdauer
 Gemeindeamt in....., am 19

Der Gemeindevorsteher :

Stempel

.....

Gesehen :

am..... 19.....

Gendarmeriepostenkommando in

.....

Der Gendarmeriepostenkommandant :

.....

(2. Seite.)

STRAFBESTIMMUNGEN.

Wer sich bei der Ausstellung dieser Bescheinigung falscher Angaben schuldig macht, die Bescheinigung an eine andere Person überlässt, sie zu anderen Reisen, als zu welchen sie ausgestellt wurde, gebraucht oder sonst einen Missbrauch dieses Grenzübertrittscheines begeht, wird bestraft.

(1. strana.)

PŘÍLOHA B.

OSVĚDČENÍ

PRO MALÝ POHRANIČNÍ STYK

Majitel (jméno a příjmení)
 Narozen (a) dne V
 Povolání
 Bydliště
 Státní příslušnost

Místo pro podobenku

Popis osoby.

Vlasy Vlastnoruční podpis majitele
 Oči osvědčení :
 Zvláštní znamení

Platí k přestupu hranice z
 do

Doba platnosti
 Obecní úřad v dne 19 ...

Starosta obce :

Razítko

Viděl :

dne 19 ...

Velitelství četnické stanice v

Velitel četnické stanice.

(2. strana.)

TRESTNÍ USTANOVENÍ

Kdo se při vyhotovení tohoto osvědčení dopustí krivých údajů, toto osvědčení přenechá jiné osobě, kdo ho použije k jiným cestám, než pro které bylo vyhotoveno, nebo jinak tohoto osvědčení pro překročení hranic zneužije, bude potrestán.

BEILAGE C.

AUSWEIS FÜR AUSFLÜGER UND TOURISTEN

FÜR DAS GEBIET DES KLEINEN GRENZVERKEHRES (etwa 10 km).

Misbrauch wird bestraft!

Gültigkeitsdauer bis 48 Stunden vom (Tag, Stunde)

für Herrn (Fr.)

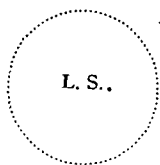
aus

zu einem Ausfluge von

nach

und zurück über

....., am..... 19.....
 (Ort.)



Ausstellende Behörde :

.....
 (Unterschrift des Inhabers.)

.....
 (Unterschrift des ausstellenden Beamten.)

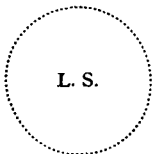
PŘÍLOHA C.

PRŮKAZKA PRO VÝLETNÍKY A TURISTY
DO ÚZEMÍ MALÉHO POHRANIČNÍHO STYKU ASI(10 km.)

Zneužití se trestá.

Doba platnosti : 48 hodin od (dne a hodiny)
pro pana (paní, slečnu)
z
k výletu z
do
a zpět přes

V dne 19 ..
(Místo.)



Vydávající úřad.

.....
(Podpis majitele)

.....
(Podpis úředníka vydávajícího průkazku)

Copie certifiée conforme :
Praha, le 19 juin 1929.
Dr Kazbunda.

.....
Directeur des Archives a.i.

¹ TRADUCTION.

N° 2000. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES PERSONNES DANS LE TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL. SIGNÉ A VIENNE, LE 18 JANVIER 1923.

Les plénipotentiaires du GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUTRICHIEN et du GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE soussignés sont convenus des dispositions suivantes concernant la circulation des personnes dans le trafic frontière local entre LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

1. Par zone frontière, au sens du présent accord, on entendra les portions de territoire situées de part et d'autre de la frontière douanière commune sur une largeur de 15 kilomètres au maximum de chaque côté.

Les localités comprises dans cette zone frontière sont énumérées à l'Annexe A du présent accord.

Les Parties contractantes se réservent de modifier cette zone en certains points, par voie d'accord, selon les besoins locaux.

2. Des cartes frontalières destinées à faciliter le passage de la frontière pourront être délivrées aux habitants ayant leur domicile permanent dans la région frontière et que leur profession ou leurs occupations obligent à franchir la frontière.

3. Ces cartes frontalières ne seront délivrées qu'à des personnes ne donnant lieu à aucune objection ni aucun reproche.

4. Les cartes frontalières pourront avoir la validité suivante :

a) Six mois pour les agriculteurs, les propriétaires fonciers et les fermiers, ainsi que les membres de leur famille et le personnel employé par eux, les commerçants et industriels, les personnes que leur profession oblige à franchir fréquemment la frontière (médecins, vétérinaires, sages-femmes, instituteurs privés et écoliers, ecclésiastiques, etc.) et enfin les employés et ouvriers qui travaillent régulièrement dans la zone frontière de l'autre Partie contractante.

b) Trois jours pour les personnes qui se trouvent obligées de franchir la frontière une seule fois pour des raisons personnelles, de famille ou de santé, présentant un caractère important et urgent.

Les enfants de moins de 12 ans pourront franchir la frontière en compagnie d'adultes sans être munis d'une carte frontalière personnelle, s'ils sont inscrits sur la carte des personnes qu'ils accompagnent.

5. Les cartes frontalières permettant de franchir la frontière une ou plusieurs fois seront délivrées, en principe, par le maire de la commune du domicile et devront être visées par le poste de gendarmerie compétent.

Les Parties contractantes se réservent le droit, en cas de besoin, de conférer à l'administration politique de district le soin de délivrer les cartes frontalières, cet arrangement devant faire l'objet d'un accord entre les deux Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2000. — AGREEMENT BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC FOR THE REGULATION OF THE MOVEMENT OF PERSONS IN LOCAL FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 18, 1923.

The undersigned Plenipotentiaries of the AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT and of the CZECHOSLOVAK GOVERNMENT have agreed on the following provisions regarding the movement of persons in local frontier traffic between the AUSTRIAN REPUBLIC and the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

1. The term " frontier zone " in the present Agreement shall apply to the portions of territory on either side of the common Customs frontier not exceeding 15 kilometres in breadth on either side.

The places included in this frontier zone are enumerated in Annex A of the present Agreement.

The Contracting Parties reserve the right, in agreement with one another, to alter this zone at particular points in accordance with local requirements.

2. With a view to facilitating the crossing of the frontier, frontier cards may be issued to persons permanently resident in the frontier area who are obliged by their profession or occupation to cross the frontier.

3. These frontier cards shall only be issued to persons against whom no objection whatever can be raised.

4. Frontier cards may be issued for the following periods :

(a) Six months in the case of agriculturists, land-owners, farmers, members of their families and their workmen, merchants and artisans, persons who have to cross the frontier repeatedly by reason of their occupation (doctors, veterinary surgeons, midwives, tutors and school-children, ministers of religion, etc.) and also employees and workmen whose permanent place of work is situated in the frontier zone of the other Contracting Party ;

(b) Three days in the case of persons who are obliged to cross the frontier on a single occasion for urgent personal family reasons or reasons of health.

Children under 12 years of age do not need an individual frontier card when crossing the frontier in the company of adult persons, if their names are entered on the cards of such persons.

5. Frontier cards for crossing the frontier once or for repeated journeys shall in principle be issued by the mayor of the commune in which the person in question resides, and shall also be *visés* by the competent police authority.

The Contracting Parties reserve the right, in case of necessity, to assign the duty of issuing frontier cards to the political district authority ; this arrangement would have to form the subject of an agreement between the two Parties.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les cartes frontalières destinées aux médecins, aux vétérinaires et aux sages-femmes seront délivrées par l'administration compétente du district.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'exiger, en cas de besoin, que les cartes frontalières délivrées dans l'autre Etat soient soumises, sur certaines parties de la frontière, au visa du poste de gendarmerie chargé de la surveillance au lieu de passage.

6. Les cartes frontalières donneront aux porteurs le droit de séjourner dans la zone frontière de l'autre Partie contractante trois jours au plus et, lorsqu'il s'agit d'employés ou d'ouvriers (4 a), six jours au plus.

7. En ce qui concerne les fonctionnaires et employés des administrations publiques et notamment de l'administration des finances, des postes, des télégraphes, des chemins de fer et du service de surveillance de la frontière, ainsi que les ouvriers des chemins de fer et des télégraphes, les laissez-passer qui leur seront délivrés par leurs chefs à cet effet leur tiendront lieu, dans le trafic-frontière, de cartes frontalières.

8. Afin de permettre les excursions de promeneurs, de touristes, d'écoliers et de sociétés sportives, musicales et autres du même genre, ainsi que les pèlerinages, lorsque les participants ont leur domicile permanent dans la zone frontière, le chef de l'administration politique du district pourra, avec l'autorisation de l'autorité politique supérieure, délivrer une carte frontalière collective d'une validité de 48 heures, pour 30 personnes au maximum.

La personne qui dirige l'excursion devra, au passage de la frontière, établir son identité en produisant la carte frontalière personnelle qui lui aura été délivrée par l'administration politique du district, ainsi qu'une liste collective visée par cette autorité et indiquant les noms, domiciles et professions des participants.

9. Les porteurs de cartes frontalières ne seront tenus d'acquitter aucune taxe en franchissant la frontière, mais ils devront se soumettre aux règles de contrôle en vigueur et présenter leur carte frontalière.

10. La frontière ne pourra être franchie que par les routes, chemins et chemins de fer désignés, après entente, et d'accord avec les autorités douanières des deux pays, par les autorités politiques des régions intéressées, de part et d'autre de la frontière.

Le présent accord ne dérogera pas aux dispositions de l'annexe A à l'article XII de l'Accord commercial en vigueur entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque, concernant la circulation sur les routes secondaires, dans le trafic frontalier.

11. Les cartes frontalières seront établies d'après le modèle ci-joint (Annexe B) et seront munies de la photographie du porteur.

12. Si les conditions qui ont permis la délivrance de la carte frontalière se trouvent modifiées, du fait, notamment, que le porteur ne peut plus être considéré comme une personne ne donnant lieu à aucune objection ni à aucun reproche, la carte frontalière pourra être retirée, même si sa validité n'est pas expirée.

Les Parties contractantes se réservent le droit, dans certains cas et pour des motifs se rapportant à la sûreté de l'Etat et à la sécurité publique, d'interdire à certaines personnes de franchir la frontière pour pénétrer sur leur territoire et, en cas de circonstances extraordinaires (agitation dirigée contre la sûreté de l'Etat, menaces d'épizooties, etc.), celui de suspendre momentanément, en totalité ou sur certains points, la circulation des personnes dans le trafic-frontière local.

Au cas où le trafic-frontière devrait être ainsi suspendu, le gouvernement qui prendra cette mesure en avisera le Gouvernement de l'autre pays autant que possible huit jours auparavant.

Au cas où le passage de la frontière serait interdit à certaines personnes, l'autorité qui prononcera cette interdiction en avisera au plus tôt l'autorité du pays voisin.

13. Les chefs des administrations politiques de district, ainsi que les maires de la zone frontière autorisés par eux à cet effet, pourront, à titre exceptionnel, permettre à des personnes dignes de confiance se rendant en excursion ou traversant la frontière dans des buts de tourisme, mais dont

Frontier cards shall be issued to doctors, veterinary surgeons and midwives through the competent political district authority.

Either Contracting Party shall reserve the right, in case of necessity, to require that, on particular sections of the frontier, the frontier cards issued in the other State shall be *visés* by its own competent local police authority.

6. Frontier cards shall entitle the holder to remain in the frontier area of the other Contracting Party for a period of not more than three days and, in the case of employees and workmen (4a), for a period of not more than six days.

7. In the case of officials and employees in the public service, more especially officials and employees of the financial, postal, telegraph and railway administrations and the frontier supervision service, and also railway and telegraph workmen, permits to be issued to them by their official superiors for the purpose of crossing the frontier shall be regarded as frontier cards in the frontier traffic.

8. In the case of excursions by holiday-makers, tourists, school-children and social organisations, and in the case of pilgrimages when the persons taking part therein are permanently resident in the frontier zone, the head of the political district administration may issue a collective frontier card for not more than 30 persons for a period of 48 hours, if authorised to do so by the political authority of second instance.

The person in charge of such excursions is required, upon crossing the frontier, to produce the frontier card issued to him in respect of his own person by the political authority of the district and also a list, *visé* by such authority and giving the name, place of residence and occupation of those taking part in the excursion.

9. Holders of frontier cards shall not have to pay any charge on crossing the frontier ; they must, however, observe the supervisory regulations in force and show the frontier card.

10. The frontier may only be crossed by the roads, paths and railways to be decided upon between the political authorities of the adjacent areas, acting in agreement with the Customs authorities of the two Parties.

Nothing in the present Agreement shall affect the provisions of Annex A to Article XII of the Commercial Agreement in force between the Republic of Austria and the Czechoslovak Republic relating to movement on by-paths in frontier traffic.

11. The frontier cards shall be drawn up according to the model attached hereto (Annex B) and shall be accompanied by the photograph of the holder.

12. If the conditions fulfilled at the time the frontier card was issued undergo any change, and in particular if the holder of the card is no longer a person against whom no objection can be raised, the frontier card may be cancelled even during the period of its validity.

The Contracting Parties reserve the right, in particular cases, for reasons connected with the safety of the State and public security, to prohibit particular persons from crossing the frontier and entering their territory, and in exceptional circumstances (such as movements directed against the safety of the State, danger of epidemics, etc.), temporarily to suspend the movement of persons in local frontier traffic, either altogether or in particular sections.

In the event of such suspension of frontier traffic, the Government closing the frontier shall inform the Government of the other State, where possible, one week in advance.

In the event of particular persons being forbidden to cross the frontier, the authority responsible for the prohibition shall inform the authority of the other State at the earliest possible date.

13. The heads of the political district administrations and the mayors of communes in the frontier zone specially empowered by them to do so shall, as an exceptional measure, be authorised in the case of tourist and excursionist traffic to allow trustworthy persons not permanently

l'identité a été dûment établie par des pièces de légitimation appropriées, de franchir la frontière pour se rendre dans la zone frontière de l'autre Partie contractante ; cette autorisation sera valable pour 48 heures.

Il sera délivré à ces personnes des laissez-passer spéciaux conformes au modèle de l'annexe du présent accord.

14. Les gouvernements des Parties contractantes prendront sans retard les arrêtés nécessaires pour la mise en vigueur du présent accord.

15. Le présent accord sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux pays et entrera en vigueur lorsqu'ils se seront mutuellement notifié cette approbation ; il restera obligatoirement en vigueur pendant deux ans. A l'expiration de cette période, chacune des Parties contractantes aura la faculté de le résilier, sous réserve d'un préavis de trois mois donné à l'autre Partie.

L'original du présent accord est établi en langue allemande et en langue tchécoslovaque.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent accord.

Fait à Vienne, le 18 janvier 1923, en double expédition

LUKES.
D'ELVERT.

MARTINEK.
D^r ČERNOVSKÝ.

ANNEXE A.

LOCALITÉS DU BURGENLAND SITUÉES DANS LA ZONE FRONTIÈRE :

Edelstal, Kittsee, Baumern, Pama, Potzneusiedl, Neudorf, Gattendorf, Deutsch-Jahrdorf und Zurndorf.

LOCALITÉS DE LA BASSE-AUTRICHE SITUÉES DANS LA ZONE FRONTIÈRE :

1. District politique de Gmünd :

Aalfang, Albrechts, Altmanns, Alt-Nagelberg Gemeinde Brand, Alt-Weitra, Amaliendorf, Angelbach Gemeinde Gross-Pertholz, Brand, Breitensee Gemeinde Eibenstein, Brühl, Dietmanns, Dietweis Gemeinde Eberweis, Eberweis, Eggern, Eibenstein, Eichberg, Eisgarn, Finsternau, Fromberg, Gmünd, Gopprechts, Grametten Gemeinde Illmanns, Griesbach, Gross-Hörbarten Gemeinde Waldenstein, Gross-Neusiedl, Gross-Pertholz, Gross-Radischen, Gross-Wolfers, Harbach, Haugschlag, Heinrichs a. B., Harmannschlag, Hirschenschlag, Hirschenwies, Hoheneich, Höhenberg, Hörmanns L., Hörmanns bei Weitra, Illmanns, Joachimsthal Gemeinde Harmannschlag, Karlstift, Kiensass Gemeinde Langegg, Kleedorf Gemeinde Nieder-Schrems, Klein-Pertholz Gemeinde Heidenreichstein, Klein-Radischen Gemeinde Eisgarn, Klein-Ruprechts Gemeinde Gross-Neusiedl, Kollersdorf Gemeinde Schrems, Kotting-Hörmanns, Kurz-Schwarza Gemeinde Lang-Schwarza, Langegg, Langfeld, Lang-Schwarza, Lauterbach, Ober-Lembach, Unter-Lembach, Leopoldsdorf, Litschau, Loimanns, Maissen Gemeinde Hirschenwies, Matten Gemeinde Rohrbach, Neu-Nagelberg Gemeinde Brand, Nieder-Schrems, Nondorf bei Gmünd, Pürbach, Pyhrabruck, Reichenbach, Reichenau am Freiwalde, Reinberg-Heidenreichstein, Reinberg-Litschau, Reingers, Reinpolz Gemeinde Höhenberg, Reinprechts, Reitzenschlag, Rindlberg Gemeinde Gross-Pertholz, Rohrbach, Sass Gemeinde Schandachen, Sankt Martin, Schagges, Schandachen, Schlag, Schönau, Schrems, Schwarzau Gemeinde Hirschenwies, Stadlberg, Steinbach bei Schrems, Steinbach Gemeinde Weikertschlag, Thaures, Thürnau Gemeinde Griesbach, Ullrichs, Ulrichs, Unser Frau am Sand, Waldenstein, Wetzles Gemeinde Ulrichs, Weikertschlag, Weitra, Wielands, Willings, Wultschau.

2. District politique de Waidhofen :

Alberndorf, Brunn, Dobersberg, Nieder-Edlitz, Ober-Edlitz, Eibenstein, Engelbrechts, Fratres, Garolden, Gastern, Gilgenberg, Göpfritschlag, Goschenreith, Grossau, Gross-Harmanns, Gross-Taxen,

resident in the frontier zone but whose identity is duly established by the proper documents, to cross the frontier and enter the frontier zone of the other Contracting Party ; this authorisation shall be valid for a period of 48 hours.

Such persons shall be given special permits on the model indicated in Annex C of the present Agreement.

14. The Governments of the Contracting Parties shall without delay take the necessary measures for putting the present Agreement into force.

15. The present Agreement shall be submitted to the Governments of the two States for approval and shall come into force when they have notified one another of their approval. It shall remain in force for two years, after which either of the Contracting Parties may terminate it, provided that the other Contracting Party has been notified of its intention three months in advance.

The present Agreement has been drawn up in German and in Czechoslovak.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Agreement.

Done at Vienna, in duplicate, on January 18, 1923.

LUKES.
D'ELVERT.

MARTINEK.
Dr. ČERNOVSKÝ.

ANNEX A.

LIST OF THE PLACES IN THE BURGENLAND SITUATED IN THE FRONTIER AREA.

Edelstal, Kittsee, Baumern, Pama, Potzneusiedl, Neudorf, Gattendorf, Deutsch-Jahrdorf und Zurndorf.

LIST OF THE PLACES IN LOWER AUSTRIA SITUATED IN THE FRONTIER AREA.

1. Political District of Gmünd :

Aalfang, Albrechts, Altmanns, Alt-Nagelberg Gemeinde Brand, Alt-Weitra, Amaliendorf, Angelbach Gemeinde Gross-Pertholz, Brand, Breitensee Gemeinde Eibenstein, Brühl, Dietmanns, Dietweis Gemeinde Eberweis, Eberweis, Eggern, Eibenstein, Eichberg, Eisgarn, Finsternau, Fromberg, Gmünd, Gopprechts, Grametten Gemeinde Illmanns, Griesbach, Gross-Hörbarten Gemeinde Waldenstein, Gross-Neusiedl, Gross-Pertholz, Gross-Radischen, Gross-Wolfgers, Harbach, Haugschlag, Heinreichs a. B., Harmannschlag, Hirschenschlag, Hirschenwies, Hoheneich, Höhenberg, Hörmanns L., Hörmanns bei Weitra, Illmanns, Joachimsthal Gemeinde Harmannschlag, Karlstift, Kiensass Gemeinde Langegg, Kleedorf Gemeinde Nieder-Schrems, Klein-Pertholz Gemeinde Heidenreichstein, Klein-Radischen Gemeinde Eisgarn, Klein-Ruprechts Gemeinde Gross-Neusiedl, Kollersdorf Gemeinde Schrems, Kotting-Hörmanns, Kurz-Schwarza Gemeinde Lang-Schwarza, Langegg, Langfeld, Lang-Schwarza, Lauterbach, Ober-Lembach, Unter-Lembach, Leopoldsdorf, Litschau, Loimanns, Maissen Gemeinde Hirschenwies, Matten-Gemeinde Rohrbach, Neu-Nagelberg Gemeinde Brand, Nieder-Schrems, Nondorf bei Gmünd, Pürbach, Pyhrabruck, Reichenbach, Reichenau am Freiwalde, Reinberg-Heidenreichstein, Reinberg-Litschau, Reingers, Reinpolz Gemeinde Höhenberg, Reinprechts, Reitzenschlag, Rindlberg Gemeinde Gross-Pertholz, Rohrbach, Sass Gemeinde Schandachen, Sankt Martin, Schagges, Schandachen, Schlag, Schönau, Schrems, Schwarzau Gemeinde Hirschenwies, Stadlberg, Steinbach bei Schrems, Steinbach, Gemeinde Weikertschlag Thaures, Thürnau Gemeinde Griesbach, Ullrichs, Ulrichs, Unser Frau am Sand, Waldenstein, Wetzles Gemeinde Ulrichs, Weikertschlag, Weitra, Wielands, Willings, Wultschau.

2. Political District of Waidhofen :

Alberndorf, Brunn, Dobersberg, Nieder-Edlitz, Ober-Edlitz, Eibenstein, Engelbrechts, Fratres, Garolden, Gastern, Gilgenberg, Göpfritzschlag, Goschenreith, Grossau, Gross-Harmanns, Gross-Taxen

Hohenau, Hohenwarth, Illmau, Karlstein, Kautzen, Klein-Gerharts, Klein-Harmanns, Klein-Motten, Kelin-Taxen, Kollmitzdörfel, Kollmitzgraben, Lexnitz, Luden, Merkengersch, Modsiedl, Münichreith Neu-Riegers, Nonndorf, Ober-Grünbach, Ober- und Unter-Reith, Oberndorf bei Raabs, Oberndorf bei Weikertschlag, Peigarten, Plessberg, Primmersdorf, Raabs a. d. Thaya, Rabesreith, Rappolz, Reibers, Reinberg-Dobersberg, Reinolz, Riegers, Rossa, Ruders, Rudolz, Schadlitz, Schönfeld, Schuppertholz, Süßenbach, Thuma, Thures, Tiefenbach, Trabersdorf, Triglas, Unter-Pertholz, Unter-Pfaffendorf Waldhers, Waldkirchen, Weikertschlag, Weissenbach, Wetzles, Wiesmaden, Wilhelmshof, Zabernreith, Zemmendorf, Zirnreith mit Nicklasberg.

3. District politique de Horn :

Autendorf, Drosendorf-Altstadt, Drosendorf-Stadt, Elsern, Fronsburg, Gugnitz, Geras, Heinrichsreith, Hessendorf, Kottaun, Langau, Ober-Höflein, Pfaffenreith, Pingendorf, Rassingdorf, Starrein, Thürnau, Trautmannsdorf, Unter- und Ober-Thumritz, Weitersfeld, Wolfsbach, Wollmersdorf, Zettenreith, Zettlitz, Zissersdorf.

4. District politique de Hollabrunn :

Alberndorf, Augental, Felling, Gross-Kadolz, Hädres, Hardegg, Haugsdorf, Heufurth, Hofern, Jetzelsdorf, Klein-Haugsdorf, Klein-Höflein, Klein-Riedenthal, Mailberg, Mallersbach, Merkersdorf, Mitter-Retzbach, Ober-Markersdorf, Ober- und Nieder-Fladnitz, Ober- und Unter-Nalb, Ober-Retzbach, Obritz, Peigarten, Pernersdorf, Pfaffendorf, Pillersdorf, Pleissing, Ragelsdorf, Retz, Retz-Altstadt, Riegersburg, Schrattenthal, Seefeld, Unter-Markersdorf, Unter-Retzbach, Waschbach, Watzelsdorf.

5. District politique de Mistelbach :

Altenmarkt, Alt-Höflein, Alt-Lichtenwarth, Alt-Ruppersdorf, Ameis, Bernhardstal, Bullendorf, Diepolz, Drasenhofen, Elbersdorf a. d. Z., Ernsdorf, Eichenbrunn, Enzersdorf bei St. Erdberg, Falkenstein, Fallbach, Föllim, Frättingsdorf, Fibritz, Gaubitsch, Ginzersdorf, Gros-Harras, Grosskrut, Guttenbrunn, Hagenberg, Hagendorf, Hanftal, Harersdorf, Hausbrunn, Hörsersdorf, Herrn-Baumgarten, Katzelsdorf, Kautendorf, Ketzelsdorf, Kirchstetten, Klein-Baumgarten, Klein-Hadersdorf, Klein, Schweinhart, Kottling-Neusiedl, Laa a. d. Thaya, Loosdorf, Neudorf, Neu-Ruppersdorf, Ottenthal, Patzenthal, Patzmannsdorf, Poisbrunn, Poisdorf, Pottenhofen, Rabensburg, Reinthal, Röhrbrunn, Schratzenberg, Staatz, Steinbrunn, Stronegg, Stronsdorf, Stützenhofen, Ungerndorf, Unter-Schoderle, Unter-Stinkenbrunn, Waltersdorf b. St., Walterskirchen, Wenzersdorf, Wetzelsdorf, Wildendürnbach, Wilhelmsdorf, Wultendorf, Wulzeshofen, Zlabern, Zwentendorf, Zwingendorf.

6. District politique de Gänserndorf :

Angern, Baumgarten a. d. March, Breitensee, Dobermannsdorf, Dörfles, Drösing, Dürnkrot, Ebenthal, Eichhorn, Engelhartstetten, Gaiselberg, Gänserndorf, Gösting, Götzendorf, Groissenbrunn, Gross-Inzersdorf, Grub, Hohenau, Jedenspeigen, Lasse, Loidestal, Loimersdorf, Mannersdorf a. d. March, Marchegg, Markthof, Nieder-Absdorf, Ober-Weiden, Ollersdorf, Palterndorf, Prottes, Ringelsdorf, Schönfeld, Sierndorf, Spannberg, Stillgried, Stopfenreith, Stripfing, Tallesbrunn, St. Ullrich, Velm, Waltersdorf a. d. March, Weidendorf, Weikendorf, Witzelsdorf, Zistersdorf, Zwerndorf.

7. District politique de Bruck a. d. Leitha :

Berg, Hainburg, Wolfstal,

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

Hohenau, Hohenwarth, Illmau, Karlstein, Kautzen, Klein-Gerharts, Klein-Harmanns, Klein-Motten, Klein-Taxen, Kollmitzdörf, Kollmitzgraben, Lexnitz, Luden, Merkengersch, Modsiedl, Münchreith, Neu-Riegers, Nonndorf, Ober-Grünbach, Ober- und Unter-Reith, Oberndorf bei Raabs, Oberndorf bei Weikertschlag, Peigarten, Plessberg, Primmersdorf, Raabs a. d. Thaya, Rabesreith, Rappolz, Reibers, Reinberg-Dobersberg, Reinolz, Riegers, Rossa, Ruders, Rudolz, Schadlitz, Schönfeld, Schuppertholz, Süßenbach, Thuma, Thures, Tiefenbach, Trabersdorf, Triglas, Unter-Pertholz, Unter-Pfaffendorf, Waldhers, Waldkirchen, Weikertschlag, Weissenbach, Wetzles, Wiesmaden, Wilhelmshof, Zaberneith, Zemmendorf, Zirnreith mit Nicklasberg.

3. *Political District of Horn :*

Autendorf, Drosendorf-Altstadt, Drosendorf-Stadt, Elsern, Fronsburg, Gugnitz, Geras, Heinrichsreith, Hessendorf, Kottaun, Langau, Ober-Höflein, Pfaffenreith, Pingendorf, Rassingdorf, Starrein Thürnau, Trautmannsdorf, Unter- und Ober-Thumritz, Weitersfeld, Wolfsbach, Wollmersdorf, Zettenreith, Zettlitz, Zissersdorf.

4. *Political District of Hollabrunn :*

Alberndorf, Augental, Felling, Gross-Kadolz, Hadres, Hardegg, Haugsdorf, Heufurt., Hofern, Jetzelsdorf, Klein-Haugsdorf, Klein-Höflein, Klein-Riedenthal, Mailberg, Mällersbach, Merkersdorf Mitter-Retzbach, Ober-Markersdorf, Ober- und Nieder-Fladnitz Ober- und Unter-Nalb, Ober-Retzbach, Obritz, Peigarten, Pernersdorf, Pfaffendorf, Pillersdorf, Pleissing, Ragelsdorf, Retz, Retz-Altstadt, Riegersburg, Schrattenthal, Seefeld, Unter-Markersdorf, Unter-Retzbach, Waschbach, Watzelsdorf.

5. *Political District of Mistelbach :*

Altenmarkt, Alt-Höflein, Alt-Lichtenwarth, Alt-Ruppersdorf, Ameis, Bernhardstal, Bullendorf, Diepolz, Drasenhofen, Elbersdorf a. d. Z., Ernsdorf, Eichenbrunn, Enzersdorf bei St. Erdberg, Falkenstein, Fallbach, Föllim, Frättingsdorf, Fibritz, Gaubitsch, Ginzersdorf, Gros-Harras, Grosskrut, Guttenbrunn, Hagenberg, Hagendorf, Hanftal, Harersdorf, Hausbrunn, Hörsersdorf, Herrn-Baumgarten, Katzelsdorf, Kautendorf, Ketzelsdorf, Kirchstetten, Klein-Baumgarten, Klein-Hadersdorf, Klein-Schweinbart, Kottling-Neusiedl, Laa a. d. Thaya, Loosdorf, Neudorf, Neu-Ruppersdorf, Ottenthal, Patzental, Patzmannsdorf, Poisbrunn, Poisdorf, Pottenhofen, Rabensburg, Reinthal, Röhrbrunn, Schrattenberg, Staatz, Steinabrunn, Stronegg, Stronsdorf, Stützenhofen, Ungerndorf, Unter-Schoderle, Unter-Stinkenbrunn, Waltersdorf b. St., Walterskirchen, Wenzersdorf, Wetzelsdorf, Wildendürnbach, Wilhelmshof, Wultendorf, Wulzeshofen, Zlabern, Zwentendorf, Zwingendorf.

6. *Political District of Gänserndorf :*

Angern, Baumgarten a. d. March, Breitensee, Dobermannsdorf, Dörfles, Drösing, Dürnkrut, Ebenthal, Eichhorn, Engelhartstetten, Gaiselberg, Gänserndorf, Gösting, Götzendorf, Groissenbrunn, Gross-Inzersdorf Grub Hohenau Jedenspeigen Lasse, Loidestal, Loimersdorf, Mannersdorf a. d. March, Marchegg, Markthof, Nieder-Absdorf, Ober-Weiden, Ollersdorf, Palterndorf, Prottes, Ringelsdorf, Schönfeld, Sierndorf, Spannberg, Stillgried, Stopfenreith, Stripfing, Tallesbrunn, St. Ullrich, Velm, Waltersdorf a. d. March, Weidendorf, Weikendorf, Witzelsdorf, Zistersdorf, Zwerndorf.

7. *Political District of Bruck a. d. Leitha :*

Berg, Hainburg, Wolfstal.

ANNEXE A.

LISTE DES COMMUNES SITUÉES DANS LA ZONE FRONTIÈRE QUI FAIT FACE A L'AUTRICHE.

1. *District politique de Jindřichův Hradec :*

Communes domaniales de Albeř, Artolec, Nová Bystřice, Číměř (excepté les habitations isolées N^{os} 94 et 104), Dobrotín, Hůrky, Staré Hutě, Kebharec, Klenová, Konrac, Košťálov, Krampachy, Kunt, Lásenice (excepté le village de Dvorce), Lhota, Dolní Lhota, Libořezy, Staré Město, Mnich, Mníšek, Návary, Peršláček, Peršlák, Pístina, Pomezí, Příbraz, Rajchětov, Romavá, Sedlo, Senotín (excepté les N^{os} 49 et 66), Stráž nad Nežárkou (excepté le village et les habitations isolées de la ferme et du moulin de Šimanovský, ainsi que le moulin de Vaněk et Fährich (N^{os} 89 à 92, 128, 213 et 214), Nová Ves, Vitíněves, Dobrá voda, Vyšpachy et Žiřpachy.

2. *District politique de Třeboň :*

Communes domaniales de Halámky, Hamr, Hrdlořezy, Chlum u Třeboně, Klikov, Krabonoš, Kunšach, Lutová, Mirochov, Německé, Rapšach, Straňkov, Stříbřec, Suchdol nad Lužnicí, Tušť, České Velenice, Nová Ves, Nová Ves nad Lužnicí et Žiteč, ainsi que le village de Svata Máří Magdalena qui appartient à la commune locale de Herda.

3. *District politique de České Budějovice :*

Commune domaniale de Buková et les villages de Petřkov et Jiřkovo Údolí appartenant à la commune locale de Těšínov.

4. *District politique de Kaplice :*

Communes domaniales de Bělá, Německý Benešov, Běleň, Blansko, Bolechy, Vyšší Brod, Bukovsko, Byňov, Certlov, Cetviny, Čeřín, Horní Dlouhá, Dluhoště, Dolní Drkolná, Dolní Dvořište, Horní Dvořište, Frymburk, Hartunkov, Herbertov, Hněvanov, Hradiště, Nové Hrady, Hranice u Nových Hradů, Hrušnice, Staré Hutě, Jaroměř, Jenín, Český Jilovec, Velký Jindřichov, Horní Kaliště, Kamenná, Kaplice, Klení, Kropšlák, Kuří, Svatonina Lhota, Ličov, Lužnice, Malonty, Meziříčí, Mikulov, Mladoňov, Mnichovice, Mostky, Nakolice, Omlenice, Ostrov, Pohoří na Šumavě, Dolní Příbraní, Rapotice, Reiter-schlag, Rožmberk, Rožmitál na Šumavě, Ruckendorf, Rychnov nad Malší, Německý Rychnov, Děkanské Skaliny, Slupečná, Soběnov (excepté le village de Smrhov), Stradov, Stropnice, Dlouhá Stropnice, Studánky, Suchdol, Svěbohy, Sejby, Schönfelden, Štiptoň, Tichá, Trpnouze, Údolí, Valtětov Chlupatá Ves, Veverí, Dobrá Voda, Hojná Voda, Všeměřice, Vyšné, Přední Výtoň, Zahrádka, Zdíky, Žár, Žďár et Žumberk.

5. *District politique de Český Krumlov :*

Communes domaniales de Bližná, Černá, Glöckelberg, Hintring (excepté le village de Uhlíkov), Hodňov (excepté le village de Otice), Hůrka, Kyselov, Mokrá, Muckov (excepté les villages de Fischbäckern et Kramolín), Parkfried, Nová Pec, Pernek, Horní Planá, Plánička, Stögenwald, Stožec et Dolní Vltavice, en y comprenant le village de Bobovec, qui appartient à la commune locale de Světlík.

6. *District politique de Dačice :*

Communes domaniales de Bolíkov, Cizkrajov, Nové Dvory, Staré Hobzí, Holešice, Chvaletín, Marketa, Maříž, Modletice, Mutišov, Mutná, Písečné, Nové Sady, Slavětín, Slavonice, Stálov, Stoječín, Václavov, Vlastkovec et Vnorovice.

7. *District politique de Moravské Budějovice :*

Communes domaniales de Bačkovice, Bářovice, Bělčovice, Dančovice, Dešná, Flandorf, Hluboká, Chvalkovice, Jiratice, Korolupy, Kostníky, Lovčovice, Lubnice, Menhartice, Mešovice, Pálovice, Plačovice, Polce, Radotice, Rancířov, Uherčice, Vratěšín et Županovice.

ANNEX A.

LIST OF COMMUNES SITUATED IN THE FRONTIER ZONE OPPOSITE AUSTRIA.

1. *Jindřichův Hradec political district :*

Local communes Albeř, Artolec, Nová Bystřice, Číměř (except the isolated habitations Nos. 94 and 104), Dobrotín, Hůrky, Staré Hutě, Kebharec, Klenová, Konrac, Košťálov, Krampachy, Kunt, Lásenice (except the village of Dvorce), Lhota, Dolní Lhota, Libořezy, Staré Město, Mnich, Mníšek, Návary, Peršláček, Peršlák, Pístina, Pomezí, Příbraz, Rajchětov, Romavá, Sedlo, Senotín (except Nos. 49 and 66), Stráž nad Nežárkou (except the village and isolated habitations of Šimanovský's farm and mill and the mill of Vaněk and Fährnich (Nos. 89 to 92, 128, 213 and 214)), Nová Ves, Vitíněves, Dobrá voda, Vyšpachy and Žiřpachy.

2. *Třeboň political district :*

Local communes Halámky, Hamr, Hrdlořezy, Chlum u Třeboně, Klikov, Krabonoš, Kunšach, Lutová, Mirochov, Německé, Rapšach, Straňkov, Stříbřec, Suchdol nad Lužnicí, Tušf, České Velenice, Nová Ves, Nová Ves nad Lužnicí and Žiteč, together with the village of Svatá Máří Magdalena belonging to the local commune of Herda.

3. *České Budějovice political district :*

Local commune of Buková and the villages of Petříkov and Jiříkovo Údolí belonging to the local commune of Těšínov

4. *Kaplice political district :*

Local communes Bělá, Německý Benešov, Běleň, Blansko, Bolechy, Vyšší Brod, Bukovsko, Byňov, Certlov, Cetviny, Čeřín, Horní Dlouhá, Dluhoště, Dolní Drkolná, Dolní Dvořiště, Horní Dvořiště, Frymburk, Hartunkov, Herbertov, Hněvanov, Hradiště, Nové Hradý, Hranice u Nových Hradů, Hruštica, Staré Hutě, Jaroměř, Jenín, Český Jílovec, Velký Jindřichov, Horní Kaliště, Kamenná, Kaplice, Klení, Kropšlák, Kuří, Svatonina Lhota, Ličov, Lužnice, Malonty, Meziříčf, Mikulov, Mladoňov, Mnichovice, Mostky, Nakolice, Omnice, Ostrov, Pohoří na Šumavě, Dolní Příbraní, Rapotice, Reiter-schlag, Rožmberk, Rožmitál na Šumavě, Ruckendorf, Rychnov nad Malší, Německý Rychnov, Děkanské Skaliny, Slupečná, Soběnov (except the village of Smrhov), Stradov, Stropnice, Dlouhá Stropnice, Studánky, Suchdol, Svěbohy, Šejby, Schönfelden, Štipton, Tichá, Trpnouze, Údolí, Valtěrov, Chlupatá Ves, Veverf, Dobrá Voda, Hojná Voda, Všeměřice, Vyšné, Přední Výtoň, Zahrádka, Zdíky, Žár, Žďár and Žumberk.†

5. *Český Krumlov political district :*

Local communes Bližná, Černá, Glöckelberg, Hintring (except the village of Uhlíkov), Hodňov (except the village of Otice), Hůrka, Kyselov, Mokrá, Muckov (except the villages of Fischbäckern and Kramolín), Parkfried, Nová Pec, Pernek, Horní Planá, Plánička, Stögenwald, Stožec and Dolní Vltavice, together with the villages of Bobovec belonging to the local commune of Světlík.

6. *Dačice political district :*

Local communes Bolíkov, Cizkrajov, Nové Dvory, Staré Hobzí, Holešice, Chvaletín, Mařketa, Maříž, Modletice, Mutišov, Mutná, Písečné, Nové Sady, Slavětín, Slavonice, Stálov, Stojecín, Václavov, Vlastkovec and Vnorovice.

7. *Moravské Budějovice political district :*

Local communes Bačkovice, Bánovice, Bělčovice, Dančovice, Dešná, Flandorf, Hluboká, Chvalkovice, Jiratice, Korolupy, Kostnfky, Lovčovice, Lubnice, Menhartice, Mešovice, Pálovice, Plačovice, Police, Radotice, Rancífov, Uherčice, Vratěním and Županovice.

8. *District politique de Znojmo (Znaïm) :*

Communes domaniales de Bezkov, Bítov, Bohumilice, Horní Břečkov, Citonice, Čížov, Čule, Derflice, Dyjákovice, Dyjákovičky, Frejštejn, Havraníky, Hevlín, Hnanice, Hrabětice, Hrádek, Hrušovany nad Jevišovkou, Chvalatice, Chvalovice, Jaroslavice, Jazovice, Ječmeniště, Německá Konice, Křídlovky, Lančov, Liliendorf, Lukov, Mašovice, Micmanice, Milčovice, Načeratice, Nesachleby, Obekovice, Oleksovičky, Onšov, Oslnovice, Nový Petřín, Starý Petřín, Podmolí, Podmyče, Popice, Právice, Sedlešovice, Stálky, Strachotice, Šafov, Šanov, Nový Šaldorf, Šatov, Šreflová, Štítary, Šumvald, Valtrovice, Vracovice, Vranov, Vrbůvec, Vysočany et Zblovce, en y comprenant la section locale de la commune de Božic Hamerský Mlýn.

9. *Commune à statut spécial : Znojmo. (Znaïm).*

10. *District politique de Mikulov :*

Communes domaniales de Bavory, Drnholec, Dolní Dunajovice, Frélichov, Klentnice, Kolenfurt, Lednice, Mikulov, Milovice, Nejdek, Novosedly, Pavlov, Perná, Dobré Pole, Prátlisbrun, Nový Přerov, Pulgary, Sedlec, Úvaly, Valtice, Dolní Věstonice et Horní Věstonice.

11. *District politique de Hodonín :*

Communes domaniales de Břeclav, Hlohovec, Hrušky, Kostice, Lanštorf, Lanžhot, Poštorná, Tvrdonice, Týnec et Charvatská Nová Ves.

12. *District politique de Skalice :*

Communes de Brodské et Kúty.

13. *District politique de Malacka :*

Communes de Dimburk, Gajary, Jakubov, Moravský Svätý Ján, Kiripolec, Láb, Malé Leváre, Velké Leváre, Sekule, Plavecký Štvrtok (excepté les habitations isolées de Tančibok et Kopču), Uhorská Ves et Závod.

14. *District politique de Bratislava (Pressbourg) :*

Communes de Záhorská Bystrice (excepté la ferme Františkov), Devín, Dúbravka, Hochštetno, Marianka, Mást, Petržalka, Stupava, Devínska Nová Ves et Zohor.

8. *Znojmo (Znaim) political district :*

Local communes Bezkov, Bítov, Bohumilice, Horní Břečkov, Citonice, Čížov, Čule, Derflice, Dyjákovice, Dyjákovičky, Frejštejn, Havraníky, Hevlín, Hnanice, Hrabětice, Hrádek, Hrušovany nad Jevišovkou, Chvalatice, Chvalovice, Jaroslavice, Jazovice, Ječmeniště, Německá Konice, Křídlovky, Lančov, Liliendorf, Lukov, Mašovice, Micmanice, Milčovice, Načeratice, Nesachleby, Oblekovice, Oleksovičky, Onšov, Oslnovice, Nový Petřín, Starý Petřín, Podmolí, Podmyče, Popice, Pravice, Sedlešovice, Stálky, Strachotice, Šafov, Šanov, Nový Šaldorf, Šatov, Šreflová, Štítary, Šumvald, Valtrovice, Vracovice, Vranov, Vrbovec, Vysočany and Zblovce, together with the local section of the commune of Božic Hamerský Mlýn.

9. *Statutory commune of Znojmo (Znaim).*10. *Mikulov political district :*

Local communes Bavory, Drnholec, Dolní Dunajovice, Frélichov, Klentnice, Kolenfurt, Lednice, Mikulov, Milovice, Nejdek, Novosedly, Pavlov, Perná, Dobré Pole, Prátlšbrun, Nový Přerov, Pulgary, Sedlec, Úvaly, Valtice, Dolní Věstonice and Horní Věstonice.

11. *Hodonín political district :*

Local communes Břeclav, Hlohovec, Hrušky, Kostice, Lanštorf, Lanžhot, Poštorná, Tvrdonice, Týnec and Charvatská Nová Ves.

12. *Skalice political district :*

Communes of Brodské and Kúty.

13. *Malacka political district :*

Communes of Dimburk, Gajary, Jakubov, Moravský Státý Ján, Kiriplec, Láb, Malé, Leváre, Velké Leváre, Sekule, Plavecký Štvrtok (excepting the isolated habitations of Tančibok and Kopču), Uhorská Ves and Závod.

11. *Bratislava (Pressburg) political district :*

Communes Záhorská Bystrice (excepting the farm of Františkov), Devín, Dúbravka, Hochštetno, Marianka, Mást, Petržalka, Stupava, Devínska Nová Ves and Zohor.

LOCALITÉS DE LA HAUTE-AUTRICHE SITUÉES DANS LA ZONE FRONTIÈRE.

Arrondissement	Commune	Localité
I Rohrbach	Aigen Afiesl	Aigen, Grünwald, Rudolfing, Sonnewald. Ober-Afiesl, Unter-Afiesl, Köckendorf, Neuschlag, Waldhäuser.
	Ahorn	Ahorn, Ober-Brunnwald, Helfenberg, Lichtmessberg, Penning, Piberstein, Schallenberg, Thurnerschlag, Klein-Traberg, Ober-Traberg.
	Auberg Berg	Auberg, Iglbach, Frindorf. Arbesberg, Berg, Frauendorf, Gatterpassing, Gintersberg, Gollner, Grub, Hauzenberg, Hehenberg, Hundbreining, Katzing, Krien, Märzling, Nösslbach, Perwolfing, Reith, Seizling, Spiel-leiten, Steineck, Vierling, Wanschaml.
	Frindorf	Etzerreith, Frindorf, Galeiten, Gierling, Hengst-schlag, Hintering, Iglbach, Keppling, Mosham, Neundling, Nösslbach, Scheiblberg, Unter-Galei-ten, Wippling.
	Haslach	Felbenau, Hartmannsdorf, Haslach, Jaukenberg, Neudorf.
	Helfenberg	Altenschlag, Anhäuser, Dobring, Unter-Eben, Hel-fenberg, Mühlholz, Unter-Neuling, Neuschlag, Piessleithen, Spanfeld, Thurnerschlag, Wald-häuser.
	I Rohrbach	St. Johann Lichtenau	Anhäuser, St. Johann, Penning, Petersberg, Schlag. Damreith, Hinternberg, Hochhausen, Hörleinsödt, Lichtenau, Ödt, Unter-Urasch.
St. Oswald		Almesberg, Günterreith, Laimbach, Minihof, Marau, St. Oswald, Sattling, Schwackenreith.
St. Peter		Dorf, Ecdersdorf, Habning, Kasten, St. Peter, Pressleithen, Unter-Riedl, Simaden, Strass, Uttendorf.
Sprinzenstein		Altenhofen, Autengrub, Dobretshofen, Dorf, Läm-erstorf, Meising, Schönberg, Sprinzenstein, Vierling, Wintersberg.
Schlägl		Baureith, Breitenstein, Diendorf, Geiselreith, Kerschbaum, Natschlag, Unter-Neudorf, Schlägl, Weichsberg, Winkl, Wolfgang, Wurmbrand.
Schönegg		Guglwald, Köckendorf, Mühlholz, Piberschlag, Schönegg.
St. Stefan am Walde		Ober-Afiesl, Dambergschlag, Ober-Eben, Unter-Eben, Gmain, Haid, Herrnschlag, Innerschlag, Pressleiten, Ober-Riedl, Unter-Riedl, St. Stefan am Walde.
Urfahr (Umgebung)	Amesschlag Bernhardschlag	Amesschlag, Amesberg, Eberhardschlag, Gaisschlag. Altenschlag, Bernhardschlag, Brunnwald, Mitter-Brunnwald, Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Geierschlag, Ortschaft, Stumpten.
	Dietrichschlag Königschlag Laimbach	Dietrichschlag, Elmegg, Langbruck, Schönau. Hinter-Königschlag, Vorder-Königschlag. Ober-Laimbach, Unter-Laimbach, Haid, Ober-Stern, Unter-Stern.
	Leonfelden	Burgfried, Farb, Leonfelden-Markt, Spiellau, Wein-zierl.

LIST OF THE PLACES IN UPPER AUSTRIA SITUATED IN THE FRONTIER AREA.

District	Commune	Place
r Rohrbach	Aigen Afiesl	Aigen, Grünwald, Rudolfing, Sonnewald, Ober-Afiesl, Unter-Afiesl, Köckendorf, Neuschlag, Waldhäuser.
	Ahorn	Ahorn, Ober-Brunnwald, Helfenberg, Lichtmessberg, Penning, Piberstein, Schallenberg, Thurnerschlag, Klein-Traberg, Ober-Traberg.
	Auberg Berg	Auberg, Iglbach, Frindorf. Arbesberg, Berg, Frauendorf, Gatterpassling, Gintersberg, Gollner, Grub, Hauzenberg, Hehenberg, Hundbreining, Katzing, Krien, Märzling, Nösslbach, Perwolving, Reith, Seizling, Spiel-leiten, Steineck, Vierling, Wanschaml.
	Frindorf	Etzerreith, Frindorf, Galeiten, Gierling, Hengstschlag, Hintering, Iglbach, Keppling, Mosham, Neundling, Nösslbach, Scheiblberg, Unter-Galeiten, Wippling.
	Haslach	Felbenau, Hartmannsdorf, Haslach, Jaukenberg, Neudorf.
	Helfenberg	Altenschlag, Anhäuser, Dobring, Unter-Eben, Helfenberg, Mühlholz, Unter-Neuling, Neuschlag, Piessleithen, Spanfeld, Thurnerschlag, Waldhäuser.
	St. Johann Lichtenau	Anhäuser, St. Johann, Penning, Petersberg, Schlag, Damreith, Hinternberg, Hochhausen, Hörleinsödt, Lichtenau, Ödt, Unter-Urasch.
r Rohrbach	St. Oswald	Almesberg, Günterreith, Laimbach, Minihof, Marau, St. Oswald, Sattling, Schwackenreith.
	St. Peter	Dorf, Ecdersdorf, Habning, Kasten, St. Peter, Pressleithen, Unter-Riedl, Simaden, Strass, Uttendorf.
	Sprinzenstein	Altenhofen, Autengrub, Dobretshofen, Dorf, Lämmerstorf, Meising, Schönberg, Sprinzenstein, Vierling, Wintersberg.
	Schlägl	Baureith, Breitenstein, Diendorf, Geiselreith, Kerschbaum, Natschlag, Unter-Neudorf, Schlägl, Weichsberg, Winkl, Wolfgang, Wurmbrand.
	Schönegg	Guglwald, Köckendorf, Mühlholz, Piberschlag, Schönegg.
	St. Stefan am Walde	Ober-Afiesl, Dambergschlag, Ober-Eben, Unter-Eben, Gmain, Haid, Herrnschlag, Innerschlag, Pressleiten, Ober-Riedl, Unter-Riedl, St. Stefan am Walde.
Urfahr (Umgebung)	Amesschlag Bernhardschlag	Amesschlag, Amesberg, Eberhardschlag, Gaisschlag, Altenschlag, Bernhardschlag, Brunnwald, Mitter-Brunnwald, Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Geierschlag, Ortschlag, Stumpten.
	Dietrichschlag Königschlag Laimbach	Dietrichschlag, Elmegg, Langbruck, Schönau, Hinter-Königschlag, Vorder-Königschlag, Ober-Laimbach, Unter-Laimbach, Haid, Ober-Stern, Unter-Stern.
	Leonfelden	Burgfried, Farb, Leonfelden-Markt, Spielau, Weinzierl.

Arrondissement	Commune	Localité
Urfahr (Umgebung)	Reichenthal Schenkenfelden Stiftung b. L. Stiftung b. R. Waldschlag Weigetschlag Ober-Weissenbach	Haiert, Reichenthal, Nieder-Reichenthal, Schwarzenbach, Vierhöf. Schenkenfelden. Dietrichschlag, Unter-Stiftung, Ober-Stiftung, Rading, Weinzierl. Allhut, Böhmndorf, Kohlgrub, Liebenthal, Miesebach, Stiftung. Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Ober-Waldschlag, Unterwaldschlag, Gross-Traberg, Klein-Traberg, Ober-Traberg. Affetschlag, Böheimschlag, Dürnau, Rading, Rossberg, Silberhardschlag, Weigetschlag. Vorder-Weissenbach, Hinter-Weissenbach, Ober-Weissenbach.
Freistadt	Grünbach Hirschbach Leopoldschlag Liebenau Rainbach Sandl Waldburg Weitersfelden Windhaag Stadt Freistadt	Graben, Grünbach, Heinrichschlag, Helbetschlag, Lichtenau, Mitterbach, Pber-Passberg, Unter-Passberg, Ober-Rauchenödt, Schlag, Stadeln. Guttenbrunn . Kirchberg . Ober - Hirschgraben , Thierberg, Tischberg, Vorwald. Edelbruck, Eisenhut, Hammern, Hiltchen, Leitmannsdorf, Leopoldschlag-Dorf, Leopoldschlag-Markt, Mardetschlag, Stigersdorf, Wullowitz. Hirschau, Liebenau, Maxldorf, Sallaburgsthal, Schöneben. Apfoltern, Deutsch-Hörschlag, Dreissgen, Eibenstein, Herschbaum, Labach, Rainbach, Sonnberg, Summerau, Vierzehn, Zulissen. Eben, Grössgstetten, Gugu, Hacklbrunn, Hundsbach, Königsau, Neudorf, Plochwald, Pürstling, Rindlberg, Rothenbachl, Sandl, Schanz, Schönberg, Steinkreuz, Steinwald Tafelberg, Viehberg, Weinviertl. Freudenthal, Harruck, Lährendorf, Mitterreith, Prechtleinsschlag, Schöndorf, Ober-Schwandt, Unter-Schwandt, Waldburg. Saghhammer. Eben, Elmberg, Mayrspindt, Obernschlag, Ober-Passberg, Pieberschlag, Predertschlag, Prendt, Riemetschlag, Spörbichl, Ober-Windhaag, Unterwald, Windhaag-Markt. Bahnhof-Freistadt.

District	Commune	Place
Urfahr (Umgebung)	Reichenthal Schenkenfelden Stiftung b. L. Stiftung b. R. Waldschlag Weigetschlag Ober-Weissenbach	Haiertl, Reichenthal, Nieder-Reichenthal, Schwarzenbach, Vierhöf. Schenkenfelden. Dietrichschlag, Unter-Stiftung, Ober-Stiftung, Rading, Weinzierl. Allhut, Böhmndorf, Kohlgrub, Liebenthal, Miesenbach, Stiftung. Ober-Brunnwald, Unter-Brunnwald, Ober-Waldschlag, Unterwaldschlag, Gross-Traberg, Klein-Traberg, Ober-Traberg. Affetschlag, Böheimschlag, Dürnau, Rading, Rossberg, Silberhardschlag, Weigetschlag. Vorder-Weissenbach, Hinter-Weissenbach, Ober-Weissenbach.
Freistadt	Grünbach Hirschbach Leopoldschlag Liebenau Rainbach Sandl Waldburg Weitersfelden Windhaag Stadt Freistadt	Graben, Grünbach, Heinrichschlag, Helbetschlag, Lichtenau, Mitterbach, Pber-Passberg, Unter-Passberg, Ober-Rauchenödt, Schlag, Stadeln. Guttenbrunn, Kirchberg, Ober-Hirschgraben, Thierberg, Tischberg, Vorwald. Edelbruck, Eisenhut, Hammern, Hiltchen, Leitmannsdorf, Leopoldschlag-Dorf, Leopoldschlag-Markt, Mardetschlag, Stiegersdorf, Wullowitz. Hirschau, Liebenau, Maxldorf, Sallaburgsthal, Schöneben. Apfoltern, Deutsch-Hörschlag, Dreissgen, Eibenstein, Herschbaum, Labach, Rainbach, Sonnberg, Summerau, Vierzehn, Zulissen. Eben, Grössgstetten, Gugu, Hacklbrunn, Hundsborg, Königsau, Neudorf, Plochwald, Pürstfing, Rindlberg, Rothenbachl, Sandl, Schanz, Schönborg, Steinkreuz, Steinwald Tafelberg, Viehberg, Weinviertl. Freudenthal, Harruck, Lahrendorf, Mitterreith, Prechtleinsschlag, Schöndorf, Ober-Schwandt, Unter-Schwandt, Waldburg. Saghammer. Eben, Elmberg, Mayrspindt, Obberschlag, Ober-Passberg, Pieberschlag, Predertschlag, Prendt, Riemetschlag, Spörbichl, Ober-Windhaag, Unterwald, Windhaag-Markt. Bahnhof-Freistadt.

(Page 1)

ANNEXE B.

CERTIFICAT

POUR LE TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL.

Porteur (nom et prénoms)
 Né à le
 Profession
 Domicile
 Nationalité

Photographie.

Signalement.

Cheveux.....
 Yeux
 Signes particuliers.....

Signature du porteur :

Valable pour passer la frontière entre.....
 et.....
 Validité

Commune de le 19

Le Maire :

Timbre.

Vu :

le 19.....

Poste de Gendarmerie de
Le Commandant du Poste de Gendarmerie :

(Page 2)

DISPOSITIONS PÉNALES

Quiconque se rendra coupable de fausses déclarations lors de l'établissement du présent certificat, édera à autrui ledit certificat, s'en servira pour d'autres déplacements que ceux auquel il est destiné ou en fera, de toute autre manière, un usage abusif, sera passible de sanctions pénales.

(Page 1)

ANNEX B.

CERTIFICATE

FOR LOCAL FRONTIER TRAFFIC.

Holder (surname and Christian names).....
 Born at in
 Occupation
 Place of residence.....
 Nationality.....

Photograph

Description :

Hair
 Eyes
 Special characteristics

Signature of holder :

Valid for crossing the frontier between
 and.....
 Period of validity.....

Commune of....., 19

The Mayor :

Stamp

Seen :

on..... 19....

Police office in :

Police Office Superintendent :

(Page 2)

FINAL PROVISIONS

Any person guilty of false statements in connection with the issue of the present certificate, or giving the said certificate to any other person, or using it for journeys other than those for which it was issued, or using it improperly in any other way, shall be liable to punishment.

Tout usage abusif du présent laissez-passer sera puni.

ANNEXE C.

LAISSEZ-PASSER POUR EXCURSIONNISTES ET TOURISTES DANS LA ZONE
DU TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL (environ 10 kilom.)

Validité maximum : 48 heures à partir du (date et heure)

délivré à M. (Mme)

de

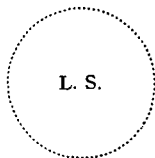
pour une excursion, au départ de

pour aller à

et retour par

..... le 19

(Localité)



L. S.

Autorité qui délivre le laissez-passer :

.....
(Signature du détenteur.)

.....
(Signature du fonctionnaire
qui délivre le laissez-passer.)

ANNEX C.

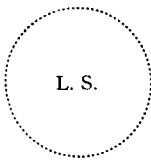
PERMIT FOR EXCURSIONISTS AND TOURISTS FOR THE LOCAL FRONTIER TRAFFIC AREA
(about 10 km.).

Any improper use of the present permit will be punished.

Duration of validity up to 48 hours from (date, hour)
for M. (Mme)
of
for an excursion from
to
and back via

..... 19

(Place)



Authority issuing the permit :

.....
(Signature of the holder)

.....
(Signature of the official issuing the permit)

ANNEXE XXII.



ANNEX XXII.



ANNEXE XXII

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE ¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

RATIFICATION

Dépôt :
PANAMA 14 juin 1929

SIGNATURES

NICARAGUA
PÉROU

DISPOSITION FACULTATIVE

RATIFICATIONS

Dépôt :
PANAMA 14 juin 1929
HONGRIE 13 août 1929

SIGNATURES

ITALIE.

« Le Gouvernement de l'Italie déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit, vis-à-

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXXVIII, page 435, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ANNEX XXII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No. 170. — PROTOCOL ¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATION.

Deposit :
PANAMA June 14, 1929

SIGNATURES.

NICARAGUA
PERU

OPTIONAL CLAUSE.

RATIFICATIONS.

Deposit :
PANAMA June 14, 1929
HUNGARY August 13, 1929

SIGNATURES.

ITALY.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

“ The Italian Government declares to recognize as compulsory *ipso facto*, in relation to

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L., page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; and Vol. LXXXVIII, page 435, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, et pour la durée de cinq ans, sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale, et dans le cas où une solution par la voie diplomatique ou éventuellement par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas, la juridiction de la Cour sur les catégories suivantes de différends d'ordre juridique, qui pourraient se vérifier après la ratification de la présente déclaration, ayant pour objet :

- a) Interprétation d'un traité ;
- b) Tout point de droit international ;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'une obligation internationale ;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'une obligation internationale.

GENÈVE, le 9 septembre 1929.

Vittorio SCIALOJA.»

LETTONIE.

Au nom du Gouvernement letton et sous réserve de ratification par la Saeima, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. Cette déclaration remplace celle faite le 11 septembre 1923.

GENÈVE, le 10 septembre 1929.

A. BALODIS.

any other Member or State accepting the same obligation, and for a period of five years, subject to any other method of settlement provided by a special convention, and in any case where a solution through the diplomatic channel or further by the action of the Council of the League of Nations could not be reached, the jurisdiction of the Court on the following classes of legal disputes arising after the ratification of the present declaration, and concerning :

- (a) The interpretation of a treaty ;
- (b) Any question of international law ;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

GENEVA, September 9, 1929.

Vittorio SCIALOJA."'

LATVIA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Latvian Government and subject to ratification by the Saeima, I recognise as compulsory, *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of five years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement. This declaration replaces the declaration made on September 11, 1923.

GENEVA, September 10, 1929.

A. BALODIS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

GRÈCE.

Dûment autorisé par le Gouvernement hellénique, agissant en vertu d'une approbation spéciale du pouvoir législatif, je déclare accepter au nom de la Grèce la disposition facultative prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une durée de cinq ans et sous condition de réciprocité, pour toutes les catégories de différends énumérées dans ledit article 36, à l'exception :

- a) Des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communications ;
- b) Des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par elle et prévoyant une autre procédure.

Cette acceptation déploie ses effets dès le moment de la signature de la présente déclaration.

GENÈVE, le 12 septembre 1929.

A. MICHALOKOPOULOS.

L'acceptation par la Grèce de la disposition facultative déploie tous ses effets dès le 12 septembre 1929, la déclaration ci-dessus n'étant pas soumise à ratification.

IRISH FREE STATE.

On behalf of the Irish Free State I declare that I accept as compulsory ipso facto and without special convention the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice for a period of twenty years and on the sole condition of reciprocity. This declaration is subject to ratification.

GENEVA, 14 September 1929.

P. MCGILLIGAN.

GREECE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Duly authorised by the Hellenic Government, acting in virtue of special approval by the legislative power, I declare that I accept on behalf of Greece the Optional Clause provided in Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, for a period of five years and on condition of reciprocity, for all the classes of disputes mentioned in the said Article 36, with the exception of :

- (a) Disputes relating to the territorial status of Greece, including disputes relating to its rights of sovereignty over its ports and lines of communication ;
- (b) Disputes relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted by Greece and providing for another procedure.

This acceptance is effective as from the date of signature of the present declaration.

GENEVA, September 12, 1929.

A. MICHALOKOPOULOS.

The acceptance by Greece of the Optional Clause is effective as from September 12, 1929, the above Declaration not being subject to ratification.

ETAT LIBRE D'IRLANDE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom de l'Etat libre d'Irlande, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une période de vingt années et sous la seule condition de réciprocité. Cette déclaration est sujette à ratification.

GENÈVE, le 14 septembre 1929.

P. MCGILLIGAN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

FRANCE.

Au nom du Gouvernement de la République française, je déclare, sous réserve de ratification, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis des autres Membres ou Etats qui acceptent la même obligation la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du statut de ladite Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification, et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation, ou par le Conseil, aux termes de l'article 15, alinéa 6 du Pacte, sous réserve du cas où les parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral. Cette déclaration remplace la déclaration du 2 octobre 1924 devenue caduque.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

LOUCHEUR.

UNITED KINGDOM.

On behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification:

other than disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement; and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

FRANCE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Government of the French Republic and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2 of the Statute of the Court, for a period of five years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, and which could not have been settled by a procedure of conciliation or by the Council according to the terms of Article 15, paragraph 6 of the Covenant, with reservation as to the case where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of settlement by arbitration. This declaration replaces the declaration of October 2, 1924, which has now lapsed.

GENEVA, September 19, 1929.

LOUCHEUR.

ROYAUME-UNI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique; et

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the United Kingdom;

and subject to the conditions that His Majesty's Government reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

GENEVA, 19 September 1929.

Arthur HENDERSON.

UNION OF SOUTH AFRICA.

On behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2 of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification:

other than disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement; and

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume-Uni;

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

Arthur HENDERSON.

UNION SUD-AFRICAINE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que:

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique; et

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Union of South-Africa ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Union of South Africa reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

GENEVA, September 19th 1929.

Eric H. LOUW.

NEW ZEALAND.

On behalf of His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification :

Les différends avec les gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties et dont elles conviendront ; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union Sud-Africaine ;

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

Eric H. LOUW.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

other than disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement; and

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settle in such manner as the parties have agreed or shall agree; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Dominion of New Zealand;

and subject to the condition that His Majesty's Government in New Zealand reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

GENEVA, 19 September 1929.

C. J. PARR.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Au nom de la République tchécoslovaque et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, de son statut, pour une durée de dix années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique; et

Les différends avec les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Dominion de la Nouvelle-Zélande;

En Nouvelle-Zélande toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

C. J. PARR.

CZECHOSLOVAKIA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Czechoslovak Republic and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of its Statute, for a period of ten years from the date of the deposit of the instrument of ratification, in any dispute arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique, et sous réserve de la faculté, pour l'une ou l'autre des Parties en litige, de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

Dr Eduard BENEŠ.

INDIA.

On behalf of the Government of India and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification :

other than disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement; and

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of India ;

and subject to the condition that the Government of India reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within

subsequent to this ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement, and subject to the right, for either of the Parties to the dispute, to submit the dispute, before any recourse to the Court, to the Council of the League of Nations.

GENEVA, September 19, 1929.

Dr. Eduard BENEŠ.

INDE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de l'Inde et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et, par la suite, jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;^oet

Les différends avec les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Inde ;

Toutefois, le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a period of 12 months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

GENEVA, September 19, 1929.

Md. HABIBULLAH.

PÉROU.

Au nom de la République péruvienne, et sous réserve de ratification, je reconnais comme obligatoire, de plein droit, sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou de tout Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2 de son statut, pour une durée de dix années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient au sujet de situations et faits postérieurs à cette ratification, sauf le cas où les Parties seraient convenues, soit d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral, soit de soumettre préalablement le différend au Conseil de la Société des Nations.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

M. H. CORNEJO.

SIAM.

On behalf of the Siamese Government, I recognise, subject to ratification, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is-to-say, on the condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without any special convention, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

GENÈVE, le 19 septembre 1929.

Md. HABIBULLAH.

PERU.

On behalf of the Republic of Peru and subject to ratification, I recognise as compulsory *ipso facto* without special agreement in relation to any other Member of the League of Nations or to any State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of its Statute, for a period of ten years from the date of deposit of the instrument of ratification, in any dispute arising with regard to situations and facts subsequent to that ratification, except in cases where the parties have agreed either to have recourse to another method of settlement by arbitration, or to submit the dispute previously to the Council of the League of Nations.

GENEVA, September 19, 1929.

M. H. CORNEJO.

SIAM.

Au nom du Gouvernement siamois, je déclare reconnaître, sous réserve de ratification, vis-à-vis de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

period of ten years in all disputes, as to which no other means of pacific settlement is agreed upon between the Parties.

GENEVA, September 20, 1929.

VARNVAIDYA.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA.

On behalf of His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification :

other than disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ; and

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Commonwealth of Australia ;

and subject to the condition that His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension shall be limited to a

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

de dix années sur tous les différends au sujet desquels les Parties ne seraient pas convenues d'un autre mode de règlement pacifique.

GENÈVE, le 20 septembre 1929.

VARNVAIDYA.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; et

Les différends avec les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Commonwealth d'Australie.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période de douze mois ou à une période plus

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

GENEVA, September 20, 1929.

Granville RYRIE.

CANADA.

On behalf of His Majesty's Government in Canada and subject to ratification, I accept as compulsory *ipso facto* and without special convention, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute, for a period of ten years and thereafter until such time as notice may be given to terminate the acceptance, in all disputes arising after ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to said ratification, other than :

disputes in regard to which parties have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ; and

disputes with the Government of any other Member of the League which is a Member of the British Commonwealth of Nations, all of which disputes shall be settled in such manner as the parties have agreed or shall agree ; and

disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Dominion of Canada.

And subject to the condition that His Majesty's Government in Canada reserve the right to require that proceedings in the Court shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council of the League of Nations, provided that notice to suspend is given after the dispute has been submitted to the Council and is given within ten days of the notification of the initiation of the proceedings in the Court, and provided also that such suspension

longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

GENÈVE, le 20 septembre 1929.

Granville RYRIE.

CANADA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Au nom de Gouvernement de Sa Majesté dans le Canada et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut, pour une durée de dix années et par la suite jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient, après la ratification de la présente déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, autres que :

Les différends au sujet desquels les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ; et

Les différends avec les Gouvernements de tous autres Membres de la Société des Nations, Membres du Commonwealth britannique de Nations, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les Parties ou dont elles conviendront ; et

Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Dominion du Canada.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Canada se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations et en cours d'examen par ce dernier, à condition que la requête de suspension soit déposée après que le différend aura été soumis au Conseil et dans les dix jours qui suivront la notification du début de la procédure devant la Cour, et à condition également que ladite suspension soit limitée à une période

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

shall be limited to a period of twelve months or such longer period as may be agreed by the parties to the dispute or determined by a decision of all the Members of the Council other than the parties to the dispute.

20 September 1929.

R. DANDURAND.

NICARAGUA.

Au nom de la République de Nicaragua, je déclare reconnaître comme obligatoire et sans condition la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale.

GENÈVE, le 24 septembre 1929.

T. F. MEDINA.

de douze mois ou à une période plus longue qui pourrait être fixée par les Parties au différend ou déterminée par une décision de tous les Membres du Conseil autres que les Parties au différend.

Le 20 septembre 1929.

R. DANDURAND.

NICARAGUA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Republic of Nicaragua I recognise as compulsory unconditionally the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

GENEVA, September 24, 1929.

T. F. MEDINA.

N^o 174. — DÉCLARATION ² PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

ESPAGNE, 1^{er} juillet 1929.

No. 174. — DECLARATION ² RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA COAST. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATION.

Deposit :

SPAIN, July 1, 1929.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; et vol. LXIX, page 72, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 410 ; Vol. XV, page 308 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 158 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. LIX, page 345 ; and Vol. LXIX, page 72, of this Series.

N^o 201. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME DES SPIRITUEUX EN AFRIQUE ET PROTOCOLE. SIGNÉS A SAINT-GERMAIN EN LAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1919.

No. 201. — CONVENTION¹ RELATING TO THE LIQUOR TRAFFIC IN AFRICA AND PROTOCOL. SIGNED AT SAINT-GERMAIN EN LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

RATIFICATION

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ... 22 mars 1929.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 30 mai 1929.

RATIFICATION.

UNITED STATES OF AMERICA... March 22, 1929.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, May 30, 1929.

N^o 320. — SCHIEDS- UND VERGLEICHsvertrag² ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICH. GEZEICHNET IN BERN, DEN 3. DEZEMBER 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

PROTOKOLL³ UEBER DIE ABAENDERUNG DES ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICH ABGESCHLOSSENEN SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsverTRAGS VOM 3. DEZEMBER 1921.

Communiqué par le Conseil fédéral suisse, le 13 juillet 1929. *Communicated by the Swiss Federal Council, July 13, 1929.*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Schweizerischen Eidgenossenschaft und⁴ des Deutschen Reichs haben, in der Absicht, den zwischen der Schweiz und Deutschland abgeschlossenen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag vom 3. Dezember 1921 mit Rücksicht auf die von der Schweiz und Deutschland zum Artikel 36, Absatz 2 des Statuts des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag abgegebenen Erklärungen abzuändern, folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Der Artikel 4 des Vertrages vom 3. Dezember 1921 wird aufgehoben; dem gemäss werden im Artikel 2 die Worte « unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 3 und 4 » durch : « unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 3 » ersetzt.

¹ Vol. VIII, page 11; vol. XI, page 412; et vol. XXIV, page 158, de ce recueil.

² Vol. XII, page 271; et Vol. XIX, page 284, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 12 juin 1929.

¹ Vol. VIII, page 11; Vol. XI, page 412; and Vol. XXIV, page 158, of this Series.

² Vol. XII, page 271; and Vol. XIX, page 284, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Berne, June 12, 1929.

Artikel 2.

Der Artikel 8 des Vertrags vom 3. Dezember 1921 wird durch folgende Bestimmung ersetzt : « Kommt zwischen den Parteien nicht binnen zwei Monaten, nachdem die eine der andern das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, oder wird das Schiedsgericht innerhalb der gleichen Frist nicht bestellt, so kann jede Partei die Streitigkeit beim Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag unmittelbar anhängig machen. »

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieses Protokoll aufgesetzt, das ratifiziert werden soll und am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten wird.

Geschehen in Bern, in doppelter Ausfertigung, den neunundzwanzigsten August eintausend-neunhundertundachtundzwanzig.

Pour copie conforme,

Berne, le 13 juillet 1929.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

(Gez.) MOTTA.

(Gez.) MULLER.

N^o 320. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND. SIGNÉ A BERNE, LE 3 DÉCEMBRE 1921.

No. 320. — TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH. SIGNED AT BERNE, DECEMBER 3, 1921.

¹ TRADUCTION.

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DU TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION CONCLU, LE 3 DÉCEMBRE 1921, ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND. SIGNÉ A BERNE, LE 29 AOUT 1928.¹

Les plénipotentiaires soussignés de la Confédération suisse et du Reich allemand, en vue de modifier le traité d'arbitrage et de conciliation entre la Suisse et l'Allemagne du 3 décembre 1921 en tenant compte des déclarations faites par la Suisse et l'Allemagne à l'égard de l'article 36, 2^{me} alinéa, du statut de la Cour permanente de Justice internationale, sont convenus de ce qui suit :

² TRANSLATION.

PROTOCOL MODIFYING THE TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION OF DECEMBER 3, 1921, BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH. SIGNED AT BERNE, AUGUST 29, 1928.

With a view to modifying the Treaty of Arbitration and Conciliation between Switzerland and Germany dated December 3, 1921, in consequence of the declarations made by Switzerland and Germany respecting Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice at The Hague, the undersigned Plenipotentiaries of the Swiss Confederation and of the German Reich have agreed as follows :

¹ Communiquée par le Conseil fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Communicated by the Swiss Federal Council.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

L'article 4 du Traité du 3 décembre 1921 est supprimé ; les mots de l'article 2 : « sous réserve des dispositions des articles 3 et 4 » sont remplacés, en conséquence, par les mots : « sous réserve des dispositions de l'article 3. »

Article 2.

L'article 8 du Traité du 3 décembre 1921 est remplacé par la disposition suivante : « Si le compromis n'est pas établi entre les parties dans un délai de deux mois après que l'une d'elles a notifié à l'autre la demande tendant à soumettre un différend à l'arbitrage, ou si le tribunal arbitral n'est pas constitué dans le même délai, chacune des parties peut porter directement le différend devant la Cour permanente de justice internationale. »

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé ce protocole, qui doit être ratifié et entrera en vigueur le jour où seront échangés les instruments de ratification.

Fait à Berne, en double exemplaire, le vingt-neuf août mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) MOTTA.

(Signé) MÜLLER.

Pour copie conforme,
Berne, le 13 juillet 1929.

Le Chancelier de la Confédération :
Kaeslin.

Article 1.

Article 4 of the Treaty of December 3, 1921, shall be deleted ; the words in Article 2 : " unless otherwise provided for in Articles 3 and 4 " shall therefore be replaced by the words : " unless otherwise provided for in Article 3 ".

Article 2.

Article 8 of the Treaty of December 3, 1921, shall read as follows : " If the agreement of reference has not been established within a period of two months after one party concerned has notified the other of its claim to refer the dispute to arbitration, or if the Tribunal is not constituted within the same period, either party may submit the dispute direct to the Permanent Court of International Justice at The Hague ".

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall be ratified and shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

Done in duplicate at Berne, this twenty-ninth day of August, nineteen hundred and twenty-eight.

(Signed) MOTTA.

(Signed) MÜLLER.

No 358. — ARRANGEMENT ¹ PROVISOIRE
RÉGLANT LA CIRCULATION AÉRIENNE
ENTRE LES PAYS-BAS ET LA BELGIQUE.
SIGNÉ A LA HAYE, LE 8 JUILLET 1922.

ABROGÉ A PARTIR DU 22 AOUT 1928.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 15 mai 1929.

¹ Vol. XIII, page 273 ; et vol. LXXXIII, page 384, de ce recueil.

No. 358. — PROVISIONAL AGREEMENT ¹
REGULATING AIR NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND BELGIUM. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 8, 1922.

ABROGATED AS FROM AUGUST 22, 1928.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, May 15, 1929.

¹ Vol. XIII, page 273 ; and Vol. LXXXIII, page 384, of this Series.

N^o 422. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT HONGROIS ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, AU SUJET DE LA PROLONGATION DU DÉLAI D'ÉMIGRATION PRÉVU AU TROISIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 63 DU TRAITÉ DE TRIANON. BELGRADE, LES 17 ET 20 MARS 1923.

No. 422. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE HUNGARIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, IN REGARD TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR TRANSFER OF RESIDENCE UNDER THE THIRD PARAGRAPH OF ARTICLE 63 OF THE TREATY OF TRIANON. BELGRADE, MARCH 17 AND 20, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROLONGATION DU DÉLAI CI-DESSUS JUSQU'AU 26 JUILLET 1930. BUDAPEST, LES 20 AVRIL, 16 MAI ET 21 JUILLET 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION OF THE ABOVE PERIOD UNTIL JULY 26, 1930. BUDAPEST, APRIL 20, MAY 16 AND JULY 21, 1929.

Communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise à la Société des Nations, le 28 août 1929.

Communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, August 28, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DU ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES,
EN HONGRIE.

N^o 251/29.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux clauses du Traité de Trianon, les personnes ayant exercé le droit d'option sont tenues de transférer leur domicile dans l'Etat pour lequel elles ont opté. A cet effet, le traité prévoit un délai de douze mois, délai qui, vu les difficultés que rencontre la mise à la disposition des terrains nécessaires pour la colonisation de ces personnes, notamment de celles qui appartiennent à la classe agricole, a été reconnu comme trop court et a dû être prolongé.

C'était aussi le cas des ressortissants hongrois qui ont opté pour la nationalité serbe-croate-slovène. Le délai pour le transfert du domicile

I.

LEGATION OF THE KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS AND
SLOVENES, IN HUNGARY

No. 251/29.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with the stipulations of the Treaty of Trianon, persons who have exercised the right to opt must transfer their place of residence to the State for which they have opted. For this purpose the Treaty lays down a period of twelve months, a period which, owing to the difficulties experienced in providing the land required for the settlement of these persons, and particularly, persons belonging to the agricultural class, has been recognised as too short, and has had to be extended.

This has also been the case with Hungarian nationals who have opted for Serb-Croat-Slovene nationality. The period for the transfer of the

¹ Vol. XVI, page 477; et vol. XLV, page 107, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XVI, page 447; and Vol. XLV, page 107, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de ces personnes a dû être prolongé déjà à deux reprises, la dernière fois jusqu'au 26 juillet 1929.

Cependant, le Gouvernement royal, malgré ses efforts pour donner à cette question difficile une solution qui répondrait à ses intentions n'a jusqu'à présent pas pu surmonter les difficultés signalées ci-haut, de sorte que la nécessité d'une nouvelle prolongation du terme susmentionné s'impose comme inévitable.

C'est pourquoi, d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander au Gouvernement royal hongrois son consentement à ce que le délai pour le transfert du domicile des personnes ayant exercé le droit d'option, qui expire le 26 juillet 1929, soit, par un nouvel accord, prolongé jusqu'au 26 juillet 1932. Toutefois, au cas où le Gouvernement royal hongrois jugerait impossible de consentir à la prolongation du délai jusqu'à cette date, le Gouvernement royal, cédant à la nécessité, se contenterait aussi d'un délai plus court.

Je me permets encore de faire remarquer que le Gouvernement royal se propose de régler la question de la colonisation des personnes en cause dans un espace de temps aussi bref que possible, de sorte que l'action de transfert du domicile, qui se fera par étapes, sera terminée encore avant l'expiration du nouveau terme.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je vous serais très obligé si vous vouliez bien aussitôt que possible m'informer de la décision du Gouvernement royal hongrois à ce sujet.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

R. LUKOVIC *m.p.*

BUDAPEST, le 20 avril 1929.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Walkó,
Ministre royal hongrois des
Affaires étrangères,
Budapest.

place of residence of these persons has had to be prolonged twice already, on the last occasion until July 26, 1929.

The Royal Government, in spite of its efforts to find for this difficult question a solution corresponding to its intentions, has not been able up to the present to overcome the difficulties noted above, so that a further extension of the aforementioned term is inevitable.

Acting on the instructions of my Government, I have therefore the honour to ask the Royal Hungarian Government to consent to the period for the transfer of the place of residence of persons who have exercised the right to opt, which expires on July 26, 1929, being prolonged by a new agreement until July 26, 1932. If, however, the Hungarian Government considers it impossible to consent to an extension of the period until this date, the Royal Government would accept the situation and agree to a shorter period.

I would also mention that the Royal Government proposes to deal with the question of the settlement of the persons under consideration within as short a time as possible, so that the transfer of residence, which will be made by stages, will be concluded before the expiration of the new period.

In bringing the foregoing to your knowledge, I would be greatly obliged if you would inform me as soon as possible of the decision of the Hungarian Government in this matter.

I have the honour, etc.

(Signed) R. LUKOVIC.

BUDAPEST, April 20, 1929.

His Excellency
M. Louis de Walkó,
Royal Hungarian Minister
for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

64791/5
1929.

BUDAPEST, le 16 mai 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Son Excellence, Monsieur le ministre Lukovic, d'ordre de son gouvernement, a bien voulu, dans la Note 251/29 en date du 20 avril 1929, proposer au Gouvernement royal de Hongrie que le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Paix de Trianon, — délai qui avait déjà été prolongé d'un commun accord, jusqu'au 26 juillet 1926, et puis jusqu'au 26 juillet 1929, — fût prolongé de nouveau jusqu'au 26 juillet 1932 ou, éventuellement, jusqu'à une date plus courte.

J'ai l'honneur, Monsieur le Chargé d'Affaires, de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie accepte la proposition du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en tant qu'il consente à ce que le délai d'émigration soit prolongé de nouveau jusqu'à l'expiration d'une année, c'est-à-dire jusqu'au 26 juillet 1930.

Par conséquent, je me permets de constater que les deux gouvernements sont d'accord que le délai, jusqu'à l'expiration duquel les personnes ayant exercé le droit d'option en vertu du Traité de Paix devraient transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles ont opté, est prolongé jusqu'au 26 juillet 1930.

Je tiens à remarquer que, — comme il a été convenu dans le temps à l'occasion de l'échange des notes constatant la prolongation du délai en question en 1923, respectivement en 1926, cette nouvelle prolongation ne change en rien les droits des optants, assurés par le Traité de Paix, et qu'il va sans dire que les optants ne jouissent pas de droits politiques dans le pays où ils ont perdu la nationalité par le fait de l'option.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette note en me communiquant que le Gouvernement du Royaume des Serbes,

II.

THE ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

64791/5,
1929.

BUDAPEST, May 16, 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

His Excellency, M. Lukovic, acting on instructions received from his Government, proposed to the Royal Hungarian Government, in the Note 251/29 of April 20, 1929, that the emigration period provided for in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon — a period which had already been prolonged by common consent until July 26, 1926, and again until July 26, 1929 — should be once more extended until July 26, 1932, or an earlier date.

I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government accepts the proposal of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in that it consents to the emigration period again being prolonged for one year, that is to say, until July 26, 1930.

I therefore beg to state that the two Governments agree that the period during which persons having exercised the right of option by virtue of the Treaty of Peace should transfer their place of residence to the State for which they have opted, is extended until July 26, 1930.

I wish to point out that, as was previously agreed on the occasion of the exchange of Notes recording the prolongation of the period in question in 1923 and 1926 respectively, this new extension does not in any way affect the rights of optants as guaranteed by the Treaty of Peace and that naturally optants do not enjoy any political rights in the country in which they have lost their nationality by reason of the fact that they have opted.

I would ask you to be good enough to acknowledge the receipt of this Note and inform me if the Government of the Kingdom of the Serbs,

Croates et Slovènes accepte aussi les dispositions contenues dans le ci-devant alinéa, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

WALKÓ *m.p.*

Monsieur Josip J. Bernot,
Chargé d'Affaires du Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes,
à Budapest.

III.

LÉGATION DU ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
EN HONGRIE.

N° 531/29.

BUDAPEST, le 21 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la Note du 10 juillet 1929, n° 73204-5, que Votre Excellence a bien voulu adresser à Son Excellence Monsieur Radomir Lukovic, j'ai l'honneur d'accuser, au nom du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, réception de la Note du 16 mai dernier, N° 64791-5, par laquelle Votre Excellence a eu l'obligeance d'informer la Légation royale que le Gouvernement de Hongrie a consenti à ce que le délai d'émigration prévu par le troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon soit prolongé jusqu'au 26 juillet 1930.

En même temps, je me permets de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal s'est déclaré d'accord que cette nouvelle prolongation dudit délai ne change en rien les droits des optants assurés par le Traité de paix et que les optants ne jouissent d'aucuns droits politiques dans le pays dont la nationalité ils ont perdu par le fait de l'option.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

JOS. BERNOT *m.p.*
Chargé d'Affaires a. i.

A Son Excellence
Monsieur Louis de Walkó,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Hongrie,
à Budapest.

Croats and Slovenes also accepts the terms of the previous paragraph.

I am, etc.

(Signed) WALKÓ.

M. Josip J. Bernot,
Chargé d'Affaires of the
Serb-Croat-Slovene Kingdom,
Budapest.

III.

LEGATION OF THE KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS AND
SLOVENES IN HUNGARY

No. 531/29.

BUDAPEST, July 21, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Note of July 10, 1929, No. 73204-5, which you addressed to His Excellency M. Radomir Lukovic, I have the honour to acknowledge, on behalf of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, receipt of the Note of May 16 last, No. 64791-5, in which you were good enough to inform the Royal Legation that the Hungarian Government had agreed that the emigration period provided for in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon, should be prolonged until July 26, 1930.

At the same time I would inform Your Excellency that the Royal Government has agreed that this new extension of the said period in no way affects the rights of optants as guaranteed by the Treaty of Peace and that optants do not enjoy any political rights in the country whose nationality they have lost by reason of the fact that they have opted.

I am, etc.

(Signed) JOS. BERNOT,
Chargé d'affaires ad interim.

To His Excellency,
M. Louis de Walkó,
Minister for Foreign Affairs of
the Kingdom of Hungary.
Budapest.

N^o 427. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ MODIFIANT LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 20 MAI 1875, CONCERNANT LA CRÉATION D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES, ET RÈGLEMENT ANNEXE A CETTE CONVENTION. SIGNÉE A SÈVRES, LE 6 OCTOBRE 1921.

No. 427. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ MODIFYING THE CONVENTION SIGNED AT PARIS, MAY 20, 1875, RESPECTING THE CREATION OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF WEIGHTS AND MEASURES AND THE REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT SÈVRES, OCTOBER 6, 1921.

ADHÉSION

PAYS-BAS (pour le
Royaume en Europe) 1^{er} janvier 1929

Communiquée par le ministre des Pays-Bas, à Berne, le 4 juin 1929.

ACCESSION.

THE NETHERLANDS
(For the Kingdom
in Europe) January 1, 1929

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 4, 1929.

N^o 526. — ARRANGEMENT² COMMERCIAL ENTRE LA NORVÈGE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 2 OCTOBRE 1923.

No. 526. — COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN NORWAY AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PRAGUE, OCTOBER 2, 1923.

ECHANGE DE NOTES³ COMPORTANT UN ARRANGEMENT SUPPLÉMENTAIRE A L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. VARSOVIE, LE 26 JUIN 1928.

EXCHANGE OF NOTES³ CONSTITUTING A SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE ABOVE ARRANGEMENT. WARSAW, JUNE 26, 1928.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 7 mai 1929.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, May 7, 1929.

⁴ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

p.t. VARSOVIE, le 26 juin 1928.

WARSAW (pro tem.), June 26, 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

Conformément à votre désir concernant la question du dédouanement de conserves de

In accordance with your wish in regard to the question of the duty on preserves of Norwegian

¹ Vol. XVII, page 45 ; vol. XXIV, page 187 ; vol. XXXIX, page 172 ; et vol. LXXVIII, page 455, de ce recueil.

² Vol. XX, page 355, de ce recueil.

³ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1929.

⁴ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XVII, page 45 ; Vol. XXIV, page 187 ; Vol. XXXIX, page 172 ; and Vol. LXXVIII, page 455, of this Series.

² Vol. XX, page 355, of this Series.

³ Came into force May 1, 1929.

⁴ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

poissons norvégiennes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement tchécoslovaque est prêt à dédouaner les sardines dites norvégiennes de l'espèce *clupea spratus* et *clupea harengus* à l'huile, d'origine et de provenance norvégiennes, contenues dans les boîtes hermétiquement fermées, au taux du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, tel qu'il a été ou sera fixé, en tout temps, conventionnellement, pour les sardines à l'huile.

De plus, les *kippeded herrings* d'origine et de provenance norvégiennes du même numéro du tarif douanier tchécoslovaque seront dédouanés au taux de Kč. 360.— par 100 kg. Le Gouvernement tchécoslovaque se réserve le droit de demander un certificat attestant le caractère de la marchandise.

Il est convenu que lesdits *kippeded herrings* seront dédouanés au même taux que les harengs du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, originaires d'un Etat bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée.

Ces engagements pourront être dénoncés moyennant un préavis de trois mois.

Cet arrangement sera approuvé par les Parties contractantes conformément aux dispositions respectives de leur législation intérieure et entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des notifications concernant son approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'expression de ma haute considération.

(Signé) Dr Jul. FRIEDMANN.

Monsieur N. Chr. Ditleff,
Chargé d'Affaires de Norvège
à Prague, p.t.
Varsovie.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 2 mai 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
germaniques et slaves :*

Alfred Danielson.

fish, I have the honour to inform you that the Czechoslovak Government is prepared to charge duty on what are known as Norwegian sardines of the species *clupea spratus* and *clupea harengus*, preserved in oil, of Norwegian origin and provenance, and contained in hermetically-sealed tins, at the conventional rate of No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff which is or may at any time be fixed for sardines in oil.

Further, kippeded herrings of Norwegian origin and provenance, coming under the same number of the Czechoslovak Customs tariff, shall be dutiable at the rate of 360 Czech crowns per 100 kg. The Czechoslovak Government reserves the right to demand a certificate attesting the nature of the goods.

It is agreed that the said kippeded herrings shall be dutiable at the same rate as herrings under No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff originating in a State enjoying most-favoured-nation treatment.

These undertakings may be denounced at three months' notice.

The present arrangement shall be approved by the Contracting Parties in conformity with the provisions of their internal laws, and shall enter into force as from the day of the exchange of the notifications of its approval.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. Jul. FRIEDMANN.

Monsieur N. Chr. Ditleff,
Norwegian Chargé d'Affaires
at Prague,
Warsaw.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE
A PRAGUE.

p.t. VARSOVIE, le 26 juin 1928.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

En vous accusant réception de votre lettre en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que j'ai pris acte, au nom du Gouvernement de Norvège, de ce que le Gouvernement tchécoslovaque est prêt à dédouaner les sardines dites norvégiennes à l'huile de l'espèce *clupea spratus* et *clupea harengus*, d'origine et de provenance norvégiennes, contenues dans des boîtes hermétiquement fermées, au taux du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, tel qu'il a été ou sera fixé, en tout temps, conventionnellement pour les sardines à l'huile.

De plus, les *kippered herrings* d'origine et de provenance norvégiennes du même numéro du tarif douanier tchécoslovaque seront dédouanés au taux de Kč. 360.— par 100 kg. Le Gouvernement tchécoslovaque se réserve le droit de demander un certificat attestant le caractère de la marchandise.

Il est convenu que lesdits *kippered herrings* seront dédouanés au même taux que les harengs du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, originaires d'un Etat bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée.

Ces engagements pourront être dénoncés moyennant un préavis de trois mois.

Cet arrangement sera approuvé par les Parties contractantes conformément aux dispositions respectives de leur législation intérieure et entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des notifications concernant son approbation.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

(Signé) N. Chr. DITLEFF.

Monsieur le Dr Julius Friedmann,
Directeur au Ministère des
Affaires étrangères à Prague.
p.t. Varsovie.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 2 mai 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
germaniques et slaves :*

Alfred Danielson.

II.

NORWEGIAN LEGATION
AT PRAGUE.

WARSAW (pro tem.), June 26, 1928.

SIR,

In acknowledging the receipt of your letter of this day's date, I have the honour to inform you that I have noted, on behalf of the Norwegian Government, that the Czechoslovak Government is prepared to charge duty on what are known as Norwegian sardines of the species *clupea spratus* and *clupea harengus*, preserved in oil, of Norwegian origin and provenance, and contained in hermetically-sealed tins, at the conventional rate of No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff which is or may at any time be fixed for sardines in oil.

Further, kippered herrings of Norwegian origin and provenance, coming under the same number of the Czechoslovak Customs tariff, shall be dutiable at the rate of 350 Czech crowns per 100 kg. The Czechoslovak Government reserves the right to demand a certificate attesting the nature of the goods.

It is agreed that the said kippered herrings shall be dutiable at the same rate as herrings under No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff originating in a State enjoying most-favoured-nation treatment.

These undertakings may be denounced at three month's notice.

The present arrangement shall be approved by the Contracting Parties in conformity with the provisions of their internal laws, and shall enter into force as from the day of the exchange of the notifications of its approval.

I have the honour to be, etc.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

Dr. Julius Friedmann,
Director at the Ministry of Foreign
Affairs at Prague,
Warsaw.

III.

VARSOVIE, le 26 juin 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dispositions contenues dans les notes échangées en date du 26 juin a. c. concernant l'application aux *kippered herrings* du droit de douane prévu pour les harengs doivent être interprétées dans ce sens qu'en cas de l'introduction d'un nouveau régime douanier pour les conserves de poissons du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, groupé selon le poids, les *kippered herrings* jouiront toujours du taux conventionnel le plus favorisé prévu pour les harengs du groupe correspondant.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'expression de ma haute considération.

(Signé) Dr. Jul. FRIEDMANN.

Monsieur N. Chr. Ditleff,
Chargé d'Affaires de Norvège
à Prague, p. t.
Varsovie.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 2 mai 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
germaniques et slaves,*
Alfred Danielson.

IV.

LÉGATION DE NORVÈGE
A PRAGUE

p. t. VARSOVIE, le 26 juin 1928.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

En vous accusant réception de votre lettre en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer que j'ai pris acte, au nom de mon gouvernement, que les dispositions contenues dans les notes échangées en date du 26 juin a. c. concernant l'application aux *kippered herrings*

III.

WARSAW, June 26, 1928.

SIR,

I have the honour to inform you that the provisions contained in the notes exchanged on June 26 of this year with regard to the application to kippered herrings of the Customs duty provided for herrings should be interpreted as meaning that, in the event of the introduction of a new Customs régime for preserves of fish coming under No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff, grouped according to weight, kippered herrings shall continue to benefit by the most favourable conventional duty provided for herrings of the corresponding group.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. Jul. FRIEDMANN.

Monsieur N. Chr. Ditleff,
Norwegian Chargé d'Affaires
at Prague,
Warsaw.

IV.

NORWEGIAN LEGATION
AT PRAGUE.

WARSAW (pro tem.), June 26, 1928.

SIR,

In acknowledging the receipt of your letter of this day's date, I have the honour to inform you that I have noted on behalf of my Government that the provisions contained in the notes exchanged on June 26 of this year with regard to the application to kippered herrings of

du droit de douane prévu pour les harengs doivent être interprétées dans ce sens qu'en cas de l'introduction d'un nouveau régime douanier pour les conserves de poissons du numéro 131 du tarif douanier tchécoslovaque, groupé selon le poids, les *kipped herrings* jouiront toujours du taux conventionnel le plus favorisé prévu pour les harengs du groupe correspondant.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

(Signé) N. Chr. DITLEFF.

Monsieur le Dr Julius Friedmann,
Directeur au Ministère
des Affaires étrangères
à Prague, p. t. Varsovie.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 2 mai 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
germaniques et slaves :*
Alfred Danielson.

the Customs duty provided for herrings should be interpreted as meaning that, in the event of the introduction of a new Customs régime for preserves of fish, coming under No. 131 of the Czechoslovak Customs tariff, grouped according to weight, kippered herrings shall continue to benefit by the most favourable conventional duty provided for herrings of the corresponding group.

I have the honour to be, etc.

(Signed) N. Chr. DITLEFF.

Dr. Julius Friedmann,
Director at the Ministry
for Foreign Affairs at Prague,
Warsaw.

N° 529. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA LETTONIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 JUIN 1923.

No. 529. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND LATVIA. SIGNED AT LONDON, JUNE 22, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DU BORNÉO DU NORD AU TRAITÉ CI-DESSUS. RIGA, LES 15 ET 17 MAI 1929.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF NORTHERN BORNEO TO THE ABOVE TREATY. RIGA, MAY 15 AND 17, 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 26 juillet 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, July 26, 1929.

¹ Vol. XX, page 395; et vol. XXVII, page 422, de ce recueil.

¹ Vol. XX, page 395, and Vol. XXVII, page 422, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

(N. 2491/2151/63)
M. R./39.RIGA, *May 15, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to give notice to Your Excellency, for the information of the Latvian Government, of the accession of British North Borneo to the Treaty of Commerce and Navigation concluded on June 22, 1923, between the United Kingdom and Latvia.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Joseph ADDISON.

His Excellency
Monsieur A. Balodis,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

10169.

RIGA, *May 17, 1929.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of May 15, 1929, informing me of the accession of British North Borneo to the Treaty of Commerce and Navigation concluded on June 22, 1923, between Latvia and the United Kingdom.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

(N. 2491/2151/63)
M.R./39.RIGA, *le 15 mai 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, à titre de renseignement pour le Gouvernement letton, l'accession du Nord-Bornéo britannique au Traité de commerce et de navigation conclu, le 22 juin 1923, entre le Royaume-Uni et la Lettonie.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Joseph ADDISON.

Son Excellence,
Monsieur A. Balodis,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

10169.

RIGA, *le 17 mai 1929.*

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 15 mai 1929, m'informant de l'accession du Nord-Bornéo britannique au Traité de commerce et de navigation conclu, le 22 juin 1923, entre la Lettonie et le Royaume-Uni.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Good notice has been taken of this communication and the competent departments have been advised about it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) A. BALODIS.

His Excellency

Monsieur Joseph Addison, C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Riga.

Il a été dûment pris note de cette communication qui a été notifiée aux services compétents.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BALODIS.

Son Excellence,

Monsieur Joseph Addison, C.M.G.
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire,
de Sa Majesté britannique,
Riga.

N^o 566. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI POUR L'APPLICATION AU CONGO BELGE ET A CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES, DES CONVENTIONS D'EXTRADITION EN VIGUEUR ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI. SIGNÉE A LONDRES, LE 8 AOUT 1923.

No. 566. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM EXTENDING TO THE BELGIAN CONGO AND CERTAIN BRITISH PROTECTORATES THE EXISTING EXTRADITION CONVENTIONS BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM. SIGNED AT LONDON, AUGUST 8, 1923.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE BELGIQUE, RELATIF A L'EXTENSION A PARTIR DU 1^{er} AOÛT 1928 DES CONVENTIONS SUSMENTIONNÉES A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDATS BRITANNIQUE ET BELGE. LONDRES, LES 28 JUIN ET 2 JUILLET 1928.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN GREAT BRITAIN, AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND SOUTH AFRICA AND THE BELGIAN GOVERNMENT RELATING TO THE EXTENSION, AS FROM AUGUST 1, 1928, OF THE CONVENTIONS MENTIONED ABOVE TO CERTAIN TERRITORIES UNDER BRITISH AND BELGIAN MANDATE. LONDON, JUNE 28, AND JULY 2, 1928.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 7 juin 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 7, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(I.)

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN
TO BARON DE CARTIER.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

June 28, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

By the Convention signed at London on the August 8, 1923, the provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of the October 29, 1901, and the Conventions supplementary thereto of the March 5, 1907, and the March 3, 1911, were extended to the Belgian Congo and certain named British protectorates. It was further provided that if, after the signature of that Convention, it was considered advisable to extend its provisions to British protectorates other than those mentioned, or to territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its provisions should apply also to these other protectorates, or to such territories, from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

2. It is the desire of His Majesty's Government in Great Britain that the provisions of the Convention of the August 8, 1923, should now be extended to Palestine (excluding Transjordan), Tanganyika Territory, the British Cameroons, and the British sphere of Togoland, in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, and to Nauru. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, desire that the provisions of the said Convention should similarly be extended to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South-West Africa. It is accordingly agreed by the present exchange of notes that the provisions of the

(I)

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN
A M. LE BARON DE CARTIER.

FOREIGN OFFICE
S. W. I.,

le 28 juin 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR.

Par la Convention signée à Londres, le 8 août 1923, les dispositions du Traité d'extradition du 29 octobre 1901 entre la Belgique et la Grande-Bretagne, ainsi que les Conventions additionnelles audit traité, des 5 mars 1907 et 3 mars 1911, ont été étendues au Congo belge et à certains protectorats britanniques désignés nominativement. Il avait, de plus, été entendu que si, après la signature de cette convention il était considéré comme désirable d'étendre ses dispositions à des protectorats britanniques autres que ceux qui sont mentionnés ou à des territoires au sujet desquels un mandat de la part de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté britannique, ses dispositions, après accord entre les gouvernements respectifs, s'appliqueraient aussi à ces autres protectorats ou à ces territoires, à partir de la date fixée dans les notes devant être échangées en vue de réaliser pareille extension.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne désire que les dispositions de la Convention du 8 août 1923 soient actuellement étendues à la Palestine (à l'exception de la Transjordanie), au Territoire de Tanganyika, au Cameroun britannique et à la sphère anglaise du Togoland, au sujet desquels des mandats de la part de la Société des Nations ont été acceptés par Sa Majesté britannique, ainsi qu'au Nauru. Les Gouvernements de Sa Majesté respectivement dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine désirent que les dispositions de ladite convention soient également étendues aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, de la Samoa occidentale et du Sud-Ouest Africain. En conséquence, il est convenu

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

said Convention shall apply to the above-mentioned territories as from the August 1, 1928.

3. It is further agreed by the present exchange of notes that as from the August 1, 1928, the provisions of the Extradition Treaty of the October 29, 1901, and the Conventions supplementary thereto of the March 5, 1907, and the March 3, 1911, shall apply to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty the King of the Belgians, subject to the same conditions as those set forth in Articles 2 and 3 of the aforesaid Convention of the August 8, 1923.

I have, etc.

Austen CHAMBERLAIN.

(2.)

LE BARON DE CARTIER
A SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

LONDRES, *le 2 juillet* 1928.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par la Convention signée à Londres, le 8 août 1923, les dispositions du Traité d'extradition du 29 octobre 1901, entre la Belgique et la Grande-Bretagne, ainsi que les Conventions additionnelles audit traité, des 5 mars 1907 et 3 mars 1911, ont été étendues au Congo belge et à certains protectorats britanniques désignés nominativement. Il avait, de plus, été entendu que si, après la signature de cette convention, il était considéré comme désirable d'étendre ses dispositions à des protectorats britanniques autres que ceux qui sont mentionnés, ou à des territoires au sujet desquels un mandat de la part de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté britannique, ses dispositions, après accord entre les gouvernements respectifs,

par le présent échange de notes que les dispositions de ladite convention seront applicables aux territoires désignés ci-dessus à partir du 1^{er} août 1928.

3. Il est de plus convenu par le présent échange de notes qu'à partir du 1^{er} août 1928, les dispositions du Traité d'Extradition du 29 octobre 1901, ainsi que les Conventions additionnelles audit traité, du 5 mars 1907 et du 3 mars 1911, seront applicables, aux mêmes conditions que celles qui sont prévues aux articles 2 et 3 de la susdite Convention du 8 août 1923, aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels un mandat de la part de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté le Roi des Belges.

Je saisis, etc.

Austen CHAMBERLAIN.

(2.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BARON DE CARTIER
TO SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

BELGIAN EMBASSY.

LONDON, *July 2,* 1928.

YOUR EXCELLENCY,

By the Convention signed at London on the August 8, 1923, the provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and Belgium of the October 29, 1901, and the Conventions supplementary thereto of the March 5, 1907, and the March 3, 1911, were extended to the Belgian Congo and certain named British protectorates. It was further provided that if after the signature of that Convention, it was considered advisable to extend its provisions to British protectorates other than those mentioned, or to territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, then, after agreement arrived at between the respective Governments, its provisions should apply

¹ Communiquée par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

s'appliqueraient aussi à ces autres protectorats ou à ces territoires, à partir de la date fixée dans les notes devant être échangées en vue de réaliser pareille extension.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne désire que les dispositions de la Convention du 8 août 1923 soient actuellement étendues à la Palestine (à l'exception de la Transjordanie), au Territoire du Tanganyika, au Cameroun britannique et à la sphère anglaise du Togoland, au sujet desquels des mandats de la part de la Société des Nations ont été acceptés par Sa Majesté britannique, ainsi qu'au Nauru. Les Gouvernements de Sa Majesté respectivement dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine désirent que les dispositions de ladite Convention soient également étendues aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, de la Samoa occidentale et du Sud-Ouest Africain. En conséquence, il est convenu par le présent échange de notes que les dispositions de ladite convention seront applicables aux territoires désignés ci-dessus à partir du 1^{er} août 1928.

3. Il est de plus convenu par le présent échange de notes qu'à partir du 1^{er} août 1928, les dispositions du Traité d'extradition du 29 octobre 1901, ainsi que les Conventions additionnelles audit traité, du 5 mars 1907 et du 3 mars 1911, seront applicables, aux mêmes conditions que celles qui sont prévues aux articles 2 et 3 de la susdite Convention du 8 août 1923, aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels un mandat de la part de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté le Roi des Belges.

Je saisis, etc.

E. DE CARTIER.

also to these other protectorates, or to such territories, from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

2. It is the desire of His Britannic Majesty's Government in Great Britain that the provisions of the Convention of the August 8, 1923, should now be extended to Palestine (excluding Transjordan), Tanganyika Territory, the British Cameroons, and the British sphere of Togoland, in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, and to Nauru. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, desire that the provisions of the said Convention should similarly be extended to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South-West Africa. It is accordingly agreed by the present exchange of notes that the provisions of the said Convention shall apply to the above-mentioned territories as from the August 1, 1928.

3. It is further agreed by the present exchange of notes that as from the August 1, 1928, the provisions of the Extradition Treaty of the October 29, 1901, and the Conventions supplementary thereto of the March 5, 1907, and the March 3, 1911, shall apply to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty the King of the Belgians, subject to the same conditions as those set forth in Articles 2 and 3 of the aforesaid Convention of the August 8, 1923.

I avail, etc.

E. DE CARTIER.

N^o 585. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. PRAGUE, LE 31 JANVIER 1924, LE 18 DÉCEMBRE 1924 ET LE 18 AVRIL 1925.

No. 585. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. PRAGUE, JANUARY 31, 1924, DECEMBER 18, 1924, AND APRIL 18, 1925.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'IMPORTATION DES PRODUITS TCHÉCOSLOVAQUES AU GROENLAND ET VICE-VERSA. COPENHAGUE, LE 26 AOUT 1929.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE IMPORTATION OF CZECHOSLOVAK PRODUCTS INTO GREENLAND AND VICE-VERSA. COPENHAGEN, AUGUST 26, 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 4 septembre 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, September 4, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
N^o : 2938/29-adm.

COPENHAGUE, le 26 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'accord provisoire conclu par l'échange des Notes en date du 18 avril 1925 concernant le règlement des relations économiques entre le Danemark et la Tchécoslovaquie, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement tchécoslovaque est d'accord que, notwithstanding les dispositions de l'alinéa 10 de l'accord provisoire susmentionné, le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé dans l'alinéa 1^{er} du

¹ Vol. XXIII, page 139 ; vol. XXXI, page 253 ; vol. XXXV, page 304 ; et vol. XLV, page 112, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
No. 2938/29-adm.

COPENHAGEN, August 26, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Provisional Arrangement concluded by the Exchange of Notes of April 18, 1925, with regard to the settling of economic relations between Denmark and Czechoslovakia, I have the honour to inform Your Excellency that the Czechoslovak Government agrees that, notwithstanding the provisions of paragraph 10 of the Provisional Arrangement above-mentioned, the most-favoured-nation treatment laid down in paragraph 1 of

¹ Vol. XXIII, page 139 ; Vol. XXXI, page 253 ; Vol. XXXV, page 304 ; and Vol. XLV, page 112, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

même accord provisoire en faveur des produits naturels ou fabriqués, s'appliquera désormais également aux produits naturels ou fabriqués en provenance de Groenland, à leur importation en Tchécoslovaquie, ainsi qu'aux produits naturels ou fabriqués en provenance de Tchécoslovaquie, à leur importation en Groenland.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Bohdan PAVLU.

A Son Excellence
M. le Docteur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
à Copenhague.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 30 août 1929.

Engell,
Directeur général au Ministère des
Affaires étrangères, a. i.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ø.P.I. Journal N^o 64. Dan. 19

COPENHAGUE, le 26 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date d'aujourd'hui se référant à l'accord provisoire conclu par l'échange de Notes en date du 18 avril 1925, concernant le règlement des relations économiques entre le Danemark et la Tchécoslovaquie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois est d'accord que, nonobstant les dispositions de l'alinéa 10 de l'accord provisoire susmentionné, le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé dans l'alinéa 1^{er} du même accord provisoire en faveur des produits naturels ou fabriqués, s'appliquera désormais également aux produits naturels ou fabriqués en provenance de Tchécoslovaquie, à leur importation au Groenland,

the same Provisional Arrangement in favour of raw materials or manufactured articles, shall apply henceforth also to raw materials or manufactured articles exported from Greenland and imported into Czechoslovakia and to raw materials and manufactured articles exported from Czechoslovakia and imported into Greenland.

I am, etc.

(Signed) Bohdan PAVLU.

To His Excellency,
Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
FOREIGN AFFAIRS.

Ø.P.I. Journal No. 64. Dan. 19.

COPENHAGEN, August 26, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your Note of to-day's date referring to the Provisional Arrangement concluded by the Exchange of Notes of April 18, 1925, with regard to the settling of economic relations between Denmark and Czechoslovakia, I have the honour to inform you that the Danish Government agrees that, notwithstanding the provisions of paragraph 10 of the Provisional Arrangement above-mentioned, the most-favoured-nation treatment laid down in paragraph 1 of the same Provisional Arrangement in favour of raw materials and manufactured articles shall henceforth apply also to raw materials and manufactured articles exported from Czechoslovakia and imported

ainsi qu'aux produits naturels ou fabriqués en provenance de Groenland, à leur importation en Tchécoslovaquie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur Bohdan Pavlu,
Ministre de Tchécoslovaquie.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 30 août 1929.

Engell,

Directeur général au Ministère des
Affaires étrangères, a. i.

into Greenland and to raw materials or manufactured articles exported from Greenland and imported into Czechoslovakia.

I am, etc.

(Signed) P. MUNCH.

To Monsieur Bohdan Pavlu,
Czechoslovak Minister.

N° 603. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE
L'ITALIE ET LA SUISSE. SIGNÉ A
ZURICH, LE 27 JANVIER 1923.

No. 603. — TREATY¹ OF COMMERCE
BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND,
SIGNED AT ZURICH, JANUARY 27,
1923.

PROTOCOLE² ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-
DESSUS. SIGNÉ A ROME, LE 31 MAI 1929.

ADDITIONAL PROTOCOL² TO THE ABOVE TREATY.
SIGNED AT ROME, MAY 31, 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et par le Conseil fédéral suisse, le 9 juillet 1929.

Communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and by the Swiss Federal Council, July 9, 1929.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse sont convenus de modifier le traité de commerce conclu entre

The Government of His Majesty the King of Italy and the Swiss Federal Council have agreed to modify the Treaty of Commerce

¹ Vol. XXV, page 21 ; et vol. LXIII, page 396, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 14 juin 1929.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXV, page 21, and Vol. LXIII, page 396, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Rome, June 14, 1929.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'Italie et la Suisse le 27 janvier 1923 comme il suit :

1^o L'Italie renonce à la consolidation du droit repris sous la position 93 *a*) du tarif douanier suisse (Beurre frais ; beurre frais pour la table, même salé), stipulée dans l'annexe C (Droits d'entrée en Suisse) du Traité de commerce conclu entre l'Italie et la Suisse le 27 janvier 1923.

2^o La Suisse renonce aux droits conventionnels stipulés dans l'annexe A (Droits d'entrée en Italie) du traité de commerce précité, pour les positions ci-après du tarif douanier italien :

a) N. 26 *b*) 1 α) (Lait condensé sans sucre, en poudre) ;

b) N. 809 *b*) 1 α) et 809 *b*) 2 α) (Peaux tannées sans poil, finies ou non, sauf les peaux parcheminées : de veau, de génisse et autres petites peaux bovines ou chevalines, entières ou en demi-pièces, préparées à l'aide d'un tannage minéral ou mixte).

Les arrangements stipulés sous 1 et 2 entreront en vigueur le 15 juin 1929.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole additionnel.

Fait en double exemplaire, à Rome le 31 mai mil neuf cent vingt-neuf.

MUSSOLINI.

WAGNIÈRE.

concluded between Italy and Switzerland on January 27, 1923, as follows :

(1) Italy waives the right to the consolidation of the duty mentioned in item 93 *a*) of the Swiss Customs Tariff (Fresh butter ; fresh table butter, salted or not), as cited in Annex C (Import duties in Switzerland) to the Treaty of Commerce concluded between Italy and Switzerland on January 27, 1923.

(2) Switzerland waives the right to the conventional duties provided for in Annex A (Import duties into Italy) of the aforesaid Treaty of Commerce for the following items of the Italian Customs Tariff :

a) No. 26 *b*) 1 α) (Condensed milk without sugar, in powder) ;

b) No. 809 *b*) 1 α) and 809 *b*) 2 α) (Hides and skins tanned without the hair, finished or not, except parchment ; calf, heifer and other small cattle or horse skins, whole or split, of mineral or mixed tanning).

The provisions of 1 and 2 shall come into force on June 15, 1929.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Additional Protocol.

Done in duplicate at Rome, May 31, nineteen hundred and twenty-nine.

MUSSOLINI.

WAGNIÈRE.

N^o 616. — CONVENTION ¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES PAYS-BAS PROLONGEANT LE DÉLAI DE VALIDITÉ DU TRAITÉ D'ARBITRAGE CONCLU LE 2 MAI 1908 ENTRE LES DEUX PAYS, PROLONGÉ AUPARAVANT PAR LES CONVENTIONS DU 9 MAI 1914 ET DU 8 MARS 1919. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 13 FÉVRIER 1924.

No. 616. — CONVENTION ¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS PROLONGING THE TERM OF VALIDITY OF THE ARBITRATION TREATY CONCLUDED BETWEEN THE TWO COUNTRIES MAY 2, 1908, AND PREVIOUSLY PROLONGED BY THE CONVENTIONS OF MAY 9, 1914, AND OF MARCH 8, 1919. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 13, 1924.

ACCORD ² PROROGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN A PARTIR DU 25 MARS 1929, LA CONVENTION CI-DESSUS, SIGNÉ A WASHINGTON, LE 27 FÉVRIER 1929.

AGREEMENT ² RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR AS FROM MARCH 25, 1929, THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 27, 1929.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 12 juin 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 12, 1929.

Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 13 juin 1929.

This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, June 13, 1929.

TEXTE NEERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE REGEERING DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, bezielde met den wensch het tijdvak, gedurende hetwelk het op 2 Mei 1908 tusschen hen gesloten arbitrageverdrag van kracht zal blijven, welk verdrag bij het tusschen beide Partijen op 9 Mei 1914 gesloten verdrag werd verlengd en nader werd verlengd bij de tusschen hen op 8 Maart 1919 en 13 Februari 1924 gesloten verdragen, opnieuw te verlengen, hebben onderscheidenlijk de ondergeteekenden, namelijk :

Mr. Dr. J. H. VAN ROYEN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden te Washington, en

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, desiring to extend further the period during which the Arbitration Convention concluded between them on May 2, 1908, and extended by the Agreement concluded between the two Governments on May 9, 1914, and further extended by the Agreements concluded by the two Governments on March 8, 1919, and February 13, 1924, shall remain in force, have respectively authorized the undersigned, to wit :

Dr J. H. VAN ROYEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Her Majesty the Queen of the Netherlands in Washington, and

¹ Vol. XXV, page 269, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 25 avril 1929.

¹ Vol. XXV, page 269, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, April 25, 1929.

Frank B. KELLOGG, Secretaris van Staat
der Vereenigde Staten,

gemachtigd het volgende verdrag te sluiten :

Frank B. KELLOGG, Secretary of State
of the United States of America,

To conclude the following Agreement :

Artikel I.

Het arbitrageverdrag van 2 Mei 1908 tusschen Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika, waarvan de duur volgens artikel III van dat verdrag was bepaald op een tijdvak van 5 jaar, gerekend van den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welk tijdvak bij het tusschen beide Partijen op 9 Mei 1914 gesloten verdrag werd verlengd voor vijf jaren, gerekend van 25 Maart 1914, bij het tusschen hen op 8 Maart 1919 gesloten verdrag werd verlengd voor een naderen termijn van vijf jaar, gerekend van 25 Maart 1919 en bij het tusschen hen op 13 Februari 1924 gesloten verdrag voor een naderen termijn van vijf jaar, gerekend van 25 Maart 1924, wordt hierbij verlengd en gehandhaafd, gerekend van 25 Maart 1929, voor het verder tijdvak van een jaar of totdat binnen dat jaar een nieuw Arbitrageverdrag tusschen hen in kracht getreden zal zijn.

Artikel II.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en den President der Vereenigde Staten van Amerika, op advies en met goedkeuring van derzelver Senaat en het zal in werking treden op den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welke zoo spoedig mogelijk te 's Gravenhage zal plaats hebben.

Gedaan in dubbel te Washington in de Nederlandsche en Engelsche talen, den 27 Februari 1929.

(L. S.) J. H. VAN ROYEN.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

Article I.

The Convention of Arbitration of May 2, 1908, between Her Majesty the Queen of the Netherlands and the Government of the United States of America, the duration of which by Article III thereof was fixed at a period of five years from the date of the exchange of ratifications, which period, by the Agreement of May 9, 1914, between the two Governments was extended for five years from March 25, 1914, and was extended by the Agreement between them of March 8, 1919, for the further period of five years from March 25, 1919, and by the Agreement of February 13, 1924, for the further period of five years from March 25, 1924, is hereby extended and continued in force from March 25, 1929, for the further period of one year or until within that year a new Arbitration Convention shall be brought into force between them.

Article II.

The present Agreement shall be ratified by Her Majesty the Queen of the Netherlands and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and it shall become effective upon the date of the exchange of ratifications, which shall take place at The Hague as soon as possible.

Done in duplicaté in the Dutch and English languages at Washington this 27 day of February 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de prolonger à nouveau la période pendant laquelle la Convention d'arbitrage, conclue le 2 mai 1908, prolongée par l'Accord conclu entre les deux gouvernements le 9 mai 1914, puis prolongée à nouveau par les Accords conclus entre les deux gouvernements le 8 mars 1919 et le 13 février 1924, restera en vigueur, ont autorisé respectivement les soussignés, à savoir :

M. le Dr J. H. VAN ROYEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, à Washington ; et

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,

à conclure l'accord suivant :

Article premier.

La Convention d'arbitrage du 2 mai 1908 entre Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dont la durée avait été fixée, par l'article III de ladite convention, à une période de cinq ans, à dater de l'échange des ratifications, période qui, par l'Accord du 9 mai 1914 entre les deux gouvernements, a été prolongée de cinq ans à partir du 25 mars 1914, puis par l'Accord du 8 mars 1919 pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 25 mars 1919, et enfin par l'Accord du 13 février 1924 pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 25 mars 1924, est prolongée par les présentes et restera en vigueur, à dater du 25 mars 1929, pendant une nouvelle période d'un an ou jusqu'à la date à laquelle, au cours de cette année, une nouvelle convention d'arbitrage sera entrée en vigueur entre les deux Parties.

Article II.

Le présent accord sera ratifié par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat dudit pays ; il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications qui aura lieu à La Haye, aussitôt que possible.

Fait en double exemplaire, en hollandais et en anglais, à Washington, ce vingt-septième jour de février mil neuf cent vingt-neuf.

J. H. VAN ROYEN.

Frank B. KELLOGG.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secrétariat of the League of Nations, for information.

N° 655. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND THE UNITED STATES OF AMERICA, SUPPLEMENTARY TO THE TREATY OF AUGUST 25, 1921. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 10, 1922.

N° 655. — ACCORD¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, DESTINÉ A COMPLÉTER LE TRAITÉ DU 25 AOUT 1921. SIGNÉ A BERLIN, LE 10 AOUT 1922.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXTENSION OF THE JURISDICTION OF THE MIXED CLAIMS COMMISSION. WASHINGTON, DECEMBER 31, 1928.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXTENSION DE LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION MIXTE. WASHINGTON, LE 31 DÉCEMBRE 1928.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 24 juillet 1929.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, July 24, 1929.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 8 mars 1929.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 8, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, December 31, 1928.

WASHINGTON, le 31 décembre 1928.

EXCELLENCY :

EXCELLENCE,

I have the honor to refer to your note of November 26, 1928, regarding the concluding of an agreement between the United States and Germany for the extension of the jurisdiction of the Mixed Claims Commission, United States and Germany, to include claims of the same character as those of which the Commission now has jurisdiction under the agreement between the two Governments signed August 10, 1922, which were not filed in time to be submitted to the Commission under the terms of the notes exchanged at the time of signing that agreement but which were filed with the Department of State prior to July 1, 1928.

You state that your Government is prepared to do its share to bring about a settlement of

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 26 novembre 1928 relative à la conclusion entre les Etats-Unis et l'Allemagne d'un arrangement ayant pour objet d'étendre la juridiction de la Commission mixte des réclamations (Etats-Unis et Allemagne) aux réclamations qui ont le même caractère que celles à l'égard desquelles la Commission a actuellement compétence en vertu de l'Accord du 10 août 1922 entre les deux gouvernements, et qui n'ont pas été notifiées à temps pour être soumises à la commission, aux termes des notes échangées lors de la signature du dit accord, mais qui ont été notifiées au Département d'Etat avant le 1^{er} juillet 1928.

Vous avez bien voulu faire connaître dans ladite note que votre gouvernement était disposé

¹ Vol. XXVI, page 357, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XXVI, page 357, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

these so-called late claims, but that it considers that the preparation and adjudication of the claims should be governed by the same legal principles as have so far been applied in the proceedings of the Mixed Claims Commission, and that means should be found by which a prompt and speedy preparation and adjudication of the claims involved may be fully guaranteed. Your Government suggests that as an appropriate means to this end, fixed and final terms should be agreed upon for the filing of claims and defense material, including the necessary evidence, and that a requirement should be made that all claims to be adjudicated by the Commission should be presented for judgment within a fixed period of time. You add that, owing to the fact that the adjudication of the late claims will necessitate the continuance of the expensive machinery of the Mixed Claims Commission for some months, which would not otherwise be necessary or which would not have been necessary to the same extent if the claims had been presented within the time prescribed by the agreement of August 10, 1922, your Government considers that the claimants for whom a remedy will thus be afforded should participate to an appropriate extent in the expenses which will result from the prolongation of the life of the Commission. This, you suggest, might be accomplished by the collection of a fee for the final filing of each claim, thus eliminating to the greatest possible extent claims which are unfounded or which are presented in unjustified amounts, and an additional fee for preparing and adjudicating the claim.

I desire to express my appreciation of the willingness of your Government to cooperate with my Government in an effort to complete the adjudication of the claims defined above. My Government, equally with your Government, is anxious that the work of the Mixed Claims Commission should be completed at the earliest date practicable and will use its best endeavors to that end. With respect to your suggestion that the claimants who will be benefited by an extension of time for the presentation of so-called late claims should share to an appropriate extent the additional expense incident to the prolongation of the labors of the Mixed Claims Commission, my Government considers that it would not be feasible to require the deposit of a fee as a condition precedent to the adjudication of the

à contribuer à l'élaboration d'un arrangement au sujet de ces réclamations dites tardives, mais considérait que l'étude et le règlement desdites réclamations devraient être régis par les mêmes principes juridiques appliqués jusqu'ici à la procédure de la Commission mixte des réclamations et qu'il conviendrait de trouver un moyen permettant de garantir pleinement l'étude et le règlement prompts et rapides des réclamations en question. Votre gouvernement propose qu'à cet effet l'on convienne de conditions précises et définitives pour la réception des réclamations et des pièces à l'appui, y compris les moyens de preuve nécessaires et qu'on exige que toutes les réclamations destinées à être réglées par la commission soient soumises à son jugement dans un délai déterminé. Vous ajoutez que, le règlement des réclamations tardives devant entraîner le maintien, pendant quelques mois, du rouage coûteux de la Commission mixte des réclamations, — ce qui, autrement, ne serait pas nécessaire ou ne l'aurait pas été au même degré, si lesdites réclamations avaient été présentées dans le délai fixé par l'accord du 10 août 1922 — votre gouvernement considère que les réclamants auxquels un recours sera ainsi offert, devraient participer dans une mesure appropriée aux frais qui résulteront de la prolongation de l'existence de la commission. Cette participation pourrait s'effectuer, selon vous, au moyen de la perception d'une taxe pour l'enregistrement définitif de chaque réclamation, — ce qui permettrait d'éviter autant que possible les réclamations non fondées ou présentées en montants injustifiés — ainsi que d'une taxe additionnelle pour l'étude et le règlement de la réclamation.

Je tiens à vous exprimer combien j'apprécie la bonne volonté que manifeste votre gouvernement à coopérer avec le mien dans un effort commun pour mener à bonne fin le règlement des réclamations spécifiées ci-dessus. Mon gouvernement est désireux, comme le vôtre, de voir les travaux de la Commission mixte des réclamations s'achever le plus tôt possible et consacrer tous ses efforts à cet objet. En ce qui concerne votre proposition selon laquelle les réclamants qui bénéficieront d'une extension du délai fixé pour la présentation des réclamations dites tardives devraient participer dans une mesure appropriée aux frais complémentaires qu'entraînera la prolongation des travaux de la Commission mixte des réclamations, mon gouvernement considère qu'il ne serait pas possible d'exiger le dépôt d'une redevance à titre de

claims. In an effort, however, to meet the views of your Government that it should be relieved of this additional expense, the President would be willing to recommend to the Congress that the one-half of one per cent. which the Secretary of the Treasury is authorized by the "Settlement of War Claims Act of 1928" to deduct from awards made by the Mixed Claims Commission before payment thereof to the claimants as reimbursement for the expenses of the United States incident to the adjudication of the claims, shall, in so far as regards the late claims, be made available to your Government for defraying such expenses as may be incurred by your Government in connection with the adjudication of such late claims. I, therefore, suggest the following as the terms of the agreement between the two Governments :

(1) That all the late claims of American nationals against Germany, notice of which was filed with the Department of State prior to July 1, 1928, of the character of which the Mixed Claims Commission, United States and Germany, now has jurisdiction under the claims agreement concluded between the United States and Germany on August 10, 1922, shall be presented to the Commission with the supporting evidence within six calendar months from the first day of February, 1929.

(2) That the answer of the German Government to each claim presented shall, together with supporting evidence, be filed with the Commission within six calendar months from the date on which the claim is presented to the Commission, as provided for in paragraph 1 ;

(3) That the subsequent progress of the claims before the Commission, including the submission of additional evidence and the filing of briefs, shall be governed by rules prescribed by the Commission, it being understood that both Governments are equally desirous of expediting the completion of the work of the Commission ;

(4) That the preparation and adjudication of the claims shall be governed by the same legal principles as have so far been

condition suspensive du règlement des réclamations. S'efforçant, toutefois, d'entrer dans les vues exprimées par votre gouvernement, et selon lesquelles ces frais supplémentaires ne devraient pas être laissés à sa charge, le président serait disposé à recommander au Congrès que la moitié de la taxe d'un demi pour cent que le secrétaire du Trésor est autorisé en vertu de la loi dite *Settlement of War Claims Act of 1928* à déduire des sommes allouées par la Commission mixte des réclamations, avant leur paiement aux réclamants, à titre de remboursement des dépenses occasionnées aux Etats-Unis par le règlement des réclamations, soit, lorsqu'il s'agira de réclamations tardives, mise à la disposition de votre gouvernement pour l'indemniser des frais que pourra lui occasionner le règlement desdites réclamations.

En conséquence, je propose que l'accord entre les deux gouvernements soit conçu dans les termes suivants :

1^o Toutes les réclamations tardives formulées par des ressortissants américains contre l'Allemagne, qui ont été notifiées au Département d'Etat avant le 1^{er} juillet 1928 et sont du même caractère que celles à l'égard desquelles la Commission mixte des réclamations (Etats-Unis et Allemagne) est actuellement compétente, aux termes de l'accord sur les réclamations conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne le 10 août 1922 seront soumises à la commission, avec pièces à l'appui, dans un délai de six mois à partir du 1^{er} février 1929 ;

2^o La réponse du Gouvernement allemand à chaque réclamation présentée sera notifiée à la commission avec toutes pièces à l'appui, dans le délai de six mois à partir de la date à laquelle la réclamation aura été présentée à la commission, ainsi qu'il est stipulé au paragraphe 1 ;

3^o La procédure ultérieure dont les réclamations feront l'objet devant la commission, y compris la production de preuves complémentaires et l'enregistrement des pièces, sera soumise aux règles prescrites par la commission, étant entendu que les deux gouvernements sont animés d'un même désir de hâter l'achèvement des travaux de la commission ;

4^o L'étude et le règlement des réclamations seront régis par les mêmes principes juridiques appliqués jusqu'ici à la procé-

applied in the proceedings before the Mixed Claims Commission ;

(5) That the President will recommend to the Congress that the one-half of one per cent. which the Secretary of the Treasury is authorized by the "Settlement of War Claims Act of 1928" to deduct from awards made by the Mixed Claims Commission before payment thereof to the claimants for application to the expenses of the United States incident to the adjudication of the claims, shall, in so far as regards the late claims, be made available to the German Government for defraying such expenses as may be incurred by that Government in connection with the adjudication of such late claims.

Upon the receipt from you of a note expressing the concurrence of your Government in the conditions outlined in paragraphs 1 to 5 inclusive, the agreement contemplated by paragraph (j) of Section 2 of the "Settlement of War Claims Act of 1928" will be regarded as consummated.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Frank B. KELLOGG.

His Excellency
Herr Friedrich Wilhelm von Prittwitz
und Gaffron
Ambassador of Germany,

dure de la Commission mixte des réclamations ;

5° Le président recommandera au Congrès que la moitié de la taxe d'un pour cent que le secrétaire du Trésor est autorisé par la loi dite *Settlement of War Claims Act of 1928* à déduire des sommes allouées par la Commission mixte des réclamations, avant leur paiement aux réclamants en vue de couvrir les dépenses occasionnées aux Etats-Unis par le règlement des réclamations, soit, lorsqu'il s'agira de réclamations tardives, mise à la disposition du Gouvernement allemand pour l'indemniser des frais que pourra lui causer le règlement des dites réclamations.

L'accord prévu au paragraphe j) de l'article 2 de la loi dite *Settlement of War Claims Act of 1928* sera considéré comme conclu lorsqu'il aura été reçu de vous une note faisant connaître que votre gouvernement adhère aux conditions formulées dans les paragraphes 1° à 5° inclus.

Veillez agréer, etc.

Frank B. KELLOGG.

Son Excellence
Herr Friederich Wilhelm von Prittwitz
und Gaffron,
Ambassadeur d'Allemagne.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

HERR STAATSSSEKRETÄR :

WASHINGTON D. C., den 31. Dezember 1928.

Ich beehre mich den Empfang der Note Eurer Exzellenz vom 31. Dezember 1928 bezüglich der Regelung der Late Claims vor der Deutsch-Amerikanischen Gemischten Kommission ergebenst zu bestätigen.

In Erwiderung darauf beehre ich mich die Zustimmung meiner Regierung zu der Regelung der Angelegenheit auszusprechen, wie sie in den Paragraphen 1 bis 5 der Note Eurer Exzellenz vorgeschlagen ist, und Ihnen mitzuteilen, dass meine Regierung das im Paragraphen J des Abschnittes 2 der « Settlement of War Claims Act of 1928 » in Aussicht genommene Abkommen als in diesem Sinne getroffen ansieht.

Genehmigen Sie, Herr Staatssekretär, die erneute Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

F. W. v. PRITTWITZ.

Seiner Exzellenz
dem Staatssekretär
der Vereinigten Staaten
Herr Frank B. Kellogg
Washington D.C.

¹ TRADUCTION.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

WASHINGTON, D.C. le 31 décembre 1928.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 31 décembre 1928 relative au règlement des réclamations tardives soumises à la Commission mixte germano-américaine.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement approuve le mode de règlement de la question proposé dans les paragraphes 1 à 5 de la note de Votre Excellence et considère comme se trouvant ainsi conclu l'accord prévu au paragraphe j) de l'article 2 de la loi dite *Settlement of War Claims Act of 1928*.

Veuillez agréer, etc.

F. W. v. PRITZWITZ.

Son Excellence

Monsieur Frank B. Kellogg,
Secrétaire d'Etat des États-Unis,
Washington, D.C.

² TRANSLATION.

GERMAN EMBASSY.

WASHINGTON, D. C., December 31, 1928.

MR. SECRETARY OF STATE :

I have the honor to acknowledge receipt of Your Excellency's note of December 31, 1928, with reference to the adjudication of the late claims before the Mixed Claims Commission, United States and Germany.

In reply thereto I beg to express to Your Excellency the concurrence of my Government in the proposals for adjusting this matter, as outlined in paragraphs 1 to 5 inclusive of Your Excellency's note, and to inform you that my Government considers the agreement contemplated by subsection (j) of Section 2 of the "Settlement of War Claims Act of 1928" as thus consummated.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

F. W. v. PRITZWITZ.

His Excellency

The Secretary of State of the United States
Mr. Frank B. Kellogg,
Washington C.C.

N^o 678. — PROTOCOLE³ RELATIF AUX
CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GE-
NÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURES

LUXEMBOURG.

Conformément au second paragraphe de l'article 1^{er}, le Grand-Duché de Luxembourg se

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction communiquée par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

³ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXXIII, page 393, de ce recueil.

No. 678. — PROTOCOL³ ON ARBITRA-
TION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA,
SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURES

LUXEMBOURG.

In accordance with the second paragraph of Article 1, the Grand-Duchy of Luxembourg re-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation communicated by the Department of State of the Government of the United States of America.

³ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; and Vol. LXXXIII, page 393, of this Series.

réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au 1^{er} paragraphe de l'article 1^{er}.

Pour le Luxembourg :
BECH.

GENÈVE, le 14 septembre 1929.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

En signant le présent protocole je déclare que la République tchécoslovaque ne se considérera liée qu'envers les Etats qui auront ratifié la Convention du 26 septembre 1927, relative à l'exécution des sentences arbitrales étrangères, et que, par cette signature la République tchécoslovaque n'entend pas porter atteinte aux traités bilatéraux qu'elle a conclus et qui règlent les questions visées par ce Protocole d'une manière dépassant ses dispositions.

Zd. FIERLINGER.

GENÈVE, le 25 septembre 1929.

RATIFICATIONS

Dépôt :

ESTONIE 16 mai 1929.
SUÈDE 8 août 1929.

ADHÉSION

UGANDA enregistrée le 28 juin 1929.

N^o 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

TURQUIE 12 septembre 1929.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357, et vol. LXXXIII, page 394, de ce recueil.

serves the right to limit the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under its national law.

For Luxemburg :
BECH.

GENEVA, September 14, 1929.

CZECHOSLOVAKIA.

On signing the present Protocol I declare that the Czechoslovak Republic will regard itself as being bound only in relation to States which will have ratified the Convention of September 26, 1927, on the Execution of Foreign Arbitral Awards, and that the Czechoslovak Republic does not intend by this signature to invalidate in any way the bilateral treaties concluded by it which regulate the questions referred to in the present Protocol by provisions going beyond the provisions of the Protocol.

Zd. FIERLINGER.

GENEVA, september 25, 1929.

RATIFICATIONS.

Deposit :

ESTONIA May 16, 1929.
SWEDEN August 8, 1929.

ACCESSION.

UGANDA ... Registered June 28, 1929.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATION.

TURKEY... .. September 12, 1929.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357, and Vol. LXXXIII, page 394, of this Series.

ADHÉSION

GUYANE BRITANNIQUE, 23 septembre 1929.

Communiquée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de sa Majesté britannique, le 19 septembre 1929.

ACCESSION.

BRITISH GUIANA, September 23, 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, September 19, 1929.

N^o 719. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION¹ ENTRE L'ESPAGNE ET LE ROYAUME-UNI. SIGNÉ A MADRID, LE 31 OCTOBRE 1922.

No. 719. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION¹ BETWEEN SPAIN AND THE UNITED KINGDOM. SIGNED AT MADRID, OCTOBER 31, 1922.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DES BERMUDES AU TRAITÉ CI-DESSUS. MADRID, LES 9 ET 21 FÉVRIER 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 7 juin 1929.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF BERMUDA TO THE ABOVE TREATY. MADRID, FEBRUARY 9 AND 21, 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 7, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY

No. 47.
(91/6/29)
(W 2261/22/41)

MADRID, February 9, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

As Your Excellency is aware, Article 24 of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, as amended by Article 4 of the Convention of April 5, 1927, states that the stipulations of the Treaty shall not be applicable to any part of His Britannic Majesty's territories other than Great Britain and Northern Ireland, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Madrid of the desire of the Government of such part of His Britannic Majesty's territories that

¹ Vol. XXVIII, page 339 ; vol. LIV, page 391, et vol. LXXVIII, page 457, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 47.
91/6/29.
(W. 2261/22/41).

MADRID, le 9 février 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

L'article 24 du Traité anglo-espagnol de commerce et de navigation du 31 octobre 1922, amendé par l'article 4 de la Convention du 5 avril 1927 stipule, comme vous le savez, que les dispositions du traité ne s'appliqueront à aucune autre partie des territoires de Sa Majesté britannique que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, à moins que le représentant de Sa Majesté britannique à Madrid ne notifie que le Gouvernement de la partie intéressée des territoires de Sa Majesté britannique désire que

¹ Vol. XXVIII, page 339 ; Vol. LIV, page 391, and Vol. LXXVIII, page 457, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the said stipulations shall be so applicable. Furthermore, by the notes exchanged between Sir Horace Rumbold and Your Excellency on February 6, 1928, it was agreed that for the purpose of the abovementioned Treaty of October 31, 1922, as revised by the Convention of April 5, 1927, the expression " His Britannic Majesty's territories " should be understood to include any territory which is under His Majesty's protection and any territory in respect of which a mandate is being exercised by the Government of any part of His Majesty's Dominions on behalf of the League of Nations.

In this connection I have the honour, under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, to notify Your Excellency, in accordance with the terms of the abovementioned Article, that the Government of Bermuda desires that the stipulations of the Treaty of October 31, 1922, as amended by the Convention of April 5, 1927, shall be made applicable to it.

I have, etc.,

(Signed) George GRAHAME.

His Excellency,
The Marqués de Estella,
President of the Council of Ministers
(Secretariat General of External Affairs).

Certified True Copy.

(Signed) John Balfour,
Secretary of Embassy.

lesdites dispositions y soient applicables. En outre, il a été convenu, par voie de notes échangées entre sir Horace Rumbold et Votre Excellence, le 6 février 1928, qu'aux fins du Traité précité du 31 octobre 1922 révisé par la Convention du 5 avril 1927, l'expression « territoires de Sa Majesté britannique » serait considérée comme englobant tout territoire placé sous la protection de Sa Majesté et tout territoire sur lequel le Gouvernement de l'une des parties des Dominions de Sa Majesté exerce un mandat au nom de la Société des Nations.

En conséquence, j'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément aux termes de l'article précité, que le Gouvernement des Iles Bermudes désire voir étendre à celles-ci les stipulations du traité du 31 octobre 1922, amendé par la Convention du 5 avril 1927.

Veillez agréer, etc.

(Signé) George GRAHAME.

A Son Excellence
le Marquis de Estella,
Président du Conseil des Ministres,
Secrétaire général aux Affaires étrangères.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS.

SECRETARIA GENERAL
DE ASUNTOS EXTERIORES.

Comercio

O.G.B.

Núm. 61.

MADRID, 21 de Febrero de 1929.

MUY SEÑOR MÍO,

Tengo la honra de acusar recibo a. V. S. de la atenta Nota de esa Embajada nº 47, de fecha 9 del corriente mes, participando que en virtud de lo dispuesto en el artículo 24 del Tratado de comercio y navegación hispano-inglés de 31 de Octubre de 1922, modificado por el artículo 4º del Convenio de 5 de Abril de 1927, estableciendo que las estipulaciones del Tratado no deberán aplicarse

a ninguno de los Territorios de S. M. Británica fuera del territorio de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, hasta que el Representante de S. M. Británica en Madrid notifique el deseo del Gobierno del Territorio interesado de que las citadas estipulaciones se apliquen al mismo y teniendo presente también que por las Notas canjeadas entre el Señor Ministro de Estado y Sir Horace Rumbold, el 6 de Febrero de 1928, se convino que a los efectos del antes mencionado Tratado de 31 de Octubre de 1922, modificado por el Convenio de 5 de Abril de 1927, la frase « Territorios de S. M. Británica » debe entenderse que comprende cualquier Territorio que está bajo la protección de S. M. y cualquier Territorio con respecto al cual se esté ejerciendo un Mandato por el Gobierno de cualquier parte de los Dominios de S. M. en nombre de la Liga de las Naciones, se sirve notificar, en cumplimiento de las instrucciones del Secretario de Estado de S. M. para Negocios Extranjeros, que en conformidad con el texto del artículo antes mencionado, el Gobierno de Bermuda desea que las estipulaciones del Tratado de 31 de Octubre de 1922, modificado por el Convenio de 5 de Abril de 1927, sean aplicadas al mismo.

En vista de la mencionada notificación y de acuerdo con lo convenido en el referido artículo 24 del Tratado de comercio y navegación hispano-inglés de 31 de Octubre de 1922, modificado por el artículo 4º del Convenio de 5 de Abril de 1927, debo manifestarle que el Gobierno de S. M. ha decidido considerar que el Territorio de la Colonia de Bermuda queda adherido a las estipulaciones de los mencionados Tratado y Convenio desde el día 9 del corriente mes de Febrero.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

(Signed) E. DE PALACIOS.

Honorable P. W. M. Ramsay,
Encargado de Negocios de la Gran Bretaña.

¹ TRADUCTION.

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES MINISTRES

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Commerce

O-G.B.

Nº 61.

MADRID, le 21 février 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre Ambassade Nº 47 en date du 9 courant ; vous voulez bien me rappeler dans cette note les dispositions de l'article 24 du Traité anglo-espagnol de commerce et de navigation du 31 octobre 1922, amendé par l'article 4 de la Convention du 5 avril 1927, qui établit que les stipulations du traité ne devront s'appliquer à aucune autre partie des territoires de Sa Majesté britannique que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, à moins que le représen-

¹ TRANSLATION.

OFFICE OF THE PRIME MINISTER.

SECRETARIAT GENERAL
OF EXTERNAL AFFAIRS.

Commerce

O-G.B.

No. 61.

MADRID, February 21, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of British Embassy's Note No. 47 of February 9 last reminding me that Article 24 of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, as amended by Article 4 of the Convention of April 5, 1927, states that the stipulations of the Treaty shall not be applicable to any part of His Britannic Majesty's territories other than Great Britain and Northern Ireland, unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tant de Sa Majesté britannique à Madrid ne notifie que le gouvernement du territoire intéressé désire que lesdites stipulations y soient applicables ; vous vous référez également aux notes échangées entre le ministre des Affaires étrangères et Sir Horace Rumbold, le 6 février 1928, par lesquelles il a été convenu qu'aux fins d'application du Traité précité du 31 octobre 1922, amendé par la Convention du 5 avril 1927, l'expression « territoires de Sa Majesté britannique » serait considérée comme s'appliquant à tout territoire placé sous la protection de Sa Majesté et à tout territoire sur lequel le gouvernement d'une partie quelconque des Dominions de Sa Majesté exerce un mandat au nom de la Société des Nations. En conséquence, et d'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, vous avez bien voulu me notifier que, conformément aux termes de l'article précité, le gouvernement des îles Bermudes désire voir étendre à celles-ci les stipulations du Traité du 31 octobre 1922, amendé par la Convention du 5 avril 1927.

Comme suite à cette notification, et conformément aux dispositions de l'article 24 susmentionné du Traité anglo-espagnol de commerce et de navigation du 31 octobre 1922, modifié par l'article 4 de la Convention du 5 avril 1927, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement de Sa Majesté a décidé de considérer que le territoire de la colonie des îles Bermudes a adhéré aux stipulations du traité et de la convention précités, à partir du 9 février.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) E. DE PALACIOS.

A l'Honorable P. W. M. Ramsay,
Chargé d'Affaires de la
Grande-Bretagne.

Madrid of the desire of the Government of the territory concerned that the said stipulations shall apply thereto. Furthermore you recall the fact that by the notes exchanged between the Minister for Foreign Affairs and Sir Horace Rumbold on February 6, 1928, it was agreed that for the purpose of the above-mentioned Treaty of October 31, 1922, as revised by the Convention of April 5, 1927, the expression "His Britannic Majesty's territories" should be understood to include any territory which is under His Majesty's protection and any territory in respect of which a mandate is being exercised by the Government of any part of His Majesty's Dominions on behalf of the League of Nations. You were good enough to add, under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, that, in accordance with the terms of the above-mentioned Article, the Government of Bermuda desires that the stipulations of the Treaty of October 31, 1922, as amended by the Convention of April 5, 1927, should be made applicable to it.

In view of this notification and in agreement with the terms of the above-mentioned Article 24 of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, as amended by Article 4 of the Convention of April 5, 1927, I have the honour to inform you that His Majesty's Government has agreed to consider that the territory of the Colony of Bermuda has acceded to the stipulations of the Treaty and Convention in question as from the ninth day of the current month of February.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. DE PALACIOS.

The honourable P. W. M. Ramsay,
Chargé d'Affaires
of Great Britain.

N^o 722. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME-UNI. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 NOVEMBRE 1923.

No. 722. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN POLAND AND THE UNITED KINGDOM. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DU BORNÉO DU NORD AU TRAITÉ CI-DESSUS. VARSOVIE, LES 13 ET 31 MAI 1929.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF NORTHERN BORNEO TO THE ABOVE TREATY. WARSAW, MAY 13 AND 31, 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 26 juillet 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, July 26, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 93.
(145/2/29).

WARSAW, May 13, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my Note No. 110 of the 2 July 1928, I have the honour to inform Your Excellency that the State of British North Borneo has acceded to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Great Britain and Poland on 26 November 1923.

2. The competent authority for the issue of certificates of origin for goods from that colony is the Commissioner of Customs, Sandakan.

3. I shall be grateful if Your Excellency will be good enough to acknowledge the receipt of this notification of accession.

4. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur Auguste Zaleski.

¹ Vol. XXVIII, page 427; vol. XXXV, page 316; vol. XXXIX, page 195; et vol. XLV, page 123, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

No. 93.
(145/2/29.)

VARSOVIE, le 13 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note N^o 110 en date du 2 juillet 1928, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que l'Etat du Nord-Bornéo britannique a accédé au Traité de commerce et de navigation conclu, le 26 novembre 1923, entre la Grande-Bretagne et la Pologne.

2. L'autorité compétente pour délivrer les certificats d'origine relatifs aux marchandises en provenance de cette colonie est le Commissaire des Douanes de Sandakan.

3. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente notification d'accession.

4. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski.

¹ Vol. XXVIII, page 427; Vol. XXXV, page 316; Vol. XXXIX, page 195; and Vol. XLV, page 123, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P. V. 10418/29.

VARSOVIE, le 31 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la note N° 93/145/29 en date du 13 mai courant vous avez bien voulu me communiquer que l'Etat du Borneo du Nord britannique a adhéré au Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et la Grande-Bretagne, signé le 26 novembre 1923, et que le Commissaire des Douanes, à Sandakan, est l'autorité compétente pour délivrer les certificats d'origine pour les marchandises de cette colonie.

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de vous en informer, que je n'ai pas manqué d'en porter la teneur à la connaissance des autorités intéressées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Sous-Secrétaire d'Etat,
(Signé) WYSOCKI.
(Dr. Alfred Wysocki.)

S. Exc.

Sir William Erskine
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

N° 775. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

RATIFICATION

Dépôt :

BRÉSIL 10 juillet 1929.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; et vol. LXXXIII, page 394, de ce recueil.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P. V. 10418/29.

WARSAW, May 31, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note No. 93/145/29 of May 13, 1928, you were good enough to inform me that the State of British North Borneo had acceded to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Great Britain and Poland on November 26, 1923, and that the competent authority for the issue of certificates of origin for goods from that country was the Commissioner of Customs, Sandakan.

In acknowledging the receipt of the Note, I have the honour to inform you that I duly brought its contents to the notice of the authorities interested.

I would renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Under-Secretary of State.
(Signed) WYSOCKI.
(Dr. Alfred Wysocki.)

His Excellency

Sir William Erskine,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Britannic
Majesty in Warsaw.

No. 775. — INTERNATIONAL¹ CONVENTION RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

RATIFICATION.

Deposit :

BRAZIL July 10, 1929.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; and Vol. LXXXIII, page 394, of this Series.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL. LISBONNE, LE 27 AOÛT 1924.

No. 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 27, 1924.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA PROROGATION DE CET ARRANGEMENT. LISBONNE, LE 8 JUIN 1929.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROLONGATION OF THIS AGREEMENT. LISBON, JUNE 8, 1929.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 juillet 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 22, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LISBONNE, le 8 juin 1929.

LISBON, June 8, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

Conformément aux ordres du ministre des Affaires étrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour la période d'un an, le *Modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par ma note du 5 août 1926 N^o 365, et la note concordante de Son Excellence Monsieur de Bettencourt Rodrigues de la même date N^o 51/26.

In accordance with instructions received from the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees that the commercial *Modus vivendi* between the Netherlands and Portugal, signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by my note of August 5, 1926, No. 365, and the corresponding note of His Excellency Monsieur de Bettencourt Rodrigues of the same date, No. 51/26, should be prorogued for the period of one year as from September 1st next.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1929 pour terminer le 31 août 1930, en vertu de la présente note, ainsi que de

I would add that Her Majesty's Government regards the agreement in question as prorogued for a period of one year as from September 1, 1929, the said period to terminate on August 31, 1930, in virtue of the present note and of the

¹ Vol. XXXI, page 235 ; vol. XXXIV, page 211 ; vol. XLV, page 148 ; vol. LIX, page 365 ; et vol. LXXVIII, page 467, de ce recueil.

¹ Vol. XXXI, page 235 ; Vol. XXXIV, page 211 ; Vol. XLV, page 148 ; Vol. LIX, page 365, and Vol. LXXVIII, page 467, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Lisbonne.

corresponding note which I trust that Your Excellency will send me.

I have the honour to be, etc,

(Signed) H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

DIRECÇÃO GERAL DOS
NEGÓCIOS COMERCIAIS E CONSULARES.

1ª. REPARTIÇÃO.

Processo Nº. 51/29.

LISBOA, 8 de Junho de 1929.

SENHOR MINISTRO,

Por nota datada de hoje dignou-se V. Exa comunicar-me que o Governo dos Países Baixos aprova a prorrogação por um ano, a partir de 1 de Setembro próximo, do *modus vivendi* comercial entre Portugal e os Países Baixos, assinado em Lisboa a 27 de Agosto de 1924, com as modificações estipuladas nas notas trocadas entre meu antecessor e V. Exa em 5 de Agosto de 1926.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Exa que o Governo da Republica aprova a prorrogação do Acórdo, com as adições convencionadas em 1926, por um ano, de 1 de Setembro próximo a 31 de Agosto de 1930. O Governo Português considera celebrado o Acórdo pela presente nota e pela correspondente nota de V. Exa.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Exa os protestos da minha alta consideração.

Quintão MEIRELLES.

Sr. Jonkheer Mr. H. M. van Haersma de With,
etc., etc., etc.

1 TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction générale
des Affaires commerciales
et consulaires,

Première division..

Dossier Nº 51/29.

LISBONNE, le 8 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu, par une note en date de ce jour, me faire connaître que le Gouverne-

1 TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
General Directorate of Commercial
and Consular Affairs.

First Division.

File Number 51/29.

LISBON, Jun. 8, 1929.

SIR,

In your note of to-day's date you were good enough to inform me that the Government of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment des Pays-Bas approuve la prorogation pour une année, à partir du 1^{er} septembre prochain, du *Modus vivendi* commercial entre le Portugal et les Pays-Bas, signé à Lisbonne le 27 août 1924, tel qu'il a été modifié par les notes échangées entre mon prédécesseur et Votre Excellence le 5 août 1926.

En réponse à votre communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République approuve la prorogation dudit accord, — avec les dispositions additionnelles qui ont fait l'objet d'une convention en 1926 —, pour une année, du 1^{er} septembre prochain au 31 août 1930. Le Gouvernement portugais considère l'accord en question conclu par la présente note et par la note correspondante de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

Quintão MEIRELLES.

M. le Jonkheer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc., etc.

Netherlands agrees to the prorogation for one year as from September 1st next of the commercial *Modus vivendi* between Portugal and the Netherlands, signed at Lisbon on August 27, 1924, as modified by the notes exchanged between my predecessor and Your Excellency on August 5, 1926.

In reply to your letter, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic agrees to the prorogation of the said agreement — including the additional clauses which formed the subject of a convention in 1926 — for one year as from September 1st next to August 31 1930. The Portuguese Government regards the agreement in question as made effective by the present note and by the corresponding note from Your Excellency.

I have the honour to be, etc.

Quintão MEIRELLES.

M. le Jonkheer
H. M. van Haersma de With,
etc., etc.

No 830. — CONVENTION¹ CONCERNANT LA PUBLICITÉ DES DOCUMENTS DOUANIERS. SIGNÉE A SANTIAGO-DE-CHILI, LE 3 MAI 1923.

No. 830. — CONVENTION¹ ON PUBLICITY OF CUSTOMS DOCUMENTS. SIGNED AT SANTIAGO, CHILE, MAY 3, 1923.

RATIFICATIONS²

Dépôt :			
ETATS-UNIS	D'AMÉRIQUE	...	...
BRÉSIL	...	...	...
COSTA-RICA	...	...	...
CUBA	...	...	...
CHILI	...	...	...
HAÏTI	...	...	...
PARAGUAY	...	...	...

¹ Vol. XXXIII, page 11 ; vol. LIV, page 399 ; et vol. LXIX, page 80, de ce recueil.

² Cette liste remplace et complète celle publiée dans le vol. LXIX, page 80, de ce recueil ; les dates indiquées dans la première liste n'étant que les dates des ratifications et non celles de dépôt des instruments.

RATIFICATIONS².

Deposit :			
UNITED STATES	OF AMERICA	...	...
BRAZIL	...	...	...
COSTA-RICA	...	...	...
CUBA	...	...	...
CHILE	...	...	...
HAYTI	...	...	...
PARAGUAY	...	...	...

¹ Vol. XXXIII, page 11 ; Vol. LIV, page 399, and Vol. LXIX, page 80, of this Series.

² This list supersedes and completes the list published in Vol. LXIX, page 80, of this Series ; the dates indicated in the first list being only the dates of the ratifications and not the dates of deposit of the instruments.

RÉPUBLIQUE DOMI- NICAINNE	7 juin	1926.
SALVADOR	10 juillet	1925.
URUGUAY	18 avril	1928.

DOMINICAN REPU- BLIC	June 7,	1926.
SALVADOR	July 10,	1925.
URUGUAY	April 18,	1928.

Communiquées par le chef du Secrétariat de la délégation du Chili auprès de la Société des Nations.

Communicated by the Head of the Secretariat of the Chilean Delegation accredited to the League of Nations.

N^o 831. — TRAITÉ¹ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS ENTRE LES ÉTATS AMÉRICAINS, SIGNÉ A SANTIAGO-DE-CHILI, LE 3 MAI 1923.

No. 831. — TREATY¹ TO AVOID OR PREVENT CONFLICTS BETWEEN THE AMERICAN STATES, SIGNED AT SANTIAGO, CHILE, MAY 3, 1923.

RATIFICATIONS²

Dépôt :

ÉTATS-UNIS D'AMÉ- RIQUE	30 mai	1924.
BRÉSIL	8 octobre	1924.
COSTA-RICA	23 novembre	1928.
CUBA	17 janvier	1925.
CHILI	23 septembre	1925.
ÉQUATEUR	6 mars	1929.
GUATÉMALA	5 octobre	1928.
HAÏTI	19 août	1926.
MEXIQUE... ..	26 décembre	1927.
PANAMA	23 mai	1928.
PARAGUAY	23 juin	1925.
PÉROU	26 décembre	1928.
RÉPUBLIQUE DOMI- NICAINNE	22 février	1929.
SALVADOR	12 septembre	1928.
URUGUAY	18 avril	1928.
VENEZUELA	17 juillet	1925.

ADHÉSION

BOLIVIE	31 juillet	1928.
----------------	------------	-------

(adhésion non encore ratifiée).

Communiquées par le chef du Secrétariat de la délégation du Chili auprès de la Société des Nations.

RATIFICATIONS².

Deposit :

UNITED STATES OF AMERICA	May 30,	1924.
BRAZIL	October 8,	1924.
COSTA-RICA	November 23,	1928.
CUBA	January 17,	1925.
CHILE	September 23,	1925.
ÉCUADOR,	March 6,	1929.
GUATEMALA	October 5,	1928.
HAYTI	August 19,	1926.
MEXICO	Décembre 26,	1927.
PANAMA	May 23,	1928.
PARAGUAY	June 23,	1925.
PERU	December 26,	1928.
DOMINICAN REPU- BLIC	February 22,	1929.
SALVADOR	September 12,	1928.
URUGUAY	April 18,	1928.
VENEZUELA	July 17,	1925.

ACCESSION.

BOLIVIA	July 31,	1928.
----------------	----------	-------

(accession not yet ratified).

Communicated by the Head of the Secretariat of the Chilean Delegation accredited to the League of Nations.

¹ Vol. XXXIII, page 25 ; vol. XXXIX, page 220 ; vol. LIV, page 399 ; et vol. LXIX, page 80, de ce recueil.

² Cette liste remplace et complète celle publiée dans le vol. LXIX, page 80, de ce recueil ; les dates indiquées dans la première liste n'étant que les dates des ratifications et non celles de dépôt des instruments.

¹ Vol. XXXIII, page 25 ; Vol. XXXIX, page 220 ; Vol. LIV, page 399, and Vol. LXIX, page 80, of this Series.

² The above list supersedes and completes the list published in Vol. LXIX, page 80, of this Series ; the dates indicated in the first list being only the dates of the ratifications and not the dates of deposit of the instruments.

N° 832. — CONVENTION¹ POUR LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE, COMMERCE ET AGRICULTURE ET NOMS COMMERCIAUX. SIGNÉE A SANTIAGO-DE-CHILI, LE 28 AVRIL 1923.

RATIFICATIONS²

Dépôt :			
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	25 juin	1925.	
BRÉSIL	8 octobre	1924.	
CUBA	17 janvier	1925.	
HAÏTI	19 août	1926.	
PARAGUAY	23 juin	1925.	
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	7 juin	1926.	

Communiquées par le chef du Secrétariat de la délégation du Chili auprès de la Société des Nations.

No. 832. — CONVENTION¹ FOR THE PROTECTION OF COMMERCIAL, INDUSTRIAL AND AGRICULTURAL TRADE-MARKS, AND COMMERCIAL NAMES. SIGNED AT SANTIAGO, CHILE, APRIL 28, 1923.

RATIFICATIONS².

Deposit :			
UNITED STATES OF AMERICA	June 25,	1925.	
BRAZIL	October 8,	1924.	
CUBA	January 17,	1925.	
HAYTI	August 19,	1926.	
PARAGUAY	June 23,	1925.	
DOMINICAN REPUBLIC	June 7,	1926.	

Communicated by the Head of the Secretariat of the Chilean Delegation accredited to the League of Nations.

N° 833. — CONVENTION³ SUR L'UNIFORMITÉ DE NOMENCLATURE POUR LA CLASSIFICATION DES MARCHANDISES. SIGNÉE A SANTIAGO-DE-CHILI, LE 3 MAI 1923.

RATIFICATIONS²

Dépôt :			
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	30 mai	1924.	
BRÉSIL	8 octobre	1924.	
COSTA-RICA	15 mai	1925.	
CUBA	17 janvier	1925.	
CHILI	2 août	1926.	

¹ Vol. XXXIII, pag 47 ; vol. LIV, page 399 ; et vol. LXIX, page 81, de ce recueil.

² Cette liste remplace et complète celle publiée dans le vol. LXIX, page 81, de ce recueil ; les dates indiquées dans la première liste n'étant que les dates des ratifications et non celles de dépôt des instruments.

³ Vol. XXXIII, page 81 ; vol. LIV, page 400 ; et vol. LXIX, page 81, de ce recueil.

No. 833. — CONVENTION³ ON UNIFORMITY OF NOMENCLATURE FOR THE CLASSIFICATION OF MERCHANDISE. SIGNED AT SANTIAGO, CHILE, MAY 3, 1923.

RATIFICATIONS².

Deposit :			
UNITED STATES OF AMERICA	May 30,	1924.	
BRAZIL	October 8,	1924.	
COSTA-RICA	May 15,	1925.	
CUBA	January 17,	1925.	
CHILE	August 2,	1926.	

¹ Vol. XXXIII, page 47 ; Vol. LIV, page 399, and Vol. LXIX, page 81, of this Series.

² The above list supersedes and completes the list published in Vol. LXIX, page 81, of this Series ; the dates indicated in the first list being only the dates of the ratifications and not the dates of deposit of the instruments.

³ Vol. XXXIII, page 81 ; vol. LIV, page 400, and Vol. LXIX, page 81, of this Series.

HAÏTI	19 août	1926.
PARAGUAY	23 juin	1925.
RÉPUBLIQUE DOMI- NICAINÉ	7 juin	1926.
SALVADOR	10 juillet	1925.
URUGUAY	18 avril	1928.

Communiquées par le Chef du Secrétariat de la délégation du Chili auprès de la Société des Nations.

HAYTI	August 19,	1926.
PARAGUAY	June 23,	1925.
DOMINICAN REPUBLIC	June 7,	1926.
SALVADOR	July 10,	1925.
URUGUAY	April 18,	1288.

Communicated by the Head of the Secretariat of the Chilean Delegation accredited to the League of Nations.

N^o 836. — ACCORD ¹ PROVISOIRE ENTRE LES PAYS-BAS ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DE LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 11 JUILLET 1923.

No. 836. — PROVISIONAL AGREEMENT ¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND THE UNITED KINGDOM, RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 11, 1923.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Grande-Bretagne à partir du 16 mai 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 10 août 1929.

DENUNCIATION.

Denunciation by Great Britain as from May 16, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, August 10, 1929.

N^o 926. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES LETTRES DE JAUGEAGE. COPENHAGUE, LE 13 DÉCEMBRE 1924, ET LES 23 ET 29 JUIN 1925.

No. 926. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT RELATING TO THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES. COPENHAGEN, DECEMBER 13, 1924, AND JUNE 23 and 29, 1925.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. COPENHAGUE, LES 15 ET 24 JANVIER 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations le 12 juin 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABOVE ARRANGEMENT. COPENHAGEN, JANUARY 15 AND 24, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, June 12, 1929.

¹ Vol. XXXIII, page 111, de ce recueil.

² Vol. XXXVI, page 251, de ce recueil.

¹ Vol. XXXIII, page 111, of this Series.

² Vol. XXXVI, page 251, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UDENRIGSMINISTERIET.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

NOTE VERBALE

NOTE VERBALE.

Par une note verbale du 27 juin 1928, la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en faisant savoir que le bureau du registre de l'Union des Républiques soviétistes socialistes a élaboré de nouvelles règles pour le jaugeage des navires, a bien voulu demander, si le Gouvernement danois était d'accord que l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles ne nécessite pas la conclusion d'une nouvelle convention entre le Danemark et l'Union des Républiques soviétistes socialistes relative à la reconnaissance réciproque des lettres de jaugeage.

En réponse, le Ministère des Affaires étrangères, après en avoir saisi le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation, a l'honneur d'informer la Légation que le Gouvernement danois est d'accord que la convention conclue par l'échange de notes des 13 décembre 1924—23 juin 1925 peut conserver sa validité nonobstant l'entrée en vigueur des nouvelles règles de jaugeage élaborées par le bureau d'enregistrement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

COPENHAGUE, le 15 janvier 1929.

La Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

LÉGATION DE L'UNION
DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES
SOCIALITSES.

NOTE VERBALE.

La Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes a l'honneur d'accuser au Ministère des Affaires étrangères la réception de sa note verbale n° 59. D. 44 du 15 courant, par laquelle le Ministère des Affaires étrangères a bien voulu informer la Légation que le Gouvernement danois est d'accord que la convention conclue entre le Danemark et l'U. R. S. S. par l'échange de notes des 13 décembre 1924

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

The Legation of the Union of Soviet Socialist Republics in a Note Verbale dated June 27, 1928, stated that the Registration Office of the Union of Soviet Socialist Republics had drawn up new regulations for the tonnage measurement of ships and asked whether the Danish Government agreed that the coming into force of these new regulations did not necessitate the conclusion of a new Convention between Denmark and the Union of Soviet Socialist Republics concerning the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates.

In reply, the Ministry of Foreign Affairs, after having communicated with the Ministry of Industry, Commerce and Navigation, has the honour to inform the Legation that the Danish Government agrees that the Convention concluded by the exchange of Notes of December 13th, 1924, and June 23rd, 1925, may remain valid notwithstanding the entry into force of the new tonnage measurement regulations drawn up by the Registration Office of the Union of Soviet Socialist Republics.

COPENHAGEN, January 15, 1929.

The Legation of the Union
of Soviet Socialist Republics.

LEGATION OF THE UNION
OF
SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

NOTE VERBALE.

The Legation of the Union of Soviet Socialist Republics has the honour to acknowledge receipt of the Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs No. 59. D. 44 of the 15th instant, in which the Ministry of Foreign Affairs informs the Legation that the Danish Government agrees that the Convention concluded between Denmark and the Union of Soviet Socialist Republics by the exchange of Notes

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

et 23 juin 1925 peut conserver sa validité nonobstant l'entrée en vigueur des nouvelles règles de jaugeage élaborées par le bureau d'enregistrement de l'U. R. S. S.

COPENHAGUE, le 24 janvier 1929.

Ministère des Affaires étrangères,
En Ville.

of December 13, 1924, and June 23, 1925, may remain valid notwithstanding the entry into force of the new tonnage measurement regulations drawn up by the Registration Office of the Union of Soviet Socialist Republics.

COPENHAGEN, January 24, 1929.

Ministry of Foreign Affairs,
Copenhagen.

N^o 1033. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE, LE DANEMARK, L'ESTONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LA NORVÈGE, LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA SUEDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES MARCHANDISES ALCOOLIQUES. SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 19 AOÛT 1925.

RATIFICATION

LITHUANIE 2 juillet 1929.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 10 août 1929.

No. 1033. — CONVENTION¹ BETWEEN GERMANY, DENMARK, ESTONIA, FINLAND, LATVIA, LITHUANIA, NORWAY, POLAND AND FREE CITY OF DANZIG, SWEDEN AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, FOR THE SUPPRESSION OF THE CONTRABAND TRAFFIC IN ALCOHOLIC LIQUORS. SIGNED AT HELSINGFORS, AUGUST 19, 1925.

RATIFICATION.

LITHUANIA July 2, 1929.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, August 10, 1929.

N^o 1036. — CONVENTION² D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A BERLIN, LE 29 AOÛT 1924.

PROTOCOLE³ MODIFIANT LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A BERLIN, LE 25 AVRIL 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 6 juillet 1929.

No. 1036. — CONVENTION² OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 29, 1924.

PROTOCOL³ MODIFYING THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT BERLIN, APRIL 25, 1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, July 6, 1929.

¹ Vol. XLII, page 73 ; vol. XLV, page 183 ; et vol. LIX, page 379, de ce recueil.

² Vol. XLII, page 111, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 25 juin 1929.

¹ Vol. XLII, page 73 ; Vol. XLV, page 183, and Vol. LIX, page 379, of this Series.

² Vol. XLII, page 111, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Stockholm, June 25, 1929.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

PROTOKOLL RÖRANDE ÄNDRING AV DEN MELLAN KONUNGARIKET SVERIGE OCH TYSKA RIKET DEN 29 AUGUSTI 1924 AVSLUTADE SKILJEDOMS- OCH FÖRLIKNINGSKONVENTIONEN.

I avsikt att med hänsyn till av SVERIGE och TYSKA RIKET avgivna förklaringar enligt art. 36, mom. 2, i stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen i Haag vidtaga ändring av den mellan SVERIGE och TYSKA RIKET den 29 augusti 1924 avslutade skiljedoms- och förlikningskonventionen hava undertecknade befullmäktigade ombud för Konungariket Sverige och Tyska Riket överenskommit om följande.

Artikel 1.

Art. 4 i konventionen den 29 augusti 1924 upphäves; i enlighet härmed ersätts i art. 2 orden » under förbehåll för bestämmelserna i art. 3 och 4 » med: » under förbehåll för bestämmelserna i art. 3 ».

Artikel 2.

Art. 8 i konventionen den 29 augusti 1924 ersättes med följande bestämmelse: » Därest kompromiss mellan parterna icke kommer till stånd inom två månader efter det ena parten till den andra framfört yrkande om tvistens avgörande medelst skiljedom eller skiljedomsstolen icke konstituerats inom samma frist, äger vardera parten omedelbart anhängiggöra tvisten vid den fasta mellanfolkliga domstolen i Haag. »

Till bekräftelse härav hava undertecknade befullmäktigade ombud upprättat detta protokoll, vilket skall ratificeras. Protokollet skall träda i kraft å dagen för ratifikationsinstrumentens utväxling, som skall äga rum i Stockholm.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

PROTOKOLL ÜBER DIE ABÄNDERUNG DES ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH SCHWEDEN ABGESCHLOSSENEN SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrags VOM 29. AUGUST 1924.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten des DEUTSCHEN REICHS und des KÖNIGREICHS SCHWEDEN haben in der Absicht, den zwischen DEUTSCHLAND und SCHWEDEN abgeschlossenen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag vom 29. August 1924 mit Rücksicht auf die von Deutschland und Schweden zum Artikel 36 Abs. 2 des Statuts des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Haag abgegebenen Erklärungen abzuändern, folgendes vereinbart.

Artikel 1.

Der Artikel 4 des Vertrags vom 29. August 1924 wird aufgehoben; demgemäss werden im Artikel 2 die Worte « unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 3 und 4 durch: «unter Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 3» ersetzt.

Artikel 2.

Der Artikel 8 des Vertrags vom 29. August 1924 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: « Kommt zwischen den Parteien nicht binnen zwei Monaten, nachdem die eine der andern das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, oder wird das Schiedsgericht innerhalb der gleichen Frist nicht bestellt, so kann jede Partei die Streitigkeit beim Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag unmittelbar anhängig machen. »

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten dieses Protokoll aufgesetzt das ratifiziert werden soll. Das Protokoll wird am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der in Stockholm stattfinden soll, in Kraft treten.

Som skedde i Berlin, i tvenne exemplar på svenska och tyska språken,

Den 25 april 1929.

E. AF WIRSÉN.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 juillet 1929.

Le Chef des Archives :
Comte Lewenhaupt.

¹ TRADUCTION.

Les plénipotentiaires soussignés du REICH ALLEMAND et du ROYAUME DE SUÈDE, dans le dessein, en raison des déclarations formulées par l'ALLEMAGNE et la SUÈDE au sujet de l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, de modifier la Convention d'arbitrage et de conciliation conclue le 29 août 1924 entre l'Allemagne et la Suède, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'article 4 de la Convention du 29 août 1924 est supprimé ; par conséquent, les mots « sous réserve des dispositions des articles 3 et 4 », qui figurent dans l'article 2, sont remplacés par les mots « sous réserve des dispositions de l'article 3 ».

Article 2.

L'article 8 de la Convention du 29 août 1924 est remplacé par la disposition suivante : « Si le compromis d'arbitrage n'est pas établi entre les parties dans un délai de deux mois après que l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à un arbitrage, ou si le tribunal arbitral n'est pas constitué dans le même délai, chaque Partie pourra saisir directement la Cour permanente de Justice internationale de La Haye du litige. »

Geschehen in Berlin, in doppelter Ausfertigung in deutscher und schwedischer Sprache.

Am 25. April 1929.

Friedrich GAUS.

¹ TRANSLATION.

With a view to modifying the Convention of Arbitration and Conciliation between Germany and Sweden dated August 29, 1924, in consequence of the declarations made by GERMANY and SWEDEN respecting Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice at The Hague, the undersigned Plenipotentiaries of the GERMAN REICH and the KINGDOM OF SWEDEN have agreed as follows :

Article I.

Article 4 of the Convention of August 29, 1924, shall be deleted ; the words in Article 2 " unless otherwise provided for in Articles 3 and 4 " shall accordingly be replaced by " unless otherwise provided for in Article 3 ".

Article 2.

Article 8 of the Convention of August 29, 1924, shall read as follows : " If the agreement of reference has not been established within a period of two months after one party concerned has notified the other of its claim to refer the dispute to arbitration, or if the Tribunal is not constituted within the same period, either party may submit the dispute direct to the Permanent Court of International Justice at The Hague. "

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont établi le présent protocole qui sera ratifié. Le protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Stockholm.

Fait à Berlin en double expédition, en langue allemande et en langue suédoise, le 25 avril 1929.

E. AF WIRSÉN.
Friedrich GAUS.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall be ratified. The Protocol shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Stockholm.

Done at Berlin in duplicate, in German and Swedish, on April 25, 1929.

E. AF WIRSÉN.
Friedrich GAUS.

N^o 1052. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET BULGARE, RELATIF AU RÉGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES. SOFIA, LE 12 NOVEMBRE 1925.

ÉCHANGE DE NOTES PORTANT ADHÉSION DE LA PALESTINE A CET ARRANGEMENT. SOFIA, LES 25 FÉVRIER ET 28 MARS 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. le 7 juin 1929.

I.

BRITISH LEGATION,

No. 19
(40/6/29).

SOFIA, *February 25th*, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Paragraph 4 of the Notes exchanged between the Bulgarian Minister for Foreign Affairs, His Excellency Monsieur Ch. Kalkoff, and His Britannic Majesty's Minister Sir William Erskine

¹ Vol. XLIII, page 165 ; et vol. XLV, page 201, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1052. — EXCHANGE ¹ OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND BULGARIAN GOVERNMENTS PROVIDING FOR THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SOFIA, NOVEMBER 12, 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF PALESTINE TO THIS AGREEMENT. SOFIA, FEBRUARY 25 AND MARCH 28, 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 7, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 19.
(40/6/29).

SOFIA, *le 25 février* 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le paragraphe 4 des notes échangées, le 12 novembre 1925, entre Son Excellence Monsieur C. H. Kalkoff, ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, et sir William Erskine, ministre,

¹ Vol. XLIII, page 165, and Vol. XLV, page 201, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations. for information.

on November 12th 1925, providing for the provisional regulation of commercial relations between the United Kingdom and Bulgaria, contemplates the accession to the arrangement, established by the exchange of Notes, of His Britannic Majesty's Overseas Dominions and mandated territories. I have been instructed by His Majesty's Government in the United Kingdom to inform Your Excellency that under this article the Government of Palestine now wishes to accede to this arrangement. Article 18 of the mandate for Palestine (a copy of which is enclosed herein for convenience of reference) contains a proviso that Palestine may give special treatment to neighbouring Arab States without violating its most-favoured-nation obligations under the main portions of the article. The Government of Palestine wishes to accede to the arrangement on the understanding that the Royal Bulgarian Government will not claim from the Government of Palestine under the most-favoured-nation clause treatment similar to that which may thus be accorded by Palestine to neighbouring Arab States, and I have the honour to request that Your Excellency will, in acknowledging the receipt of this notification of the accession of Palestine, furnish me with a declaration to the effect that the Royal Bulgarian Government is in agreement with this understanding.

The accession of Palestine will be deemed to take effect from the date of this Note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient humble servant.

(Signed) R. SPERLING.

His Excellency
Monsieur Athanase Bouroff,
Minister for Foreign Affairs,
En Ville.

MANDATE FOR PALESTINE.

Article 18. The Mandatory shall see that there is no discrimination in Palestine against the nationals of any State Member of the

de Sa Majesté britannique et comportant un règlement provisoire des relations commerciales entre le Royaume Uni et la Bulgarie, envisage l'adhésion des Dominions d'outre-mer et territoires sous mandat de Sa Majesté britannique à l'arrangement institué par ledit échange de notes. J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de faire connaître à Votre Excellence qu'aux termes de ce paragraphe, le Gouvernement de la Palestine vient d'exprimer le désir d'accéder audit arrangement. L'article 18 du mandat pour la Palestine (dont copie figure en annexe aux fins de référence) contient une clause conditionnelle qui permet à la Palestine de concéder aux États arabes limitrophes un régime spécial, sans violer les obligations que lui imposent, en ce qui concerne le régime de la nation la plus favorisée, les parties principales dudit article. Le Gouvernement de la Palestine désire subordonner son accession à la condition qu'il soit entendu que le Gouvernement royal bulgare ne se prévaudra pas de la clause de la nation la plus favorisée pour revendiquer, à l'égard du Gouvernement de la Palestine, un traitement similaire à celui qui pourra ainsi être accordé par la Palestine aux États arabes limitrophes ; en conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir, en m'accusant réception de la présente notification de l'accession de la Palestine, me communiquer une déclaration constatant que le Gouvernement royal bulgare accepte cette condition.

L'accession de la Palestine sera considérée comme prenant effet à la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

(Signé) R. SPERLING.

Son Excellence
Monsieur Athanase Bouroff,
Ministre des Affaires étrangères,
En Ville.

MANDAT SUR LA PALESTINE.

Article 18. Il appartiendra au Mandataire de faire en sorte qu'aucune discrimination ne soit faite en Palestine entre les nationaux d'un

League of Nations (including companies incorporated under its laws) as compared with those of the Mandatory or of any foreign State in matters concerning taxation, commerce or navigation, the exercise of industries or professions, or in the treatment of merchant vessels or civil aircraft. Similarly, there shall be no discrimination in Palestine against goods originating in or destined for any of the said States, and there shall be freedom of transit under equitable conditions across the mandated area.

Subject as aforesaid and to the other provisions of this mandate, the Administration of Palestine may, on the advice of the Mandatory, impose such taxes and customs duties as it may consider necessary, and take such steps as it may think best to promote the development of the natural resources of the country and to safeguard the interests of the population. It may also, on the advice of the Mandatory, conclude a special customs agreement with any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES
N° 3709-20-II.

SOPHIA, le 28 mars 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date du 25.II, a. c. N° 19 au sujet du désir du Gouvernement de Palestine d'adhérer à l'arrangement commercial provisoire conclu le 12 novembre 1925 entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne tout en se réservant le droit de concéder aux Etats arabes limitrophes un régime spécial.

En réponse, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement bulgare a examiné favorablement la question et, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrangement provisoire commer-

Etat quelconque, membre de la Société des Nations (y compris les compagnies constituées selon les lois de cet Etat), et les nationaux de la Puissance mandataire ou de tout autre Etat, ni en matière d'impôts, de commerce ou de navigation ni dans l'exercice des industries ou professions, ni dans le traitement accordé aux navires marchands ou aux aéronefs civils. De même, il ne sera imposé en Palestine aucun traitement différentiel entre les marchandises originaires ou à destination d'un quelconque desdits Etats ; il y aura dans des conditions équitables liberté de transit à travers le territoire sous mandat.

Sous réserve des stipulations ci-dessus et des autres stipulations du mandat, l'Administration de la Palestine pourra, sur le conseil du mandataire, établir les impôts et les droits de douane qu'elle jugera nécessaires et prendre les mesures qui lui paraîtront les plus propres à assurer le développement des ressources naturelles du pays et à sauvegarder les intérêts de la population locale. Elle pourra également, sur le conseil du mandataire, conclure un accord douanier spécial avec un Etat quelconque dont le territoire, en 1914, faisait intégralement partie de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS
AND CULTS.
No. 3709-20-II.

SOFIA, March 28, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 19 dated February 25, 1929, concerning the wish of the *Government of Palestine* to accede to the provisional commercial arrangement concluded on November 12, 1925, between Bulgaria and Great Britain but with the *proviso that Palestine may give special treatment to neighbouring Arab States*.

In reply, I beg to inform you that the Bulgarian Government has considered the matter favourably and, in accordance with the terms of Article 4 of the provisional commercial arrangement, declares its agreement with the accession

cial, se déclare d'accord avec l'adhésion de la Palestine au susdit arrangement commercial.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. O. Z. DOBREFF,
Ministre plénipotentiaire,
Secrétaire général p. i.

Son Excellence
Monsieur Rowland A. C. Sperling,
Ministre de Sa Majesté britannique,
En Ville.

of Palestine to the above-mentioned commercial arrangement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. O. Z. DOBREFF,
Minister Plenipotentiary,
Secretary-General p. i.

His Excellency
Rowland A. C. Sperling, Esq.,
His Britannic Majesty's Minister,
Sofia.

N^o 1070. — CONVENTION ¹ D'ARBITRAGE
ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLE-
MAGNE ET LA FINLANDE. SIGNÉE A
BERLIN, LE 14 MARS 1925.

No. 1070. — CONVENTION ¹ OF ARBITRA-
TION AND CONCILIATION BETWEEN
GERMANY AND FINLAND. SIGNED AT
BERLIN, MARCH 14, 1925.

PROTOCOLE ² PORTANT MODIFICATION A LA CON-
VENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A HELSINKI, LE
3 DÉCEMBRE 1928.

PROTOCOL ² MODIFYING THE ABOVE CONVEN-
TION. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 3,
1928.

*Communiqué par le ministre des Affaires étran-
gères de Finlande et le consul général d'Alle-
magne à Genève, le 5 juin 1929.*

*Communicated by the Finnish Minister for
Foreign Affairs and the German Consul-
General at Geneva, June 5, 1929.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

PROTOKOLL

Undertecknade fullmäktige för REPUBLIKEN FINLAND och TYSKA RIKET hava denna dag överenskommit om vidtagande av följande ändringar i den den 14 mars 1925 undertecknade skil-
edoms- och förlikningskonventionen mellan Finland och Tyskland.

Artikel 1.

Artikel 4 i konventionen av den 14 mars 1925 upphäves.

¹ Vol. XLIII, page 347 ; et vol. XLV, page 205, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 16 mai 1929.

¹ Vol. XLIII, page 347, and Vol. XLV, page 205, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, May 16, 1929.

Artikel 2.

Tvist, som är underkastad ett skiljedomsförfarande, kan, för såvitt parterna icke i enlighet med artikel 8 i konventionen enats om kompromiss, inom en månad efter till den andra parten därom lämnat meddelande, av part direkt hänskjutas till den fasta mellanfolkliga domstolen i enlighet med dess stadga.

Artikel 3.

Detta protokoll skall ratificeras. Ratifikationerna skola utväxlas i Berlin. Protokollet träder i kraft den dag ratifikationerna utväxlats.

HELSINGFORS, den 3 december 1928.

Hj. J. PROCOPÉ.

Werner von GRUNDHERR.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

PÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaneet SUOMEN TASAVALLAN ja SAKSAN VALTAKUNNAN valtuutetut ovat tänään sopineet seuraavista, 14 päivänä maaliskuuta 1925 allekirjoitettuun Suomen ja Saksan väliseen, välitysoikeudellista ja sovintomenettelyä koskevaan sopimukseen tehtävistä muutoksista :

1 artikla.

Maaliskuun 14 päivänä 1925 tehdyn sopimuksen 4 artikla kumotaan.

2 artikla.

Välitysoikeudellisen menettelyn alainen riitaisuus voidaan, mikäli sopimuspuolet eivät ole sopimuksen 8 artiklan mukaisesti sopineet välityskirjasta, toisen sopimuspuolen esityksestä kuu-kauden kuluessa siitä kun toiselle sopimuspuolelle on asiasta ilmoitettu, lykätä suoraan pysyvaiseen kansainväliseen tuomioistuimeen, sen perussäännön mukaisesti.

3 artikla.

Tämä pöytäkirja on ratifioitava. Ratifioimiskirjat on vaihdettava Berlinissä. Pöytäkirja tulee voimaan ratifioimiskirjain vaihdon päivänä.

HELSINKI, 3 päivänä joulukuuta 1928.

Hj. J. PROCOPÉ.

Werner von GRUNDHERR.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

PROTOKOLL.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der REPUBLIK FINNLAND und des DEUTSCHEN REICHS sind heute über folgende Abänderungen des am 14. März 1925 unterzeichneten Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrages zwischen Finnland und Deutschland übereingekommen.

Artikel 1.

Der Artikel 4 des Vertrags vom 14. März 1925 wird aufgehoben.

Artikel 2.

Die Streitigkeiten, die dem Schiedsgerichtlichen Verfahren unterliegen, können, solange sich die Parteien nicht gemäss Art. 8 des Vertrags über die Schiedsordnung geeinigt haben, durch Antrag einer Partei einen Monat nach Ankündigung an die andere Partei unmittelbar vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gemäss dessen Statut gebracht werden.

Artikel 3.

Dieses Protokoll soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden. Das Protokoll tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

HELSINKI, den 3. Dezember 1928.

Werner von Grundherr.
Hj. J. Procopé.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

PROTOCOLE

PROTOCOL.

Les plénipotentiaires soussignés de LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et DU REICH ALLEMAND sont convenus, ce jour, d'apporter à la Convention d'arbitrage et de conciliation conclue entre la Finlande et l'Allemagne, le 14 mars 1925, les modifications suivantes :

The undersigned Plenipotentiaries of the REPUBLIC OF FINLAND and of THE GERMAN REICH have to-day agreed to make the following modifications in the Convention on arbitration and conciliation concluded between Finland and Germany on March 14, 1925 :

Article premier.

Article 1.

L'article 4 de la Convention du 14 mars 1925 est abrogé.

Article 4 of the Convention of March 14, 1925, is hereby abrogated.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les différends soumis à la procédure d'arbitrage, au cas où les parties ne se seraient pas mises d'accord sur le compromis d'arbitrage conformément à l'article 8 de la convention, pourront, à la demande d'une des Parties, être portés directement devant la Cour permanente de Justice internationale, conformément à ses statuts, un mois après notification à l'autre Partie contractante.

Article 3.

Le présent protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. Le présent protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Fait à Helsinki, le 3 décembre 1928 :

Werner VON GRUNDHERR.
Hj. J. PROCOPÉ.

Article 2.

So long as the agreement of reference has not been determined by the Parties in accordance with Article 8 of the Convention disputes subject to Arbitration may, at the request of one of the Parties, be brought directly before the Permanent Court of International Justice in accordance with its statutes, one month after notification to the other contracting Party.

Article 3.

The present Protocol shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. The present Protocol shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

Done at Helsingfors, December 3, 1928 :

N^o 1129. — CONVENTION¹ ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

RATIFICATION

Dépôt.
ESTONIE 21 septembre 1929.

No. 1129. — CONVENTION¹ AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL RÉGIME OF RAILWAYS AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION.

Deposit.
ESTONIA September 21, 1929.

¹ Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; et vol. LXXXIII, page 403, de ce recueil.

¹ Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472, and Vol. LXXXIII, page 403, of this Series.

N^o 1149. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET TURC, COMPORTANT DES ACCORDS COMMERCIAUX PROVISOIRES. ANGORA, LES 11 FÉVRIER ET 11 AOÛT 1926.

No. 1149. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE NORWEGIAN AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENTS. ANGORA, FEBRUARY 11 AND AUGUST 11, 1926.

ECHANGE DE NOTES ² ÉTABLISSANT UN MODUS VIVENDI COMMERCIAL PROVISOIRE POUR UNE DURÉE DE SIX MOIS JUSQU'AU 1^{er} FÉVRIER 1930. ANGORA, LE 1^{er} AOÛT 1929.

EXCHANGE OF NOTES ² ESTABLISHING A PROVISIONAL COMMERCIAL MODUS VIVENDI FOR A PERIOD OF SIX MONTHS EXPIRING FEBRUARY 1, 1930. ANGORA, AUGUST 1, 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 22 août 1929.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, August 22, 1929.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

ANKARA, le 1^{er} août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de commerce, de navigation et d'établissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent à ce qu'à partir du 1^{er} août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, importés sur le territoire norvégien et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1^{er} février 1930, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ Vol. XLVII, page 441 ; vol. LIV, page 415 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIX, page 93 ; vol. LXXII, page 466 ; et vol. LXXXIII, page 403, de ce recueil.

² En vigueur à partir du 1^{er} août 1929.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

ANGORA, August 1, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion and coming into force of a Commercial, Navigation and Establishment Treaty, the negotiations for which have already been opened, my Government agrees that, as from August 1, 1929, products of the soil and industry originating in and coming from Turkey, when imported into Norwegian territory and intended for consumption, re-exportation or transit, shall until February 1, 1930, enjoy most-favoured-nation treatment.

It is agreed that the application of this provisional régime shall be conditional upon the application in Turkey of most-favoured-nation treatment, during the above-mentioned period, to products of the soil and industry originating in and coming from Norway.

¹ Vol. XLVII, page 441 ; Vol. LIV, page 415 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIX, page 93 ; Vol. LXXII, page 466, and Vol. LXXXIII, page 403, of this Series.

² In force as from August 1, 1929.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Il demeure également entendu, que le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de commerce, de navigation et d'établissement en cours de négociation.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) W. VAN WELDEREN RENGERS.
Chargé des intérêts diplomatiques
norvégiens en Turquie.

Son Excellence
le Dr Tewfik Rouschdi bey,
Ministre des Affaires étrangères
à Angora.

Pour copie conforme :
Ministère royal des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 août 1929.

O. Tostrup,
Chef de la 1^{re} Division des Affaires politiques
et commerciales.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANKARA, le 1^{er} août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce, de navigation et d'établissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent à ce qu'à partir du 1^{er} août 1929 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Norvège importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation soit à la réexpédition ou au transit, jouissent jusqu'au 1^{er} février 1930 du traitement de la nation la plus favorisée.

It is also understood that the present *modus vivendi* shall be renewed by tacit agreement if neither of the two Contracting Parties denounces it after giving thirty day's notice.

It shall automatically cease to have effect on the day of the coming into force of the Commercial, Navigation and Establishment Convention now in process of negotiation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) W. VAN WELDEREN RENGERS,
In charge of Norwegian Diplomatic interests
in Turkey.

To His Excellency
Dr. Tewfik Ruschdi Bey,
Minister for Foreign Affairs,
Angora.

II.
TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

ANGORA, August 1, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and coming into force of a Commercial, Navigation and Establishment Treaty, the negotiations for which have already been opened, my Government agrees that, as from August 1st, 1929, products of the soil and industry originating in and coming from Norway, when imported into Turkish territory and intended for consumption, re-exportation or transit, shall until February 1, 1930, enjoy most-favoured-nation treatment.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Norvège pendant le délai précité aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu que le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de commerce, de navigation et d'établissement en cours de négociations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) D^r RUSTI.

Son Excellence

Mr. W. B. R. van Welderen Rengers,
Ministre des Pays-Bas,
Chargé des intérêts
diplomatiques Norvégiens
en Turquie.

Pour copie conforme :

Ministère royal des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 août 1929.

O. Tostrup,

*Chef de la 1^{re} Division des Affaires politiques
et commerciales.*

It is agreed that the application of this provisional régime is conditional upon the application in Norway of most-favoured-nation treatment, during the above-mentioned period, to products of the soil and industry originating in and coming from Turkey.

It is also understood that the present *modus vivendi* shall be renewed by tacit agreement if neither of the two contracting parties denounces it after giving thirty days' notice.

It shall automatically cease to have effect on the day of the coming into force of the Commercial, Navigation and Establishment Convention now in process of negotiation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. RUSTI.

To His Excellency

M. W. B. R. van Welderen Rengers,
Netherlands Minister in Charge of
Norwegian diplomatic interests
in Turkey.

N^o 1189. — CONVENTION DE COMMERCE ¹
ENTRE LA POLOGNE ET LA TURQUIE.
SIGNÉE A LAUSANNE, LE 23 JUILLET
1923.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Turquie, effective à partir du 3 octobre 1929.

*Communiquée par la délégation polonaise à la
Société des Nations, le 26 juin 1929.*

No. 1189. — COMMERCIAL CONVENTION ¹
BETWEEN POLAND AND TURKEY. SI-
GNED AT LAUSANNE, JULY 23, 1923.

DENUNCIATION.

Denunciation by Turkey, effective as from October 3, 1929.

*Communicated by the Polish Delegation accredited
to the League of Nations, June 26, 1929.*

¹ Vol. XLIX, page 329, de ce recueil.

¹ Vol. XLIX, page 329, of this Series.

N^o 1219. — CONVENTION¹ ENTRE LE DANÈMARK ET L'ISLANDE, LA FINLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE, CONCERNANT LA NAVIGABILITÉ ET L'ÉQUIPEMENT DES NAVIRES. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 28 JANVIER 1926.

et

DÉCLARATION PORTANT AMENDEMENT AUX ARTICLES I, III ET VI DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 11 JUIN, 1928.

ADHÉSION

des Pays-Bas (pour le Royaume en Europe), à la Convention et à la Déclaration susmentionnées effective à partir du 25 avril 1929.

Communiquée par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 3 août 1929, et par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 août 1929.

No. 1219. — CONVENTION¹ BETWEEN DENMARK AND ICELAND, FINLAND, NORWAY AND SWEDEN, CONCERNING THE SEA-WORTHINESS AND EQUIPMENT OF SHIPS. SIGNED AT COPENHAGEN, JANUARY 28, 1926.

and

DECLARATION MODIFYING ARTICLES I, III AND VI OF THE ABOVE CONVENTION. SIGNED AT COPENHAGEN, JUNE 11, 1928.

ACCESSION.

of the Netherlands (for the Kingdom in Europe) to the above Convention and Declaration effective as from April 25, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, August 3, 1929, and by the Netherlands Minister at Berne, August 22, 1929.

N^o 1225. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A BERLIN, LE 14 MAI 1926.

No. 1225. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND SWEDEN. SIGNED AT BERLIN, MAY 14, 1926.

ACCORD³ ADDITIONNEL AU TRAITÉ CI-DESSUS. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 11 DÉCEMBRE 1928.

ADDITIONAL AGREEMENT³ TO THE ABOVE TREATY. SIGNED AT STOCKHOLM, DECEMBER 11, 1928.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le consul général d'Allemagne à Genève, le 10 juin 1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva, June 10, 1929.

¹ Vol. LI, page 9 ; vol. LXXII, page 470 ; et vol. LXXVIII, page 487, de ce recueil.

² Vol. LI, page 99, de ce recueil.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 17 mai 1929.

¹ Vol. LI, page 9 ; Vol. LXXII, page 470, and Vol. LXXVIII, page 487, of this Series.

² Vol. LI, page 99, of this Series.

³ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 17, 1929.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TILLÄGGSAVTAL TILL HANDELS- OCH SJÖFARTSTRAKTATEN MELLAN SVERIGE OCH TYSKA RIKET DEN 14 MAJ 1926.

ZUSATZABKOMMEN ZU DEM HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTRAG ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH SCHWEDEN UND DEM DEUTSCHEN REICH VOM 14 MAI 1926.

Mellan SVERIGE och TYSKA RIKET HAR överenskommelse träffats om nedanstående tilläggsbestämmelser till handels- och sjöfartstraktaten den 14 maj 1926 :

Zwischen dem KÖNIGREICH SCHWEDEN und dem DEUTSCHEN REICH sind die nachstehenden Zusatzvereinbarungen zu dem Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 14. Mai 1926 getroffen worden :

Artikel 1.

Till tariff A «Införseltullar i Tyskland» fogas följande tillägg :

Artikel 1.

Der Tarif A «Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland» wird wie folgt ergänzt :

Nummer i tyska tull-taxan	Varans benämning	Tullsatzen för 100 kg. Rmk,
vid 172 till 432	Flytande harts <i>Anmärkning.</i> Såsom icke bearbetad (rå) yllefilt, ändlöst framställd (vävd eller sydd) eller metervara, avsedd för tillverkning av trämassa, cellulosa, halm-cellulosa eller papper, skall även anses sådan filt, som företer enstaka ränder av färgat garn invävd i varp- och inslagsriktningen.	fritt
vid 655 B	Papper, ej ingående under andra nummer i den allmänna tariffen, härunder inbegripet kartongpapper, även linjerat, pergamenterat eller kornigt, med undantag för räfflat eller kreperat papper samt silkespapper <i>Anmärkning.</i> Såsom silkespapper skall anses papper med en vikt av 30 gram eller därunder per kvm.	9
vid 879	Mjölkningsmaskiner (mjölkningssorgan av förnicklad mässing och mjölkbehållare av brons med delar av förnicklad mässing och polerad aluminium)	60

Nr. des deutschen Zolltarifs	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 dz. RM.
aus 172 zu 432	Tallöl <i>Anmerkung.</i> Als rohe Filztücher aus Wolle, endlos hergestellt (gewebt oder genäht) oder Meterware, zur Holzstoff-Zellstoff-, Strohstoff- oder Papierherstellung, sind auch solche anzusehen, die einzelne in der Kett- und Schussrichtung eingewebte Streifen aus farbigen Gespinstfäden aufweisen.	frei
aus 655 B	Papier, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, einschliesslich des Kartonpapiers, auch liniert, pergamentiert oder gekörnt, mit Ausnahme des gerippten oder gekreppten Papiers und des Seidenpapiers. <i>Anmerkung.</i> Als Seidenpapier ist Papier im Gewicht von 30 gr. oder weniger auf 1 Geviertmeter anzusehen.	9
aus 879	Melkvorrichtungen (Melkzeug aus vernickeltem Messing und Milcheimer aus Bronze mit Teilen aus vernickeltem Messing und poliertem Aluminium)	60

Artikel 2.

Till tariff B «Införseltullar i Sverige» fogas följande tillägg :

Artikel 2.

Der Tarif B «Zölle bei der Einfuhr nach Schweden» wird wie folgt ergänzt :

Nummer i svenska tull-taxan	Varans benämning	Tull-sats i kr.	Nr. des schwedischen Zolltarifs	Benennung des Gegenstandes	Zoll-satz Kr.
tillägg till 1226	Dibutylftalat, dimetylftalat, diisobutylftalat, dietylftalat, glykolsyreestylester, etylglykol, etylglykolacetat, metylglykol, metylglykolacetat, glykolmonoacetat, glykoldiacetat, etyllaktat (mjölksyreestylester), butyllaktat, alla dessa även i blandning med andra organiska vätskor, såsom t. ex. bensol, bensin, aceton, metanol (metylalkohol) el. dyl. 1 kg.	0.30	Zusatz zur 226	Dibutylphtalat, Dimethylphtalat, Diisobutylphtalat, Diätylphtalat, Glykolsäureäthylester, Aethylglykol, Aethylglykolacetat, Methylglykol, Methylglykolacetat, Glykolmonoacetat, Glykoldiace-tat, Milchsäureäthylester, Milchsäurebutylester, alle diese auch in Mischungen mit anderen organischen Flüssigkeiten, wie z. B. Benzol, Benzin, Aceton, Methanol oder dergl. 1 kg.	0,30

Artikel 3.

Till slutprotokollet fogas följande tillägg :

1) Till artikel 8 :

3. Tyska regeringen har för avsikt att införa fredningstid för flundror i Östersjön samt att för genomförande härav utfärda förbud mot ilandförande av flundror vid Östersjökusten under fredningstiden. Svenska regeringen kommer ej att göra invändning mot utfärdande av dylikt förbud.

2) Till artikel 10. I. Tariff A. — Tullsatser vid införsel till Tyskland :

3. Till nr 792 samt till anmärkningarna till nr 791/2. Det är överenskommet, att fördragstullsatserna vid nr 792 samt de vid nr 791/2 införda anmärkningarna icke skola tillämpas med avseende å vävskedstråd (plattvalsad järntråd, även med avrundade kanter (tråd till vävskedständer), i knippen, ringar eller på trärullar (Rietdraht).

3. Till artikel 15 :

Det är överenskommet, att förmåner, som i Sverige etablerade firmors resandeombud och innehavare jämlikt i Sverige gällande bestämmelser må åtnjuta i fråga om nedsättning i avgifterna, å såväl statens som enskilda järnvägar, för övervikt å såsom resgods medförda provkollektioner, äro tillämpliga jämväl beträffande i Tyskland etablerade firmors resandeombud och innehavare.

Artikel 3.

Das Schlussprotokoll wird wie folgt ergänzt :

1) Zu Artikel 8 :

3. Die Deutsche Regierung beabsichtigt, eine Schonzeit für Flundern in der Ostsee festzusetzen und zur Durchführung dieser Massnahme während dieser Schonzeit ein Anlandeverbots für Flundern an der Ostseeküste zu erlassen. Die Schwedische Regierung wird keine Einwendungen gegen Erlass eines derartigen Anlandeverbots erheben.

2) Zu Artikel 10. I. Tarif A. — Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland :

3. Zu Nr. 792 und zu den Anmerkungen zu Nr. 791/2. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Vertragsätze der Nr. 792 und die Vertragsanmerkungen zu Nr. 791/2 auf Rietdraht (flachen Eisendraht, auch mit abgerundeten Kanten (Weberblätterzahndraht), in Bunden, Ringen oder auf Holzrollen keine Anwendung finden.

3) Zu Artikel 15 :

Es besteht Einverständnis darüber, dass Vorteile, die die Reisenden und Inhaber von in Schweden ansässigen Firmen nach in Schweden gültigen Bestimmungen hinsichtlich der Herabsetzung der Gebühren für Übergewicht von als Gepäck mitgeführten Musterkollektionen auf Staats- und Privateisenbahnen jeweils geniessen, auch auf die Reisenden und Inhaber von in Deutschland ansässigen Firmen angewandt werden sollen.

Artikel 4.

Detta tilläggsavtal, som är avfattat i två exemplar på svenska och tyska språken, skall, å båda sidor efter de langstiftande församlingarnas godkännande, ratificeras. Det skall träda i kraft den fjortonde dagen efter ratifikationsinstrumentens utväxling, som skall äga rum snarast möjligt i Berlin, och förbliva gällande lika länge som handels- och sjöfartstraktaten den 14 maj 1926.

Till bekräftelse härav hava de fullmäktige, efter ömsesidigt företeende av sina i god och behörig form befunna fullmakter, undertecknat detta tilläggsavtal.

STOCKHOLM, den 11 december 1928.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

¹ TRADUCTION.

Entre LA SUÈDE et LE REICH ALLEMAND ont été conclus les arrangements additionnels suivants au Traité de commerce et de navigation du 14 mai 1926 :

Article premier.

La tarif A « Droits à l'entrée en Allemagne » est complété comme suit :

Numéro du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg en Reichsmark
ex 172	Résine fluide	Exempte
ad 432	<i>Note.</i> — Seront également considérés comme draps de laine feutrés bruts, sans fin (tissés ou cousus) ou en mé-	

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Artikel 4.

Dieses Zusatzabkommen, das in doppelter Urschrift in schwedischer und deutscher Sprache ausgefertigt ist, soll, beiderseits nach Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften, ratifiziert werden. Es tritt am vierzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der baldmöglichst in Berlin erfolgen soll, in Kraft und bleibt so lange in Geltung wie der Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 14. Mai 1926.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten dieses Zusatzabkommen unterzeichnet.

STOCKHOLM, am 11. Dezember 1928.

(L. S.) Frederic Hans VON ROSENBERG.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRANSLATION.

The following additional provisions to the Treaty of Commerce and Navigation signed May 14th, 1926, have been agreed upon between THE KINGDOM OF SWEDEN and THE GERMAN REICH :

Article I.

Tariff A, " German Import Duties ", shall be supplemented as follows :

Number of German Customs Tariff	Description of Goods	Customs Rate per 100 kgs. in Reichsmarks
ex 172	Fluid resin	free
ad 432	<i>Note.</i> — The following shall also be considered as felt cloths of wool, endless manufactured (woven or sewn), or	

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéro du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg en Reichsmark	Number of German Customs Tariff	Description of Goods	Customs Rate per 100 kgs. in Reichsmarks
ex 655 B	trage, pour la fabrication de la pâte de bois, de la cellulose, de la cellulose de paille, ou du papier, les draps feutrés qui présentent quelques bandes de filés de couleur, tissées dans le sens de la chaîne et de la trame. Papiers ne rentrant pas sous d'autres numéros du tarif général, y compris le papier-carton, même réglé, parcheminé ou grainé, sauf le papier côtelé ou crépé et le papier de soie.	9	ex 655 B.	in pieces to be sold by the metre, unbleached, intended for the manufacture of wood pulp, cellulose, straw cellulose or paper : of cloths felt containing a few strips of coloured yarn, woven the direction of the warp and the weft. Paper not included under other numbers of the General tariff, including carton paper, whether ruled or not, made like parchment or grained, except ribbed or craped paper and tissue paper.	9
ex 879	Machines à traire (ustensiles à traire en laiton nickelé et récipients à lait en bronze avec parties en laiton nickelé et en aluminium poli)	60	ex 879	Milking machines (milking utensils of nickeled brass and milk cans of bronze with parts made of nickelled brass and polished aluminium).	60

Article 2.

Le tarif B « Droits à l'entrée en Suède » est complété comme suit :

Numéro du tarif suédois	Désignation des marchandises	Droits en couronnes
ad 1226	Phtalate de dibutyle, phtalate de diméthyle, phtalate de diisobutyle, phtalate de diéthyle, glycolate d'éthyle, glycol d'éthyle, acétate de glycol d'éthyle, glycol de méthyle, monoacétate de glycol, diacétate de glycol, lactate d'éthyle, lactate de butyle, même mélangés d'autres liquides organiques tels que le benzol, la benzine, l'acétone, le méthanol (alcool méthylique), etc., par kg.	0,30

Article 3.

Le Protocole final est complété comme suit :

i. ad. Article 8 :

3. Le Gouvernement allemand se propose d'instituer une période de protection des

Article 2.

The following additions shall be made to Tariff B, "Swedish Import Duties."

Number of Swedish Customs Tariff	Description of Goods	Customs Rate in Crowns
ad 1226	Phtalate of dibutyl, phtalate of dimethyl, phtalate of diisobutyl, phtalate of diethyl, glycolate of ethyl, glycol of ethyl, acetate of glycol of ethyl, glycol of methyl, monoacetate of glycol, diacetate of glycol, lactate of ethyl, lactate of butyl, even when mixed with other organic liquids, such as benzol, benzine, acetone, methanol, and the like, 1 kg.	0.30

Article 3.

The following shall be added to the Final Protocol :

i. With regard to Article 8 :

(3) The German Government intends to proclaim a close time for the protection

plies dans la mer Baltique et d'interdire à cet effet le débarquement des plies sur les côtes de la mer Baltique pendant cette période. Le Gouvernement suédois ne soulèvera aucune objection contre la promulgation de cette interdiction.

2. Article 10. I. tarif A. — Droits à l'entrée en Allemagne :

3. ad No 792 et ad notes du No 791/2. Il est convenu que les droits conventionnels du No 792 et les stipulations des notes du No 791/2 ne seront pas applicables au fil métallique pour métiers à tisser (fil laminé à plat, même avec arêtes arrondies (fil pour dents de ros), en torches, en rouleaux ou sur bobines de bois (*Rietdraht*)).

3. Ad. Article 15 :

Il est convenu que les avantages dont jouissent, sur les chemins de fer d'Etat et sur les chemins de fer privés, les voyageurs et propriétaires de maisons établies en Suède, en vertu des dispositions en vigueur dans ce pays concernant la réduction des taxes d'excédent de poids pour les collections d'échantillons transportées comme bagages, seront également applicables aux voyageurs et propriétaires des maisons établies en Allemagne.

Article 4.

Le présent avenant, rédigé en double original en langues suédoise et allemande, devra être ratifié par les deux Parties lorsqu'il aura reçu la sanction des assemblées législatives. Il entrera en vigueur le quatorzième jour après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Berlin aussitôt que possible et restera en vigueur aussi longtemps que le Traité de commerce et de navigation du 14 mai 1926.

En foi de quoi les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent avenant.

STOCKHOLM, le 11 décembre 1928.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

(L. S.) Frederic Hans VON ROSENBERG.

of plaice in the Baltic Sea, and accordingly to prohibit the landing of plaice on the Baltic coast during the period of such protection. The Swedish Government will make no objection to the said prohibition.

2. With regard to Article 10. I. Tariff A — Customs duties on importation into Germany :

(3) With regard to No. 792, and the notes to No. 791/2 : It is agreed that the conventional duties under No. 792 and the provisions of the notes to No. 791/2 shall not apply to wire for looms (flat-rolled iron wire, including such wire with rounded edges (weavers' wire) whether in rolls or rings or on wooden drums.

3. With regard to Article 15 :

It is agreed that the advantages enjoyed at any time under the regulations in force in Sweden by commercial travellers in the service of businesses established in Sweden, and by owners of such businesses, in regard to the reduction of charges for overweight on sets of samples conveyed with them as luggage on State or on private railways shall also apply to commercial travellers in the service of businesses established in Germany, and to owners of such businesses.

Article 4.

The present additional Agreement, done in two original copies in the Swedish and German languages, shall be ratified by both Parties after receiving the approval of their respective legislative assemblies. It shall come into force on the fourteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Berlin as early as possible ; and it shall remain in force for the same period as the Treaty of Commerce and Navigation concluded on May 14, 1926.

In faith whereof the Plenipotentiaries, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have signed the present additional Agreement.

Done at STOCKHOLM on December 11, 1928.

N^o 1336. — ARBITRATION CONVENTION¹
BETWEEN THE REPUBLIC OF LIBERIA
AND THE UNITED STATES OF AMERICA,
SIGNED AT MONROVIA, FEBRUARY 10,
1926.

The text of the note of February 10, 1926, from the Chargé d'Affaires *a. i.* of the United States of America at Monrovia to the Liberian Secretary of State for Foreign Affairs published in Vol. LXIX, page 98, of this Series is to be substituted by the following :

EXCHANGE OF NOTES.

THE AMERICAN CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim*
TO THE SECRETARY OF STATE OF
LIBERIA.

LEGATION
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

MONROVIA (Liberia), *February 10, 1926.*

EXCELLENCY,

In connection with the signing today of a Convention of Arbitration between the United States of America and the Republic of Liberia, providing for the submission of differences of certain classes which may arise between the two Governments to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague under the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes concluded in 1899 and 1907, I have the honor to state the following understanding which I shall be glad to have you confirm on behalf of your Government.

I understand that in the event of the adhesion by the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice was created at The

¹ Vol. LVI, page 279, et vol LXIX, page 97, de recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N^o 1336. — CONVENTION¹ D'ARBITRAGE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA
ET LES ÉTATS D'AMÉRIQUE. SIGNÉE
A MONROVIA, LE 10 FÉVRIER 1926.

La traduction du texte de la note du 10 février 1926 adressée par le Chargé d'affaires *a. i.* des Etats-Unis d'Amérique à Monrovia au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Libéria publiée au vol. LXIX, page 98, doit être remplacée par la traduction suivante :

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim* DES ÉTATS-
UNIS D'AMÉRIQUE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU
LIBÉRIA.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

MONROVIA (Libéria), *le 10 février 1926.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant à la signature, en date de ce jour, d'une Convention d'arbitrage entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Libéria, prévoyant que les différends, appartenant à certaines catégories, qui pourraient surgir entre les deux gouvernements, seraient soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye conformément à la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue en 1899 et 1907, j'ai l'honneur de formuler le présent accord, que je serai heureux de vous voir confirmer au nom de votre gouvernement.

Je crois savoir que dans le cas de l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique au Protocole du 16 décembre 1920, aux termes duquel la Cour permanente de Justice internationale a été

¹ Vol. LVI, page 279, and Vol. LXIX, page 97, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Hague, the Government of Liberia will not be averse to considering a modification of the Convention of Arbitration which we are concluding, or the making of a separate agreement, under which the disputes mentioned in the Convention could be referred to the Permanent Court of International Justice.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Clifton R. WHARTON
Chargé d'Affaires ad interim.

Honorable Edwin Barclay
Secretary of State, Monrovia,
Liberia.

instituée à La Haye, le Gouvernement de Libéria ne s'opposerait pas à l'examen d'une modification de la Convention d'arbitrage, que nous concluons actuellement ou à l'élaboration d'un accord distinct, aux termes duquel les différends mentionnés dans la convention pourraient être soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

Clifton R. WHARTON,
Chargé d'affaires ad interim.

A l'Honorable Edwin Barclay,
Secrétaire d'Etat, Monrovia,
Libéria.

N^o 1365. — RÈGLEMENT¹ DE SERVICE INTERNATIONAL ANNEXÉ A LA CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE SAINT-PETERSBOURG. PARIS, LE 29 OCTOBRE 1925.

PROTOCOLE² PORTANT ADDITIONS ET MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT CI-DESSUS (ÉDITION DE BERNE), FAIT A BRUXELLES, LE 22 SEPTEMBRE 1928.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 14 mai 1929.

CONFÉRENCE TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE BRUXELLES 1928.

Article 7. § 1. Remplacer la seconde phrase par la suivante :

Sauf l'exception prévue à l'article 9, paragraphe 2, catégorie B, chacun de ces langages

¹ Vol. LVII, page 201, et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

² Ces additions et modifications seront mises en application à la date du 1^{er} octobre 1929.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1365. — INTERNATIONAL SERVICE REGULATIONS¹ ANNEXED TO THE INTERNATIONAL TELEGRAPH CONVENTION OF SAINT-PETERSBURG. PARIS, OCTOBER 29, 1925.

PROTOCOL² REGARDING CERTAIN ADDITIONS AND MODIFICATIONS TO THE ABOVE REGULATIONS (BERNE EDITION), DONE AT BRUSSELS, SEPTEMBER 22, 1928.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, May 14, 1929.

INTERNATIONAL TELEGRAPH CONFERENCE, BRUSSELS, 1928.

Article 7. § 1. Replace the second sentence by the following :

Subject to the exception provided for in Article 9, § 2, category B, each of these languages

¹ Vol. LVII, page 201, and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

² These modifications and additions shall apply as from October 1st, 1929.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

Article 8. Remplacer le paragraphe 1 par le suivant :

§ 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

Article 9. Remplacer cet article par le suivant :

Article 9.

§ 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

§ 2. On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage. Ils se répartissent en deux catégories :

Catégorie A. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus formés de 10 lettres au plus et dans lesquels figurent au moins une voyelle s'ils sont de 5 lettres au plus, deux voyelles au moins s'ils sont de 6, 7 ou 8 lettres et trois voyelles au moins s'ils sont de 9 ou 10 lettres. Dans les mots de plus de 5 lettres, une voyelle au moins doit se trouver dans les cinq premières lettres et une voyelle au moins dans le reste du mot, étant entendu que les mots de 9 ou de 10 lettres doivent contenir au moins trois voyelles au total. Les voyelles sont *a, e, i, o, u, y*. Les réunions de deux ou plusieurs mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ces mots appartiennent sont interdites.

Catégorie B. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus ne comprenant pas plus de 5 lettres, sans condition ni restriction quant à la construction de ces mots. Les chiffres et groupes de chiffres ne sont pas admis ; toutefois, les marques de commerce constituées

may be used alone or together with the others in the same telegram.

Article 8. Replace § 1 by the following :

§ 1. Plain language is that which presents an intelligible meaning in one or more of the languages authorised for international telegraph correspondence, each word and each expression having the meaning which is normally attributed to it in the language to which it belongs.

Article 9. Replace this Article by the following :

Article 9.

§ 1. Code language is composed either of artificial words or of real words not having the meaning normally attributed to them in the language to which they belong and consequently not combined in intelligible phrases in one or more of the languages authorised for use as plain language in telegraph correspondence, or finally of a combination of real words so defined and artificial words.

§ 2. By telegrams in code language, those are meant of which the text contains words belonging to that language. They are divided into two categories :

Category A. Telegrams of which the text contains code words formed of 10 letters at most and containing at least one vowel if they are of 5 letters at most, two vowels at least if they are of 6, 7, or 8 letters, and three vowels at least if they are of 9 or 10 letters. In words of more than 5 letters there must be at least one vowel in the first 5 letters and at least one vowel in the rest of the word, it being understood that words of 9 or 10 letters must contain total of at least three vowels. The vowels are *a, e, i, o, u, y*. Combinations of two or more plain language words contrary to the usage of the language to which these words belong are forbidden.

Category B. Telegrams of which the text contains code words of not more than 5 letters, without conditions or restrictions as to the construction of these words. Figures and groups of figures are not allowed, but commercial marks consisting of a combination of figures and

par un mélange de chiffres et de lettres sont acceptées si l'expéditeur peut démontrer qu'il s'agit réellement de marques de commerce.

L'agent qui accepte un télégramme de la catégorie B inscrit sur la minute la mention de service = CDE = qui est transmise en tête du préambule du télégramme, jusqu'à destination.

§ 3. Dans les deux catégories de télégrammes, A et B, les mots convenus ne peuvent pas contenir les lettres accentuées *ä, å, å, é, ñ, ö, ü* et les combinaisons *ae, aa, ao, oe, ue, ch* sont comptées chacune pour deux lettres.

§ 4. Les télégrammes de la catégorie A sont soumis au plein tarif ; ceux de la catégorie B sont taxés aux $\frac{2}{3}$ du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen et aux $\frac{3}{4}$ du tarif plein s'il s'agit du régime européen (article 23, paragraphes 2 et 3).

§ 5. Pour la taxation, un télégramme en langage convenu ne peut pas être considéré comme appartenant en partie à la catégorie A et en partie à la catégorie B. A ce point de vue, il doit se classer dans l'une des deux catégories à l'exclusion de l'autre.

§ 6. Pour les télégrammes convenus ou mixtes de la catégorie A, l'expéditeur est tenu de présenter le code d'après lequel le texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'Administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

Article 10. § 1. 1^o. A remplacer par :

1^o De chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète ;

Article 21. Modifier et compléter comme suit :

§ 1. Biffer le 4^o.

§ 4. (1) et (2) à remplacer par :

§ 4. (1). Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à 10 lettres pour les télégrammes de la catégorie A et à 5 lettres pour les télégrammes de la catégorie B (article 9, paragraphe 2).

(2). Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu de la catégorie A, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de 10 lettres. l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de 10 lettres. Lorsque le télégramme

letters are accepted if the sender can show that they genuinely are commercial marks.

The telegraphist accepting a telegram of category B writes on the form the service indication — CDE —, which is transmitted to the destination at the beginning of the preamble of the telegram.

§ 3. In the two categories of telegrams, A and B, code words must not contain the accented letters *ä, å, å, é, ñ, ö, ü*, and the group-*ae, aa, ao, oe, ue, ch*, are counted each as two letters.

§ 4. Telegrams of category A are subject to the full tariff ; those of category B are charged at $\frac{2}{3}$ of the full tariff in the case of the extra-European system and at $\frac{3}{4}$ of the full tariff in the case of the European system. (Art. 23, §§ 2 and 3).

§ 5. For the purpose of charges a telegram in code language cannot be considered as belonging partly to category A and partly to category B. For this purpose, it must be classified in one of the two categories to the exclusion of the other.

§ 6. For code or mixed telegrams of category A, the sender is required to produce the code according to which the text of the telegram has been expressed, if the office of origin or the Administration to which this office is subject so requests.

Article 10. § 1. (1) To be replaced by :

(1) Of Arabic figures, groups or series of Arabic figures with a secret meaning ;

Article 21. To be amended and supplemented as follows :

§ 1. Delete 4th.

§ 4. (1) and (2) to be replaced by :

§ 4. (1) In code language the maximum length of a word is fixed at 10 letters for telegrams of category A and at 5 letters for telegrams of category B. (Art. 9, § 2).

(2) In a mixed telegram of which the text contains both plain language words and code words of category A the plain language words in the text are counted at the rate of 10 letters to a word, the excess being counted at the rate of one word for each connected series of 10 letters. When the telegram falls under cate-

se range dans la catégorie B, ces mots en langage clair sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de 5 lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

Si le télégramme mixte de la catégorie A comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du paragraphe 7 ci-après.

§ 8. *A remplacer par :*

§ 8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises dans les télégrammes en langage clair, dans les télégrammes en langage convenu de la catégorie A et dans les télégrammes mixtes clair-chiffré, c'est-à-dire ceux dont le texte contient à la fois des mots en langage clair et des groupes de chiffres; il en est de même lorsque les réunions ou altérations sont dissimulées au moyen du renversement de l'ordre des lettres ou des syllabes. Toutefois, les noms de villes et de pays, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française dont il peut être justifié au besoin, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres peuvent être groupés en un seul mot qui est compté conformément aux prescriptions de cet article, paragraphes 3 et 4. Les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple : trentetrente au lieu de troismillestrente ou sixquatresix au lieu de sixcentquarantesix, sont également admis et comptés à raison de 5 lettres (convenu B), 10 lettres (convenu A) ou 15 lettres (clair).

§ 10. (1) *A remplacer par :*

§ 10. (1) Toutefois, lorsqu'un télégramme en langage clair ou un télégramme mixte clair-chiffré contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle du pays d'origine, contraire à l'usage de cette langue, les administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut refuser de remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

gory B, these plain language words are counted at the rate of 5 letters to a word, the excess being counted at the rate of one word for each connected series of 5 letters.

If the mixed telegram of category A contains, in addition, a text in cypher language, the passages in cypher are counted according to the provisions of § 7 below.

§ 8 *To be replaced by :*

§ 8. Combinations or alterations of words contrary to the usage of the language to which they belong are not allowed in telegrams in plain language, in telegrams in code language of category A or in mixed telegrams in plain and cypher language, namely, those of which the text contains both plain language words and groups of figures; the same rule applies when the combinations or alterations are disguised by reversing the order of the letters or syllables. Nevertheless, the names of towns and countries, family names belonging to one person, the full names of places, squares, boulevards, streets and other public ways, names of ships, compound words admitted as such in English and French which can be justified if necessary, whole numbers, fractions, decimal or fractional numbers written in words, may be grouped as a single word, which is counted in accordance with the provisions of §§ 3 and 4 of this Article. Numbers written in words which represent single figures or groups of figures taken separately, for example : thirtythirty instead of threethousand and thirty or sixfoursix instead of sixhundredandfortysix, are also admitted and counted at the rate of 5 letters (code B), 10 letters (code A) or 15 letters (plain).

§ 10 (1) *To be replaced by :*

§ 10 (1). Nevertheless, when a telegram in plain language or a telegram in mixed plain and cypher language contains combinations or alterations of words of a language other than that of the country of origin, contrary to the usage of the language, Administrations have the right to direct that the delivery office shall collect from the addressee the amount undercharged. When this right is exercised, the delivery office may refuse to deliver the telegram if the addressee refuses to pay.

§ II (I) *A remplacer par :*

§ II. (I) Lorsque l'Administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme en langage clair ou en langage mixte clair-chiffré, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxe sont dues aux différentes administrations intéressées.

Ajouter le nouveau paragraphe ci-après :

§ 12. Les Administrations dont dépend le bureau de destination ou de transit d'un télégramme contenant des mots du langage convenu de la catégorie A ne répondant pas aux règles de construction imposées ont le droit de débiter, au besoin d'office à office, l'Administration d'origine du montant de la taxe supplémentaire due.

Article 22. Page 32, lire :

Emvthf (marque de commerce ou groupe de lettres)	2
Emvchf (marque de commerce ou groupe de lettres)	2

Article 25. § 2. A remplacer par :

§ 2. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toutefois :

a) Pour les télégrammes en langage convenu de la catégorie B (article 9, paragraphe 2), il est obligatoirement perçu un minimum de taxe de quatre mots.

b) Pour la correspondance du régime européen, chaque Administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme et, en se conformant à l'article 29 du Règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

Article 37. Page 47, § I. a) (I) Ajouter :

CDE Télégramme en langage convenu de la catégorie B.

Page 49, litt. f (2), 2°. A remplacer par :

2° Au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres (catégorie B) ou plus de 10 lettres (catégorie A).

§ II (I). *To be replaced by :*

§ II (I). When the Administration of origin ascertains that an undercharge has been made for a telegram in plain language or in mixed plain and cypher language, it may collect the deficiency from the sender, and it acts similarly when the irregularity is brought to its notice by an Administration of transit or the Administration of delivery. In the latter case, if the charges can be collected, their shares of the amount are due to the different Administrations concerned.

Add the following new § :

§ 12. Administrations responsible for the office of destination or of transit of a telegram containing words in code language of category A not in accordance with the prescribed rules for construction, have the right to charge, if necessary from one office to another, the Administration of origin with the amount of the supplementary charge due.

Article 22, page 32, read :

Emvthf (commercial mark or group of letters)	2
Emvchf (commercial mark or group of letters)	2

Article 25, § 2. To be replaced by :

§ 2. The tariff is established by word pure and simple. Nevertheless :

(a) For telegrams in code language of category B (Art. 9, § 2), a minimum charge for four words must be collected.

(b) For correspondence of the European system, each Administration may impose a minimum charge which must not exceed one franc fifty (1 fr. 50) per telegram, and may collect the charge in any way convenient to it, subject to the observance of Article 29 of the Regulations.

Article 37, page 47, § I (a) (I) Add :

CDE Telegram in code language of category B.

Page 49, f (2) (2). To be replaced by :

(2) To the case of a telegram, of which the text is in code language, containing plain language words of more than 5 letters (category B) or of more than 10 letters (category A).

Article 79. § 1. Ajouter à la fin :

..... accessoires. Toutefois, pour les télégrammes du régime extra-européen, il est tenu compte du minimum de perception appliqué aux télégrammes en langage convenu de la catégorie B (article 25, paragraphe 2 a).

Les additions et modifications ci-dessus seront mises en application à la date du 1^{er} octobre 1929.

Article 79, § 1. Add at the end :

..... charges. Nevertheless, for telegrams of the extra-European system account is taken of the minimum charge applied to telegrams in code language of category B. (Article 25, § 2, a).

The above additions and amendments shall apply as from October 1, 1929.

N^o 1366. — MODIFICATION¹ DU RÈGLEMENT DE POLICE POUR LA NAVIGATION DU RHIN, Y COMPRIS LE WAAL ET LE LEK, ARRÊTÉE PAR LA COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN, DANS SA SÉANCE D'AVRIL 1926.

No. 1366. — AMENDMENT¹ TO THE POLICE REGULATIONS REGARDING NAVIGATION ON THE RHINE, THE WAAL AND THE LEK, ADOPTED BY THE CENTRAL COMMISSION FOR THE NAVIGATION ON THE RHINE, AT ITS MEETING OF APRIL 1926.

NOUVELLE MODIFICATION AU RÈGLEMENT SUSMENTIONNÉ, ARRÊTÉE PAR LA COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN AU COURS DE LA SESSION D'AVRIL 1929.

FURTHER AMENDMENT TO THE ABOVE-MENTIONED REGULATIONS, ADOPTED BY THE CENTRAL COMMISSION FOR THE NAVIGATION ON THE RHINE, AT ITS SESSION OF APRIL 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 1^{er} août 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, August 1, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOLE 6.

PROTOCOL 6.

L'alinéa 1^{er} du paragraphe 6 de l'article 11 du Règlement de police pour la navigation du Rhin est modifié comme il suit :

Article 11 (6), first paragraph, of the Police Regulations regarding navigation on the Rhine shall be amended as follows :

L'intervalle entre le remorqueur et le premier bateau remorqué ne doit pas excéder 120 m. Toutefois, dans un convoi montant ne comprenant qu'un seul bateau remorqué et dont la portée en lourd est supérieure à 1000 tonnes (20.000 quintaux) cet intervalle peut être augmenté sans dépasser 200 mètres. Les intervalles successifs entre bateaux remorqués ne doivent pas excéder 80 m.

The space between the tug and the first vessel in tow shall not exceed 120 m. If, however, in a train proceeding upstream only one vessel is in tow and if the dead cargo capacity of such vessel exceeds 1,000 tons (20,000 quintals), such space may be greater, but may not exceed 200 m. The spaces between the vessels in tow shall not exceed 80 m.

Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} août 1929.

This provision shall come into force on August 1, 1929.

¹ Vol. LVII, page 437 ; et vol. LXXVIII, page 490, de ce recueil.

¹ Vol. LVII, page 437, and Vol. LXXVIII, page 490, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOLE 15.

PROTOCOL 15.

L'article 21 paragraphe 8 est complété par un alinéa ainsi conçu :

Toutefois, des dérogations pour l'emploi de projecteurs peuvent être accordées par les autorités des Etats riverains, à titre d'essai et pour les voyages à la remonte, mais l'emploi des projecteurs doit être strictement limité aux besoins de la navigation en évitant autant que possible de gêner les autres navigateurs et les riverains.

Cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} août 1929, provisoirement pour la durée de deux ans.

The following paragraph shall be added to complete Article 21, paragraphe 8 :

Exceptions in regard to the use of searchlights may, however, be allowed by the authorities of the riparian States for experimental purposes and for voyages upstream, but their use shall be strictly limited to the requirements of navigation, and care must be taken as far as possible to avoid incommoding other navigators and persons living along the bank of the river.

This stipulation shall come into force on August 1, 1929, provisionally, for a period of two years.

N^o 1371. — CONVENTION ¹ PROVISoire CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA POLOGNE. SIGNÉE A LA HAYE, LE 4 NOVEMBRE 1925.

No. 1371. — PROVISIONAL CONVENTION ¹ REGARDING AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND POLAND. SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 4, 1925.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA CONVENTION CI-DESSUS. VARSOVIE, LES 26 MARS ET 30 AVRIL 1929.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ABOVE CONVENTION. WARSAW, MARCH 26 AND APRIL 30, 1929.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 4 juin 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, June 4, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS
N^o 405.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 405.

VARSOVIE, le 26 mars 1929.

WARSAW, March 26, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE.

YOUR EXCELLENCY,

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 8 mars dernier, N^o P. I. K. 73088, par

I beg to refer to your note No. P.I.K. 73088 of March 8 last, informing me that the Polish

¹ Vol. LVIII, page 179, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LVIII, page 179, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

laquelle elle a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement polonais accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté la Reine de convenir par un échange de notes qu'en attendant la dénonciation de la Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Pologne, signée à La Haye, le 4 novembre 1925, les stipulations de la Convention internationale relative à la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919, ainsi que des protocoles modifiant les articles 5 et 34 de ladite convention l'emporteront — le cas échéant — sur celles de la Convention provisoire de La Haye, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence — si cette manière de procéder lui convient — qu'il sera entendu que la présente note et la réponse qu'elle me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Je saisis, etc.

(Signé) W. B. ENGELBRECHT.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P.I.K. 73412.

VARSOVIE, le 30 avril 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° 405 en date du 26 mars dernier dont la teneur suit :

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 8 mars dernier, N° P.I.K. 73088, par laquelle Elle a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement polonais accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté la Reine de convenir par un échange de notes qu'en attendant la dénonciation de la Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre les

Government accepts the proposal of Her Majesty's Government to agree by an exchange of notes that, pending the denunciation of the Provisional Convention regarding aerial navigation between the Netherlands and Poland, signed at The Hague, on November 4, 1925, the provisions of the International Convention regarding aerial navigation, signed in Paris, on October 13, 1919, together with the protocols modifying Articles 5 and 34 of the said Convention, shall, if the case arises, take precedence over those of The Hague Provisional Convention. I am instructed by my Government to inform you that — if you assent to this procedure — the present note and your reply thereto shall be understood to constitute an agreement on the subject between our two countries.

I have the honour, etc.

(Signed) W. B. ENGELBRECHT.

His Excellency
M. Auguste Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. P.I.K. 73412.

WARSAW, April 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 405 of March 26 reading as follows :

I beg to refer to your note No. P.I.K. 73088 of March 8 last, informing me that the Polish Government accepts the proposal of Her Majesty's Government to agree by an exchange of notes that, pending the denunciation of the Provisional Convention regarding aerial navigation between the Netherlands and Poland, signed at The Hague on November 4, 1925, the provisions

Pays-Bas et la Pologne, signée à La Haye, le 4 novembre 1925, les stipulations de la Convention internationale relative à la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919, ainsi que des protocoles modifiant les articles 5 et 34 de ladite convention l'emporteront — le cas échéant — sur celles de la convention provisoire de La Haye, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence — si cette manière de procéder lui convient — qu'il sera entendu que la présente note et la réponse qu'elle me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Je tiens en même temps à porter à Votre connaissance que le Gouvernement polonais est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas qu'en attendant la dénonciation de la Convention provisoire concernant la navigation aérienne entre la Pologne et les Pays-Bas, signée à La Haye, le 4 novembre 1925, les stipulations de la Convention internationale relative à la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919, ainsi que les protocoles modifiant les articles 5 et 34 de ladite convention l'emporteront — le cas échéant — sur celles de la Convention provisoire de La Haye, et que la présente note ainsi que la note susmentionnée serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Veillez, etc.

(*Signé*) Auguste ZALESKI.

Son Excellence
Monsieur Willem Bernard Engelbrecht,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
des Pays-Bas
à Varsovie.

of the International Convention regarding aerial navigation, signed in Paris, on October 13, 1919, together with the protocols modifying Articles 5 and 34 of the said Convention, shall, if the case arises, take precedence over those of The Hague Provisional Convention. I am instructed by my Government to inform you — that, if you assent to this procedure — the present note and your reply thereto shall be understood to constitute an agreement on the subject between our two countries.

I beg to inform you at the same time that the Polish Government agrees with the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands that, pending the denunciation of the Provisional Convention regarding aerial navigation between Poland and the Netherlands, signed at The Hague on November 4, 1925, the provisions of the International Convention regarding aerial navigation, signed in Paris on October 13, 1919, together with the protocols modifying Articles 5 and 34 of the said Convention, shall, if the case arises, take precedence over those of The Hague Provisional Convention, and that the present note, together with the note above referred to, shall constitute an agreement on this subject between our two countries.

I have the honour, etc.,

(*Signed*). Auguste ZALESKI.

His Excellency
Monsieur Willem Bernard Engelbrecht,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Netherlands
at Warsaw.

N^o 1414. — CONVENTION ¹ RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION ¹, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25, 1926.

RATIFICATIONS

Dépôt :
ESTONIE 16 mai 1929.
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES 28 septembre 1929.

RATIFICATIONS.

Deposit :
ESTONIA May 16, 1929.
KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ... September 28, 1929.

N^o 1425. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

No. 1425. — TRAITÉ ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF NORTHERN BORNEO TO THE ABOVE TREATY. ATHENS, FEBRUARY 12 AND 16, 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION AU TRAITÉ CI-DESSUS DU BORNÉO DU NORD. ATHÈNES, LES 12 ET 16 FÉVRIER 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 7 juin 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 7, 1929.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 37.

ATHENS, 12th February, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for

I.

LÉGATION BRITANNIQUE

N^o 37.

ATHÈNES, le 12 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères,

¹ Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil.

² Vol. LXI, page 15 ; vol. LXIII, page 428 ; et vol. LXXXIII, page 417, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485, and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

² Vol. LXI, page 15 ; Vol. LXIII, page 428, and vol. LXXXIII, page 417, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Foreign Affairs, to inform Your Excellency that the Government of the State of North Borneo have signified their desire to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Hellenic Government and His Majesty's Government on July 16th, 1926.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Percy LORAINÉ.

His Excellency
Monsieur Carapanos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
N° 64II.

ATHÈNES, le 16 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 37, datée du 12 courant, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser et par laquelle elle me faisait connaître l'accession de l'Etat de Bornéo du Nord au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement de Sa Majesté britannique, à Londres, le 16 juillet 1926.

J'ai l'honneur de prendre acte au nom du Gouvernement hellénique de cette communication et je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(Signed) A. CARAPANOS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine, Bart., K.C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
En Ville.

de faire connaître à votre Excellence que le Gouvernement de l'Etat de Bornéo du Nord a notifié son désir d'accéder au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement de Sa Majesté britannique, le 16 juillet 1926.

Veillez agréer, etc.

(Signed) Percy LORAINÉ.

Son Excellence
Monsieur Carapanos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 64II.

ATHENS, February 16, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 37 dated February 12 last in which you were good enough to inform me of the accession of the State of North Borneo to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Hellenic Government and His Britannic Majesty's Government, in London on July 16, 1926.

On behalf of the Hellenic Government I have taken due note of your communication and I have the honour to be, etc....

(Signed) A. CARAPANOS.

His Excellency,
Sir Percy Loraine, Bart., K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Athens.

N^o 1439. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TURC, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. ANGORA, LE 15 MARS 1927.

No. 1439. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE DANISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ANGORA, MARCH 15, 1927.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA PROROGATION DE CET ARRANGEMENT POUR UN NOUVEAU DÉLAI DE SIX MOIS A PARTIR DU 1^{ER} AOUT 1929. ANGORA, LE 30 JUILLET 1929.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROLONGATION OF THIS AGREEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF SIX MONTHS AS FROM AUGUST 1, 1929. ANGORA, JULY 30, 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 26 août 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, August 26, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

$\frac{704/2}{8}$

ANKARA, le 30 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de commerce, de navigation et d'établissement, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent à ce qu'à partir du 1^{er} août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance du Danemark, importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1^{er} février 1930, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Danemark pendant le délai précité, aux pro-

I.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

$\frac{704/2}{8}$

ANGORA, July 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that pending the conclusion and coming into force of a Treaty of Commerce, Navigation and Establishment, negotiations for which have already been begun, my Government agrees that as from August 1, 1929, agricultural and industrial products native to and exported from Denmark, and imported into Turkish territory, destined either for consumption or for re-exportation or for transit, shall up to February 1, 1930, enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that the application of this temporary system shall be consequent upon the application in Denmark within the prescrib-

¹ Vol. LXI, page 287 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXVIII, page 500 ; et vol. LXXXIII, page 419, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXI, page 287 ; Vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXVIII, page 500, and Vol. LXXXIII, page 419, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

duits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu, que le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de commerce, de navigation et d'établissement en cours de négociations.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Dr Rüşrü.

Son Excellence
M. Otto Carl Mohr,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
du Danemark,
E. V.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague, le 20 août 1929.

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

ANGORA, le 30 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un Traité de commerce, de navigation et d'établissement, dont les négociations ont déjà été entamées, le Gouvernement danois consent à ce qu'à partir du 1^{er} août 1929, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire danois et destinés, soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent jusqu'au 1^{er} février 1930 du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le délai précité, aux produits du sol et de l'industrie originaire et en prove-

ed period of the most-favoured-nation treatment to agricultural and industrial products native to and exported from Turkey.

It is also understood that the present *modus vivendi* shall be prolonged by tacit consent unless one of the two Contracting Parties denounces it, giving thirty days' notice.

Its effects shall cease *ipso facto* on the date of the coming into force of the Treaty of Commerce, Navigation and Establishment now under negotiation.

I have, etc....

(Signed) Dr. Rüşrü.

His Excellency
M. Otto Carl Mohr,
Danish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
E. V.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

ANGORA, July 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that pending the conclusion and coming into force of a Treaty of Commerce, Navigation and Establishment, negotiations for which have already been begun, the Danish Government agrees that as from August 1st, 1929, agricultural and industrial products native to and exported from Turkey, and imported into Danish territory destined either for consumption or for re-exportation or for transit, shall up to February 1, 1930, enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that the application of this temporary system shall be consequent upon the application in Turkey, within the prescribed period, of the most-favoured-nation treatment

nance du Danemark du traitement de la nation la plus favorisée.

Il demeure également entendu, que le présent *modus vivendi* sera prorogé par tacite reconduction si l'une des deux Parties contractantes ne l'a pas dénoncé moyennant un préavis de trente jours.

Il cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur de la Convention de commerce, de navigation et d'établissement en cours de négociations.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) O. C. MOHR.

Son Excellence

Le D^r Tewfik Rouschdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères
de la République turque,
En Ville.

Pour copie certifiée conforme :

Copenhague, le 20 août 1929.

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

to agricultural and industrial products native to and exported from Denmark.

It is also understood that the present *modus vivendi* shall be prolonged by tacit consent unless one of the two Contracting Parties denounces it, giving thirty days notice.

Its effects shall cease *ipso facto* on the date of the coming into force of the Treaty of Commerce, Navigation and Establishment now under negotiation.

I have, etc.

(Signed) O. C. MOHR.

His Excellency

Dr. Tewfik Rouschdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Turkish Republic.
E. V.

N^o 1490. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE REVISANT CERTAINES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ANGLO-ESPAGNOL DU 31 OCTOBRE 1922. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 AVRIL 1927.

No. 1490. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN REVISING CERTAIN PROVISIONS OF THE ANGLO-SPANISH TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF OCTOBER 31, 1922. SIGNED AT LONDON, APRIL 5, 1927.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DES BERMUDES A LA CONVENTION CI-DESSUS. MADRID, LES 9 ET 21 FÉVRIER 1929.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF BERMUDA TO THE ABOVE CONVENTION. MADRID, FEBRUARY 9 AND 21, 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 7 juin 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June, 7, 1929.

(Voir Traité N^o 719 page 314 de ce volume).

(See Treaty N^o 719, page 314 of this Volume.)

¹ Vol. XXVIII, page 339; vol. LIV, page 391; vol. LXIII, page 189; vol. LXXVIII, page 504; et vol. LXXXIII, page 432, de ce recueil.

¹ Vol. XXVIII, page 339; Vol. LIV, page 391; Vol. LXIII, page 189; Vol. LXXVIII, page 504, and Vol. LXXXIII, page 432, of this Series.

N^o 1609. — ECHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, CONFIRMANT L'ACCORD DU 18 AOUT 1927, AU SUJET DE L'ADMINISTRATION DES NOUVELLES-HÉBRIDES. PARIS, LE 31 AOUT ET LE 14 SEPTEMBRE 1927.

No. 1609. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE FRENCH GOVERNMENT CONFIRMING THE AGREEMENT OF AUGUST 18, 1927, REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE NEW HEBRIDES. PARIS, AUGUST 31, AND SEPTEMBER 14, 1927.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD DU 18 AOUT 1927 RELATIF AUX NOUVELLES-HÉBRIDES. PARIS, LE 13 MARS 1929.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE AGREEMENT OF AUGUST 18, 1927, IN REGARD TO THE NEW HEBRIDES. PARIS, MARCH 13, 1929.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 26 juillet 1929.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, July 26, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. BRIAND A SIR W. TYRRELL.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 13 mars 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

A la date du 20 décembre 1928, votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne était disposé à accepter la suggestion du Gouvernement de la République tendant à incorporer, dans un échange de lettres, les modifications que les deux gouvernements s'étaient mis d'accord pour apporter à l'article 2 de l'Accord du 18 août 1927, relatif à l'organisation du condominium anglo-français aux Nouvelles-Hébrides.

A cet effet, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence le nouveau texte de l'article 2, qui se trouvera désormais rédigé comme il suit :

« 2. Pour assurer le fonctionnement continu des travaux du Tribunal et conformément au paragraphe 4 de l'article 10

I.

M. BRIAND TO SIR W. TYRRELL.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, March 13, 1929.

SIR,

On the 20th December, 1928, Your Excellency was good enough to inform me that His Majesty's Government in Great Britain were ready to accept the suggestion of the Government of the Republic to embody in an exchange of notes the modifications which the two Governments had agreed to introduce into article 2 of the agreement of the 18th August, 1927, concerning the organisation of the Anglo-French Condominium in the New Hebrides.

I have accordingly the honour to submit to your Excellency the new text of article 2, which will in future read as follows :

“ 2. In order to ensure the uninterrupted working of the Joint Court, and in accordance with paragraph 4 of article 10

¹ Vol. LXIX, page 269, de ce recueil.

² Communiquée par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Vol. LXIX, page 269, of this Series.

² Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

du Protocole du 6 août 1914, un « magistrat-délégué », nommé par les deux gouvernements, assurera l'intérim du président ou du procureur, qui ne devront s'absenter que successivement. Quant à l'intérim de l'avocat des indigènes, il devra être assuré, le cas échéant, par le procureur titulaire, cumulativement avec ses propres fonctions. »

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien, en accusant réception de cette lettre, me confirmer l'acceptation par le Gouvernement de Sa Majesté de la modification, proposée ci-dessus, au texte primitif de l'accord du 18 août 1927.

Veillez agréer, etc.

*Pour le ministre des Affaires étrangères
et par la délégation, l'Ambassadeur
de France, secrétaire général,*

BERTHELOT.

2.

SIR W. TYRRELL TO M. BRIAND.

BRITISH EMBASSY.

PARIS, *March* 13, 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date and to inform you that His Majesty's Government in Great Britain agree to the modifications of article 2 of the agreement of the 18th August, 1927, regarding the administration of the Anglo-French Condominium in the New Hebrides.

2. Paragraph 1 of article 2 will therefore read as follows :

« 2. Pour assurer le fonctionnement continu des travaux du Tribunal et conformément au paragraphe 4 de l'article 10 du Protocole du 6 août 1914, un « magistrat-délégué », nommé par les deux gouverne-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

of the Protocol of the 6th August, 1914, a legal commissioner, appointed by the two Governments, will act temporarily in the absence of the President or Public Prosecutor, who may absent themselves only in rotation. In the absence of the Native Advocate, his functions will be performed, if necessary, by the Public Prosecutor, in addition to his own functions."

I should be grateful if, in acknowledging the receipt of this letter, your Excellency would kindly confirm to me the acceptance by His Majesty's Government of the above-mentioned modifications in the original text of the agreement of the 18th August, 1927.

I have, etc.

*(For the Minister for Foreign
Affairs.)*

BERTHELOT,
*Ambassador of France,
Secretary-General.*

2.

SIR W. TYRRELL A M. BRIAND.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

PARIS, *le 13 mars* 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, et de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne accepte les modifications de l'article 2 de l'Accord du 18 août 1927, relatif à l'organisation du Condominium anglo-français aux Nouvelles-Hébrides.

2. Le paragraphe 1 de l'article 2 sera donc conçu comme suit :

« 2. Pour assurer le fonctionnement continu des travaux du Tribunal et conformément au paragraphe 4 de l'article 10 du Protocole du 6 août 1914, un « magistrat-délégué », nommé par les deux gouverne-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ments, assurera l'intérim du président ou du procureur, qui ne devront s'absenter que successivement. Quant à l'intérim de l'avocat des indigènes, il devra être assuré le cas échéant, par le procureur titulaire, cumulativement avec ses propres fonctions."

I have, etc.

(Signed) W. TYRRELL.

ments, assurera l'intérim du président ou du procureur, qui ne devront s'absenter que successivement. Quant à l'intérim de l'avocat des indigènes, il devra être assuré, le cas échéant, par le procureur titulaire, cumulativement avec ses propres fonctions. »

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. TYRREL.

N^o 1644. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 2 JUIN 1926.

DÉNONCIATION

Dénonciation par la Turquie, effective à partir du 2 juillet 1929.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 10 août 1929.

No. 1644. — CONVENTION ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, JUNE 2, 1926.

DENUNCIATION.

Denunciation by Turkey effective as from July 2, 1929.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, August 10, 1929.

N^o 1716. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY, CONCERNANT LA PROROGATION DE LA VALIDITÉ DU TRAITÉ DU 21 JUILLET 1887 ÉTABLISSANT LE TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE PARAGUAY. ASUNCION, LE 26 FÉVRIER 1927.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE CE TRAITÉ JUSQU'AU 31 JUILLET 1929. ASUNCION, LES 8 ET 9 JANVIER 1929.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 13 juin 1929.

No. 1716. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY, REGARDING THE PROLONGATION OF THE VALIDITY OF THE TREATY OF JULY 21, 1887, ESTABLISHING MOST - FAVOURED - NATION TREATMENT BETWEEN GERMANY AND PARAGUAY. ASUNCION, FEBRUARY 26, 1927.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION OF THIS TREATY UNTIL JULY 31, 1929. ASUNCION, JANUARY 8 AND 9, 1929.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, June 13, 1929.

¹ Vol. LXX, page 329, de ce recueil.

² Vol. LXXIII, page 235, de ce recueil.

¹ Vol. LXX, page 329, of this Series.

² Vol. LXXIII, page 235, of this Series.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

Sección Política y Diplomática.

Número II.

ASUNCIÓN, Enero 8 de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

No habiendo aun terminado las negociaciones para la celebración de un tratado de comercio entre el Paraguay y Alemania y que van a ser proseguidas inmediatamente, mi gobierno está conforme en extender la prórroga anteriormente acordada al tratado de comercio de 1887, que expira el 27 de Febrero del año corriente, hasta el día 31 de Julio del mismo año, con la salvedad o restricción que se expresa en el oficio pasado a Vuestra Excelencia el día 7 de Enero de 1928.

Aprovecho esta nueva oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta consideración.

(*ido*) G. ZUBIZARRETA.
Ministro.

A Su Excelencia el Señor Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario de Alemania
Don Rodolfo von Bülow
Presente.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

ASUNCIÓN.

Nr. 2.

ASUNCIÓN, den 9. Januar 1929.

HERR MINISTER,

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der Note vom 8. d. M. — Nr. II — ergebenst zu bestätigen.

Auch die Deutsche Regierung ist mit der Regierung Eurer Exzellenz in dem Wunsche einig, die über den neu abzuschliessenden Handelsvertrag eingeleiteten Verhandlungen in möglichst kurzer Zeit zum Abschluss zu bringen, und zwar auf der Grundlage des von der Deutschen Regierung vorgelegten Entwurfes.

Da jedoch der Ablauf der früheren Verlängerung des Handelsvertrages von 1887 unmittelbar bevorsteht, ist die Deutsche Regierung mit einer weiteren Verlängerung bis zum 31. Juli d. J. mit der Einschränkung einverstanden, dass Paraguay sich für diese Zeit das Recht vorbehält, seinen Nachbarländern besondere Begünstigungen einzuräumen und bereits bewilligte Begünstigungen weiterzugewähren.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zum Ausdruck zu bringen.

(*gez.*) R. VON BÜLOW.

Seiner Exzellenz dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten
Herrn Dr. Geronimo Zubizarreta,
Asunción.

¹ TRADUCTION.

I.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.
 MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 Section politique et diplomatique.
 N° II.

ASUNCIÓN, le 8 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations tendant à la conclusion d'un traité de commerce entre le Paraguay et l'Allemagne n'étant pas encore terminées et devant se poursuivre incessamment, mon gouvernement accepte que la période pour laquelle il avait été convenu de proroger le Traité de commerce de 1887, à savoir jusqu'au 27 février 1929, soit prolongée jusqu'au 31 juillet de la même année, avec la réserve ou restriction exprimée dans la note adressée à Votre Excellence le 7 janvier 1928.

Veillez agréer, etc.

(*Signé*) G. ZUBIZARRETA,
Ministre.

A Son Excellence
 Monsieur Rudolf von Bülow,
 Envoyé extraordinaire et
 Ministre plénipotentiaire
 du Reich allemand.
 Asunción.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
 ASUNCIÓN.
 N° 2.

ASUNCIÓN, le 9 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note N° II du 8 de ce mois.

Le Gouvernement allemand partage lui aussi avec le Gouvernement de Votre Excellence le désir de voir aboutir le plus rapidement pos-

¹ TRANSLATION.

I.

REPUBLIC OF PARAGUAY
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 Political and Diplomatic Section.
 No. II.

ASUNCIÓN, January 8, 1929.

SIR,

In view of the fact that the negotiations for the conclusion of a treaty of commerce between Paraguay and Germany have not yet come to an end and are to be resumed immediately, my Government consents to an extension of the previous prolongation of the Treaty of commerce of 1887, which expires on February 27 of this year, until July 31 of this year, with the reservation or restriction specified in the letter addressed to Your Excellency on January 7, 1928.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) G. ZUBIZARRETA,
Minister.

To His Excellency
 M. Rudolf von Bülow,
 Envoy Extraordinary and
 Minister Plenipotentiary of Germany,
 Asunción.

II.

GERMAN LEGATION.
 ASUNCIÓN.
 No. 2.

ASUNCIÓN, January 9, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. II of the 8th instant.

The German Government shares the desire of your Excellency's Government that the negotiations for the conclusion of the new

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sible, sur la base du projet présenté par le Gouvernement allemand, les négociations entamées au sujet du nouveau traité de commerce dont la conclusion est envisagée.

Toutefois, étant donné l'expiration imminente de la période pour laquelle le Traité de commerce de 1887 a été déjà prorogé, le Gouvernement allemand consent à une nouvelle prorogation jusqu'au 31 juillet 1929, le Paraguay se réservant pour cette période le droit d'accorder des avantages spéciaux aux pays voisins et de continuer à appliquer à ces pays les avantages spéciaux qu'il leur a déjà accordés.

Veillez agréer, etc.

(Signé) R. VON BÜLOW.

A Son Excellence

Monsieur le docteur Gerónimo Zubizarreta,
Ministre des Affaires étrangères,
Asunción.

commercial treaty should be brought to a successful issue as soon as possible on the basis of the draft submitted by the German Government.

In view, however, of the fact that the previous prolongation of the Commercial Treaty of 1887 is about to expire, the German Government agrees to a further prolongation until July 31 of this year with the restriction that Paraguay reserves the right during this period to accord special advantages to neighbouring States and to maintain those which she has already granted.

I have the honour, etc.,

(Signed) R. VON BÜLOW.

To His Excellency

Dr. Gerónimo Zubizarreta,
Minister for Foreign Affairs,
Asunción.

N^o 1743. — CONVENTION ¹ D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. REVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1743. — UNION CONVENTION ¹ OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSIONS

SUISSE, effective à partir du 15 juin 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 16 mai 1929.

BELGIQUE, effective à partir du 27 juillet 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 3 juillet 1929.

TRINITÉ ET TOBAGO, effective à partir du 21 octobre 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 26 septembre 1929.

ACCESSIONS.

SWITZERLAND, effective as from June 15, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 16, 1929.

BELGIUM, effective as from July 27, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 3, 1929.

TRINIDAD and TOBAGO, effective as from October 21, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 26, 1929.

¹ Vol. LXXIV, page 289; et vol. LXXXIII, page 464, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 289, and Vol. LXXXIII, page 464, of this Series.

N^o 1744. — ARRANGEMENT ¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891 CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1744. — AGREEMENT ¹ OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS. REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSIONS

TRINITÉ et TOBAGO, effectives à partir du 21 octobre 1929.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 26 septembre 1929.

ACCESSIONS.

TRINIDAD and TOBAGO, effective as from October 21, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, September 26, 1929.

N^o 1745. — ARRANGEMENT ² DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1745. — AGREEMENT ² CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS. REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ADHÉSION

BELGIQUE, effective à partir du 27 juillet 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 3 juillet 1929.

ACCESSION.

BELGIUM, effective as from July 27, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 3, 1929.

¹ Vol. LXXIV, page 319, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 327 ; et vol. LXXXIII, page 464, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 319, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 327. and Vol. LXXXIII, page 464, of this Series.

N^o 1746. — ARRANGEMENT ¹ DE LA HAYE DU 6 NOVEMBRE 1925, CONCERNANT LE DÉPOT INTERNATIONAL DES DESSINS OU MODÈLES INDUSTRIELS.

ADHÉSION

BELGIQUE, effective à partir du 27 juillet 1929.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 3 juillet 1929.

N^o 1752. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET LÉTTON COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 2 JUIN 1928.

Présenté à l'enregistrement par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 juin 1929.

N^o 1761. — ACCORD ³ COMMERCIAL ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 17 AOUT 1927.

PROTOCOLE ⁴ A L'ACCORD CI-DESSUS, SIGNÉ A PARIS, LE 20 JUIN 1928, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF, PARIS, LES 29 ET 31 OCTOBRE 1928.

Communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le consul général d'Allemagne à Genève, le 16 mai 1929.

PROTOCOLE

A L'ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND DU 17 AOUT 1927.

Le GOUVERNEMENT FRANÇAIS et le GOUVERNEMENT ALLEMAND, à la suite des pourparlers intervenus pour l'application de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, sont tombés d'accord pour apporter, en ce qui concerne certains produits, les modifications ci-après à l'accord commercial du 17 août 1927 :

¹ Vol. LXXIV, page 341, de ce recueil.

² Vol. LXXV, page 69, de ce recueil.

³ Vol. LXXVI, page 5, de ce recueil.

⁴ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 25 avril 1929.

No. 1746. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925, CONCERNING THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF INDUSTRIAL DESIGNS OR MODELS.

ACCESSION.

BELGIUM, effective as from July 27, 1929.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 3, 1929.

No. 1752. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GERMAN AND LATVIAN GOVERNMENTS REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA, JUNE 2, 1928.

Presented for registration by the German Consul-General at Geneva, June 3, 1929.

No. 1761. — COMMERCIAL AGREEMENT³ BETWEEN GERMANY AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, AUGUST 17, 1927.

PROTOCOL⁴ TO THE ABOVE AGREEMENT, SIGNED AT PARIS, JUNE 20, 1928, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO, PARIS, OCTOBER 29 AND 31, 1928.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the German Consul-General at Geneva, May 16, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

PROTOKOLL

ZUM DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN HANDELSABKOMMEN VOM 17. AUGUST 1927.

DIE FRANZÖSISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG sind anlässlich der Besprechungen, die sie über die Durchführung des französisch-deutschen Handelsabkommens vom 17. August 1927 gepflogen haben, übereingekommen, hinsichtlich einiger Erzeugnisse folgende Abänderungen des Handelsabkommens vom 17. August 1927 zu vereinbaren :

¹ Vol. LXXIV, page 341, of this Series.

² Vol. LXXV, page 69, of this Series.

³ Vol. LXXVI, page 5, of this Series.

⁴ The exchange of ratifications took place at Paris, April 25, 1929.

I.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception*	Droits
0127	Oxyde d'étain brun	100 kg.	625,—
ex 0250	Collodion contenant plus de 10 % de cellulose soluble :		
	a) A base d'alcool-éther	idem	225,— ^{1 2}
	b) A base d'autres solvants	idem	225,— ^{1 2}
0289 bis	Acides dichloro et tétachlorophthaliques et leurs anhydres .	le kg.	16,25
0347	Caféine et ses sels	idem	25,—
359 ter	Les mêmes (articles dénommés au numéro 35) se bouchant à l'émeri		Droits du numéro 359, selon l'espèce, majorés de 50 francs par 100 kg.

¹ Non compris les taxes intérieures sur l'alcool, s'il y a lieu.

² En sus des droits ci-dessus, paiement, par chaque kilo de cellulose soluble excédant 10 %, d'une taxe de 4 fr. par kg.

II.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des produits	Droits à percevoir par quintal métrique
		reichsmarks

I. La rédaction du numéro « ex 50 » sera la suivante :

ex 50	Bananes :	
	Fraîches :	
	Sur tiges, en caisses à claire-voie	exemptes
	Autres	exemptes
	Séchées	2

Note. — Il est entendu que l'exemption pour les bananes fraîches autres ne faisant point l'objet d'une consolidation aux termes de l'Accord franco-allemand du 17 août 1927, la France continuera néanmoins à en jouir aussi longtemps que l'Allemagne n'établira pas, à la faveur d'une convention avec un pays tiers, un droit contractuel pour les deux catégories ci-dessus de bananes fraîches ou pour l'une d'elles. Dans ce cas, la France renoncera à l'exemption, mais obtiendrait le bénéfice de la consolidation du droit contractuel établi avec un pays tiers.

I.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Masstab	Zollsätze
0127	Zinnoxid, braun	100 kg.	625,—
0250	Collodium, enthaltend : Mehr als 10 v. H. lösliche Cellulose auf Basis von Alkohol-äther	»	225,— ^{1 2}
	Mehr als 10 v. H. lösliche Cellulose auf Basis anderer Lösungsmittel	»	225,— ^{1 2}
0289 bis	Dichlor- und Tetrachlorphthalsäuren und ihre Anhydride .	kg.	16,25
0347	Coffein und seine Salze	»	25,—
359 ter	Desgleichen (die in Nr. aus 359 genannten Waren), mit eingeriebenem Stöpfel		
			Die Zölle der Nr. 359, je nach der Art, mit einem Zuschlag von 50 Fr. für 100 kg.

¹ Ausschliesslich gegebenenfalls der inneren Abgaben für Alkohol.

² Ausser den obigen Zöllen ist für jedes Kilogramm lösliche Cellulose über 10 v. H. eine Abgabe von 4 Franken für das Kilogramm zu zahlen.

II.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollsatz für 1 dz.
		RM.

1. Die Nummer « aus 50 » erhält folgende Fassung :

aus 50	Bananen :	
	Frisch :	
	An Stämmen, in Steigen eingehend	frei
	Andere	frei
	Getrocknet	2.—

Anmerkung. — Es besteht Einverständnis darüber, dass Frankreich die Zollfreiheit für « Bananen, frisch, andere », für die ein Zugeständnis im deutsch-französischen Handelsabkommen vom 17. August 1927 nicht gewährt worden ist, nichtsdestoweniger so lange geniessen wird, als Deutschland nicht mit einem dritten Lande einen Vertragszoll für beide obengenannten Arten von frischen Bananen oder für eine von diesen vereinbart. In diesem Fall verzichtet Frankreich auf die Zollfreiheit, erhält jedoch zugleich den mit einem dritten Lande vereinbarten Vertragssatz zu eigenem Recht.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des produits	Droits à percevoir par quintal métrique
		reichsmarks

2. Aux alinéas 3 et 4 du numéro « ex 178 » et à l'alinéa 3 du numéro « ex-179 » les mots :

« Accompagnées d'une copie de l'acquit régional spécial de l'Administration de la Régie française ».

Seront remplacés, dans chaque cas, par les mots :

« Accompagnées du troisième volet de l'original de l'acquit régional spécial de l'Administration de la Régie française du « Certificat d'origine ».

3. Le numéro « ex 384 » aura la rédaction suivante :

ex 384 | Extraits pour le tannage, non dénommés ailleurs au tarif général . . . | exempts

4. Ajouter à l'alinéa 1 du numéro 1 des notes relatives aux numéros 405 et 408, le nouvel alinéa suivant :

La surtaxe de 50 % ne sera pas applicable aux crêpes blancs (y compris les rubans de crêpes) repris aux numéros 405 et 408 ni aux autres tissus non serrés, blancs, repris au numéro 408, à la condition que ces marchandises soient simplement chargées sans être spécialement teintées.

5. Ex-445. Tissus serrés pour meubles et tentures, etc.

Ajouter les notes suivantes :

Notes. — 1° Pour décider la question de savoir si les tissus importés en pièces au mètre sont destinés aux meubles et tentures ou non, il sera tenu compte, en premier lieu, des qualités extérieures de la marchandise, en particulier des dessins. En cas de doute, l'avis d'un expert sera demandé.

2° Les tissus pour linge de table (par exemple nappes à thé et à café, nappes pour restaurant), ayant des dessins tels qu'ils peuvent être simplement coupés en pièces découpées, ne seront pas considérés comme tissus pour meubles et tentures.

6. Le numéro « ex 527 » aura la rédaction suivante :

ex 527	Souliers en ouvrages de filés, entièrement ou partiellement en soie, avec semelles cousues d'autres matières :	
	Pour femmes :	
	La paire pesant 500 grammes au moins	600.—
	Autres	700.—
	Autres	800.—

7. Substituer la rédaction suivante au numéro « 556 » :

ex 556	Chaussures en cuir de toute espèce, même en peaux non débarrassées de leurs poils ou en peaux de poissons ou de reptiles, avec semelles autres (que de bois) :	
	La paire pesant plus de 1.200 grammes	85.—

Note. — Les doublures, garnitures, ornements et autres accessoires (boucles, nœuds, glands, broderies, lacets et autres semblables), n'exercent aucune influence sur la taxation des souliers en cuirs à moins que d'autres prescriptions du tarif général, en raison de ces combinaisons, ne prévoient un droit plus élevé.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollsatz für 1 dz.
		RM.

2. In den Absätzen 3 und 4 der Nummer « aus 178 » und im Absatz 3 der Nummer « aus 179 » sind die Worte :

« Begleitet von einer zweiten Ausfertigung des « acquit régional spécial » der französischen Regieverwaltung ».

jeweils zu ersetzen durch die Worte :

« Begleitet von dem dritten Abschnitt der Urschrift des « acquit régional spécial » der französischen Regieverwaltung, dem sogenannten (Certificat d'origine ».

3. Die Nummer « aus 384 » erhält folgende Fassung :

aus 384	Gerbstoffauszüge (Gerbstoffextrakte), im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt	frei
---------	--	------

4. Dem Absatz 1 der Ziffer 1 der « Anmerkungen zu Nr. 405 und 408 » ist folgender neuer Absatz anzufügen :

Der Zuschlag von 50 v. H. bleibt für weissen Krepp (einschliesslich der Kreppbänder) der Nummern 405 und 408 und für andere weisse undichte Gewebe der Nummer 408 unerhoben, sofern diese Waren ohne Beigabe eines besonderen Farbstoffes lediglich beschwert worden sind.

5. aus 445. Dichte Gewebe für Möbel- und Zimmerausstattung usw.

Es sind folgende Anmerkungen anzufügen :

Anmerkungen. — 1. Bei der Entscheidung der Frage, ob ein im Stück als Meterware eingehendes Gewebe für Möbel- und Zimmerausstattung bestimmt ist oder nicht, ist in erster Linie die äussere Beschaffenheit, insbesondere das Muster des Gewebes, in Betracht zu ziehen. In Zweifelsfällen ist das Gutachten Sachverständiger einzuholen.

2. Im Stück als Meterware eingehende Gewebe für Tischzeug (z. B. Tee- und Kaffeedecken, Decken für Gastwirtschaften), die derartig gemustert sind, dass sie durch blosses Zerschneiden in abgepasste Stücke zerlegt werden können, gelten nicht als Gewebe für Möbel- und Zimmerausstattung.

6. Die Nummer « aus 527 » erhält folgende Fassung :

aus 527	Schuhe aus Gespinstwaren, ganz oder teilweise aus Seide, mit angenähten Sohlen aus anderen Stoffen : Für Frauen : Das Paar im Gewicht von 500 gr. oder darunter Andere Andere	600,— 700,— 800,—
---------	---	-------------------------

7. Die Nummer « 556 » ist durch folgende Fassung zu ersetzen :

aus 556	Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen (als Holzsohlen) : Das Paar im Gewicht von mehr als 1,200 gr.	85,—
---------	--	------

Anmerkung. — Ausfütterungen, Besätze, Zierate und sonstige Zutaten (Schnallen, Maschen, Quasten, Stickereien, Schnürriemen und dergleichen) bleiben auf die Verzollung von Lederschuhen ohne Einfluss, soweit nicht die Schuhe durch diese Verbindungen nach anderweitigen Vorschriften des allgemeinen Tarifs unter höhere Zollsätze fallen.

8. Les notes prévues pour les numéros 791 et 792 seront modifiées de la manière suivante :

- a) Substituer à la note *ad* numéro 792 « le fil de fer devra être également considéré comme n'ayant pas subi un travail complémentaire, etc. » les dispositions suivantes :

Notes. — 1° Les droits contractuels du numéro 792 ne s'appliquent pas aux fils de fer pour dents de rôts (fils de fer ou d'acier plats, même à bords ovalisés) enroulés sous forme de rouleaux, de couronnes ou sur rouleaux de bois.

2° Le fil de fer devra être également considéré comme n'ayant pas subi de travail complémentaire, lorsqu'il présentera une légère application de cuivre obtenue à l'étrépage au moyen d'une solution de sel de cuivre.

- b) Ajouter à la note « aux numéros 785 A, 785 B, 791 et 792 », comme deuxième alinéa, le texte suivant :

La note ne s'applique pas aux marchandises nommément désignées ailleurs au tarif général, telles que les dents de rôts.

Le présent arrangement sera soumis à l'approbation parlementaire. Il sera ratifié en mis en vigueur à une date aussi rapprochée que possible et dans les formes qui seront fixées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Fait, en double exemplaire, en français et en allemand, à Paris, le 20 juin 1928.

A. BRIAND.
M. BOKANOWSKI.
HOESCH.
POSSE.

ÉCHANGE DE LETTRES

DEUTSCHE BOTSCHAFT

PARIS.

W. 2394.

I.

PARIS, den 29. Oktober 1928.

SEINER EXZELLENZ, DEM MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN,
HERRN ARISTIDE BRIAND, PARIS.

HERR MINISTER,

Unter Bezug auf die am 20. Juni 1928 in Paris zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung getroffenen Vereinbarungen über einige Abänderungen des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass sich die Deutsche Regierung mit folgender Änderung der Liste E des Abkommens einverstanden erklärt :

Im letzten Unterabsatz des ersten Absatzes der Nummer « aus 541 » (Hüte usw. : unausgerüstet : nur aus Palmblattstreifen usw.) ist

- a) Das Wort « geformt » und das folgende Komma zu streichen,

- b) Als Anmerkung 3 anzufügen.

3. Die hinterlegten Muster sind, abgesehen von den Bedingungen des Vertragszugeständnisses, nur für die Breite (Feinheit) des Flechtstreifens massgebend.

Diese Vereinbarung bedarf auf deutscher Seite der Ratifikation. Über den Tag des Inkrafttretens werden sich die beiden Regierungen verständigen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

HOESCH.

8. In den nach Nummer 792 aufgeführten Anmerkungen sind folgende Änderungen vorzunehmen :

- a) An Stelle der bisherigen Anmerkung zu Nummer 792 « Als nicht weiterbearbeitet ist usw. » treten folgende Bestimmungen :

Anmerkungen. — 1. Die Vertragssätze der Nummer 792 finden auf Rietdraht, flachen Eisendraht, auch mit abgerundeten Kanten (Weberblätterzahndraht) in Bunden, Ringen oder auf Holzrollen keine Anwendung.

2. Als nicht weiterbearbeitet ist auch Draht anzusehen, der nur infolge der Anwendung von Kupfersalzlösung beim Ziehen einen dünnen Kupferanflug aufweist.

- b) Der « Anmerkung zu Nr. 785 A, 785 B, 791 und 792 » ist als Absatz 2 anzufügen :

Die Anmerkung bezieht sich nicht auf solche Waren, die in anderen Nummern des allgemeinen Tarifs namentlich genannt sind, wie z. B. Weberblätterzähne.

Die vorstehende Vereinbarung soll den Gesetzgebenden Körperschaften zur Genehmigung vorgelegt werden. Sie soll ratifiziert und so bald als möglich in einer Form in Kraft gesetzt werden, die von den beiden Regierungen in Gemeinsamem Einvernehmen festgesetzt werden soll.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf französisch und auf deutsch zu Paris, am 20. Juni 1928.

A. BRIAND.
M. BOKANOWSKI:
HOESCH.
POSSE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE LETTRES

AMBASSADE D'ALLEMAGNE
A PARIS
W. 2394.

I.

PARIS, le 29 octobre 1928.

A SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PARIS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux arrangements conclus à Paris, le 20 juin 1928, entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement français, concernant certaines modifications apportées à l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement allemand est d'accord pour que la liste E de cette convention soit modifiée de la façon suivante :

Le dernier alinéa de l'article « ex-541 » (chapeaux, etc. non garnis, seulement en bandes de feuilles de palmier, etc.) est modifié comme suit :

(a) Les mots « dressés en forme de chapeaux » et la virgule qui suit, sont supprimés.

(b) La note suivante est insérée sous forme de note 3 :

³⁰ Il ne sera tenu compte des modèles déposés, réserve faite des dispositions du présent accord, qu'en ce qui concerne la largeur (finesse) des bandes tressées.

Le présent arrangement doit être ratifié par le Parlement allemand. Les deux gouvernements fixeront d'un commun accord le jour de sa mise en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

HOESCH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

RELATIONS COMMERCIALES.

Accord commercial franco-allemand
du 17 août 1927.

PARIS, le 31 octobre 1928.

MONSIEUR VON HOESCH, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE, PARIS.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

A la date du 29 octobre, vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au protocole relatif à l'application de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 et signé à Paris le 20 juin 1928, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement allemand est d'accord pour que la liste E de cette convention soit modifiée de la façon suivante :

Le dernier alinéa de l'article « ex-541 » (chapeaux en paille, etc., non garnis, seulement en bandes de feuilles de palmier, etc.) est modifié comme suit :

- a) Les mots « dressés en forme de chapeaux » et la virgule qui suit, sont supprimés.
- b) La note suivante est insérée sous forme de note 3 :

3° Il ne sera tenu compte des modèles déposés, réserve faite des dispositions du présent Accord, qu'en ce qui concerne la largeur (finesse) des bandes tressées.

Le présent arrangement exige l'approbation du parlement allemand. Les deux gouvernements fixeront d'un commun accord le jour de sa mise en vigueur.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication dont le Gouvernement français prend acte avec satisfaction.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation,

L'Ambassadeur de France, Secrétaire général :
BERTHELOT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

PROTOCOL

TO THE FRANCO-GERMAN COMMERCIAL AGREEMENT OF AUGUST 17, 1927.

PARIS, JUNE 20, 1928.

The French Government and the German Government, as the result of negotiations regarding the application of the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, have agreed, in the case of certain commodities, to amend the provisions of the said Agreement as follows :

I.

French Tariff No.	Description of Goods	Unit	Duty
0127	Oxide of tin, brown.	100 kg.	Fr. Ct. 625.—
ex 0250	Collodion containing more than 10 % of soluble cellulose :		
	(a). With a basis of alcohol ether.	ditto	225.— ^{1 2}
	(b) With a basis of other solvents.	ditto	225.— ^{1 2}
0289 b	Dichloro- and tetrachloro-phthalic acids and their anhydrides	kg.	16.25
0347	Caffeine and its salts	ditto	25.—
359 c	The same (articles specified in No. 359) with ground stopper		
		Duties as on No. 359, according to kind, increased by 50 fr. per 100 kg.	

¹ Not including the internal taxes on alcohol, if any.² Plus a duty of 4 fr. per kg. for each kg. of soluble cellulose exceeding 10 %.

II.

German Tariff Nos.	Description of Goods	Duty per metric quintal
		Reichsmarks
1. No. " ex 50 " shall read as follows :		
ex 50	Bananas :	
	Fresh :	
	On the stalk, in crates	free
	Other	free
	Dried	2.—

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

German Tariff Nos.	Description of Goods	Duty per metric quintal
		Marks

NOTE. — It is understood that although the exemption from duty of "other fresh bananas" is not specifically accorded in the Franco-German Agreement of August 17, 1927, France shall nevertheless continue to enjoy this privilege so long as Germany does not, by an agreement with a third country, fix a conventional duty for the above two categories of fresh bananas or for one of them. In such event, France renounces her right to exemption but is entitled to the benefit of the consolidation of the conventional duty fixed with a third country.

2. In paragraphs 3 and 4 of No. "ex 178" and paragraph 3 of No. "ex 179" the words :

<p style="margin: 0;">"accompanied by the third counterfoil of the original <i>acquit régional spécial</i> of the French State Monopoly Administration, known as the "Certificate of Origin" "</p>
--

shall be substituted in each case for the words :

<p style="margin: 0;">"accompanied by a copy of the <i>acquit régional spécial</i> of the French State Monopoly Administration."</p>
--

3. No. "ex 384" shall read as follows :

ex 384	Tanning extracts not elsewhere mentioned in the General Tariff . . .	free
--------	--	------

4. Add the following new paragraph to paragraph 1 of No. 1 of the note to Nos. 405 and 408 :

The 50 % surtax shall not apply to the white crepes (including crepe ribbons) falling under Nos. 405 and 408 nor to the other open-woven tissues, white, falling under No. 408, provided the goods are merely weighted and not specially dyed.

5. Ex 445 Close-woven tissues for furniture and upholstery, etc.

Add the following notes :

NOTES. — 1. In deciding whether tissues imported in the piece for sale by the metre are for furniture and upholstery or not, consideration will be given primarily to the superficial quality of the goods, especially the patterns. In case of doubt, an expert's opinion will be sought.

2. Tissues for table-linen (*e. g.* tea- and coffee-cloths, restaurant table-cloths) of such pattern that they can be simply cut into separate pieces, shall not be considered as tissues for furniture and upholstery.

6. No. "ex 527" shall read as follows :

ex 527	Shoes of spun wares, wholly or partly of silk, having soles of other materials sewn on :	
	For women :	
	Weighing 500 gr. or less per pair	600.—
	Other	700.—
	Other	800.—

7. For No. 556 substitute the following :

ex 556	Boots and shoes, of leather of all kinds, including those made from hides with the hair still on and those made from fish or reptile skins, with other than wooden soles :	
	Weighing more than 1200 gr. per pair	85.—

NOTE. — The linings, trimmings, ornaments and other accessories (buckles, bows, tassels, embroideries, laces and the like) shall not affect the taxation of leather shoes unless the shoes are liable to higher duties owing to these combinations, in conformity with tariff regulations laid down elsewhere.

8. The notes to Nos. 791 and 792 shall be amended as follows :

(a) For the note to N^o 792 " Iron wire shall also be considered as not having undergone further treatment, etc. " substitute the following :

NOTES. — 1. The conventional duties of No. 792 do not apply to *iron wire for teeth for reeds* (flat iron or steel wire with oval edges or not), wound in the shape of rolls, rings or wooden rolls.

2. Iron wire shall also be considered as not having undergone further treatment when it is thinly coated with copper by means of the application, during the process of drawing, of a solution of copper salt.

(b) Add the following as second paragraph to the note " to Nos. 785 A, 785 B, 791 and 792 ".

This note does not apply to goods expressly specified elsewhere in the General Tariff, as for example teeth for reeds.

The present arrangement shall be submitted for approval to the Parliaments of both countries. It shall be ratified and come into force as soon as possible and in the form mutually agreed upon by both Governments.

Done in duplicate French and German texts in Paris on June 20, 1928.

A. BRIAND.
M. BOKANOWSKI.
HOESCH.
POSSE.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

GERMAN EMBASSY.

W. 2394.

PARIS, *October 29, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

Referring to the arrangements concluded in Paris on June 20, 1928, between the German and French Governments concerning certain amendments to the Franco-German Commercial Agreement of August 17th, 1927, I have the honour to inform you that the German Government agrees to List E of this Agreement being altered as follows :

The last paragraph of Article " ex 541 " (Hats, etc., untrimmed, of palm leaf strips only, etc.) shall read as follows :

(a) The words " shaped in hat form " , together with the comma following, shall be deleted ;

(b) The following shall be inserted as Note 3 :

3. Subject to the provisions of the present Agreement, the specimens deposited shall be taken into consideration only in respect of the width (fineness) of the plaited bands.

The present arrangement must be ratified by Germany. The two Governments shall fix by agreement the day upon which it is to come into force.

I have the honour, etc.

HOESCH.

His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

II.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
DEPARTMENT
OF POLITICAL AND COMMERCIAL RELATIONS
COMMERCIAL :
Ref. Franco-German Commercial Agreement
of August 17th, 1927.

PARIS, *October 31, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

Under date of October 29 you were good enough to write to me as follows :

“ Your Excellency,

Referring to the arrangements concluded in Paris on June 20th, 1928, between the German and French Governments concerning certain amendments to the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, I have the honour to inform you that the German Government agrees to List E of this Agreement being altered as follows :

The last paragraph of Article “ ex 541 ” (Hats, etc. untrimmed, of palm leaf strips only, etc.) shall be amended as follows :

(a) The words “ shaped in hat form ”, together with the comma following, shall be deleted ;

(b) The following shall be inserted as Note 3 :

(3) Subject to the provisions of the present Agreement, the specimens deposited shall be taken into consideration only in respect of the width (fineness) of the plaited bands.

The present arrangement must be ratified by Germany. The two Governments shall fix by agreement the day upon which it is to come into force.

I have the honour, etc.”

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, the contents of which the French Government notes with satisfaction.

I have the honour, etc.

For the Minister for Foreign Affairs,

BERTHELOT,

Secretary-General, French Ambassador.

His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

ECHANGE DE NOTES ¹ COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EXTENSION A L'INDOCHINE DE L'ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND DU 17 AOÛT 1927. PARIS, LE 10 JUIN 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 17 août 1929.

EXCHANGE OF NOTES ¹ CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXTENSION TO INDOCHINA OF THE FRANCO-GERMAN COMMERCIAL AGREEMENT OF AUGUST 17, 1927. PARIS, JUNE 10, 1929.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, August 17, 1929.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES
POLITIQUES ET COMMERCIALES.

PARIS, le 10 juin 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu d'ordre de votre gouvernement me demander si, eu égard à la réforme tarifaire envisagée en Indochine et déjà partiellement réalisée, le Gouvernement français ne consentirait pas à ce que fussent désormais étendues à cette colonie les dispositions tarifaires de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français accepte cette suggestion et qu'il donne son entière approbation à la déclaration suivante que je vous propose de soumettre de votre côté à l'agrément du Gouvernement allemand :

« Les Gouvernements allemand et français sont tombés d'accord pour étendre désormais aux échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Indochine les dispositions de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, visant les colonies dites assimilées.

Ainsi se trouvent rapportées dans la mesure où elles étaient encore appliquées les restrictions résultant de l'alinéa 1 de

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.

PARIS, June 10th, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to ask me, on behalf of your Government, whether, in view of the tariff reform contemplated and already partially carried through in Indo-China, the French Government would agree to the tariff provisions of the Franco-German Commercial Agreement of August 17th, 1927, being henceforth extended to that colony.

I have the honour to inform you that the French Government accepts this suggestion and entirely approves of the following declaration, which I propose you should on your part submit for the German Government's acceptance :

“ The French and German Governments are agreed that the provisions of the Franco-German Commercial Agreement of August 17th, 1927, concerning the so-called assimilated colonies, shall henceforth be extended to apply to trade between Germany and Indo-China.

The restrictions arising out of paragraph 1 of the addendum to Articles 42, 43 and 44 of the Protocol of Signature to that Agree-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 16 juillet 1929.

Entré en vigueur le 16 juillet 1929.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, July 16, 1929.

Came into force July 16, 1929.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'addendum aux articles 42, 43, 44 du Protocole de signature à ladite convention.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt possible. La date de sa mise en vigueur sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements. »

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BERTHELOT.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

II.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.

PARIS, le 10 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre de ce jour par laquelle vous me proposez, au sujet du règlement des échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Indochine, de soumettre à l'agrément du Gouvernement allemand la déclaration suivante :

« Les Gouvernements allemand et français sont tombés d'accord pour étendre désormais aux échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Indochine les dispositions de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, visant les colonies dites assimilées.

Ainsi se trouvent rapportées dans la mesure où elles étaient encore appliquées les restrictions résultant de l'alinéa 1 de l'addendum aux articles 42, 43, 44 du Protocole de signature à ladite convention.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt possible. La date de sa mise

ment, are, in so far as they were still applied, accordingly cancelled.

The present arrangement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Paris as soon as possible. The date of its coming into force shall be fixed by mutual agreement between the two Governments. ”

I have the honour to be, etc.

(Signed) BERTHELOT.

His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

II.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, June 10th, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date, in which, with reference to the regulation of trade between Germany and Indo-China, you propose that I should submit the following declaration for the German Government's acceptance :

“ The French and German Governments are agreed that the provisions of the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, concerning the so-called assimilated colonies, shall henceforth be extended to apply to trade between Germany and Indo-China.

The restrictions arising out of paragraph 1 of the addendum to Articles 42, 43 and 44 of the Protocol of Signature to that Agreement are, in so far as they were still applied, accordingly cancelled.

The present Arrangement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Paris as soon as possible. The date of

en vigueur sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements ».

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement allemand donne son approbation à cette déclaration.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

its coming into force shall be fixed by mutual agreement between the two Governments."

I have the honour to inform you that the German Government approves of this declaration.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N^o 1815. — ARRANGEMENT¹ CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE AU SUJET DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE AVEC LE TERRITOIRE DOUANIER ALLEMAND. SIGNÉ A PARIS, LE 23 FÉVRIER 1928.

N^o 1815. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND FRANCE REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE SAAR BASIN TERRITORY AND THE GERMAN CUSTOMS TERRITORY. SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 23, 1928.

ECHANGE DE NOTES² RELATIF A L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. PARIS, LE 20 JUIN 1928.

EXCHANGE OF NOTES² CONCERNING THE ABOVE AGREEMENT. PARIS, JUNE 20, 1928.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 7 août 1929.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 7, 1929.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

PARIS, den 20. Juni 1928.

HERR MINISTER!

Da sich bei der Durchführung der Vereinbarung zwischen Deutschland und Frankreich über den Warenaustausch zwischen dem Saarbeckengebiet und dem deutschen Zollgebiete vom 23. Februar 1928 aus deren Artikel 9 hinsichtlich der Erzeugnisse einiger Saisonindustrien für die Ausnutzung ihrer Kontingente gewisse Schwierigkeiten ergeben haben, beehre ich mich, namens der Deutschen Regierung vorzuschlagen, Abschnitt XVIII des Zeichnungsprotokolls zu obiger Vereinbarung wie folgt zu ändern :

" XVIII.

Zu Artikel 9 Abf. 1.

Die Hohen Vertragsschliessenden Teile sind darüber einig, dass die für Saatkartoffeln und Sämereien zur Saat (Nummern aus 83 und aus 89 des französischen Zolltarifs) in Liste A, für

¹ Vol. LXXIX, page 247, de ce recueil.

² Entré en vigueur, le 25 mai 1929.

¹ Vol. LXXIX, page 247, of this Series.

² Came into force May 25, 1929.

Motorräder, Adhäsionskuppelungen usw., Fahrräder usw., Fahrradteile (Nummern aus 915, 916, 919/20 des deutschen Zolltarifs) in Liste B und für Stacheldraht, Drahtgeflechte und Drahtgewebe, Drahtkörbe (Nummer aus 825 des deutschen Zolltarifs) in Liste B³ als Kontingente für ein Jahr vorgesehenen Mengen in voller Höhe auch schon im ersten Halbjahr jeden Kalenderjahrs eingeführt werden dürfen. “

Ich wäre Euerer Exzellenz dankbar, wenn ich die Mitteilung erhalten könnte, dass die Französische Regierung diesem Vorschlag zustimmt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

VON HÆSCH.

Seiner Exzellenz dem Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

¹ TRADUCTION.

¹ TRANSLATION.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, le 20 juin 1928.

PARIS, June 20, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

SIR,

Etant donné que, lors de la mise à exécution de l'Arrangement conclu le 23 février 1928 entre l'Allemagne et la France, au sujet des échanges commerciaux du Territoire du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, l'article 9 a soulevé certaines difficultés, pour les produits de quelques industries saisonnières, au point de vue de l'utilisation des contingents desdites industries, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement allemand, de vous proposer de modifier, comme suit, la section XVIII du Protocole de signature de l'arrangement précité :

As the putting into effect of the Agreement concluded on February 23, 1928, between Germany and France regarding commercial exchanges between the Saar Basin Territory and the German Customs Territory has, as regards Article 9, given rise to certain difficulties, affecting the products of certain seasonal industries, in connection with the utilisation of their quotas, I have the honour to propose on behalf of the German Government that Section XVIII of the Protocol of Signature of the aforesaid Agreement should be altered to read as follows :

XVIII.

“ XVIII.

» Ad Article 9, alinéa I.

Ad Article 9, paragraph 1.

« Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le montant total des contingents annuels prévus à la Liste A du présent arrangement pour les pommes de terre de semence et les graines de semence (Nos ex 83 et ex 89 du tarif français), à la Liste B pour les motocyclettes, embrayages, etc., les vélocipèdes, etc.,

“ The High Contracting Parties agree that the total amounts of the annual quotas provided in List A of the present Agreement for seed potatoes and seed for sowing (Nos ex 83 and ex 89 of the French Tariff), in List B for motor cycles, gears, etc., cycles, etc., and parts of cycles (Nos. ex 915, 916, 919/20 of the German

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information

les pièces détachées de cycles (N^{os} ex 915, 916, 919/20 du tarif allemand) et à la liste B 3 pour les ronces artificielles, treillis et toiles métalliques, corbeilles en fils métalliques (N^{os} ex 825 du Tarif allemand) pourra être importé au cours du premier semestre de chaque année. »

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir que le Gouvernement français accepte cette proposition.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) VON HOESCH.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 20 juin 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la lettre en date de ce jour, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, j'ai l'honneur de Lui faire connaître que le Gouvernement français accepte de modifier ainsi qu'il suit la section XVIII du Protocole de Signature :

« XVIII

Ad Article 9, alinéa 1.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le montant total des contingents

Tariff), and in List B 3 for barbed wire, plaited wire, wire gauze and wire baskets (No. ex 825 of the German Tariff) may be imported during the first six months of each year. ”

I would be greatly obliged if your Excellency would kindly inform me whether the French Government approves of this proposal.

(Signed) VON HOESCH.

To His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PARIS, June 20, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter to me of to-day's date, I have the honour to inform you that the French Government agrees that Section XVIII of the Protocol of Signature should be modified as follows :

“ XVIII.

Ad Article 9, paragraph 1.

The High Contracting Parties agree that the total amounts of the annual quotas provided

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

annuels prévus à la Liste A du présent Arrangement pour les pommes de terre de semence et les graines de semence (Nos ex 83 et ex 89 du tarif français), à la Liste B pour les motocyclettes, embrayages, etc., les vélocipèdes, etc., les pièces détachées de cycles (Nos ex 915, 916, 919/20 du tarif allemand) et à la liste B 3 pour les ronces artificielles, treillis et toiles métalliques, corbeilles en fils métalliques (N^o ex 825 du Tarif allemand) pourra être importé au cours du premier semestre de chaque année. »

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma plus haute considération.

A. BRIAND.

Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne
à Paris.

in List A of the present Agreement for seed potatoes and seed for sowing (Nos. ex 83 and ex 89 of the French Tariff), in List B for motor cycles, gears, etc., cycles, etc., and parts of cycles (Nos. ex 915, 916, 919/20 of the German Tariff), and in List B 3 for barbed wire, plaited wire, wire gauze and wire baskets (No. ex 825 of the German Tariff) may be imported during the first six months of each year. ”

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. BRIAND.

Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

N^o 1841. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS PERSAN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR LE RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LES 30 JUILLET ET 9 AOUT 1928.

No. 1841. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE PERSIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, JULY 30, AND AUGUST 9, 1928.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS, JUSQU'À L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 10 MAI 1929. TÉHÉRAN, LE 10 MAI 1929.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, UNTIL THE COMING INTO FORCE OF THE TREATY CONCERNING ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED MAY 10, 1929. TEHERAN, MAY 10, 1929.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le 12 juillet 1929.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, July 12, 1929.

¹ Vol. LXXX, page 407, de ce recueil.

¹ Vol. LXXX, page 407, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

TÉHÉRAN, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

Mon gouvernement, prenant avec vif plaisir note de la signature à Téhéran aujourd'hui entre la Suède et la Perse d'un Traité d'établissement, de commerce et de navigation lequel ne pourra néanmoins entrer en vigueur que dans quelques mois, m'a chargé de faire à Votre Excellence la déclaration suivante, constituant le règlement des relations de la Suède avec la Perse jusqu'à l'entrée en vigueur du dit traité :

I. La représentation diplomatique de la Perse sur le territoire de la Suède jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Perse sur le territoire de la Suède, régulièrement munis de l'exequatur pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et des immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Perse sur le territoire de la Suède, sous condition de réciprocité ne sera en aucun cas inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

II. Le Gouvernement suédois accordera aux ressortissants persans en Suède sous condition d'une parfaite réciprocité en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants persans en Suède resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

III. Le Gouvernement suédois soumettra les produits naturels persans et les produits fabriqués en Perse, à leur entrée sur le territoire suédois, à ses lois organiques des douanes. II

I.

TEHERAN, May 10, 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

My Government, noting with great pleasure the signature this day at Teheran of a Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Sweden and Persia, which cannot, however, come into force until some months have passed, has instructed me to make the following declaration to your Excellency, which shall govern the relations between Sweden and Persia pending the entry into force of the said Treaty :

I. The diplomatic representatives of Persia in the territories of Sweden shall, on condition of complete reciprocity, enjoy the privileges and immunities sanctioned by public international law ;

The consular representatives of Persia in the territories of Sweden in due possession of an exequatur may, on condition of complete reciprocity, reside there in the localities to which they have hitherto been admitted.

They shall, on condition of complete reciprocity, enjoy the honours, privileges and personal immunities in respect of jurisdiction and taxation sanctioned by international public law.

The treatment accorded on condition of reciprocity, to the diplomatic and consular representatives of Persia in Swedish territory, shall in no case be inferior to that accorded to the most favoured nation.

II. The Swedish Government shall accord most-favoured-nation treatment to Persian nationals in Sweden on condition of complete reciprocity in respect of establishment.

As regards their personal status, Persian nationals in Sweden shall continue to be subject to the provisions of their national legislation.

III. The Swedish Government shall subject the natural products of Persia and products manufactured in Persia to the Swedish organic Customs laws on their entry into Swedish terri-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de n'importe quel autre pays.

IV. Les dispositions de la présente déclaration seront applicables à dater du 10 mai 1929 et resteront exécutoires jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du Traité d'établissement, de commerce et de navigation signé aujourd'hui à Téhéran entre la Suède et la Perse.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Gérant, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. G. VON HEIDENSTAM.

Son Excellence
M. A. Farzine,
Gérant du Ministère impérial
des Affaires étrangères,
Téhéran.

II.

N° 2564.

TÉHÉRAN, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon gouvernement, prenant avec vif plaisir note de la signature à Téhéran aujourd'hui entre la Perse et la Suède d'un Traité d'établissement, de commerce et de navigation lequel ne pourra néanmoins entrer en vigueur que dans quelques mois, m'a chargé de faire à Votre Excellence la déclaration suivante, constituant le règlement des relations de la Perse avec la Suède jusqu'à l'entrée en vigueur dudit traité :

I. La représentation diplomatique de la Suède sur le territoire de la Perse jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de la Suède sur le territoire de la Perse, régulièrement munis de l'exequatur pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et des immunités personnelles de juridiction et

tory. It shall accord them the benefit of its minimum tariff and of all reductions in that tariff which are granted to similar products, whether natural or manufactured, originating in and coming from any other country whatsoever.

IV. The provisions of this declaration shall apply as from May 10, 1929, and shall remain valid until the day on which the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Sweden and Persia, signed at Teheran to-day, comes into force.

I have the honour, etc.

(Signed) C. G. VON HEIDENSTAM.

His Excellency
M. A. Farzine,
Acting Imperial Minister
for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

No. 2564.

TEHERAN, May 10, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

My Government, noting with great pleasure the signature this day at Teheran of a Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Persia and Sweden, which cannot however, come into force until some months have elapsed, has instructed me to make the following declaration to Your Excellency, which shall govern the relations between Persia and Sweden pending the entry into force of the said Treaty :

I. The diplomatic representatives of Sweden in the territories of Persia shall, on condition of complete reciprocity, enjoy the privileges and immunities sanctioned by public international law ;

The consular representatives of Sweden in the territories of Persia in due possession of an exequatur may, on condition of complete reciprocity, reside there in the localities to which they have hitherto been admitted.

They shall, on condition of complete reciprocity, enjoy the honours, privileges and personal

de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la Suède sur le territoire de la Perse, sous condition de réciprocité ne sera en aucun cas inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

II. Le Gouvernement persan accordera aux ressortissants suédois en Perse, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants suédois en Perse resteront soumis aux dispositions de leurs lois nationales.

III. Le Gouvernement persan soumettra les produits naturels suédois et les produits fabriqués en Suède, à leur entrée sur le territoire persan, à ses lois organiques des douanes. Il leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaissements de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de n'importe quel autre pays.

IV. Les dispositions de la présente déclaration seront applicables à dater du 10 mai 1929 et resteront exécutoires jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du Traité d'établissement, de commerce et de navigation signé aujourd'hui à Téhéran entre la Perse et la Suède.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

*Le Gérant du Ministère
des Affaires étrangères :*
(Signé) M.-A. FARZINE.

Son Excellence
Monsieur Carl Gerhard von Heidenstam,
Ministre de Suède
en Perse.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 juillet 1929.

Le Chef des Archives p. i. :
Cte Lewenhaupt.

immunities in respect of jurisdiction and taxation sanctioned by international public law.

The treatment accorded, on condition of reciprocity, to the diplomatic and consular representatives of Sweden in Persian territory, shall in no case be inferior to that accorded to the most favoured nation.

II. The Persian Government shall accord most-favoured-nation treatment to Swedish nationals in Persia on condition of complete reciprocity in respect of establishment.

As regards their personal status, Swedish nationals in Persia shall continue to be subject to the provisions of their national legislation.

III. The Persian Government shall subject the natural products of Sweden and products manufactured in Sweden to the Persian organic Customs laws on their entry into Persian territory. It shall accord them the benefit of its minimum tariff and of all reductions in that tariff which are granted to similar products, whether natural or manufactured, originating in and coming from any other country whatsoever.

IV. The provisions of this declaration shall apply as from May 10, 1929, and shall remain valid until the day on which the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between Persia and Sweden, signed at Teheran to-day, comes into force.

I have the honour, etc.

(Signed) M. A. FARZINE.
*Acting Minister
for Foreign Affairs.*

His Excellency
Monsieur Carl Gerhard von Heidenstam,
Swedish Minister
in Persia.

N^o 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS) ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹, ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS) AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

ADHÉSION

Ratification de l'adhésion du Venezuela, déposée le 19 juin 1929.

ACCESSION.

Ratification of the accession by Venezuela, deposited June 19, 1929.

RATIFICATIONS

ALLEMAGNE 15 août 1929.
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES 4 septembre 1929.

RATIFICATIONS.

GERMANY August 15, 1929.
KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ... September 4, 1929.

N^o 1859. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET PERSAN COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LE 8 SEPTEMBRE 1928.

No. 1859. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE DANISH AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, SEPTEMBER 8, 1928.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT COMMERCIAL CI-DESSUS JUSQU'AU 10 AOUT 1929. TÉHÉRAN, LES 29 AVRIL ET 9 MAI 1929.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE COMMERCIAL AGREEMENT UNTIL AUGUST 10, 1929. TEHERAN, APRIL 29, AND MAY 9, 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations, le 26 août 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, August 26, 1929.

¹ Vol. LXXXI, page 317, de ce recueil.

² Vol. LXXXII, page 57, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXI, page 317, of this Series.

² Vol. LXXXII, page 57, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 332.

No. 332.

TÉHÉRAN, le 29 avril 1929.

TEHERAN, April 29, 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

YOUR EXCELLENCY,

Chargé à cet effet par le Gouvernement danois, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Acting on instructions received from the Danish Government, I have the honour to bring the following to the knowledge of Your Excellency :

En vertu du point 4 de l'Arrangement provisoire des relations entre le Danemark et la Perse du 8 septembre 1928, cet arrangement doit rester en vigueur jusqu'au 10 mai 1929. Cependant, le Gouvernement danois et le Gouvernement persan, à condition de réciprocité, se sont réservé le droit de maintenir en vigueur les dispositions en question au delà de cette date et, en ce cas, ces dispositions resteront applicables jusqu'à 30 jours après que l'arrangement a été dénoncé par l'une des parties.

In virtue of Point 4 of the Provisional Settlement of the Relations between Denmark and Persia of September 8, 1928, this settlement is to remain in force until May 10, 1929. Nevertheless, subject to reciprocity, the Danish Government and the Persian Government have reserved the right to apply the provisions in question beyond that date, and these provisions will remain in force for thirty days after the settlement has been denounced by either of the parties.

Comme il ne sera pas possible d'établir une convention définitive qui puisse entrer en vigueur le 10 mai prochain, le Gouvernement danois, pour ce qui le concerne, est prêt à maintenir en vigueur les dispositions de l'arrangement provisoire après cette date, et il suppose que le Gouvernement persan, de son côté, voudra bien considérer l'arrangement comme applicable au delà du 10 mai prochain. Le Gouvernement danois attacherait du prix à connaître le point de vue du Gouvernement persan à ce sujet.

As it will not be possible to draw up a definitive Convention to come into force on May 10 next, the Danish Government is, for its part, prepared to apply the Provisional Settlement after that date, and assumes that the Persian Government will also regard the Settlement as valid after May 10 next. The Danish Government would be glad to know the view of the Persian Government on the matter.

Le projet d'un traité d'amitié que le Gouvernement danois a reçu en son temps du Gouvernement persan, ne contient pas de dispositions de nature commerciale. Or, comme le Gouvernement danois, conformément à la politique des traités suivie jusqu'ici par le Danemark, attacherait du prix à ce que le traité à conclure entre le

The draft treaty of friendship which the Danish Government received from the Persian Government, contains no provisions of a commercial nature. Further, as the Danish Government, in conformity with the policy hitherto pursued by Denmark in the matter of treaties, is anxious that the treaty to be concluded

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Danemark et la Perse soit également étendu aux relations commerciales entre les deux pays, il a étudié les relations économiques entre le Danemark et la Perse et sera prochainement prêt à entamer avec le Gouvernement persan des pourparlers relatifs à un arrangement définitif des relations contractuelles entre les deux pays.

Je serais très obligé à Votre Excellence si une réponse à la présente pouvait m'être donnée dans le plus bref délai possible, et je saisis cette occasion, Monsieur le Gérant, pour vous présenter les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) L. P. J. DE DECKER.

Son Excellence
Monsieur Mohamed Ali Khan Farzine,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

II.

N° 2250.

TÉHÉRAN, le 9 mai 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vous avez bien voulu par votre lettre en date du 29 avril N° 332 me faire savoir que vous étiez chargé par le Gouvernement danois de déclarer qu'en attendant la conclusion d'une convention définitive entre la Perse et le Danemark, le Gouvernement danois, pour ce qui le concerne, est prêt à maintenir en vigueur les dispositions de l'arrangement provisoire après le 10 mai 1929, sous condition de réciprocité.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement persan prend acte de cette communication et de son côté, par réciprocité, considère l'arrangement provisoire comme continuant à s'appliquer dans toutes ses dispositions jusqu'à la conclusion des traités et conventions prévus à l'arrangement provisoire susmentionné et au plus tard jusqu'au 10 août 1929.

Nous sommes prêts à négocier, outre un traité d'amitié, une convention d'établissement et une convention commerciale et de navigation

between Denmark and Persia shall be extended to the commercial relations between the two countries, it has examined the economic relations between Denmark and Persia and will shortly be prepared to enter into negotiations with the Persian Government for a definitive settlement of the contractual relations between the two countries.

I should be very grateful if Your Excellency would reply as soon as possible and have the honour, etc.

(Signed) L. P. J. DE DECKER.

His Excellency
M. Mohamed Ali Khan Farzine,
Director of the Ministry of Foreign Affairs,
Teheran.

II.

No. 2250.

TEHERAN, May 9, 1929.

SIR,

You were good enough by letter No. 332, dated April 29, to inform me that you had been instructed by the Danish Government to state that, pending the conclusion of a definitive convention between Persia and Denmark, the Danish Government was, for its part, prepared, subject to reciprocity, to apply the Provisional Settlement after May 10, 1929.

I have the honour to inform you that the Persian Government notes this communication and also, subject to reciprocity, regards all the stipulations of the Provisional Settlement as continuing to apply until the conclusion of the treaties and conventions provided for in the above-mentioned Provisional Settlement, and until August 10, 1929, at the latest.

We are prepared to negotiate, besides a treaty of friendship, an establishment convention and a commercial and navigation

et nous serons heureux de recevoir le projet danois que vous nous annoncez.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Signé) M. FARZINE.

A Monsieur L. P. J. de Decker,
Chargé d'affaires des Pays-Bas,
Teheran.

Pour copie conforme :
Téhéran, le 11 mai 1929.

(Signé) L. P. J. de Decker,
Chargé d'Affaires.

Sceau de la Légation
des Pays-Bas.

convention and shall be glad to receive the Danish proposals of which you speak.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. FARZINE.

To M. L. P. J. de Decker,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Teheran.

N^o 52 a). — TRAITÉ¹ DE COMMERCE
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE
PARAGUAY, DU 16 OCTOBRE 1884.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT LE TRAITÉ
CI-DESSUS POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE
D'UN AN. ASUNCIÓN, LES 16 ET 29 FÉVRIER
1928.

*Communiqué par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique, le
7 juin 1929.*

I.

BRITISH LEGATION.

No. 7.

ASUNCIÓN, June 10, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to a note of Dr. Bordenave dated the 22nd of February last and

¹ Vol. XLV, page 223, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 52 (a). — TREATY¹ OF COMMERCE
BETWEEN GREAT BRITAIN AND PARA-
GUAY, OF OCTOBER 16, 1884.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE
TREATY FOR A FURTHER PERIOD OF ONE
YEAR. ASUNCIÓN, FEBRUARY 16 AND 29,
1928.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, June 7, 1929.*

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 7.

ASUNCIÓN, le 10 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à une note de M. le Dr Bordenave, en date du 22 février

¹ Vol. XLV, page 223, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to inform Your Excellency that I am instructed to accept, on behalf of His Majesty's Government, the period of one year for the extension of the existing treaty, with the modifications to which the above-mentioned note refers, as acceptable to the Paraguayan Government.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurances of my distinguished consideration.

(Signed) H. A. Cunard CUMMINS.

His Excellency
Doctor Don Adolfo Aponte,
Minister for Foreign Affairs,
Asunción.

II.

BRITISH LEGATION.
No. 6.

ASUNCIÓN, *February 16, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour under instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to confirm on behalf of His Majesty's Government in Great Britain the agreement reached during our recent conversation to the effect that the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of October 16th, 1884, between the Government of Paraguay and His Majesty's Government, as modified by the exchange of notes of February 16th, 1927, between the Government of Paraguay and His Majesty's Government, shall hereafter continue in force for a further period of one year or until the conclusion of a new Treaty whichever period may be the shorter.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) H. A. Cunard CUMMINS

His Excellency
Doctor Enrique Bordenave,
Minister for Foreign Affairs,
Asunción.

dernier et de faire connaître à Votre Excellence que j'ai été chargé d'accepter, au nom du Gouvernement de Sa Majesté la prorogation, pour une période d'un an, du traité en vigueur, avec les modifications qui, aux termes de la susdite note, peuvent être acceptées par le Gouvernement du Paraguay.

Veillez agréer, etc.

(Signed) H. A. Cunard CUMMINS.

Son Excellence
Monsieur le Dr Adolfo Aponte,
Ministre des Affaires étrangères,
Asunción.

II.

LÉGATION BRITANNIQUE.
N° 6.

ASUNCIÓN, *le 16 février 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, de vous confirmer au nom du Gouvernement de sa Majesté en Grande-Bretagne l'arrangement conclu au cours de notre récent entretien et selon lequel le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, du 16 octobre 1884, entre le Gouvernement du Paraguay et le Gouvernement de Sa Majesté, avec les modifications qui lui ont été apportées par l'échange de notes du 16 février 1927, entre le Gouvernement du Paraguay et le Gouvernement de Sa Majesté, sera prorogé à partir de la présente date pour une nouvelle période d'un an ou jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité, si ce traité était conclu avant l'expiration de ladite période d'un an.

Veillez agréer, etc.

(Signed) H. A. Cunard CUMMINS.

Son Excellence
Monsieur le Dr Enrique Bordenave,
Ministre des Affaires étrangères,
Asunción.

III.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCIÓN POLITICA Y DIPLOMÁTICA.

No. 141.

ASUNCIÓN, *Febrero 29 de 1928.*

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

En respuesta a la nota de esa Legación N^o 6, fecha 16 del corriente mes, cábeme poner en su conocimiento que mi Gobierno está conforme en que el Tratado de Amistad, Comercio y Navegación de Octubre 16 de 1884, entre el Gobierno del Paraguay y el de la Gran Bretaña, con las modificaciones expresadas en mi nota N^o 104 del 22 de Febrero de 1927 y aceptadas por nota de V. S. N^o 7 de Junio 10 de 1927, siga en vigor por un año más, a contar desde el 25 del corriente mes y año, o por un periodo más corto, o sea hasta la firma de un nuevo Tratado entre ambos países, que esperamos se llevará a cabo antes que expire el nuevo plazo de un año mencionado.

Saludo á V. S. con mi distinguida consideración.

(Signed) Enrique BORDENAVE.

A Su Señoría
el señor Encargado de Negocios
de la Gran Bretaña,
Don H. A. Cunard Cummins.
Presente:

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION POLITIQUE
ET DIPLOMATIQUE
N^o 141.

ASUNCIÓN, *le 29 février 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à la note de votre Légation N^o 6, du 16 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon gouvernement accepte que le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 16 octobre 1884 entre le Gouvernement du Paraguay et celui de la Grande-Bretagne, avec les modifications indiquées dans ma note

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF PARAGUAY.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND DIPLOMATIC SECTION.
No. 141.

ASUNCIÓN, *February 29th, 1928.*

SIR,

In reply to Note No. 6, dated February 16, 1928, from the British Legation, I have the honour to inform you that my Government agrees that the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, of October 16, 1884, between the Governments of Paraguay and Great Britain, with the modifications stipulated in my

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 104, du 22 février 1927 et approuvées par la note de Votre Excellence N^o 7, du 10 juin 1927, demeure en vigueur, pendant une année encore, à compter du 25 du mois courant, ou pour une période plus brève, c'est-à-dire jusqu'à la signature d'un nouveau traité entre les deux pays, dans l'espoir que ce traité sera conclu avant l'expiration du nouveau délai d'une année susmentionné.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Enrique BORDENAVE.

Monsieur M. H. A. Cunard Cummins,
Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne,
Asunción.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT LE TRAITÉ
CI-DESSUS POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE
D'UN AN A PARTIR DU 25 FÉVRIER 1929.
ASUNCIÓN, LES 18 FÉVRIER ET 11 MARS 1929.

*Communiqué par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique le 2 sep-
tembre 1929.*

I.

BRITISH LEGATION.

ASUNCIÓN, *February 18, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to advise Your Excellency that I have received instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to ascertain whether the Government of Paraguay would be willing to accede to the renewal for a further period of one year, or until the conclusion of a new Treaty, whichever may be shorter, as from the February 25, 1929, date on which it elapses, of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of the October 16, 1884, with the modifications expressed in Note No. 104 of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Note No. 104 of February 22, 1927, and accepted by your Note No. 7 of June 10, 1927, shall continue in force for a further period of one year as from the 25th day of the present month, or for a shorter period if in the meantime a new Treaty should be concluded between the two countries, as is hoped will be the case before the expiration of the said new time limit of one year.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Enrique BORDENAVE.

To Mr. H. A. Cunard Cummins,
British Chargé d'Affaires,
Asunción.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE
TREATY FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR
AS FROM FEBRUARY 25, 1929. ASUNCIÓN,
FEBRUARY 18, AND MARCH 11, 1929.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, September 2, 1929.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

ASUNCIÓN, *le 18 février 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu des instructions du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères, en vue de déterminer si le Gouvernement du Paraguay est disposé à accéder à la prorogation, à partir du 25 février 1929, — date à laquelle ledit traité vient à expiration, — pour une nouvelle période d'un an ou jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité, (en choisissant la plus courte de ces deux périodes), du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 16 octobre 1884, avec les modi-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

February 22, 1927, from the Ministry of Foreign Affairs of Paraguay, and accepted in Note No. 7 of the June 10, 1927, of this Legation.

2. I have the honour to add further that the phrase now in use — “ His Majesty’s Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland ” — should be substituted for that of “ His Majesty’s Government in Great Britain ”.

3. It will be deemed a favour if Your Excellency will be so good as to advise this Legation if there is any objection on the part of the Government of Paraguay to the renewal of the aforementioned Treaty, on similar terms to those now in force.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest considerations.

(Signed) H. W. W. BIRD.

Son Excellence
Monsieur le docteur
Gerónimo Zubizarreta,
Ministre des Affaires étrangères,
Asunción.

Certified to be a true and correct copy of the original forwarded to the Minister for Foreign Affairs.

(Signed) H. W. W. Bird.
Acting Chargé d’Affaires.

fications formulées dans la note N° 104 du 22 février 1927, du Ministère des affaires étrangères du Paraguay, et acceptées par la note N° 7 du 10 juin 1927 de la Légation britannique, à Assomption.

2. J’ai l’honneur d’ajouter qu’il conviendrait de substituer à l’expression actuellement employée « le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne », l’expression « le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord ».

3. Je serai reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir faire connaître à la Légation britannique si le Gouvernement du Paraguay élève des objections en ce qui concerne la prorogation du traité ci-dessus mentionné, dans des conditions analogues à celles qui sont actuellement en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) H. W. W. BIRD.

A son Excellence
Monsieur le Docteur
Gerónimo Zubizarreta
Ministre des Affaires étrangères,
Assomption.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY.
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN
CONSULAR Y DE COMERCIO.
No. 132.

ASUNCIÓN *Marzo 11 de 1929.*

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

No habiendo aún terminado las negociaciones para la celebración de un nuevo Tratado de Comercio entre el Paraguay y la Gran Bretaña y que van a ser proseguidas inmediatamente, mi

Gobierno está conforme en extender la prórroga anteriormente acordada por el término de un año a partir del 25 de Febrero último con la salvedad o restricción que se expresa en la nota N° 104 de 22 de Febrero de 1927.

Saludo a V. S. con mi consideración distinguida.

(Signed) G. ZUBIZARRETA.
Ministro.

A Su Señoría
el Señor Encargado de Negocios de la Gran Bretaña
Don H. W. W. Bird.
Presente.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION
CONSULAIRE ET COMMERCIALE
N° 132.

ASUNCIÓN, le 11 mars 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Mon gouvernement n'a pas encore terminé les négociations ouvertes en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce entre le Paraguay et la Grande-Bretagne, négociations qui vont être poursuivies immédiatement. Aussi accepte-t-il que soit étendue la prorogation dont il a été convenu antérieurement, pour une durée d'un an, à partir du 25 février dernier, avec les modifications formulées par la note N° 104 du 22 février 1927.

Veillez agréer, etc.

Le Ministre :
(Signé) G. ZUBIZARRETA.

Monsieur H. W. W. Bird,
Chargé d'Affaires
de Grande-Bretagne.
Asunción.

¹ TRANSLATION

REPUBLIC OF PARAGUAY.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
CONSULAR
AND COMMERCIAL SECTION.
No. 132.

ASUNCIÓN, March 11, 1929.

SIR,

As the negotiations for the conclusion of a new Commercial Treaty between Paraguay and Great Britain are not yet completed and are to be resumed immediately, my Government agrees to extend the time-limit previously granted for a further period of one year as from February 25, last, subject to the conditions specified in Note No. 104 of February 22, 1927.

I have the honour, etc.,

(Signed) G. ZUBIZARRETA,
Minister.

H. W. W. Bird Esq.,
British Chargé d'Affaires,
Asunción.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 55 *a*). — CONVENTION¹ CONCERNANT LES CONFLITS DE LOI RELATIFS AUX EFFETS DU MARIAGE. CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905.

ADHÉSION

de la POLOGNE et de la VILLE LIBRE DE DANTZIG, effective à partir du 25 août 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 7 septembre 1929.

No. 55 (*a*). — CONVENTION¹ RELATING TO CONFLICTS OF LAWS WITH REGARD TO THE EFFECTS OF MARRIAGE. CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905.

ACCESSION

of POLAND and the FREE CITY OF DANTZIG, effective as from August 25, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, September 7, 1929.

N^o 56 *a*). — CONVENTION² RELATIVE A L'INTERDICTION ET AUX MESURES DE PROTECTION ANALOGUES. CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905.

ADHÉSION

de la POLOGNE et de la VILLE LIBRE DE DANTZIG, effective à partir du 25 août 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 7 septembre 1929.

No. 56 (*a*). — CONVENTION² RELATING TO DEPRIVATION OF CIVIL RIGHTS AND SIMILAR MEASURES OF PROTECTION. CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905.

ACCESSION

of POLAND and the FREE CITY OF DANZIG, effective as from August 25, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, September 7, 1929.

N^o 92 *a*). — CONVENTION³ RELATIVE AU RÉGLEMENT DES CONFLITS DE LOIS ET DE JURIDICTIONS EN MATIÈRE DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 12 JUIN 1902.

ADHÉSION

de la POLOGNE et de la VILLE LIBRE DE DANTZIG, effective à partir du 25 août 1929.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 7 septembre 1929.

No. 92 (*a*). — CONVENTION³ RELATING TO THE SETTLEMENT OF THE CONFLICT OF LAWS AND JURISDICTIONS AS REGARDS DIVORCE AND SEPARATION. SIGNED AT THE HAGUE, JUNE 12, 1902.

ACCESSION

of POLAND and the FREE CITY OF DANZIG, effective as from August 25, 1929.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, September 7, 1929.

¹ Vol. I., page 180, de ce recueil.

² Vol. L., page 181, de ce recueil.

³ Vol. LI, page 215; et vol. LXXXIII, page 520, de ce recueil.

¹ Vol. I., page 180, of this Series.

² Vol. L., page 181, of this Series.

³ Vol. LI, page 215, and Vol. LXXXIII, page 520, of this Series.

N^o 93 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LA CRÉATION ET L'ENTRETIEN D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES, AVEC ANNEXES. SIGNÉE A PARIS, LE 20 MAI 1875.

ADHÉSION.

PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe)
1^{er} janvier 1929.

*Communiqué par le ministre des Pays-Bas à
Berne, le 4 juin 1929.*

No. 93 (a). — CONVENTION¹ CONCERNING THE CREATION OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF WEIGHTS AND MEASURES, WITH ANNEXES. SIGNED AT PARIS, MAY 20, 1875.

ACCESSION.

THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe), January 1, 1929.

*Communicated by the Netherlands Minister at
Berne, June 4, 1929.*

N^o 94 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE. SIGNÉ A VIENNE, LE 3 DÉCEMBRE 1873.

ECHANGE DE NOTES RELATIFS A L'ADHÉSION DE CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT AU TRAITÉ CI-DESSUS, POUR AUTANT QUE LES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ S'APPLIQUENT A LA HONGRIE. BUDAPEST, LES 8 DÉCEMBRE 1927 ET 25 AVRIL 1928.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 7 juin 1929.

I.

BRITISH LEGATION.

(T. 5174/886/374)

No. 103.

BUDAPEST, December 8, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, in order that adequate provision may exist for the

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 663.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 527.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 94 (a). — EXTRADITION TREATY² BETWEEN GREAT BRITAIN AND AUSTRIA-HUNGARY. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 3, 1873.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF CERTAIN MANDATED TERRITORIES TO THE ABOVE TREATY IN SO FAR AS THE PROVISIONS OF THE TREATY RELATE TO HUNGARY. BUDAPEST, DECEMBER 8, 1927, AND APRIL 25, 1928.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, June 7, 1929.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

T. 5174/886/374.

N^o 103.

BUDAPEST, le 8 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, afin de régler par des dispositions

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 562.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 213.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Hungarian Government agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Vienna on the December 3, 1873, as amended by the Declaration signed at London on the June 26, 1901, shall be deemed to apply to those territories in so far as their provisions relate to Hungary. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective Governments that the provisions of that Treaty as amended by the said Declaration shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in article XVII of the said Treaty :

appropriées l'extradition des délinquants fugitifs qui se sont enfuis de territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et actuellement en vigueur soit étendue aux territoires sous mandat de la Palestine (la Transjordanie exceptée), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Tanganyika. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, respectivement, désirent de même que l'application des clauses de ces traités soit étendue aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient également appliquées à Nauru.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement hongrois accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Vienne le 3 décembre 1873, tel qu'il a été amendé par la déclaration signée à Londres le 26 juin 1901, et actuellement encore en vigueur, soient, dans la mesure où elles concernent la Hongrie, considérées comme applicables à ces territoires. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse en ce sens seraient considérées comme constatant formellement l'entente intervenue entre les deux gouvernements respectifs, selon laquelle les dispositions de ce traité, tel qu'il a été amendé par ladite déclaration, seront désormais applicables à la Palestine (la Transjordanie exceptée), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest africain, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces territoires ou qui y ont cherché refuge, étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou natifs de ces territoires étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seront considérées comme le « Gouverneur ou l'autorité principale » mentionné à l'article XVII dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine : The High Commissioner, or the officers for the time being administering the government.

Cameroons (British sphere) : The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers for the time being administering the government.

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : The Governor General of New Zealand.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

4. If the Hungarian Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of Hungary who, for the purpose of article XVII of the said Treaty would in each case be regarded as the " chief consular officer " by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

5. I have the honour to request Your Excellency that I may be favoured if possible with an early reply to the enquiries contained in this note.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Colville BARCLAY.

His Excellency
Monsieur Louis Walko,
Minister for Foreign Affairs.

Palestine : le haut-commissaire ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire ;

Cameroon (sphère britannique) : le gouverneur du Nigéria ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire ;

Togo (sphère britannique) : le gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire ;

Territoire du Tanganyika : Le gouverneur ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire ;

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, Rabaul, Nouvelle-Guinée ;

Samoa occidentale : Le gouverneur général de la Nouvelle-Zélande ;

Sud-Ouest africain : L'administrateur du Sud-Ouest africain ;

Nauru : L'administrateur, Nauru.

4. Si le Gouvernement hongrois accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires de la Hongrie qui auront été désignés, dans chaque cas, aux fins de l'article XVII dudit traité, comme étant le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans les territoires sous mandat respectifs.

5. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me communiquer, aussitôt que possible une réponse aux demandes contenues dans la présente note.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Colville BARCLAY.

Son Excellence
M. Louis Walko,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

60.542/6.
1928.

BUDAPEST, 1928. évi április hó 25.-én.

MINISTER UR,

Vonatkozással mult évi december hó 8.-án 103. szám alatt és folyó évi március hó 13.-án 33 szám alatt kelt nagybecsü jegyzékére van szerencsém Excellenciádat tisztelettel értesíteni, hogy a. m. kir. kormány a maga részéről hozzájárul ahhoz a javaslatához, hogy a Magyarország és Nagy-britannia között fennálló kiadatási szerződés hatálya az első helyen nevezett brit követségi jegyzékben kőrülirt, alább megnevezett területekre kiterjesztessék :

1. Palestinára, Transjordánia kivételével ;
2. Kamerun-nak a brit érdekkörbe tartozó részére ;
3. Togoland-nak a brit érdekkörbe tartozó részére ;
4. Tanganyika területére ;
5. Uj-Guineára ;
6. Nyugat Samoára ;
7. Dél Nyugat Afrikára,
8. Nauru területére.

A m. kir. kormány egyidejűleg a brit kormány álláspontjának szives közlését kéri abban az irányban is, vajjon fennállónak kívánja-e tekinteni az 1910. évben létesült azt a megállapodást, amely a szóbanforgó kiadatási szerződések érvényességének a brit védnökség alatt álló afrikai területekre kiterjedése tárgyában létesült, amely megállapodást azonban a brit kormány a trianoni szerződés 224. cikke alapján tett nyilatkozatában nyilatkozatában kifejezetten nem említette meg.

Fogadja Nagyméltóságod kiváló tiszteletem őszinte nyilvánítását.

WALKO.

O Excellenciája

Sir Colville Barclay,

rendkívüli követ és meghatalmazott minister urnak,
Budapest.¹ TRADUCTION.

BUDAPEST, le 25 avril 1928.

¹ TRANSLATION.

BUDAPEST, April 25, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à vos notes N^o 103, en date du 8 décembre dernier, et N^o 33, en date du 13 mars de cette année, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie accepte, pour sa part, que les dispositions du traité d'extradition existant entre la Hongrie et la Grande-Bretagne soient étendues

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your notes No. 103, dated December 8 last and No. 33, dated 13th of March this year, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government for its part agrees to the proposal that the provisions of the extradition treaty existing between Hungary and Great Britain shall be extended to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

aux territoires énumérés dans la première note envoyée par l'Ambassade britannique, à savoir :

- 1^o Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) ;
- 2^o Cameroun (sphère britannique) ;
- 3^o Togo (sphère britannique) ;
- 4^o Territoire du Tanganyika ;
- 5^o Nouvelle-Guinée ;
- 6^o Samoa occidental ;
- 7^o Sud-Ouest Africain ;
- 8^o Territoire de Nauru.

En même temps, le Gouvernement royal de Hongrie serait heureux de savoir si le Gouvernement britannique désire que l'Accord de 1910, qui vise l'extension du traité d'extradition susmentionné aux territoires africains placés sous le protectorat britannique, et qui n'est pas expressément mentionné dans la déclaration faite par le Gouvernement britannique conformément à l'article 224 du Traité de Trianon, soit considéré comme restant en vigueur.

Veillez agréer, etc.,

(Signé) WALKO.

Son Excellence
Sir Colville Barclay,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire,
Budapest.

territories enumerated in the first note sent by the British Embassy, namely :

1. Palestine (excluding Transjordan) ;
2. Cameroons (British sphere) ;
3. Togoland (British sphere) ;
4. Tanganyika Territory ;
5. New Guinea ;
6. Western Samoa ;
7. South West Africa ;
8. Nauru Territory.

At the same time, the Royal Hungarian Government would be glad to be informed by the British Government whether it desires that the 1910 Agreement concerning the extension of the above-mentioned extradition treaties to African Territories under British protection, which is not expressly mentioned in the British Government's declaration, made in conformity with Paragraph 224 of the Treaty of Trianon, should be regarded as continuing in force.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) WALKO.

To His Excellency
Sir Colville Barclay,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Budapest.

N^o 95 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION ¹
ENTRE LA GRANDE BRETAGNE ET
L'ÉQUATEUR. SIGNÉ A QUITO, LE
20 SEPTEMBRE 1880.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE
CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT AU
TRAITÉ CI-DESSUS. QUITO, LES 24 DÉCEMBRE
1927 ET 19 JANVIER 1928.

*Communiqué par le Ministère des Affaires étran-
gères de Sa Majesté britannique, le 7 juin
1929.*

No. 95 (a). — EXTRADITION TREATY ¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND
ECUADOR. SIGNED AT QUITO, SEP-
TEMBER 20, 1880.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION
OF CERTAIN MANDATED TERRITORIES TO THE
ABOVE TREATY. QUITO, DECEMBER 24, 1927,
AND JANUARY 19, 1928.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, June 7, 1929.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de
Traités*, deuxième série, tome XII, page 715.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72,
page 137.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

QUITO, 24th December, 1927.

QUITO, le 24 décembre 1927.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, afin de réglementer par des dispositions appropriées l'extradition des délinquants fugitifs qui se sont enfuis de territoires à l'égard desquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et actuellement en vigueur soit étendue aux territoires sous mandat de la Palestine (la Transjordanie exceptée), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Tanganyika. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, respectivement, désirent de même que l'application des clauses de ces traités soit étendue aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient également appliquées à Nauru.

I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Ecuador agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Quito on the 20th September, 1880, shall be deemed to apply to those territories. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were posses-

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République de l'Equateur accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Quito le 20 septembre 1880, et actuellement encore en vigueur, soient considérées comme étant applicables à ces territoires. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse en ce sens seraient considérées comme constatant formellement l'entente, intervenue entre les deux gouvernements, selon laquelle les dispositions de ce traité seront désormais applicables à la Palestine (la Transjordanie exceptée), au Cameroun (sphère britannique), au Togo (sphère britannique), au territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, pour information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article XV of the said Treaty :

Palestine : The High Commissioner, or the officers for the time being administering the Government.

Cameroons : (British sphere) : The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers for the time being administering the Government.

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : The Governor General of New Zealand.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

If the Ecuadorean Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of the Republic of Ecuador who, for the purpose of Article XV of the said Treaty would in each case be regarded as the "chief consular officer" by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest and most distinguished consideration.

(Signed) W. C. GRAHAM.

His Excellency,
Sr. Dr. Don Homero Viteri L.,
Minister for Foreign Affairs,
Quito.

territoires ou qui y ont cherché refuge, étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou les indigènes de ces territoires étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seront considérées comme « le gouverneur ou l'autorité principale » mentionnés à l'article XV dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine : Le haut-commissaire ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire.

Cameroon (sphère britannique) : Le gouverneur du Nigéria ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire.

Togo (sphère britannique) : Le gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire.

Territoire du Tanganyika : Le gouverneur ou les fonctionnaires chargés, par intérim, de l'administration du territoire.

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, Rabaul, Nouvelle-Guinée.

Samoa occidentale : Le gouverneur général de la Nouvelle-Zélande.

Sud-Ouest Africain : L'administrateur du Sud-Ouest africain.

Nauru : L'administrateur, Nauru.

Si le Gouvernement équatorien accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires de la République de l'Equateur qui auront été désignés, dans chaque cas, aux fins de l'article XV dudit traité, comme étant le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés dans les territoires sous mandat respectifs.

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. C. GRAHAM.

Son Excellence
Sr. Dr. Don Homero Viteri L.,
Ministre des Affaires étrangères,
Quito.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DEL ECUADOR.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

No. 3.

QUITO, a 19 de Enero de 1928.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

Me refiero a la atenta nota número 60, de 24 de Diciembre último, en la que el Honorable Señor W. C. Graham me manifiesta que el Gobierno de Su Majestad Británica estima conveniente que las disposiciones de los Tratados sobre extradición, celebrados por Su Majestad, sean aplicables también a los territorios bajo mandato de Palestina (exclusive el Trans-Jordán), Cameroons (esfera británica), Togoland (esfera británica) y el territorio de Tanganyika cuyos mandatos ha aceptado Su Majestad Británica a nombre de la Liga de las Naciones.

Igualmente, me informa que los Gobiernos de Su Majestad en el Estado de Australia, de Nueva Zelandia y en la unión de Sud-Africa, desean también que se apliquen dichos Tratados a los territorios bajo su mandato, de Nueva Guinea, de Samoa Occidental y al Africa del Suroeste y añade por fin que se desea la extensión de las citadas disposiciones a Nauru.

Estudiada la proposición y por cuanto se la estima conveniente, el Gobierno del Ecuador, que en 20 de Setiembre de 1880 firmó con Gran Bretaña el Tratado de Extradición, cuyo artículo XV ya contemplaba la extradición de territorios pertenecientes a colonias o posesiones extranjeras de cualquiera de las partes contratantes, ha resuelto acceder a los deseos del Gobierno de Su Majestad Británica y hacer extensivas las disposiciones del dicho Tratado a todos los territorios arriba mencionados, en los cuales serán considerados como Gobernador o autoridad principal, para los efectos del artículo XV, los siguientes :

Palestina : el Alto Comisionado o las Autoridades que administren el Gobierno.

Cameroons : (esfera británica) : el Gobernador de Nigeria o las autoridades que administren el Gobierno.

Togoland : (esfera británica) el Gobernador de la Costa de Oro o las autoridades que administren el Gobierno.

Territorio Tanganyika : el Gobernador o las autoridades que administren el Gobierno.

Nueva Guinea : el Administrador, Rabaul, Nueva Guinea.

Samoa Occidental : el Gobernador General de Nueva Zelandia.

Africa del Suroeste : el Administrador de Africa del Suroeste.

Nauru : el Administrador, Nauru.

El Ecuador, por su parte, indica que la autoridad que hará la petición de extradición, conforme al citado artículo XV, será el Consul en Port-Said.

El Gobierno del Ecuador conviene en considerar la nota del Señor Encargado de Negocios de la Gran Bretaña y esta contestación, como el Protocolo formal de acuerdo con el cual se amplía la esfera en la que surtirán sus efectos las disposiciones del Tratado de Extradición firmado en Quito el 20 de Setiembre de 1880.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Signed) HOMERO VITERI L.

Al Honorable

señor Don Robert M. Kohan

Encargado de Negocios de la Gran Bretaña.

Ciudad.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.
 MINISTRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 N° 3.

QUITO, le 19 janvier 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de me référer à la note N° 60, du 24 décembre dernier, par laquelle l'Honorable Mr. W. C. Graham me fait connaître que le Gouvernement de Sa Majesté britannique juge opportun que les dispositions des traités sur l'extradition, conclus par Sa Majesté, soient applicables également aux territoires sous mandat de la Palestine (Transjordanie non comprise), du Cameroun (zone britannique), du Togoland (zone britannique) et du Tanganyika, dont Sa Majesté britannique a accepté le mandat au nom de la Société des Nations.

L'Honorable Mr. W. C. Graham m'informe également que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union de l'Afrique du Sud, désirent aussi que lesdits traités soient appliqués aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest africain et il ajoute enfin que l'on désire voir étendre ces dispositions à Nauru.

Après avoir étudié la proposition et l'avoir jugée opportune, le Gouvernement de l'Équateur, qui a signé le 20 septembre 1880 avec la Grande-Bretagne un traité d'extradition, dont l'article XV prévoyait déjà l'extradition hors des territoires appartenant à des colonies ou possessions étrangères de l'une quelconque des Parties contractantes, a décidé d'accéder aux désirs du Gouvernement de Sa Majesté britannique et d'étendre les dispositions dudit traité à tous les territoires susmentionnés, dans lesquels seront considérés comme gouverneur ou autorité principale, aux fins d'application de l'article XV, les fonctionnaires indiqués ci-dessous :

Palestine : Le haut-commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF ECUADOR.
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 No. 3.

QUITO, January 19, 1928.

SIR,

I have the honour to refer to Note No. 60 dated December 24 last, in which Mr. W. C. Graham informed me that His Britannic Majesty's Government considers it desirable that the provisions of extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable also to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Camerouns (British Sphere), Togoland (British Sphere) and Tanganyika Territory in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty.

He further informed me that His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, in New Zealand and in the Union of South Africa similarly desire that those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, Western Samoa, and South West Africa, and adds that it is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

After considering the proposal and finding it acceptable, the Government, of Ecuador, having on September 20, 1880, concluded with Great Britain the Extradition Treaty Article XV of which provided for extradition from territories belonging to colonies or foreign possessions of either Contracting Party, has decided to accede to the wishes of His Britannic Majesty's Government by extending the application of the said Treaty to all the above-mentioned territories in which, for the purposes of Article XV, the following shall be regarded as the Governor or chief authority :

Palestine : The High Commissioner or the officers administering the Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Cameroun (sphère britannique) : Le gouverneur du Nigéria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

Togoland (sphère britannique) : Le gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

Territoire du Tanganyika : Le gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration du territoire.

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, Rabaul (Nouvelle-Guinée).

Samoa occidentale : Le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande.

Sud-Ouest Africain : L'administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru : L'administrateur, Nauru.

L'Equateur, de son côté, fait savoir que l'autorité qui présentera la demande d'extradition, conformément à l'article XV, sera le consul de Port-Saïd.

Le Gouvernement de l'Equateur accepte de considérer la note du Chargé d'Affaires de la Grande-Bretagne et la présente réponse comme constituant un Protocole formel d'accord étendant la zone dans laquelle auront effet les dispositions du traité d'extradition, signé à Quito le 20 septembre 1880.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Homero VITERI L.

A l'Honorable M. Robert M. Kohan,
Chargé d'Affaires
de la Grande-Bretagne.
En Ville.

Cameroons (British Sphere) : The Governor of Nigeria or the officers administering the Government.

Togoland (British Sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers administering the Government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers administering the Government.

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western-Samoa : The Governor General of New Zealand.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

Ecuador, for its part, states that the authority by whom requisition for extradition shall be made, in accordance with the said Article XV, shall be the Consul at Port Said.

The Government of Ecuador agrees that the Note of the British Chargé d'Affaires, together with the present reply, shall be considered as the formal Protocol extending the zone of application of the provisions of the Extradition Treaty concluded at Quito on September 20, 1880.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Homero VITERI L.

Mr. Robert M. Kohan,
Chargé d'Affaires
of Great Britain,
Quito.

N^o 96 a). — CONVENTION¹ CONCERNANT LA CRÉATION D'UN INSTITUT INTERNATIONAL PERMANENT D'AGRICULTURE. SIGNÉE A ROME, LE 7 JUIN 1905.

TEXTE AMENDÉ DES PARAGRAPHS 3 ET 4 DE L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION CI-DESSUS.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 juillet 1929.

3. Le montant de l'unité de cotisation est fixé chaque année de la manière suivante : le nombre des unités de cotisation est multiplié par le nombre des pays de chaque groupe ; la somme des produits fournit le nombre d'unités par lequel doit être divisée la dépense totale, autorisée par l'Assemblée générale, évaluée dans la monnaie courante en Italie, siège de l'Institut, déduction faite des recettes autres que les cotisations des Etats ; le quotient donne le montant de l'unité de cotisation.

4. En tout cas, la contribution correspondant à chaque unité de cotisation ne pourra jamais dépasser en valeur la somme de 4000 francs-or maximum.

Les cotisations encaissées postérieurement à la clôture de l'exercice viennent en déduction des dépenses de l'exercice suivant.

N^o 97 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION³ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE 19 AVRIL 1905.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DU TRAITÉ CI-DESSUS A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT. GUATÉMALA, LE 19 DÉCEMBRE 1927, ET MANAGUA, LE 12 JANVIER 1928.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 2 septembre 1929.

¹ DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 139.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 649.

No. 96 (a). — CONVENTION¹ REGARDING THE CREATION OF A PERMANENT INTERNATIONAL INSTITUTE OF AGRICULTURE. SIGNED AT ROME, JUNE 7, 1905.

AMENDED TEXT OF PARAGRAPHS 3 AND 4 OF ARTICLE 10 OF THE ABOVE CONVENTION.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, July 22, 1929.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

(3) The amount of the unit of subscription shall be fixed annually, as follows : the number of units of subscription is multiplied by the number of States in each group ; the sum of the products gives the number of units by which the total expenditure authorised by the General Assembly, expressed in the existing currency of Italy, the seat of the Institute, shall be divided after deducting receipts other than the subscriptions of Governments : the quotient gives the amount of the unit of subscription.

(4) In any case, the contribution corresponding to each unit of subscription shall at no time exceed in value a maximum of 4,000 gold francs.

Subscriptions received after the close of the financial year shall be deducted from the expenditure of the following financial year.

No. 97 (a). — EXTRADITION TREATY³ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NICARAGUA, SIGNED AT MANAGUA, APRIL 19, 1905.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE EXTENSION OF THE ABOVE TREATY TO CERTAIN MANDATED TERRITORIES. GUATEMALA, DECEMBER 19, 1927, AND MANAGUA, JANUARY 12, 1928.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, September 2, 1929.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 595.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 65.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

GUATEMALA, 19th December 1927.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that, in order that adequate provision may exist for the extradition of fugitive offenders from and to territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Britannic Majesty, His Majesty's Government in Great Britain consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the mandated territories of Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere) and Tanganyika Territory. His Majesty's Governments in the Commonwealth of Australia, New Zealand, and in the Union of South Africa, respectively, similarly desire that the provisions of those treaties should be made applicable to the mandated territories of New Guinea, to Western Samoa, and to South West Africa. It is also desired that the provisions of those treaties should be made applicable to Nauru.

I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Nicaragua agree that the provisions of the existing Extradition Treaty signed at Managua on the 19th April 1905, shall be deemed to apply to those territories. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the respective governments that the provisions of that Treaty shall henceforth apply to Palestine (excluding Transjordan), Cameroons (British sphere), Togoland (British sphere), Tanganyika Territory, New Guinea, Nauru, Western Samoa, and South West Africa, the requisitions for extradition from and to those territories being made in accordance therewith, in like manner as if those territories were

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

GUATÉMALA. le 19 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, afin de régler par des dispositions appropriées l'extradition des délinquants fugitifs qui se sont enfuis de territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, ou qui s'y sont réfugiés, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne estime désirable que l'application des clauses des traités d'extradition conclus par Sa Majesté et actuellement en vigueur, soit étendue aux territoires sous mandat de la Palestine (la Transjordanie exceptée) du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique) et du Tanganyika. Les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine respectivement, désirent de même que l'application des clauses de ces traités soit étendue aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest africain. On désire, en outre, que les dispositions de ces traités soient également appliquées à Nauru.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement de la République du Nicaragua accepte que les dispositions du traité d'extradition, signé à Managua, le 19 avril 1905, et actuellement en vigueur, soient considérées comme applicables à ces territoires. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence en ce sens seraient considérées comme constatant formellement l'entente, intervenue entre les deux gouvernements respectifs, selon laquelle les dispositions de ce traité seront désormais applicables à la Palestine (la Transjordanie exceptée), au Cameroun (sphère britannique) au Togo (sphère britannique), au Territoire du Tanganyika, à la Nouvelle-Guinée, à Nauru, au Samoa occidental et au Sud-Ouest Africain, les demandes d'extradition concernant les délinquants qui se sont enfuis de ces terri-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

possessions of His Britannic Majesty, and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

I have the honour to add that for the purposes of this agreement the following would be regarded as the "governor or chief authority" referred to in Article XV of the said Treaty :

Palestine : The High Commissioner, or the officers for the time being administering the government.

Cameroons (British sphere) : The Governor of Nigeria or the officers for the time being administering the government.

Togoland (British sphere) : The Governor of the Gold Coast or the officers for the time being administering the government.

Tanganyika Territory : The Governor or the officers for the time being administering the government.

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea.

Western Samoa : The Governor General of New Zealand.

South West Africa : The Administrator of South West Africa.

Nauru : The Administrator, Nauru.

If the Nicaraguan Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designations of the consular officers of Nicaragua who, for the purpose of article XV of the said Treaty would in each case be regarded as the "chief consular officer" by whom requisition for extradition shall be made from the respective mandated territories.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Archibald CLARK KERR.

His Excellency

Señor Doctor don Carlos Cuadra Pasos,
Minister for Foreign Affairs,
Managua, Nicaragua.

toires ou qui y ont cherché refuge étant présentées, conformément aux dispositions dudit traité, de la même manière que si lesdits territoires étaient des possessions de Sa Majesté britannique et que si les nationaux ou natifs de ces territoires étaient des sujets britanniques.

J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord, seront considérées comme le gouverneur ou l'« autorité principale » mentionnée à l'article XV dudit traité, les autorités suivantes :

Palestine : Le haut commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Cameroon (sphère britannique) : Le gouverneur du Nigeria, ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Togo (sphère britannique) : Le gouverneur de la Côte de l'Or ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Territoire du Tanganyika : Le gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, à Rabaul, Nouvelle-Guinée.

Samoa occidentale : Le Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande.

Sud-Ouest Africain : L'administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru : L'administrateur, à Nauru.

Si le Gouvernement du Nicaragua accepte cette proposition, je vous serais obligé de bien vouloir m'indiquer les fonctionnaires consulaires du Nicaragua qui devront être considérés, dans chaque cas, aux fins de l'article XV dudit traité, comme étant le « fonctionnaire consulaire principal » ayant qualité pour présenter les demandes d'extradition relatives aux délinquants réfugiés dans les territoires sous mandat respectifs.

Je saisis l'occasion de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Archibald CLARK KERR.

A Son Excellence

Monsieur le Docteur
don Carlos Cuadra Pasos,
Ministre des Affaires étrangères,
Managua, Nicaragua.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCIÓN DIPLOMÁTICA.

No. 37.

PALACIO NACIONAL, MANAGUA, (república de Nicaragua),
12 de enero de 1928.

EXCELENCIA :

Pláceme dar contestación a su atenta nota del 19 de diciembre próximo pasado, en la que Vuestra Excelencia manifiesta que con el propósito de que existan disposiciones adecuadas para la extradición de los delincuentes fugitivos respecto de territorios bajo mandato de Su Majestad Británica, el Gobierno de Vuestra Excelencia desea que las estipulaciones de los tratados de extradición se apliquen a los territorios de Palestina bajo mandato (excluyendo la Transjordania), al Camerón (esfera de influencia británica), Togoland (esfera de influencia británica) y al Territorio de Tanganyika. Agrega Vuestra Excelencia que los Gobiernos de Su Majestad en los Estados de Australia, Nueva Zelandia y en el de la Union del Africa del Sur, respectivamente, desean de igual manera que las disposiciones de esos tratados se apliquen a los territorios bajo mandato de Nueva Guinea, Samoa Occidental y Africa Sudoeste. Por último, Vuestra Excelencia manifiesta que las cláusulas de esos convenios rijan en Nauru. Sobre esta materia, Vuestra Excelencia consulta si el Gobierno de Nicaragua conviene en que las disposiciones del Tratado de Extradición de 19 de abril de 1905 celebrado con el Gobierno Inglés se apliquen a esos territorios y que caso afirmativo este cambio de notas se consideraría como suficiente para que las cláusulas de dicho tratado se aplicaran a los territorios y regiones mencionadas atrás como si esos territorios fueran posesiones de Su Majestad Británica y como si los nacionales o nativos de esos territorios fueran súbditos británicos.

De conformidad con el texto del convenio de extradición con este país, Vuestra Excelencia hace presente que las personas que se considerarán como « gobernador o autoridad principal » a que alude el artículo XV de dicho tratado son :

Palestina : el Alto Comisionado o los oficiales que estén administrando el gobierno ;

Cameron : (esfera de influencia británica) el Gobernador de Nigeria o los oficiales que estén administrando el gobierno ;

Togoland (esfera de influencia británica) : el Gobernador de la Costa de Oro o los Oficiales que estén administrando el Gobierno ;

Territorio : Tanganyika ; el Gobernador o los oficiales que estén administrando el Gobierno ;

Nueva Guinea : el Administrador, Rabaul, Nueva Guinea ;

Samoa occidental : el Gobernador General de Nueva Zelandia ;

Africa Sudoeste : el Administrador del Africa Sudoeste y en

Nauru : el Administrador, Nauru.

Termina Vuestra Excelencia solicitando se le aclare la frase « Agente Consular superior » que se usa en la cláusula XV del Tratado por medio de los cuales se hará el requerimiento para la entrega de los reos fugitivos.

El Gobierno de la República, animado por el vivo deseo de coadyuvar a la represión de los delitos, favoreciendo el castigo de los reos fugitivos no vacila en aceptar la propuesta hecha por el Gobierno Británico y conviene en que esta nota y la que contesto, sirvan de base para la aplicación definitiva y firme de las estipulaciones del tratado de 19 de abril de 1905, celebrado con el Gobierno Británico en los territorios y posesiones en ellas indicadas.

Con relación a la consulta de Vuestra Excelencia, el Gobierno de Nicaragua interpreta la frase aludida en el sentido de que existiendo Cónsul General será este funcionario consular el que debe gestionar la extradición y caso de no haber Cónsul General cualquier funcionario del orden consular.

Con muestras de mi más alta y distinguida consideración acepte Vuestra Excelencia las seguridades de mi más singular estimación.

J. BÁRCENAS MENESES.

Su Excelencia el señor
Ministro de Su Majestad Británica,
Guatemala.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION DIPLOMATIQUE.
N^o 37.

PALAIS NATIONAL, MANAGUA,
RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA.

Le 12 janvier 1928.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de répondre à la note du 19 décembre dernier, par laquelle Votre Excellence me fait connaître que, en vue d'établir des dispositions appropriées pour l'extradition des délinquants fugitifs en ce qui concerne les territoires placés sous mandat de Sa Majesté britannique, le Gouvernement de Votre Excellence désire que les dispositions des traités sur l'extradition soient applicables aux territoires sous mandat de la Palestine (Transjordanie exceptée), du Cameroun (sphère britannique), du Togo (sphère britannique), et du Tanganyika. Votre Excellence m'informe également que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union de l'Afrique du Sud, respectivement, désirent aussi que les dispositions desdits traités soient appliquées aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain. Elle ajoute enfin que l'on désire voir étendre ces dispositions à Nauru. A cet égard, Votre Excellence me demande si le Gouvernement du Nicaragua accepte que les dispositions du Traité d'extradition du 19 avril 1905, conclu avec le Gouvernement anglais, s'appliquent aux territoires susdits, et que, dans l'affirmative, le présent échange de notes soit considéré comme suffisant pour

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC SECTION.
No. 37.

PALACIO NACIONAL, MANAGUA,
REPUBLIC OF NICARAGUA,

January 12, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have pleasure in replying to your Excellency's Note of December 19th last, informing me that, with a view to making adequate provision for the extradition of fugitive criminals who have taken refuge in territories under His Britannic Majesty's mandate, your Excellency's Government desires the provisions of extradition treaties to extend to the following mandated territories: Palestine (excluding Transjordan) the Cameroons (British sphere of influence), Togoland (British sphere of influence) and Tanganyika. Your Excellency adds that His Majesty's Governments in Australia, New Zealand and the Union of South Africa, respectively, desire the provisions of such treaties to apply to the mandated territories of New Guinea, Western Samoa and South West Africa. Finally, your Excellency states that it is desired that the provisions of the said treaties shall apply to Nauru. In this connection your Excellency asks whether the Government of Nicaragua agrees that the provisions of the Extradition Treaty of April 19, 1905, concluded with the British Government, shall apply to those territories, in which case this exchange of Notes shall be regarded as sufficient for the application of the provisions of the said Treaty to the above-mentioned territories and regions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que les clauses dudit traité s'appliquent aux territoires et aux régions ci-dessus mentionnées, comme si ces territoires étaient possessions de Sa Majesté britannique et comme si les nationaux et natifs de ces territoires étaient des sujets britanniques.

Conformément au texte du traité d'extradition conclu avec le Nicaragua, Votre Excellence me fait connaître que les personnes qui seront considérées comme gouverneur ou « autorité principale » et auxquelles l'article XV dudit traité fait allusion, sont les fonctionnaires indiqués ci-dessous :

Palestine : Le haut commissaire ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Cameroun (sphère britannique) : Le gouverneur du Nigéria ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Territoire du Togo (sphère britannique) : Le gouverneur de la Côte de l'Or, ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Territoire du Tanganyika : Le gouverneur ou les fonctionnaires chargés par intérim de l'administration.

Nouvelle-Guinée : L'administrateur, à Rabaul, Nouvelle-Guinée.

Samoa occidentale : Le gouverneur général de la Nouvelle-Zélande.

Sud-Ouest Africain : L'administrateur du Sud-Ouest Africain.

Nauru : L'administrateur, à Nauru.

Votre Excellence demande enfin que soit éclairci le sens du terme « fonctionnaire consulaire principal » qui est employé à l'article XV du traité, et qui désigne les fonctionnaires par l'intermédiaire desquels seront présentées les demandes d'extradition concernant les délinquants réfugiés.

Le Gouvernement de la République, animé du vif désir de coopérer à la répression des délits par l'application de sanctions pénales aux délinquants réfugiés, accède volontiers à la proposition formulée par le Gouvernement britannique et accepte de considérer la note de ce gouvernement et la présente réponse comme constituant un protocole formel d'accord pour l'application des dispositions du Traité du 19 avril 1905 conclu avec le Gouvernement britannique, dans les territoires et possessions désignés en ces notes.

in the same way as if those territories were His Britannic Majesty's possessions and as if the nationals or natives of those territories were British subjects.

In accordance with the text of the Extradition Treaty with this country, your Excellency states that the persons to be regarded as the "Governor or Chief authority", referred to in Article XV of the said Treaty, are :

Palestine : The High Commissioner or the officials acting as administrators.

Cameroons : (British sphere of influence) The Governor of Nigeria or the officials acting as administrators ;

Togoland (British sphere of influence) : The Governor of the Gold Coast or the officials acting as administrators ;

Tanganyika : The Governor or the officials acting as administrators ;

New Guinea : The Administrator, Rabaul, New Guinea ;

Western Samoa : The Governor-General of New Zealand ;

South West Africa : The Administrator of South West Africa ; and

Nauru : The Administrator, Nauru.

In conclusion your Excellency asks for an explanation of the term "Chief Consular Officer", employed in Article XV of the Treaty, through whom the requisition for the surrender of the fugitive criminals is to be made.

The Government of the Republic, being desirous of assisting in the punishment of crime and of fugitive criminals, unhesitatingly accepts the British Government's proposal and agrees that this Note and the Note to which it is a reply shall serve as a basis for the final and definite application of the provisions of the Treaty of April 19, 1905, concluded with the British Government, to the territories mentioned in the said Notes.

Comme suite à la demande de Votre Excellence, le Gouvernement du Nicaragua interprète le terme en question dans le sens suivant : Le Consul général existant sera le fonctionnaire consulaire qui devra prendre les mesures nécessaires en vue de l'extradition, et, au cas où il n'existerait pas de Consul général, ce soin incombera à tout fonctionnaire de rang consulaire.

Veuillez agréer, etc.

J. Bárcenas MENESES.

A son Excellence
Monsieur le Ministre
de Sa Majesté britannique,
Guatémala.

With reference to your Excellency's enquiry, the Government of Nicaragua interprets the term in question to mean that where there is a Consul-General extradition will be effected through him and, if there is no Consul-General through any official of consular rank.

I have the honour, etc.

J. Bárcenas MENESES.

His Excellency
His Britannic Majesty's Minister,
Guatemala.

N^o 98 a). — CONVENTION¹ POUR RÉGLER
LES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE
DE MARIAGE. CONCLUE A LA HAYE,
LE 12 JUIN 1902.

ADHÉSION

POLOGNE et VILLE LIBRE DE DANTZIG.
Effective à partir du 25 août 1929,

*Communiquée par le ministre des Pays-Bas à
Berne, le 7 septembre 1929.*

No. 98 (a). — CONVENTION¹ RELATING
TO THE SETTLEMENT OF THE CON-
FLICT OF LAWS CONCERNING MAR-
RIAGE. CONCLUDED AT THE HAGUE,
JUNE 12, 1902.

ACCESSION.

POLAND and FREE CITY OF DANZIG.
Effective as from August 25, 1929.

*Communicated by the Netherlands Minister
at Berne, September 7, 1929.*

N^o 99 a). — CONVENTION² POUR RÉGLER
LA TUTELLE DES MINEURS. CONCLUE
A LA HAYE, LE 12 JUIN 1902.

ADHÉSION

POLOGNE et VILLE LIBRE DE DANZIG.
Effective à partir du 25 août 1929.

*Communiquée par le ministre des Pays-Bas
à Berne, le 7 septembre 1929.*

No. 99 (a). — CONVENTION² RELATING TO
THE SETTLEMENT OF GUARDIANSHIP
OF MINORS. CONCLUDED AT THE
HAGUE, JUNE 12, 1902.

ACCESSION.

POLAND and FREE CITY OF DANZIG.
Effective as from August 25, 1929.

*Communicated by the Netherlands Minister
at Berne, September 7, 1929.*

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 706. Vol. LI, page 209, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 724. Vol. LI, page 221, de ce recueil.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 411.

Vol. LI, page 209, of this Series.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 421.

Vol. LI, page 221, of this Series.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

